

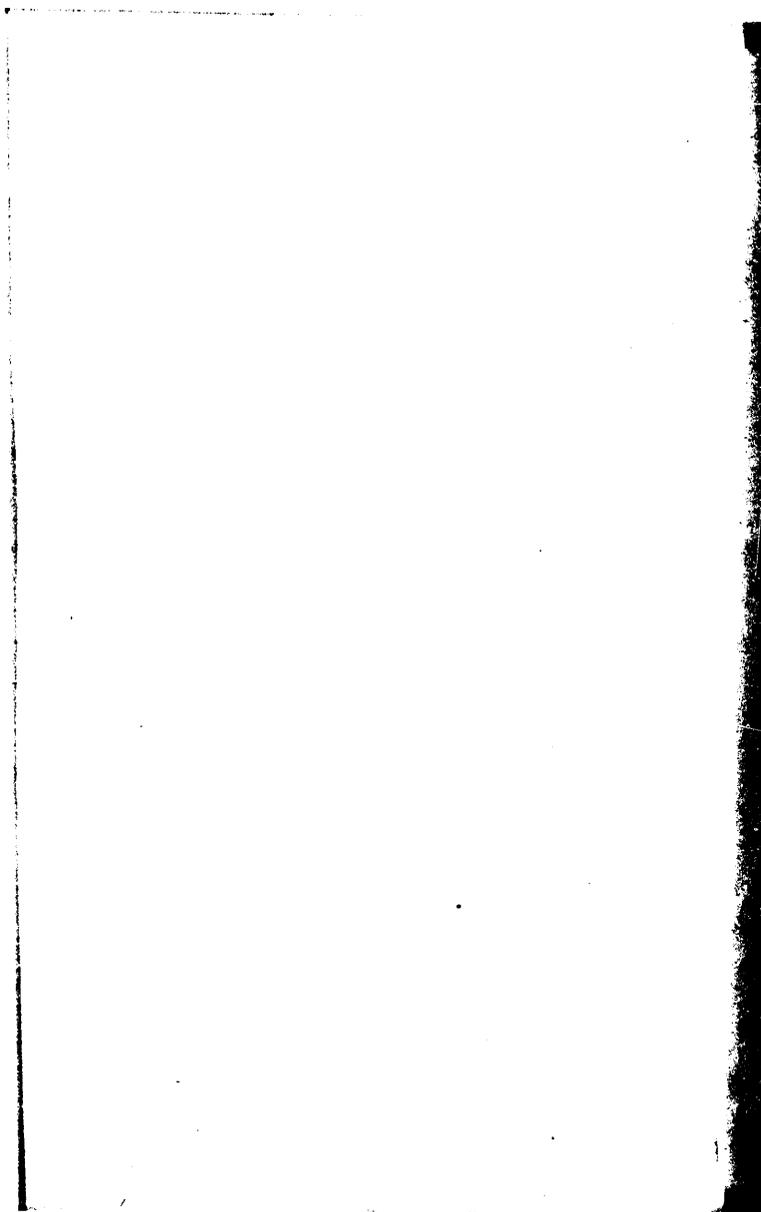


**« ...L'ABOMINABLE
VÉNALITÉ
DE LA PRESSE... »**

A. RAFFALOVITCH,
Conseiller secret du Ministère des Finances

**D'APRÈS LES DOCUMENTS DES
ARCHIVES RUSSES (1897-1917)**

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS



«...L'ABOMINABLE VÉNALITÉ
DE LA PRESSE...»

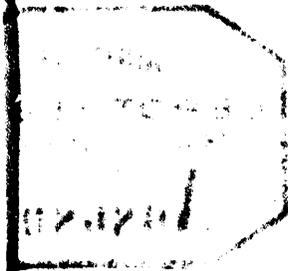


D'APRÈS LES DOCUMENTS DES
ARCHIVES RUSSES (1897-1917)



LC

Droits de reproduction réservés.
Copyright by *Librairie du Travail, 1931.*

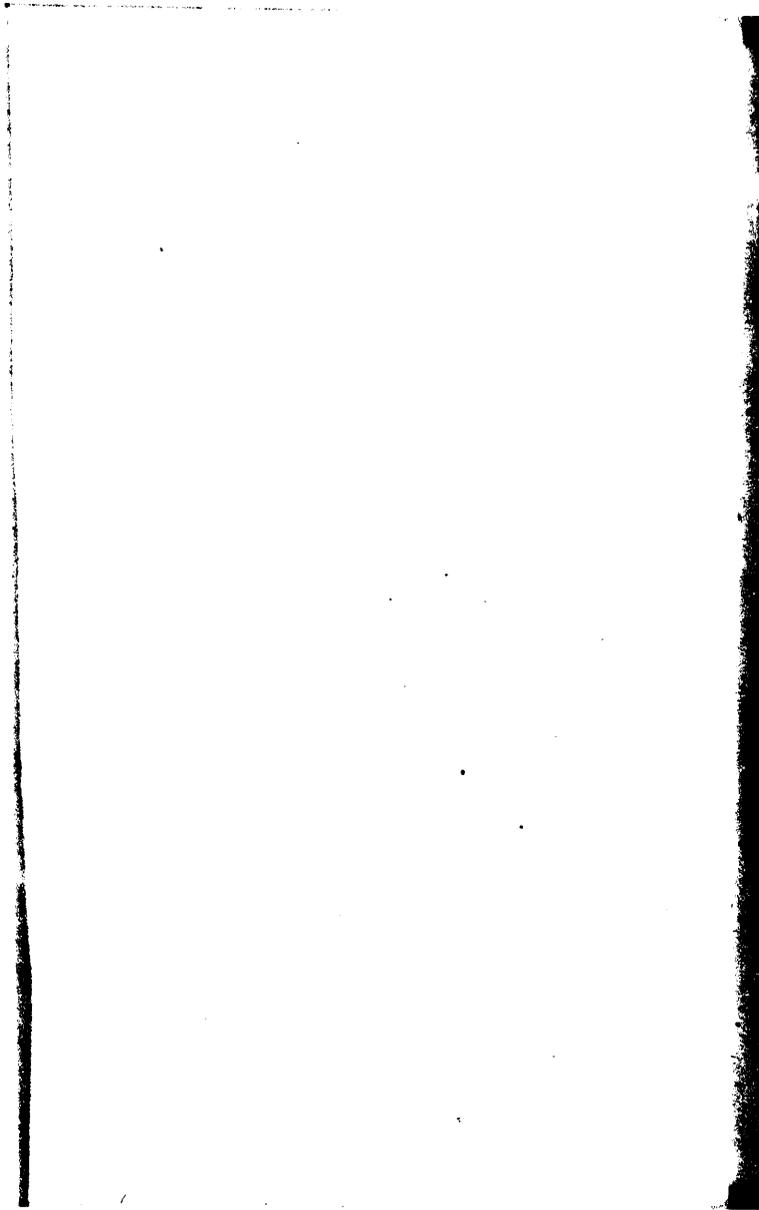


« ...L'ABOMINABLE
VÉNALITÉ
DE LA PRESSE... »

A. RAFFALOVITCH,
Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRÈS LES DOCUMENTS DES
ARCHIVES RUSSES (1897-1917)

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS



Avertissement de l'Éditeur

Nous publions aujourd'hui, avec un retard de quelque sept années, le dossier des documents concernant le « Subventionnement de la presse française » tel qu'il a été trouvé dans les archives tsaristes et dont l'Humanité a publié les principales pièces en 1923-1924.

A des causes qui incombent au Parti communiste et que nous ne voulons pas rechercher, d'autres causes de retard, qui sont dues à des difficultés d'ordre matériel et nous sont pleinement imputables, sont venues s'ajouter.

Cependant si les années ont effacé le souvenir du retentissement qu'avait eu la publication de ces documents, des scandales de presse plus récents — que ce n'est pas le lieu de rapporter en détail — font que ce livre n'a perdu aucune valeur d'actualité.

Au contraire. Il rappellera utilement que la presse n'est pas seulement au service des puissances d'argent de l'intérieur, mais qu'elle est également à la solde de celles de l'extérieur, ainsi que des gouvernements, leur expression politique.

La leçon qu'il faut tirer de ce livre, et qui se dégage d'une manière éclatante de ces pages, c'est de comprendre que l'existence de journaux à petit comme à gros tirage n'est possible en majeure partie qu'en fonction de cette publicité déguisée, dont il est facile de découvrir la source d'après la politique défendue... car inspirée.

Le dossier publié comprend des lettres confidentielles de M. Kokovtzev, président du conseil des ministres russe; de M. Sazonov, ministre des affaires étrangères; de M. Isvolsky, ambassadeur à Paris; de M. Davidov, directeur de la chancellerie des opérations de crédit, et surtout de M. Arthur Raffalovitch, conseiller secret du ministère des finances russe à Paris.

« Grand officier de la Légion d'honneur, membre correspondant de l'Institut, membre de la Société d'économie politique, collaborateur des Débats, de l'Économiste français, du Journal des économistes, du Dictionnaire d'économie politique, de Léon Say et Chailley; du Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque, d'Yves Guyot; directeur du Marché financier, membre de la Société de statistique et de l'Institut international de statistique, etc., M. Raffalovitch était une personnalité dont le témoignage n'est pas facile à récuser, même après sa mort », dit l'Humanité du 10 décembre 1923.

« M. Raffalovitch n'était pas précisément un révolutionnaire, ni même un homme d'opposition. Ses lettres ne sont nullement inspirées de haine politique, sauf quand il parle des socialistes. Elles avaient pour objet exclusif de tenir au courant ses supérieurs hiérarchiques. Et l'indignation qu'elles expriment parfois, les flétrissures qu'elles contiennent à l'adresse de certains politiciens sont l'expression de la simple honnêteté bourgeoise ou réactionnaire traditionnelle.

« M. Raffalovitch fut un des financiers et économistes bourgeois les plus éminents du dernier demi-siècle. Il avait les plus hautes relations dans la société politique et financière d'Europe, surtout de France. Ministres et banquiers avaient pour lui la plus grande considération. Ses témoignages posthumes sont irrécusables : ils ne seront pas récusés. » (Humanité du 5 décembre 1923.)

Ils ne l'ont pas été.

Mais afin de leur donner une valeur définitive de pièces à conviction nous avons décidé de reproduire quatorze, parmi les plus significatives, des nombreuses photographies qui devaient servir éventuellement à les authentifier.

✱

La campagne menée par l'Humanité contre « l'abominable vénalité de la presse française » (expression textuelle de M. Raffalovitch) du 5 décembre 1923 au 30 mars 1924 eut un retentissement considérable dans le monde entier. Le tirage du journal monta à 220.000 exemplaires (Humanité, 17 décembre 1923). La conspiration du silence fut vaincue, l'opinion saisie. Le Quotidien, Paris-Soir, et dans une moindre mesure le Populaire, puis d'autres journaux se décidèrent à reproduire certains documents. Une grande partie de la presse de province, plus indépendante que celle de Paris, fit écho à la campagne. A l'étranger, la diffusion des documents Raffalovitch fut très importante.

L'Humanité publiait les documents soit au fur et à mesure de leur réception, soit en les groupant suivant les nécessités d'une campagne de presse — ce que personne n'a cherché à présenter comme une édition critique et scientifique. M. Aulard, avec une remarquable absence de scrupules, en fit état pour essayer d'affaiblir, dans le Quotidien, la portée de la campagne. Quelque temps plus tard ce même Quotidien, dont il était un des codirecteurs, fut irrémédiablement discrédité par un scandale de presse particulièrement violent.

Sous le titre général : « L'abominable vénalité de la presse française », le public vit mettre en cause successivement à peu près tous les journaux français et de très « hautes personnalités » de la politique, du journalisme, de la finance, en un mot du soi-disant « monde ». Pour donner une idée de ce que fut cette campagne, résumons-la en quelque

lignes par les principaux titres du journal, tout en rappelant le contenu des articles :

LE « FIGARO » ET LA « LIBERTE » EN VILAINNE POSTURE (5 décembre). Documents accablants pour M. Calmette, tué plus tard par Mme Caillaux, et pour M. Berthoulat, mort récemment sénateur, tous deux maîtres-chanteurs.

UN LOT DE MAITRES-CHANTEURS; LE SÉNATEUR BERENGER A L'OUVRAGE (6 décembre). Mise en cause du très catholique Henri de Noussanne, du sénateur maître-chanteur Henry Bérenger.

LE « MATIN » DIT TOUT... MAIS PAS CELA (7 décembre). Mise en mauvaise posture de M. de Verneuil, syndic des agents de change, et du « chanteur » (sic) Bunau-Varilla.

M. BUNAU-VARILLA ET SA COMPTABILITE (8 décembre). Suite du précédent.

LE « MATIN » POURSUIT. L'« HUMANITE » CONTINUE (9 décembre). Suite du précédent.

M. PERCHOT, SÉNATEUR, LEGION D'HONNEUR ET MAITRE-CHANTEUR (10 décembre). Encore M. de Noussanne, puis « cette canaille » (sic) de M. Perchot.

« LE PETIT PARISIEN » ET « LE PETIT JOURNAL » NE VALENT PAS MIEUX QUE LE « MATIN » (11 décembre). M. Jean Dupuy, quatrième sénateur au tableau des stipendiés. Apparition de M. Roels. Allusion à la guerre du Transvaal.

AGENTS DE CHANGE... AGENTS DE CHANTAGE! (12 décembre). Lettre extraordinaire de M. de Verneuil. Encore M. Jean Dupuy.

M. ARTHUR MEYER SUR LA SELLETTE (13 décembre). Les manœuvres du directeur du Gaulois, les abonnements fictifs.

« L'ABOMINABLE VENALITE » DU « TEMPS » ET CELLE DE LA « LIBERTE » ET DE LA « PATRIE » (14 décembre). M. Adrien Hébrard déshonoré.

NOUVELLES POURSUITES. NOUVEAUX DOCUMENTS! (15 décembre). *Poursuites sans suites du maître-chanteur Gustave Téry. Une fois de plus, M. Adrien Hébrard. Et M. François Deloncle. Et encore M. de Verneuil.*

UN HISTORIQUE DE LA CORRUPTION... ET LA DESCRIPTION DE QUELQUES PROCÉDES (16 décembre).

QUELQUES JOURNAUX DÉJÀ NOMMÉS... ET ENCORE UN SÉNATEUR! (18 décembre). *C'est du sénateur Méline (Méline-Pain-Cher) qu'il s'agit.*

UN DÉFILE HÉTÉROCLITE (19 décembre). **LE DÉFILE CONTINUE** (20 décembre). **LES JOURNAUX SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT** (21 décembre). *Où l'on voit passer le sénateur Doumer, M. Zévaès, la Libre Parole de Drumont, la Dépêche de Toulouse du sénateur Sarraut, le Journal, M. Yves Guyot, ancien ministre, etc.*

M. LETELLIER ET M. LAUTIER A LA CAISSE (22 décembre). *Il s'agit du Lautier qui devint député de la Guyane (!), puis ministre de M. Tardieu et dut démissionner à la suite du scandale financier de la banque Oustric.*

LE POLICIER RECOULY AU TRAVAIL (23 décembre). *Il en sera parlé plus loin.*

A QUOI SERVENT LES DÉCORATIONS (24 décembre). **LES APPÉTITS DU « TEMPS »** (25 décembre). **LES COMBINAISONS DU « TEMPS »** (26 décembre). **OU LE « TEMPS » PASSE D'UN GUICHET A L'AUTRE** (27 décembre). **APRÈS LE « TEMPS » VENAL, LE « TEMPS » FELON** (28 décembre). *Autant de documents qui révèlent le caractère intéressé de l'attitude du Temps, le journal « sérieux » par excellence, la « bourgeoisie faite journal » comme disait Jules Guesde. A part M. Hébrard et M. Roels, M. Charles Rivet se faisait payer. Et par l'ancien régime, et par le nouveau.*

C'est ensuite le défilé des chèques et des chèquards. En plus des gens déjà nommés on voit passer MM. Harduin, du Matin; Arène, du Figaro; Marcel Hutin, de l'Echo de Paris; Schmoll, du Gaulois, et des dizaines d'autres moins connus.

C'EST LE TOUR DE M. POINCARE D'ENTRER EN SCENE (7 janvier). COMMENT ON PREPARE UNE GUERRE! MM. KLOTZ, TARDIEU ET ISRAEL SUR LA SELLETTE (8 janvier). LA MAIN DE POINCARE ET DE KLOTZ DANS LE SAC D'ARGENT RUSSE (9 janvier). KLOTZ, GRAND CORRUPTEUR (10 janvier). ISVOLSKY EXPOSE LE ROLE DE POINCARE ET DE KLOTZ (11 janvier). UNE FORMIDABLE ESCROQUERIE (12 janvier). LES BENEFICIAIRES DE L'ESCRQUERIE (13 janvier). *Dans cette série de documents on voit M. Poincaré prendre sous son autorité une vaste opération de corruption en vue de préparer la guerre. Il y a là un remarquable complément au Livre Noir. Les lettres du 16 mars 1909, des 2 et 13 décembre 1912 exposent déjà tout le schéma de la conflagration européenne, telle qu'elle devait éclater en 1914, en termes qu'on a peine à croire antérieurs de cinq ans à la guerre impérialiste. Agissements scandaleux de M. Klotz, député, ministre, qui devint sénateur et plusieurs fois ministre encore et est mort récemment après avoir été condamné en correctionnelle pour escroqueries, émission de fausses traites et de chèques sans provision. Enfin, mise en cause de M. Tardieu, plus prudent que ses congénères...*

Les autres articles et documents concernent la corruption du Matin, les responsabilités de M. Isvolsky dans les origines de la guerre, l'incident Georges Louis-Isvolsky, les demandes d'argent de M. Henry Simond, directeur de l'Echo de Paris; de l'inévitable Roels, du sénateur Jean Dupuy, directeur du Petit Parisien, etc.

Cependant un grand nombre de pièces n'ont pas paru dans l'Humanité et sont publiées ici pour la première fois.

L'ensemble de cette correspondance et de cette documentation, venant après les révélations d'André Morizet sur l'emprunt turc dans l'Humanité des 19, 20, 21, 22, 23 juillet et 3, 6, 8 août 1920, éclaire non seulement la vénalité de la presse, les dessous de certaines campagnes, les coulisses de la politique française, etc., mais aussi l'escroquerie des emprunts russes et les effets de l'alliance franco-russe sur le « concert européen », c'est-à-dire les responsabilités directes des hommes d'Etat, financiers et diplomates français et russes dans les origines de la guerre de 1914.



L'Humanité, au cours de sa campagne, a publié plusieurs lettres de personnes mises en cause : de MM. Pierre Mortier (7 décembre), Jean Finot (8 décembre), Henri de Noussanne (13 décembre), Gustave Téry (20 décembre), E. de Nalèche (6 janvier), Ernest Judet (17 janvier). Nous les signalons aux lecteurs qui voudraient s'y reporter.

M. Georges Bourdon, secrétaire du syndicat des journalistes, écrivait le 8 janvier 1924, au nom de sa corporation offensée, une lettre à Boris Souvarine et la publiait dans divers journaux; on la trouva dans l'Humanité du 29 janvier, avec une réponse point par point de Souvarine, qui saisissait d'ailleurs l'occasion pour poser à M. Bourdon la question suivante: « Serait-il assez aimable pour expliquer aux lecteurs de l'Humanité dans quel but il a écrit pour le Figaro, en 1912, des articles à l'éloge de l'Allemagne impériale et dans quelles conditions il a interrompu brusquement son intéressant travail? » (Nous supposons que Souvarine faisait ici allusion entre autres aux subventions maintenant notoires de Krupp au Figaro). M. Bourdon se garda de répondre. Dans

l'Humanité du 1^{er} février, *Souvarine*, sous le titre: « M. Georges Bourdon dans un mauvais cas », revint à la charge et, pour rendre à M. Bourdon l'usage de la parole ou de sa plume, cita un extrait du Livre Noir (t. I, p. 305, lettre de M. Sevastopoulo du 1^{er}/14 août 1912 relative à une interview entre M. de Kiderlen-Waechter et M. Bourdon parue dans le *Figaro* du 6 août): « Depuis déjà fort longtemps, ce journal était soupçonné de sympathies germanophiles qui seraient loin d'être désintéressées ». (M. Sevastopoulo signalait aussi une protestation de M. Raymond Recouly, dans le *Figaro* même, contre cet article de M. Bourdon; on verra plus loin que M. Recouly, agent de la police russe, touchait 500 francs or par mois pour défendre le point de vue tsariste). M. Bourdon persistant dans son mutisme, *Souvarine* insista dans *l'Humanité* du 4 février et, pour mettre M. Bourdon en demeure de s'expliquer, cita un passage de *L'Enigme* allemande (éd. de 1913, p. 325): « Si demain, dans une crise de criminel délire, nos deux peuples se heurtaient, ce n'est pas en Allemagne seulement qu'il en faudrait chercher les raisons profondes et les responsabilités ». Cette série d'articles de M. Bourdon, plus tard réunie en volume, parut dans le *Figaro* du 31 août au 3 octobre 1912 et fut brusquement interrompue à cette date, avec la guerre des Balkans. Le *Figaro* devint subitement antiallemand et publia le 7 octobre un dessin provocateur de Forain. Cinq ans après, M. Bourdon rééditait son livre, en y ajoutant de grossières insultes contre l'Allemagne et la Russie révolutionnaire. La cause était entendue, mais M. Bourdon, pour se donner une contenance, écrivit au président de la Chambre des Députés le 15 février une demande en autorisation de poursuites contre le directeur-gérant de *l'Humanité* (annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 15 février 1924, n° 7139) et assigna *l'Humanité* et *Souvarine* en 200.000 francs de dommages-intérêts. Il eût mieux valu répondre avec

précision à des questions précises. L'affaire tomba, naturellement, dans l'oubli. Quelques années plus tard (en 1928), M. Bourdon se trouvait compromis dans un bruyant scandale journalistico-financier.

M. Raymond Recouly, mis en cause dans plusieurs lettres de ses supérieurs hiérarchiques de la police secrète russe (Okhrana), Krassilnikov et Beletzky, se tint coi. On savait déjà par le commissaire du gouvernement provisoire S. G. Svatikov (cf sa brochure: L'espionnage politique russe à l'étranger, d'après les documents des archives de Paris de l'agence pour l'étranger du département de police, Editions du comité de Rostov-Nakhitchevan du parti travailliste (troudovoï), Rostov-sur-le-Don, 1918) que M. Recouly, sous le sobriquet policier de « Ratmir », recevait 500 francs par mois pour « renseigner sur les relations entre l'intelligentsia socialiste russe et française » (p. 58) et collaborait directement avec Krassilnikov (déposition de celui-ci, pp. 67 et 68). L'Humanité du 17 novembre 1922 avait révélé le fait. Le dossier Raffalovitch a montré le policier du Figaro sous un des aspects de son travail. M. Recouly est devenu directeur de la Revue de France et mémorialiste du maréchal Foch.

M. Charles Rivet, du Temps, n'émergeait pas seulement aux fonds russes. La campagne de l'Humanité eut pour effet de susciter diverses révélations du même ordre et notamment celle du Drapeau paysan, de Prague, journal de l'Union populaire paysanne bulgare, n° 14-15 du 31 janvier 1924, qui publia le fac-similé d'une lettre de M. Charles Rivet dans laquelle ce journaliste vénal demandait de l'argent au gouvernement de Stamboliisky; après l'assassinat de celui-ci, M. Rivet, désappointé de l'insuccès de sa tentative, se livra à de violentes attaques contre la mémoire de l'ancien président du conseil.

Le procès du Matin contre l'Humanité et Souverain, auxquels « le journal le plus menteur du monde » réclamait 1.500.000 francs de dommages-

intérêts, s'ouvrit le 14 mars 1924 devant la 12^e chambre. Bien entendu, le *Matin* et son propriétaire, M. Bunau-Varilla, furent constamment en posture d'accusés. Les audiences furent fertiles en incidents de toute nature, en péripéties imprévues, en épisodes tragi-comiques (*Humanité* des 15 mars, 16 mars, 5 avril, 3 mai, 8 mai, 27 mai). M. Kokoutzev, ancien président du conseil des ministres du tsar, vint confirmer l'authenticité des documents publiés et rendre hommage à la mémoire de son ancien correspondant de Paris. M. Aristide Briand mit hors de cause l'*Humanité* de Jaurès, dont il fut administrateur sans en avoir le titre, à propos d'une insinuation d'un faux témoin. M. Bunau-Varilla fut contraint d'interrompre une croisière en Méditerranée pour venir s'expliquer devant le tribunal. Le *Matin* n'osa pas rendre compte des débats. Sur les 1.500.000 francs d'indemnité demandés il en obtint... 10.000 (on sait que la loi française implique nécessairement condamnation dans un tel cas, quelle que soit la véracité des faits) et se vit refuser les insertions traditionnelles.

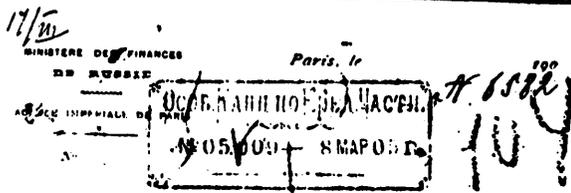
✱

Voilà ce livre — véritable témoignage — replacé dans son cadre.

Ces lettres ou télégrammes se présentent le plus souvent sous forme d'extraits, tout ce qui n'intéressait pas le sujet même en ayant été expurgé. Reproduit du français ou traduit du russe, le texte en a été respecté littéralement, ce qui explique certaines locutions ou certains termes incorrects. Ces documents sont ordonnés d'après notre calendrier, en avance de treize jours sur l'ancien calendrier russe, toutes les dates y ayant été rapportées mais non corrigées.

Il nous reste enfin à remercier Boris Souvarine, à qui nous devons en grande partie de pouvoir publier cet ouvrage.

PHOTOGRAPHIES



Monsieur le Ministre,

J'ai eu hier, dans le Cabinet du Syndic
des Agents de Change, une conversation
avec le Syndic qui a commencé par
faire la matamora, par regretter que
je ne me fusse pas entièrement mis
dans ses mains et qui a ajouté que
j'avais été certainement volé par Pybie
qui emploierait une partie de l'argent
à acheter des feuilles radicales. Je lui
ai répondu que j'étais obligé, d'accord
avec l'Ambassadeur, à ne rien faire sans
ni contre le Gouvernement; qu'ayant vu
Pybie la veille et celui-ci ayant bien
 oulu me donner l'indication de conti-
nuer la procédure employée jusqu'ici,
il m'était impossible de ne pas m'y
conformer. Je lui ai annoncé que j'avais
engagé 100 000 f. de dépenses nouvelles
pour un terme de trois mois. Il m'a remis
alors une liste de fournisseurs pour 65

peux ne comprenant en quelque
sorte (sauf le Temps et le Petit
Parisien) que des feuilles ^{relativement}
réactionnaires, ou la hite Paulin et
la Liberté. Je lui ai dit que ses
amis se trouvaient inscrits sur notre
tableau, avec des allocations, il est
vrai, moindres. Cela lui a été un
soulagement, car je le soupçonnerais
sans d'avoir engagé des collègues pour
se faire bien valoir.

L'humeur a fini par s'adoucir ce
pendant, après qu'il eût fait toute
sorte de résolutions sur sa situation
sur son courage personnel, l'instabi-
lité de sa situation et qu'il m'eût
permis, écrit de sa main sur le
papier de la Chambre Syndicale
daté du 15 février 1905, les lignes que
voici :

La C^o des Agents de change de Paris
est décidée de ne pas admettre à la
cote et à ne pas laisser négocier sur
le marché de Paris un nouvel

essayent même si le gouvernement n'en met pas à la disposition de la presse le cas échéant pendant toute la durée de la guerre une mensualité de deux cent mille francs en dehors de ce qu'il faut pour les bulletins financiers sig. G. de Veneuil.

Je considère pour ma part ce billet comme désastreuse pour celui qui l'a écrit et je le conserve précieusement comme pièce n° 1 du dossier.

Je partage l'avis de Votre Excellence sur l'étrangeté de la démarche faite par le syndic. Je lui ai dit qu'il aurait dû ou me confier une note cachetée pour Votre Excellence ou écrire à M. Brschne-gall, qu'il a le plaisir de connaître. C'était là une voie directe. Infortunément il a eu bien peur, agit dans l'entier du marché de Paris, mais c'est un homme léger et violent, grisé par le succès, et qui commet des mesquineries.

Dans le cas même où la lettre de Votre Excellence me mettrait dans la position de devoir me concerter avec Veneuil, je m'entendrais toujours avec Pyrie qui me paraît un fâcheux

plus important que le Hofmathe
allant de mégalomanie
Celui-ci, comme je m'en aperçus ce matin,
véritable hanneton, a dû courir avec des
journalistes (Drumont, de la Libre Parole
entre autres) et cela ne me facilite pas
notre tâche. Beaucoup de pun est attaché
aux annonces de triage, que nous avons
accordé au hain, par l'intermédiaire de
Veneuil. Ne voit-il pas que ^{la phrase} ~~celle-ci~~
Parole demande aussi les annonces de
triage "sur le pied du traitement le plus
favorable" — cette phrase est celle dont
Veneuil s'est servi pour me parler du
hain. — De plus dans les bureaux de
redaction, on parle d'une action du
gouvernement sur Veneuil peut
se croire un ami: en tout cas, c'est un
ami h. malade.

Voilà ton obéissant serviteur
A. Rappaport

M. De Ternouil

Agent de Change
Successeur de P. MOREAU
Rue de Valenciennes, n° 120
et de la Rue de Valenciennes des Vaincreurs

Chambre de Commerce
n° 114 à Rouen,

Adresse télégraphique
Ternouil Rouen. 120

Petersbourg le 28 février 1861

Son Excellence le Comte Witte
Président du Comité des Ministres
à Petersbourg
Russie

Excellence,

Il y a bien longtemps que je n'ai eu l'honneur de correspondre avec vous. Croyez-y il faut des circonstances véritablement graves pour que je sorte de la réserve que je me suis imposée et qui m'est dictée par la destination que j'ai de ma situation officielle. Mais l'état des choses en ce moment me fait un impérieux besoin de parler. Vous me connaissez depuis longtemps : c'est parce que je suis, parce que je n'ai jamais cessé d'être un ami dévoué et désintéressé de votre grand pays que je me décide à pousser un cri d'alarme dont vous serez certain de tenir compte. Je suis effrayé de voir votre Gouvernement se préoccuper de rien d'autre que de pourchasser ici des adversaires, et qui parvient à l'autre extrême complètement le crédit de la Russie en France, et par suite dans le monde entier. Comment garder le silence, quand je vois vos commodes - ~~immenses~~ - ~~immenses~~ - mener au grand jour contre vous une campagne financière dont les effets commencent

[Marginal notes in French, partially illegible]

[Vertical marginal note on the left side]

M. de Vernueil

Paris le 11/4

2

1110

Agencié de Change
Succ^r de F. MOREAU
 Rue Montmartre N° 1219
 et de Rue Notre-Dame des Victoires

Notre gouvernement doit aussi insouciant de
ce qui se passe, ou fait. Il croit qu'il voit avec
indifférence le péril, sur le terrain financier, le
crédit et l'avenir de la Russie? Avec vous d'orgi
parfois, Excellence, à ce qu'il advenirait de

NOTA. Les fonds russes ont été
le jour en porteurs français de fonds russes
qui sont, en fait, des fonds de cœur, de vrais et
fidèles adhés, venant à prendre pour un pas
devenir des obligations ou des mandats
qui les assaillent, et à être en un acte sur le monde
des titres qui de sont jusqu'ici conservés avec
une confiance? Avec vous quelques fois aussi
depuis, même les conventions éphémères d'une
parvenir sur les fonds russes à la bourse de Paris?
En ce qui concerne cette idée n'a plus d'une
fois haute, avec d'autant plus de force qu'elle n'est
pas convenable; avec d'autant plus de
de l'importance que l'on force aussi que de, ce qui n'est pas planer? une
qui pourrait l'un ou l'autre les effets? Car vous ne
peuvent ignorer qu'en pareil cas vous ne pouvez pas dé-
laisser des mains assez puissantes pour reprendre les portefeuilles
de titres vendus chez vous. Vous savez ce que nous sommes sur tous
vos ennemis et dont dès la première heure, au sujet des
fonds russes, l'avis inévitablement contre le marché de Paris.

M. de Vernueil
Agent de Change

Paris le 16³ / 1890

Succ^r de F. MOREAU
Rue Montmartre, N° 120
et 41 Rue Notre-Dame des Victoires

Paris le 16³ / 1890

Adresser les lettres à M. de Vernueil
Agent de Change

ils apprennent sur les cours par tous les
moyens en leur pouvoir, et la Russie subissant
un désastre plus irréparable que la perte de ses
armées de Mandchourie

Si votre gouvernement n'y pense pas, les tra-
vailleurs y songent; c'est même pour eux une
désolation, et il n'est pas de jour où nous n'ayons

à enregistrer une manifestation ou une protestation
Jusqu'à présent nous avons pu les diriger, mais
il faut que votre gouvernement s'en rende compte
et qu'il prenne des mesures efficaces pour les ramener à l'ordre

indes fois ces derniers nous mentionnent que la con-
fiance des capitalistes français n'est plus in-
branlable. Il n'est pas de jour où nous n'ayons
à répondre à des questions pressantes et répétées
sur la démission qui offre le placement en fonds de
votre pays - on ne vend pas encore, mais on s'in-

quiète, on s'informe, et il faudrait peu de chose
pour les pousser à un mouvement qui leur
serait très profitable plus arriéré d'idées et d'opinions
vous ne touchez pas assez compte de l'état d'âme

de ces porteurs français qui dédaignent aujourd'hui leurs
leurs valeurs, et la fois de pertes et de déceptions le sont fréquents
de la Russie. Ils se irritent chaque matin pour lire dans
tous les journaux les articles les plus malveillants, les plus
débiles, les plus injurieux, sur la situation de l'Etat
qui est leur débiteur. Et pas un journal - de nos jours

NOTA: Les déclarations contenues
dans ce prospectus ont été
faites par le demandeur
et ne sont pas garanties par
le souscripteur. Le
demandeur s'engage à garantir
la validité des déclarations
qu'il a faites.

— L'Agent de Change ne peut
être tenu responsable des
opérations de change effectuées
par le souscripteur.

— Les opérations de change
sont soumises à la loi
française.

— Le prospectus ne peut être
révisé sans l'assentiment
du demandeur.

— Le prospectus ne peut être
révisé sans l'assentiment
du demandeur.

M. De Perneuil

Agent de change

Succ^r de F. MOREAU pas un soul - ne leur apporte, pas un doigt

Mme Montmartre N° 1221
et de M^{lle} Marie Hippo des Verts
qui leur tient tout à cœur, une parole de
calme ou de réconfort. Ils reçoivent en outre
à profusion des circulaires privées qui sont mieux
ouverts à l'heure
plus pressantes et leur annoncent le crash pro-
chain qui doit engloutir leurs économies. Et
personne ne se préoccupe de les rassurer. Trai.

NOTA. Si infatigablement qu'on se fâche à dénoncer la force et la constance de
ces idées au comptant, on ne peut pas nier que rien n'a pu ébranler jusqu'ici.
Mais la force et la constance des capitalistes ont
été vaincues.

- C'est un coup de force ; vos adversaires le savent et ils pour-
raient leur effort avec une ténacité qui finirait
par leur redonner le dessus, puisque personne
ne peut empêcher

- Les économistes ont tenté de tout en vain
pour faire votre gouvernement pour couvrir ce
fait ? Rien. Et un siècle on demeure stupéfait
de tant d'incorrection des dangers ! Si encore le

- Les hommes de bien et de bien-être ont dit difficile ou héroïque, se suppléant
par la force que redonne et sans dans l'approcher, une parole inerte. Mais

- La République de l'école de la chose est de simple et de facile qu'il est irrémédiable
pour les amis de la Russie de voir gâcher à

flâner une situation si avantageuse au monde. avoir à
sa disposition un temps de guerre le plus belle, une dixième la

double réserve de capitaux considérables qui soit au monde et
s'opposer non seulement à la perte, mais à l'écarter d'un
coup son crédit pour le temps par suite d'un simple man-
quement d'opinion qui peut être si facilement provoqué

L'agent de change ne peut pas être tenu responsable de la faiblesse des idées exprimées dans ce livre.

M. de Perroux

Finis

1890

Agent de change

Succ. de P. MOREAU

Rue de Valenciennes, N° 129

et de Rue Notre-Dame des Victoires

Paris

Chambre de Commerce

de Paris

et de la Bourse

et de la Caisse de Commerce

de Paris

et de la Caisse de Commerce

est une foule de petits porteurs qui comme
fontes les foules, est à un moment donné de
impressionnable ! Et cela quand il suffirait pour
ménager cette réserve incalculable, pour l'admettre
un peu l'opinion brulée, de sacrifier par un coup
de trois millions, pour être moins, répandus dans
la Presse. Votre Gouvernement ne s'en occupe même

pas, alors que des adversaires s'en occupent à l'actif.
Le danger est grand pour le moment. Quel change aveuglement, et quel répit
indigne de votre gouvernement fin
avec la République pour laquelle
de tout danger.

Il faut de l'argent pour
de danger de récession en la France
conditionnelle sans ce sans peine
de tout danger.

Ne me parlez pas de votre opinion sur la Bourse
et sur le rôle qu'elle joue en cette occasion. Ce

brûlément ne comportent pas un cours de
moralité. Que ce que vous dirons ne change pas

la situation. La presse existe, et il n'est pas en votre
puissance de la supprimer ; elle a une action en-

plus certaine encore quand les événements
sont défavorables ; c'est une force que vous

ne pouvez plus le droit de négliger : elle vous le fera bien connaître,
si vous n'agissez pas. L'heure est venue, grandement venue
d'indulgence ; l'heure est peut être proche où, si vous n'avez rien
de fait, vous éprouverez de cuisants et tardifs regrets.

Je vous salue et vous prie d'accepter mes
travaux une fois de plus, en des circonstances si graves, fait

M. de Perroux

M. De Perneuil

Paris

6
11

Agent de Change
Succ^e de F. MOREAU

N^o 129
Rue Notre Dame des Victoires

Paris

Le 11 Mars 1814

Paris

mon devoir et donne une preuve de
devouement à votre pays.

J'ajoute que pour dégager ma responsabilité
je vais de suite porter à la connaissance
de l'ambassadeur de Russie de la situation
que je vous signale afin qu'il soit pris acte
que j'ai dû en temps utile les avisements
nécessaires.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance
de ma haute considération

Très humblement,

M. De Perneuil

[Vertical text on the left margin, likely a list of names or a reference list]

11 - 1814

MINISTÈRE DES FINANCES
DE RUSSIE
BOURSE INTERNATIONALE DE PARIS

Paris, le 22 Mars 1905

47210
1905
POUR RACHETER DE LA BOURSE
N° 05.505 - TAMBOUR

bonjour le ministre,

la préservation de votre bourse relativement à la distribution de fonds à la presse française sous l'égide et l'œil de qui je les partage. C'est absolument à contre cœur et sous la pression violente des syndicats et celle du gouvernement français qu'on a commencé à entrer dans cette voie

Il est difficile de juger par des résultats positifs autre que l'absence d'attaques ultra-violentes et la tenue relative - mais ferme des cours de nos fonds à Paris. Un grand nombre d'articles et de nouvelles alarmistes ont été imprimés, mais il n'est pas possible d'encaisser une centaine présente. Les subides sont payés "pro forma" merando, ce qui donne la possibilité de tout coup s'il y a une attaque systématique.

Le Petit Journal et le Petit Parisien qui ont touché chacun 30 000 f. par mois des Boers (Rothschild) veulent 15 000 francs de la Russie (sic) ce qui est absolument d'entrée dans cette voie d'immortel à capitale sous 300 francs au lieu de 600 francs. Je ne croyais pas que le Journal de l'Empire, le Petit Parisien, fut aussi vénaux

On apprend tous les jours à mesure d'avan-
cer quelques uns :

L'ombudsmans a été très fâché de ce que sa
loi ait été relativement aux intentions des japonais
de désaffecter le chemin de fer. Il y a vraiment beaucoup
à y a là un gros danger.

Pour le latin, j'ai pu 37 500 qui ont été
mis de côté sur la dette de 700 000 fr. et qui servent
à payer les annuités de tirage pendant 1905-6. Il
reste 662 500 fr. dans 100-000; sur la 30 et 100 000
à 15 de chaque mois.

Il y a des gens qui prétendent que dans
une quinzaine de jours on trouvera de nouveaux
dispositions meilleures pour un emprunt à 100-000
et tout.

Votre très obéissant serviteur
A. Papalony

Est-ce que l'on ne pourrait pas faire survenir des
bonnes dispositions rapides, en fait ?

MINISTÈRE DES FINANCES
DE RUSSIE
AGENCE IMPÉRIALE DE PARIS.

Paris, le 31 Mars

КАНЦ. МИН. ФИНАНС.

481
1905
#75

N°

Mon cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous remettre la quittance constatant le paiement d'une somme de 95 000 francs sur le crédit ouvert à la Banque de Paris pour la presse. La somme exacte à débiter est de 64 022.50, la différence sur recettes ultérieurement. Je joins la liste des parties prenantes.

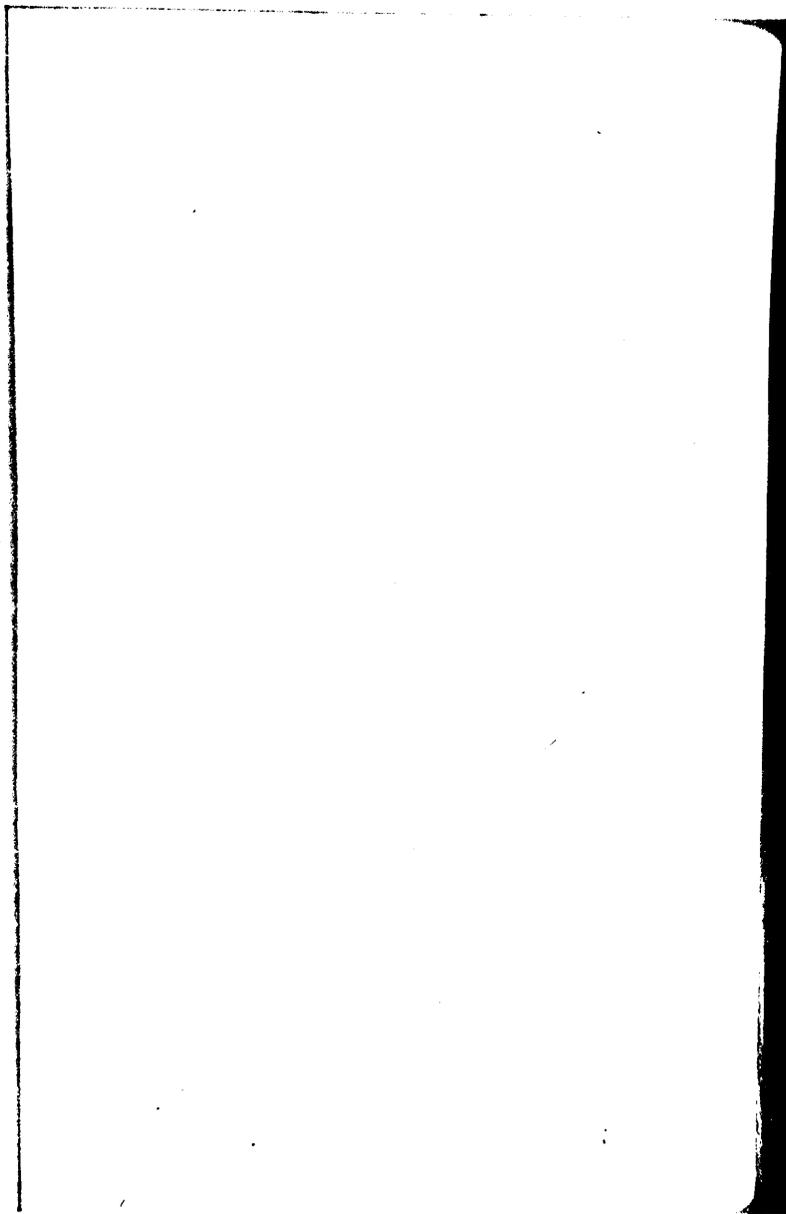
L'attention de votre Conseil non seulement s'adressera 109348 fr. la quinzaine, mais encore elle a eu pour effet de faire augmenter les débours pour le bulletin financier. Votre Conseil a travaillé avec beaucoup de gens et d'élèves de la commission.

Après, je vous prie, l'assurance de ma respectueuse et sincère salutation.

A. P. P. P. P.

28/04

9 N 27/3 1194



DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 3 mai 1897.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu hier une longue conversation avec M. Emile OLLIVIER, M. DELAFOSSE, député réactionnaire qui s'est fait une spécialité de la politique étrangère, et quelques autres personnes, sur les relations — non pas gouvernementales — mais du public français avec la Russie...

M. OLLIVIER pencherait à croire que ces attaques ne doivent pas déplaire à Berlin. Il prétend qu'en 1869, lorsque BISMARCK fut décidé à la guerre, il retira brusquement les subventions qu'il payait aux journaux de Paris et que ceux qui jadis soutenaient l'Allemagne se mirent alors à l'injurier et à provoquer la guerre...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 10/22 mai 1897.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'écrire récemment à Votre Excellence relativement à la publicité des tirages; je me

suis fait donner la liste des sommes dépensées en 1896 et je trouve :

2 ^e semestre	}	<i>Journal Officiel</i>	11.440	50
		<i>Messenger de Paris</i>	10.314	»
		<i>Journal des Débats</i>	10.911	»
		<i>Le Temps</i>	10.556	»
		<i>L'Economiste français</i>	7.372	50
		<i>Le Monde Economique</i>	10.081	»
		<i>Le Petit Parisien</i>	3.016	»
		<i>Le Nord</i>	4.003	»
		<i>Le Rentier</i>	4.000	»
		<i>La Revue Economique</i>	223	»
	<i>La Semaine Financière</i> ...	244	»	

Comme j'ai eu l'honneur de l'écrire à Votre Excellence, le *Monde Economique* n'a pas la moindre importance et il faut s'en débarrasser le plus tôt possible pour reporter cet argent sur le *Gaulois* et la *Revue Economique*.

Le *Nord*, d'autre part, prétend que vous lui avez promis tous les tirages.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 12 novembre 1897.

Monsieur le Ministre,

L'ambassade impériale de Russie m'informe qu'elle a été saisie d'une demande de subvention que M. HOSTEIN aurait adressée à Votre Excellence pour le *Nord* et la *France*.

La *France* va être vendue ces jours-ci. Le ton de ce journal et celui du *Nord* ne sont pas de nature à motiver de sacrifice pécuniaire de notre part, à mon avis. Ils sont rédigés sans aucun tact,

— 3 —

préchant la guerre contre l'Allemagne et l'Angleterre. De plus, la France n'est pas en bonne odeur auprès du gouvernement. C'est un ensemble de raisons qui doivent militer sérieusement contre la demande de M. H.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. HOSKIER A M...

TÉLÉGRAMME

Paris, 28 septembre 1901.

Reçu visite VERNEUIL lequel m'autorise communiquer Votre Excellence ceci : on prépare en ce moment une campagne contre les fonds russes. Cette campagne, qui a ses origines en Belgique, aurait chance réussite dans les circonstances actuelles. Le Syndic des agents de change est en mesure d'affirmer à Votre Excellence qu'on a fait déjà démarches dans la presse. Public en ce moment très craintif. Il peut se laisser influencer et, dans l'état du marché, des ventes suivies pourraient amener grave dépréciation des cours. VERNEUIL croit qu'il faudrait agir sans retard du côté de la presse, ce qui permettrait à Votre Excellence en cas de vente à découvert d'être maître de la situation. A un moment donné j'écrirai à Votre Excellence.

HOSKIER.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 13 octobre 1901.

Monsieur le Ministre,

En pleine paix européenne, nous sommes invités par certains de nos amis financiers à mobiliser des

ressources pour contrecarrer les projets perfides d'adversaires du crédit russe, adversaires qui ont sans doute été des quémandeurs, des solliciteurs de concessions et de commandes et qui, après avoir perdu et fait perdre des centaines de millions dans des entreprises mal conçues, mal outillées, mal cotées, veulent et se venger et faire du chantage, et rattraper dans une spéculation à la baisse sur les fonds russes l'argent gaspillé en fondations industrielles.

Cette campagne de dénigrement calomnieux et systématique, dont on nous annonce l'ouverture, ne me surprend pas. Elle était dans la logique même des choses, et c'était une menace qui flottait dans l'air depuis que la marmite de l'agiotage avait été renversée, que les vapeurs de la prime sur les actions s'étaient dissipées, et que les effets de la débauche, de l'indigestion, se faisaient sentir...

Les avertissements transmis par HOSKIER directement et donnés à VICHNEGRADSKY par VERNEUIL n'ont donc rien eu de surprenant. VERNEUIL, par ses fonctions, est en mesure de flairer ce qui va se passer. Il est l'instrument où s'enregistrent les bruits, il est en contact avec beaucoup de gens, et dans le nombre il y a des aventuriers dont il s'est servi pour sa campagne en faveur du monopole; ce sont sans doute les mêmes auxquels les financiers belges et français, dévorés de vengeance, s'adresseront et auxquels à notre tour il faudra payer tribut pour les faire taire. HOSKIER les connaît aussi.

Jusqu'à ce que cette lettre vous parvienne, Votre Excellence me donnera les instructions nécessaires, pour l'exécution desquelles je m'entendrai avec VERNEUIL.

Il est une observation de celui-ci sur laquelle VICHNEGRADSKY et moi avons été absolument d'accord, c'est le danger d'une intervention financière quelconque de la part du Trésor, de la *Banque*

de l'Etat, pour soutenir les cours, si le comptant agacé et inquiet se mettait à vendre... Il est, par contre, une manœuvre que l'on pourrait exécuter : il faudrait pouvoir menacer à notre tour les financiers étrangers et russes, qui ont lancé des affaires nouvelles aujourd'hui désastreuses ou repris des anciennes qui étaient également des sépulcres blanchis, — relever leurs agissements, leur incapacité, leurs fraudes. Il doit exister des dossiers au Ministère des Finances (*Chancellerie de Crédit, Banque de l'Etat*), à l'aide desquels on pourrait faire faire quelques articles intelligents dans un ou deux journaux russes (*Novoïe Vrémia, Rossia*), qu'on pourrait télégraphier par les soins de l'Agence; ce serait un avertissement salutaire. Ne pourrait-on pas dire qu'il est question d'ouvrir une enquête sur les procédés, manœuvres, employés par les fondateurs, financiers, etc., pour tromper le public (et eux-mêmes) depuis quelques années?

J'ai l'idée que, même si l'instruction ne devait pas être faite ou si elle ne devait pas aboutir, l'impression n'en serait pas mauvaise; ce serait, d'une part, un avertissement aux financiers et, de l'autre, une satisfaction platonique pour le public qui a été volé...

Quant au moyen de contrecarrer, comme il est impossible d'acheter tout le monde, il faudra faire une sélection, prendre le *Temps*, l'*Echo de Paris* et le *Journal*, le *Petit Parisien*, quatre ou cinq journaux de province (la *Petite Gironde*, le *Petit Marseillais*, le *Lyon Républicain*, la *Dépêche de Toulouse*, la *Dépêche de l'Est*) et traiter (hélas!) aussi avec POIDATZ et THÉRY pour le *Matin* et le *Petit Journal*. Je me demande, sans doute à tort, si ces deux derniers individus P. et Th. ne sont pas liés avec les financiers belges pour mener la campagne contre nous et s'ils ne veulent pas se faire acheter préventivement. Il se-

rait peut-être utile et nécessaire de donner des tirages d'amortissement à l'*Echo de Paris* et au *Journal*, puisqu'on les a donnés au *Figaro*. C'est le moyen le plus convenable.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 16 octobre 1901.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu hier le second télégramme me disant de m'entendre avec VERNEUIL sur la procédure à suivre et m'indiquant la somme pour alimenter les dépenses. VERNEUIL n'a pas voulu me dire de qui il tenait les renseignements sur la campagne dont on nous a menacés, ni les noms des gens qui avaient été chez les journalistes. De sa conversation, il résulte qu'il faut limiter l'effort défensif à quelques journaux à gros tirages, comme le *Petit Journal*, le *Matin*, le *Journal*, l'*Echo de Paris*, le *Petit Parisien* et quelques journaux de province, et qu'il fallait avoir recours à l'intermédiaire d'un spécialiste comme THÉRY (de l'*Economiste Européen*), qui n'opère plus directement, mais arrange les choses...

Ce matin enfin, j'ai vu ce grand hâbleur de THÉRY. THÉRY m'a dit qu'il était inutile de rien faire de nouveau avec les journaux qui reçoivent nos tirages financiers, mais qu'il serait utile, par les temps troubles actuels, de faire des arrangements fermes avec le groupe du *Petit Journal*, *Matin*, *Figaro*, *Petit Marseillais*, *Progrès de Lyon*, etc., arrangements dans le genre de ceux du Brésil et de la Serbie, qui paient 8 à 10.000 francs par mois, et de nous entendre avec trois individus (LENOIR, BATAU et BOURGAREL), qui

détiennent le *Bulletin financier* d'un grand nombre de feuilles, ce qui représente aussi un certain chiffre de milliers de francs...

Je vous ai télégraphié que le spécialiste THÉRY évaluait entre 150 et 160.000 francs, pour une année. J'attends vos instructions; je tâcherai de réduire et sur le chiffre et sur la durée...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 26 octobre 1904.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de télégraphier à Votre Excellence la prière de me faire ouvrir immédiatement un crédit de 50.000 francs avant le 10 novembre, afin de pouvoir verser cette somme au groupe du *Petit Journal, Matin, Figaro, Français* et de 4 journaux de province... Contre cette somme, on nous promet un concours sérieux pendant 6 mois dans la partie financière du *Petit Journal, Figaro, Matin, Français*, etc... Il ne s'agit pas de neutralité, mais d'un service sérieux, consistant à remonter le courant et à éclairer le public. J'ai stipulé qu'en outre, au 12 ou 13 janvier, j'aurai le droit de faire en 1^{re} page du *Matin*, un article sur le rapport du Ministère des Finances sur le budget (1). Pour les autres journaux, le concours est limité à la partie financière, non politique. ... J'ai dû prier aussi Votre Excellence de m'ou-

(1) Cet article parut dans le numéro du 14 janvier. Il est signé : « Jean d'Orsay ». C'est une signature passe-partout dont le *Matin* se servait même pour des articles de tendances tout à fait opposées (Cf. lettre du 15 décembre 1904.)

vrir un crédit modéré pour les autres arrangements que j'ai pris avec le *Temps* (3.900), avec le *Petit Parisien* (1.500), avec perspective d'un arrangement de tirages...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 6 novembre 1901.

Mon cher collègue,

Je vous remets inclus le chèque de 50.000 francs pour la publicité à faire pendant le semestre novembre-décembre 1901, janvier-février, mars-avril 1902 dans les journaux de l'Auxiliaire (*Petit Journal, Matin, Français, Figaro* et 4 journaux de province).

Le reçu ne porte pas de nom; il ne figure pas non plus de mention de nom sur les livres de l'Auxiliaire; j'ai cru utile de prendre cette précaution. J'ai payé par un chèque que je me ferai restituer comme pièce comptable.

Veuillez me faire savoir que vous avez reçu cette lettre.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT A M. DE WITTE

16 décembre 1901.

Monsieur le Ministre,

... J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence ma dépêche d'avant-hier concernant la participation de M. NOTOVITCH dans la confection des articles publiés dans l'*Echo de Paris* sous le pseudonyme

NIET. L'ambassade ayant eu connaissance de cette participation par la Sûreté Générale, a fait des démarches, par la voie ordinaire, pour se débarrasser de ce personnage. D'après mes renseignements, l'administration ne fera aucune difficulté, car une demande de la même nature a déjà été adressée il y a quelques années par MORENHEIM, mais un sursis a été accordé sur la promesse de NOTOVITCH de cesser ses manœuvres contre le gouvernement et l'ambassade de Russie...

EFFRONT.

Etat des dépenses opérées sur le crédit de 60.000 francs ouvert à M. Raffalovitch dans l'automne 1901 :

Auxiliaire 6/xi 1901	Fr. 50.000	»
Petit Parisien 15/xi 1901	500	»
Petit Parisien 15/xii 1901	500	»
Manchez 2/xii 1901	1.500	»
Moniteur des Intérêts matériels 3/i 1902.	450	»
Petit Parisien 15/i 1902	500	»
Vivante 16/i 1902 ..	500	»
Manchez 12/ii 1902	1.500	»
Moniteur des Intérêts matériels 5/iii 1902	450	»
Vie Financière 3/iv 1902	150	»
Mémorial diplomatique	200	»
Information 29/iii 1902	50	»
Figaro 18/iv 1902	77	95
Lévy Ullmann	150	»
Montagne	1.000	»
	<hr/>	
	Fr. 57.527	95

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 4 janvier 1902.

Mon cher collègue,

Je vous envoie quittance de 2 mensualités du *Petit Parisien*; 3 mensualités du *Temps*; 3 du *Monteur des Intérêts*.

Veuillez me faire ouvrir le crédit habituel (8.000 francs) pour les *Débats*... Ayez la bonté de presser l'envoi de la traduction du budget de 1902, pour que je puisse l'avoir en main et la faire paraître à Paris le 14, dans les *Débats* et le *Matin*; il serait utile de me faire indiquer les grandes lignes des articles à faire...

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 6 janvier 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la visite de ROELS qui m'a offert ses services pour la publication du résumé du budget de 1902. Il est incontestable qu'il a gagné du terrain depuis quelques mois et qu'il a la possibilité de faire passer des dépêches ou des notes dans le *Temps*, l'*Eclair*, l'*Echo de Paris*, la *Liberté*, etc. et dans quelques journaux de province. Il s'offre en outre pour faire insérer un article dans l'*Eclair*, dans le *Temps*.

Il s'agit de savoir ce que vous désirez faire dans cet ordre d'idées — s'il vous convient de faire paraître (hélas! à nos frais) des articles dans quelques journaux importants de Paris — articles dont j'aurais la charge d'écrire le texte complet ou en

tout cas le canevas. ROELS dit que l'article de l'*Eclair* coûterait un millier de francs, celui de la *Liberté* 200 à 300 francs. Pour le *Temps*, HÉBRARD a eu des prétentions folles : il a parlé de 10.000 francs, alors que, suivant moi, 1.200 à 1.500, 2.000 au maximum suffisaient. ROELS voudrait avoir en outre une rémunération de son travail qu'il estime à 3.000 francs (trois mille), — je lui en donnerai 2.500. J'ai donc besoin de savoir si vous désirez ces quelques articles, en dehors de ceux que je ferai naturellement dans l'*Economiste Français*, le *Journal des Débats*, la *Cote de la Bourse et de la Banque* et le *Petit Parisien*. Il faut une imagination singulière pour varier les formules.

... Je demande la permission de donner 1.500 fr. à l'*Agence Nationale*, par la même occasion.

... J'ai réclamé la liste des journaux auxquels vous donnez les annonces et l'indication des montants, à la Chancellerie de Crédit. J'ai vu le directeur de l'*Echo de Paris* qui promet d'être tout à fait à notre service et qui se contenterait, je le suppose, de 3 ou 4.000 fr. d'annonces.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

18 janvier 1902.

Monsieur le Ministre,

Parmi les journaux financiers les mieux faits, figure une nouvelle création l'*Actualité Financière*, de M. VIVANTE, un banquier d'origine italienne, qui s'est retiré des affaires. Il a fait une excellente page sur le budget, que je vous envoie.

Pour l'aider dans son œuvre, je lui ai pris 20 abon-

nements que je vais faire envoyer à la Chancellerie de Crédit...

On peut dire d'une façon à peu près complète que, sauf les crieurs de profession, la presse française a été bonne cette fois et le budget a une diffusion considérable. Le *Matin* nous a été pour cela fort utile...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. POUTILOV A M. RAFFALOVITCH

Télégramme

5/18 février 1902.

Monsieur et cher collègue,

En même temps que cette lettre, vous recevrez une traite de la section étrangère de la Chancellerie de Crédit pour douze mille (12.000) francs que vous êtes prié de remettre à M. HANSEN pour couvrir les frais de ses services aux intérêts russes dans la presse française.

Agréé...

POUILOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 26 février 1902.

Monsieur le Ministre,

Je me suis acquitté ce matin de la commission dont j'avais été chargé auprès de M. HANSEN et je remercie Votre Excellence de m'avoir confié le soin d'effectuer ce paiement, car cela met entre mes mains un fil conducteur. HANSEN, qui est âgé de 74 ans et qui est un vieux routier de la diplomatie à

côté, est en relations suivies avec le monde de la presse, avec 5 ou 6 journaux, dont le *Gaulois* et le *Figaro*; il a le mérite d'avoir été un des pionniers du rapprochement entre la Russie et la France. Il a été très heureux et très reconnaissant de cet envoi, dont il compte se servir entre autres pour prendre quelques abonnements de journaux, donner des dîners et des déjeuners, et faire un emploi, à ce qu'il promet, utile à nos intérêts.

Au *Matin*, dans la partie politique, prédomine une influence antirusse et philo-anglaise. Par suite de la présence, comme rédacteur en chef, de Stéphane LAUZANNE, neveu et fils adoptif de BLAWITZ, correspondant du *Times*, ce journal a commencé une série d'articles contre les marins russes, dont l'auteur est un officier de marine chassé du service pour un pamphlet publié sous forme de roman « Les Maritimes », contre la marine française; cet officier, qui signe Ollivier SEYLOR, s'appelle de son vrai nom DIRAISON.

J'ai prévenu THÉRY que j'allais chez lui pour lui demander des explications sur la façon dont PORTATZ tient les engagements qu'il a pris à notre endroit.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 29 avril 1902.

HANSEN vient de me prier de la part de RACHKOVSKY, de vous informer sans aucun retard qu'une série d'articles contre vous, par NIET, était prête à paraître dans l'*Echo de Paris*. Mais, d'après les renseignements que donne HANSEN à RACHKOVSKY, celui-ci a

pris les mesures nécessaires pour que jamais NIET, ni l'*Echo de Paris* ne publient à l'avenir rien contre vous.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 5 mai 1902.

Mon cher collègue,

.. Vous voulez bien me demander mon avis sur ce qu'il convient de faire à l'égard des journaux. Je crois que le mieux serait de laisser venir les événements, et de voir, le cas échéant, s'il y a lieu de donner de nouveau quelques subventions ; donc s'abstenir pour le moment.

Je vous prie seulement d'insister auprès de la Chancellerie de Crédit pour que le *Petit Parisien* reçoive au plus tôt les annonces promises par une lettre de la Chancellerie.

Parmi les candidats aux annonces, il y a le *Journal* (de M. HANOTAUX). Il faudrait réfléchir si, au moyen des annonces, on ne pourrait aussi s'entendre avec l'*Echo de Paris*. Mais comme, d'autre part, les articles de celui-ci sur la Russie n'ont aucune autorité ni retentissement, il est peut-être encore plus sage de s'abstenir aussi dans ce cas...

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. MARCEL HUTIN A M. DE WITTE

GRAND HOTEL D'EUROPE
St-Petersbourg, rue Michel

Saint-Petersbourg, 1^{er}/14 mai 1902.

Monsieur le Ministre,

Conformément à la proposition que j'ai eu l'honneur de faire à Votre Excellence, je me permets, Monsieur le Ministre, de vous soumettre l'article destiné à relater l'audience que, si bienveillamment, Votre Excellence a daigné m'accorder.

Je demanderai simplement à Votre Excellence de me permettre de lui donner lecture de mon papier qui, destiné à l'impression, manque des qualités calligraphiques le rendant propre à la lecture. Dans le cas cependant où Votre Excellence assumerait la pénible obligation de parcourir mon griffonnage, je fais appel à sa bienveillance pour qu'il me soit rendu, de façon à pouvoir être expédié aujourd'hui même à Paris.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'agréer le nouvel hommage de ma très respectueuse et reconnaissante considération.

Marcel HUTIN.

Echo de Paris, Hôtel d'Europe.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 9 août 1902.

Mon cher collègue,

J'ai l'honneur de vous remettre une quittance du

Journal des Débats de 4.000 francs, ce qui épuise le crédit de 8.000 francs.

Voici la date des paiements, en 1902 :

Janvier 2.000 francs, 1^{er} trimestre;
Mai..... 2.000 francs, 2^e trimestre;
Octobre..... 4.000 francs, 3^e et 4^e trimestres.

J'y joins un reçu de 1.000 francs, versés en mars à M. MONTAGNE, directeur de l'*Agence Nationale* et pris sur le crédit ouvert en novembre 1901...

Lorsque Son Excellence le Ministre des Finances reviendra, je vous prie de lui exposer la situation et lui demander de faire ouvrir, pour 1903, le crédit habituel de 8.000 francs. Je crois être très économe et très ménager des ressources mises à ma disposition.

Agréez, etc...,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Le 17 décembre 1902.

Monsieur le Ministre,

... On me raconte que la *République Française*, journal fondé par GAMBETTA, que MÉLINE a plus ou moins ruiné, malgré les énormes subventions des protectionnistes et des sucriers, est à vendre pour 40 ou 50.000 francs. Il a encore 2.500 abonnés.

...Quant aux relations avec les journalistes quémandeurs et affamés, j'en suis profondément dégoûté et écœuré...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Paris, le 21 mars 1903.

Monsieur le Ministre,

... Le nouvel ambassadeur de France débute par jeter des pierres dans notre jardin ou, pour parler sans métaphore, par déprécier la portée du Transsibérien...

Qui documente BOMPARD, quels sont les fonctionnaires et négociants russes (ou étrangers) qu'il consulte ?

Les consuls français sont, pour la plupart, incapables de faire eux-mêmes leurs rapports et je connais celui qui les fabrique pour eux, dans plusieurs cas.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DE WITTE

Le 30 juin 1903.

Monsieur le Ministre,

... Il paraît que l'Agence *Paris-Nouvelles* traverse une crise financière aiguë : nous avons bien fait de ne pas lui donner les 200.000 francs que ROELS voulait.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

NOTE DU GÉRANT DU MINISTÈRE DES FINANCES
Copie.

Dans ses télégrammes des 26 et 27 janvier courant (1), l'ambassadeur impérial à Paris a fait part de l'impression alarmante produite sur le public français, et en particulier sur les nombreux détenteurs de fonds russes par les nouvelles politiques de ces derniers jours, impression aggravée par les manœuvres d'individus spéculant sur la baisse et dont le résultat a été une chute brusque (5 à 6 %) des valeurs russes à la Bourse de Paris.

Constatant l'attitude bienveillante de la majorité des organes de la presse française à notre égard, le Conseiller secret NÉLIDOV exprime l'opinion, basée entre autres sur celle du Syndic des agents de change de la Bourse de Paris, que le meilleur moyen de contrecarrer les manœuvres de spéculation susmentionnées et de rassurer les porteurs de nos fonds, serait de faire mettre en lumière par la presse française notre véritable situation financière et économique.

M'associant entièrement au point de vue de l'ambassadeur, j'ai proposé à l'Agent du Ministère des Finances à Paris d'insérer immédiatement dans les organes de la presse française, et particulièrement dans les organes financiers, une série d'articles explicatifs en lui recommandant de se guider en l'occurrence sur les indications du Conseiller secret NÉLIDOV, et ai mis à cet effet à sa disposition deux cent mille francs. Vu l'importance du but à atteindre et l'hostilité d'une certaine partie de la presse à notre égard, il se peut qu'il faille élever cette somme à cinq cent mille francs.

C'est ce que je me fais un devoir de porter res-

(1) 1904.

pectueusement à la connaissance de Votre Majesté Impériale.

*Le Gérant du Ministère des Finances,
adjoint du Ministre :*

(Signé) : ROMANOV.

Pour copie conforme,

Pour le chef de Bureau : *(signature)*.

[L'original porte, écrit de la main du Gérant du Ministère des Finances : *Communiqué à Sa Majesté Impériale. Cette mesure est approuvée par l'Empereur.* -- Pour copie conforme : Pour le Chef du Département (sign.) : P. IVASTCHENKO.
Reçu l'original (signature de l'archiviste).]

DE M. ROMANOV AU COMTE V. N. LAMSDORFF (1).

Secrète.

27 janvier 1904.

Cher Monsieur le Comte Vladimir Nicolae-
vitch,

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'informer l'Ambassadeur impérial à Paris que, partageant entièrement les vues du Syndic des agents de change de la Bourse de Paris, M. de VERNEUIL, j'ai proposé à M. RAFFALOVITCH de publier dans la presse une série d'articles nécessaires pour tranquilliser les détenteurs de fonds russes, et qu'à cet effet j'ai mis à sa disposition 200.000 fr., en le chargeant d'agir avec notre Ambassadeur.

ROMANOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 29 janvier/11 février 1904.

Excellence,

Le coup subi par la place de Paris dans la journée

(1) *Ministre des Affaires étrangères.*

de lundi et dont la répercussion s'est étendue sur toute la première moitié de la semaine, faisant descendre nos 4 % aux environs de 90, nos 3 % au-dessous de 72 et embrassant dans une chute profonde les rentes françaises, les fonds ottomans, espagnols, le Suez, a jeté l'alarme au Ministère français des Finances et à la Chambre syndicale des agents de change.

Ce coup a été d'autant plus dur que, devant les déclarations rassurantes faites par M. DELCASSÉ aux diplomates étrangers, à ses collègues, aux représentants autorisés du commerce, déclarations en contradiction avec les renseignements reçus par les maisons en relation directe avec le Japon et avec les indications envoyées de Rome par M. LUZZATTI à son collègue français ROUVIER, il avait fini par se créer à Paris un courant optimiste et que la place de Paris n'a été en aucune façon préparée aux événements. A Londres et à Berlin, le marché était paré, il y avait du découvert sur diverses valeurs, à Paris, au contraire, grâce aux meilleures rentrées d'impôt, à la cessation des retraits de caisse d'épargne, il s'était formé de nouveau des positions à la hausse sur les rentes françaises.

On estime à un milliard de francs les titres actuellement en report dans les établissements de crédit...

Dans ces conditions, en présence de quelques attaques qui s'étaient fait jour déjà, en présence des sommes si considérables de fonds russes dans les mains des petits porteurs français, une démarche était faite par M. DE VERNEUIL, syndic des agents de change de Paris, c'est-à-dire chef de la Bourse de Paris, auprès de M. NÉLIDOV. J'ai assisté à la conversation. Nous avons eu l'impression que M. DE VERNEUIL venait directement de la part du Ministère français des Finances. Il a exposé que la situation pouvait devenir critique, et pour la Russie et pour le marché de Paris tout entier, si une panique s'emparait du petit

porteur et si celui-ci venait réaliser à tout prix les fonds russes qu'il détient; cette première journée de lundi avait été détestable, mais la baisse avait été produite par les attaques de vendeurs à découvert, sans que le comptant eût été entraîné. Il fallait à tout prix intervenir pour rassurer le petit public et, pour cela, non pas acheter des titres sur le marché, — M. DE VERNEUIL déclarait tout rachat gouvernemental un acte de folie, qu'il fallait déconseiller à tout prix, — mais agir promptement et efficacement sur la presse française. M. DE VERNEUIL, habitué à dépenser largement l'argent fourni par ses 69 collègues et lui-même pour défendre le monopole, indiqua le chiffre d'un million de francs comme nécessaire. Je sursautai.

Après le départ de M. DE VERNEUIL, l'ambassadeur rédigea un télégramme pour le Ministre des Affaires Étrangères, rendant compte de la conversation, rapportant que M. DE VERNEUIL déconseillait tout rachat et insistait pour une campagne de presse.

Rentré chez moi, je fus avisé téléphoniquement par M. BÉNAC, directeur honoraire du mouvement général des Fonds (Chancellerie des Opérations de Crédit) qui continue à être le bras droit de M. ROUVIER, que le Ministre des Finances approuvait complètement les termes de la communication de M. DE VERNEUIL, qu'il demandait une prompt intervention. M. BÉNAC ajouta que quant au chiffre d'un million, il le trouvait exagéré; que son expérience dans l'affaire de la conversion des 7 milliards 3½ (juillet 1902) et de l'emprunt de 260 millions pour monnayer l'indemnité chinoise (décembre 1901), lui permettait de conseiller 250 à 300.000 francs comme suffisants.

J'ai communiqué par télégramme ces faits à Votre Excellence, en me permettant de rappeler qu'ils cadraient avec des suggestions précédentes soumises par moi à votre attention et sur lesquelles, en pré-

vision de la continuation de la paix, il n'avait pas été donné de suite.

Mardi toute la journée, M. BÉNAC et M. DE VERNEUIL ont été très anxieux d'avoir la réponse aux dépêches envoyées par l'ambassadeur et par moi. M. BÉNAC m'a fait une longue visite pour m'expliquer les raisons qui portaient M. ROUVIER à se montrer aussi anxieux d'arrêter la panique. Dans le cours de cette visite, j'ai attiré son attention sur la solidarité des intérêts en la matière, tout comme l'ambassadeur avait dit à M. DE VERNEUIL que nous comptions sur le gouvernement français, étant donné l'identité des intérêts engagés. Cette identité est réelle : d'une part l'épargne française est en jeu, de l'autre notre crédit public.

Ces paroles n'ont pas été perdues, elles ont germé et pris la forme du concours que, sous l'inspiration du Ministère français des Finances, la haute banque, représentée par les établissements de crédit, apporte à l'œuvre de calme. M. ROUVIER ne dispose pas de fonds secrets pour agir sur la presse, il est obligé de recourir à la coopération de quelques institutions financières de confiance, comme il l'a fait lors de la campagne contre les caisses d'épargne.

M. BÉNAC est allé voir les grands établissements de Crédit et M. ROTHSCHILD, pour jeter les jalons d'une action sur la presse, à laquelle participerait le gouvernement russe. M. DE VERNEUIL, sur la demande de M. ROUVIER, faite formellement hier, doit mettre la chose sur pied avec M. BÉNAC, et prendre toutes les dispositions pour l'organisation de la campagne dans la presse par l'intermédiaire de l'agent de publicité dont se sert le Trésor dans ses émissions, M. LENOIR (chevalier de la Légion d'Honneur). J'ai accepté avec soulagement le concours actif du Ministère français des Finances et l'organisation d'une action à laquelle participent quelques représentants de la haute fi-

nance française. Cela crée un écran, un paravent derrière lequel nous disparaissions : il ne faut pas que les journalistes puissent savoir que le gouvernement russe intervient, car alors leurs prétentions seraient insatisfaisables, leurs appétits gigantesques et le million de M. DE VERNEUIL à peine suffisant.

L'action sur la presse sera faite dans l'intérêt général du marché français, dira-t-on, elle comprend le rétablissement de la vérité, c'est-à-dire de la confiance dans les fonds russes.

M. PALLAIN, gouverneur de la Banque de France, un de nos amis les plus sûrs et les plus dévoués, en même temps qu'un des hommes les plus clairvoyants et les plus perspicaces, a complètement approuvé cette tactique de nous abriter derrière une intervention guidée et patronnée par M. ROUVIER. Il trouvait cela de la bonne politique. Je n'ai fait aucune démarche auprès des établissements de Crédit ni de la rue Laffitte, j'ai insisté auprès de M. BÉNAC sur ce que le concours était tout spontané de leur part. Je me suis borné à voir M. NOETZLIN et à lui demander éventuellement que la *Banque de Paris et des Pays-Bas* se chargeât de la cuisine, car il me paraissait aujourd'hui dangereux de laisser mettre en avant le nom de la *Banque Russo-Chinoise*, qui eût trop indiqué l'origine.

Je ne manquerai pas de tenir Votre Excellence au courant de la suite de cette combinaison. Il faudra, si c'est la *Banque de Paris* qui prend la tête, lui écrire une lettre confidentielle de remerciements dans des termes que je me permettrai de suggérer ultérieurement.

MM. GERMAIN, DE VERNEUIL, DORIZON, dans des interviews que le *Matin* a publiées, M. Yves GUYOT, ancien Ministre des Travaux publics, dans un article du *Siècle*, ont expliqué au public qu'il n'y avait pas lieu de vendre les fonds russes, que la Russie ferait

toujours honneur à ses engagements, qu'elle avait d'amples ressources pour faire la guerre.

M. PALLAIN a exposé de son côté, d'après le bilan de la *Banque de Russie*, la situation de notre trésorerie — les 2 milliards de l'encaisse or, les 448 millions de francs à l'étranger ou en traites sur l'étranger — aux membres du Conseil de régence.

C'est ce que dès mardi matin disait l'article, fait par moi et signé E. T. dans le *Figaro*...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Prière de me faire accuser réception de cette lettre.

DE M. NELIDOV A M...

Secret.

TÉLÉGRAMME.

Paris, le 26 février 1904.

Le Syndic des agents de change, VERNEUIL, est venu, vraisemblablement envoyé par le Ministre des Finances ROUVIER, m'exposer que la Bourse d'aujourd'hui fut déplorable pour les fonds russes qui baissent de cinq à six points sous les attaques habiles des vendeurs à découvert. VERNEUIL suggère comme absolument nécessaire une intervention immédiate dans la presse française pour rassurer les petits porteurs et empêcher la panique. Il déconseille décidément toute intervention pour soutenir le cours par des rachats gouvernementaux. Ce serait une opération très coûteuse et absolument stérile, tandis que la somme dépensée pour la presse financière pourrait enrayer la baisse provoquée artificiellement tant par des spéculateurs peu consciencieux que par une intrigue hostile, visant des buts politiques.

NELIDOV.

DE M. POUTILOV A M. RAFFALOVITCH

Le 27 février/11 mars 1904.

N° 98.

Mon cher collègue,

Ces derniers jours se trouvait à St-Petersbourg M. Emile LAFFON fils — à ce que nous avons appris d'une personne liée à la maison ROTHSCHILD et jouissant de la part de cette maison d'une entière confiance. M. LAFFON fils demeure à Paris, 167, boulevard Malesherbes. Depuis qu'il est ici, M. LAFFON a eu une entrevue avec M. PLEHWE, ainsi qu'avec M. le Gérant de notre Ministère. Il a déclaré avoir une grande influence dans la presse française et il a fait des propositions en vue d'organiser à Paris un Bureau spécial composé de lui-même et de deux autres personnes, ayant pour but d'unifier les mesures pour contrecarrer par la presse la campagne entreprise contre la Russie en général, et spécialement contre l'alliance franco-russe. M. LAFFON a calculé que les frais de cette publicité exigeraient un crédit d'un million et demi à deux millions de francs par an.

M. le Gérant du Ministère m'a chargé de vous mettre au courant des démarches de M. LAFFON et de vous prier de prendre des renseignements sur cette personne. Son Excellence trouve que l'emploi de crédits aussi importants pour ce bureau n'aurait pas de raison d'être; mais si vos renseignements établissaient que M. LAFFON a une réelle influence dans la presse française, M. le Gérant du Ministère consentirait à lui faire tenir une somme à fixer ultérieurement en la prélevant sur le crédit spécial mis à votre disposition.

Je vous serais obligé de me faire connaître les

renseignements que vous aurez obtenus et votre sentiment personnel sur cette affaire.
Veuillez...

POUTILOV.

[Dans le dossier, cette lettre est précédée d'une carte de visite :

Emile LAFFON
Gouverneur des Colonies
167, Boulevard Malesherbes.]

[Après les mots Gouverneur des Colonies, il est écrit au crayon bleu : « en disponibilité ».]

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ DE M. RAFFALOVITCH
A M. KOKOVITZEV

Paris, 2/15 mars 1904.

LAFFON, simple agent publicité qui soigne affaires *Comptoir National d'Escompte* et ROTHSCHILD frères, sans influence supérieure à celle intermédiaire LENOIR, que nous engageâmes sur recommandation Ministère français des Finances, de commun accord avec ambassade de Russie à Paris. Je considère il est inutile de traiter avec lui.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 15 mars 1904.

Mon cher collègue,

...Les renseignements complémentaires sur la famille LAFFON ne sont pas bons. Il y a eu un employé de ce nom chez les ROTHSCHILD. Ceux-ci avaient en lui une confiance limitée et ils n'ont pas été fâchés d'en être débarrassés par sa mort. Les fils n'ont pas bonne réputation. L'un a été chassé du *Comptoir*

National d'Escompte, à Nice, pour avoir dilapidé 60.000 francs, que le père a remboursés avant de mourir. L'autre, Emile, qui est à St-Petersbourg, n'a pas d'influence sur la presse, excepté sur les journaux radicaux, y compris la *Lanterne*. M. PLEHWE a dû recevoir des renseignements analogues.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 15 mars 1904.

Mon cher collègue,

Je vous confirme mes deux télégrammes. LAFFON est bien le fils d'un ancien commis des ROTHSCHILD, qui s'occupait chez eux de la publicité ainsi que pour le *Comptoir d'Escompte*. Le fils a été Gouverneur de la Guyane, très lié avec DOUMER, il est employé du *Comptoir National d'Escompte*, où il s'occupe de la presse. Il protège les journaux radicaux, comme la *Lanterne*, mais il n'a pas grande influence, quoi qu'il dise. Il en aura, si on lui confie un million par an ou deux, sur lesquels il gardera pour lui 20 à 25 %. Il est superflu d'entrer dans cet ordre d'idées. La formule que nous avons prise en février dernier, de marcher avec les grandes banques, d'accord avec le Ministère français des Finances, en utilisant les services de LENOIR, qui est l'agent du Trésor, de la *Banque de Paris*, du *Crédit Lyonnais*, me paraît suffire amplement.

Il n'y a d'ailleurs rien de disponible sur les 200.000 francs qui ont été intégralement versés à la *Banque de Paris*, où ils ont contribué au fonds commun pour trois mois.

Est-ce que KERGALL, directeur de la *Revue Economique et Financière*, ne propose pas aussi ses ser-

vices pour agir sur la presse? Cela me paraît superflu.

Je serais d'avis de recevoir poliment mais d'éconduire tous les journalistes et intermédiaires français qui veulent soutirer de l'argent au gouvernement russe. C'est ce que j'écris à M. le Gérant du Ministère des Finances.

Votre très dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

Paris, le 16 mars 1904.

M. Paul LEROY-BEAULIEU, rédacteur en chef de *l'Economiste Français*, me fait demander par son annonceur si la *Banque de Russie* ne voudrait pas lui payer un fixe pour publier, comme il le fait, les bilans hebdomadaires. Je serais d'avis de prier la *Banque de l'Etat* d'écrire à *l'Economiste Français* qu'elle lui allouera 4.000 roubles par an pour cela. Veuillez m'informer de ce qui aura été décidé.

RAFFALOVITCH.

[KOKOVITZEV accorda en effet à *l'Economiste Français* 4.000 roubles par an.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 17 mars 1904.

Monsieur le Ministre,

... *L'Evening Post* m'avait demandé un correspondant politique pour la guerre, à Saint-Pétersbourg. J'ai prié M. NELIDOV d'en écrire, comme il a plus d'autorité que moi. Nous avons grand intérêt à pou-

voir prendre pied dans la bonne presse de l'autre côté de l'Atlantique.

Voici que l'*Evening Post* me demande aussi un correspondant économique. Pourrait-on en trouver un dans le Ministère des Finances? Ce serait assez utile.

On me raconte que LAFFON aurait réussi à convaincre Votre Excellence et le Ministre de l'Intérieur de l'utilité de son projet, qu'il revient à Paris avec des instructions pour moi, qu'il a été très appuyé par M. BOMPARD. Je ne sais pas jusqu'à quel point tout cela est vrai. Mes renseignements sont mauvais sur son compte à divers points de vue : moralité, influence sur la presse. Le pire, c'est que l'on en parle déjà à Paris : il est venu de divers côtés non officiels des demandes de renseignements sur un nommé LAFFON, qui se dirait représentant de la presse française, chargé de négocier des arrangements pécuniaires avec le gouvernement. C'est déplorable comme effet moral. Nous avons une petite combinaison avec l'appui du Ministère français des Finances avec une façade qui nous masquait. Y avait-il lieu de chercher autre chose? En cas de nécessité, dans quelques mois, on aurait pu recommencer, et les mois suivants auraient coûté moins que les premiers. On se serait servi des mêmes canaux dissimulés derrière les établissements financiers. Avec LAFFON et Cie ce sera du chantage à haute pression et continuellement. C'est bon pour l'Espagne ou le Portugal d'arroser ainsi la presse. Vous excuserez ma franchise.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris.

Monsieur le Ministre,

Le sieur LAFFON, qui a eu l'honneur d'être reçu par Votre Excellence et le Ministre de l'Intérieur, est en effet le fils d'un ancien agent de publicité de la maison ROTHSCHILD, dont il était le commis. Un commis ne jouit que d'une confiance limitée, en général. Lui-même, après avoir été fonctionnaire des colonies, Gouverneur de la Guyane, est employé du *Comptoir National d'Escompte*, dont il soigne les affaires de publicité, au moment des émissions et pour empêcher les attaques de la presse. Il est protégé par des députés comme DOUMER, ETIENNE, qui s'occupent d'affaires coloniales, et c'est ainsi qu'il aura pu avoir des lettres de DELCONI et d'eux-mêmes pour M. BOMPARD.

Il n'y a aucune raison de lui donner 2.000.000 de francs par an pour soutenir l'alliance franco-russe, en achetant les consciences des journalistes français, attendu que ce serait transformer en maladie chronique une intervention accidentelle et que l'on peut arriver à un résultat identique avec moins de frais, dans des conditions plus rationnelles, sans nous démasquer, comme le ferait un bureau permanent à Paris avec un budget de 1.500.000 francs et plus.

Votre Excellence sait que, sur la demande du Ministre français des Finances, M. de VERNEUIL, Syndic des agents de change, est venu demander à l'ambassadeur et à moi de faire agir sur la presse française par les moyens connus, en dépensant un million de francs. Nous nous en sommes tirés avec 200.000 fr., qui ont été versés à la *Banque de Paris et des Pays-Bas* par la *Banque Russo-Chinoise* et qui ont grossi le fonds formé par les établissements de crédit et

ROTHSCHILD, pour contrecarrer la panique et sauvegarder le marché français.

J'ai considéré indispensable de mettre une façade à notre action dans la presse. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de rien modifier à la procédure adoptée d'accord avec l'ambassadeur et après entente avec M. ROUVIER. L'intermédiaire qui nous a été présenté par le Ministère français des Finances, M. LENOIR, est très bien placé pour la besogne en question et nous ne gagnerons rien à prendre à sa place M. LAFFON. Celui-ci veut évidemment exploiter la situation, comme MM. DESHOUX du *Matin*, Marcel HUTIN de l'*Echo de Paris*, ROELS du *Temps*, qui sont des pieuvres affamées, fixées sur l'administration russe. Un avis très net est qu'il faut les traiter très bien, leur donner des nouvelles, au besoin quelques rubans, et même des cadeaux personnels, mais ne prendre aucun arrangement avec leurs journaux, ni subventionner aucune agence commerciale que veut monter ROELS.

Actuellement, l'arrangement pris pour trois mois et dont un est écoulé aujourd'hui, afin de protéger les intérêts du crédit russe, fonctionne très bien.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

[Cette lettre n'est pas datée, mais elle est tamponnée par le timbre de la Chancellerie du Ministère des Finances, portant la date du 8 mars 1904 (vieux style) et porte le N° 38.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 6/19 mars 1904.

Monsieur le Ministre,

Tout le monde désavoue LAFFON depuis qu'on sait qu'il a voulu avoir de l'argent de vous et de M. PLEH-

WE. NI M. ETIENNE, ni le Directeur du *Comptoir National d'Escompte* ne lui ont donné de lettre d'introduction à Saint-Petersbourg. DELCONI est seul à l'avoir très innocemment recommandé à M. BOMPARD qui a tout à fait tort de se lancer dans cette affaire.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 22 mars 1904.

Monsieur le Ministre,

...Le malheureux LAFFON a eu une jolie réception au *Comptoir National d'Escompte*, que M. ROUVIER avait mis au courant du rôle joué par son employé à St-Petersbourg.

Le Directeur du *Comptoir* m'affirme ne lui avoir donné aucune lettre de recommandation et ne l'avoir autorisé à aller en Russie que parce que LAFFON est venu lui dire qu'il avait une mission secrète de M. DELCONI.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 27 avril 1904.

Monsieur le Ministre,

Le *Petit Parisien* qui a reçu, paraît-il, quarante mille francs pour publicité dans l'opération des Bons du Trésor et qui avait observé jusqu'ici une attitude relativement sympathique à l'endroit de la Russie, a subitement changé d'attitude et publié une

« Revue hebdomadaire » très haineuse contre notre crédit. J'ai immédiatement prévenu M. NOETZLIN et fait venir l'agent qui a été chargé par le Syndicat des banquiers de régler les journaux. Après enquête, il m'a rapporté que c'était pour avoir une augmentation de mensualité. La *Banque de Paris* serait décidée à la refuser et l'attaque ne se renouvellerait plus. Je tâcherai de faire comprendre au sénateur DUPUY l'incorrection de conduite dont s'est rendu coupable le rédacteur financier. C'est le premier accroc survenu dans les arrangements financiers, et encore n'y ajoute-t-on pas d'importance.

NOETZLIN m'a dit que le sénateur GOUIN, président de la *Banque de Paris*, était très malheureux de n'avoir pas été décoré à l'occasion de l'émission des Bons du Trésor. Je lui ai répondu que ni M. GERMAIN, ni HOTTINGUER ne l'avaient été et que sans doute on était peu prodigue actuellement de distinctions honorifiques.

J'ai prié l'ambassadeur, S. Exc. M. NELIDOV, d'expliquer à M. DELCASSE les raisons (fournies par l'intendance générale de l'armée en réponse à la demande de PREVET), pour lesquelles on ne s'était pas adressé à l'industrie française. Il y a lieu d'ailleurs de restreindre les achats au dehors pour ménager le change et fournir du travail aux fabriques russes et à leurs ouvriers.

Il est effrayant de voir le tissu de sottises qu'on imprime dans la presse concernant le nombre d'ouvriers chômant en Russie (notamment en Pologne) et la situation intérieure en général.

Est-ce qu'on ne pourrait pas se servir de DRU ou du correspondant du *Petit Parisien* pour rétablir les faits s'il y a moyen ?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Je vous envoie l'*Information* avec un article contre

le Japon fait par un de mes collaborateurs du
Marché financier.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

19 mai 1904.

Monsieur le Ministre,

Ayant eu la faculté de donner une annonce de la *Banque de la Noblesse* (tirage d'amortissement) aux journaux, j'en ai donné une publication au *Figaro* pour 2 francs la ligne; je l'ai proposée au *Matin*, qui a réclamé 3 francs maintenant et 5 francs à partir du 1^{er} octobre. J'ai trouvé cela exagéré et ai fait la publication dans le *Messenger de Paris*. Si jamais on traite avec le *Matin*, il faut faire ou à forfait ou des listes réduites, comme dans le *Petit Parisien*. Je suis extrêmement attentif à ménager les dépenses de cette nature et à défendre les intérêts du Trésor...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Paris, le 26 mai 1904.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu ce matin la visite de FABRE LUCE, administrateur du *Crédit Lyonnais*, et gendre de M. GERMAIN, qui est venu m'annoncer confidentiellement que, selon toute vraisemblance, le placement des 200 millions, solde à placer des bons du Trésor russe, allait se terminer très prochainement.

Je me suis empressé de lui adresser de très respectueuses félicitations.

A cette occasion, M. FABRE LUCE m'a dit que sur

les 600 premiers millions, le *Crédit Lyonnais* en avait placé 300, et sur la seconde tranche de 200 millions, 80 millions, sans donner la moindre bonification, ni permettre ainsi de faire des offres à plus bas prix.

De 1889 à 1904, la Russie aurait émis en France 5 milliards et demi de francs, dont 2 milliards et demi auraient passé par le *Crédit Lyonnais*. Cela comprend les conversions et il faut en déduire des tirages d'amortissement.

Je me demande si, en présence de cet effort du *Crédit Lyonnais*, on ne pourrait pas augmenter à la plaque (St-Stanislas, 2^e classe avec étoile) la récompense de M. FABRE LUCE, qui figure en tête de la liste envoyée à M. VICHNEGRADSKY. Un grand point, ce serait que ces récompenses vinsent vite.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

17 août 1904.

Monsieur le Ministre,

Les engagements pris par le Syndicat des banques et banquiers en vue de protéger le crédit russe ont expiré le 15 août et l'on se trouve de nouveau devant la question de savoir quelles sont les décisions à prendre dans cet ordre d'idées.

Il serait imprudent d'abandonner la presse française à ses propres inspirations qui seraient certainement mauvaises, à quelques exceptions près. Il y a un fonds d'hostilité et d'antipathie à notre endroit, et dans les bureaux de rédaction, et dans une portion de la Bourse, qui ne demanderait pas mieux que de se manifester. Les Loges maçonniques, dont malheu-

reusement l'influence sur les affaires du gouvernement est si grande, sont les ennemis de l'autocratie...

Jusqu'à présent, les dépenses extraordinaires pour la presse ont été de 200.000 francs à Paris et grâce à la combinaison que j'avais pu mettre sur pied d'englober dans l'œuvre de défense commune les banques et les banquiers fournissant 100.000 francs, nous avons marché trois mois avec 200.000 francs seulement.

Notre quote-part a été de 66.000 francs environ pour chacun des trois mois, puis est venue l'émission de 800 millions de francs avec ses frais de publicité et la continuation du paiement mensuel à la presse, les banquiers et les banquiers seuls. Le Syndicat ayant été dissous et les comptes clos, il n'y a plus rien à attendre de ce côté.

C'est donc sur le Trésor seul que porterait le poids des dépenses nouvelles. Continuer indéfiniment celles-ci sur le pied de 100.000 francs par mois me paraîtrait abusif et exagéré. Il faudrait ménager les intérêts acquis, s'il est permis de se servir de cette expression, et se demander s'il n'y aurait pas lieu de donner 100.000 francs du 15 août au 15 septembre, 75.000 du 15 septembre au 15 octobre et 150.000 pour les trois mois qui suivraient, cela donnerait jusqu'au 15 janvier 1905 une somme totale de 325.000 francs.

La distribution devrait se faire par le même procédé que jusqu'ici, de façon à ne pas intervenir directement et à ne pas montrer notre visage. On se servirait de la *Banque de Paris* qui verserait à un établissement secondaire sur lequel les chèques seraient fournis...

Ce n'est pas avec satisfaction que je suggère cette dépense, mais elle est malheureusement utile, surtout à l'heure actuelle, où les événements ont pris une tournure défavorable sur mer et où l'on s'attend à la prise de Port-Arthur.

Votre Excellence voudra bien avoir la bonté de

me faire connaître sa décision dans le plus bref délai possible, afin que je puisse aviser la *Banque de Paris* et confirmer les décisions prises.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

La situation est différente en août de ce qu'elle était en février. En février, on a pu mettre en branle l'élément *solidarité*; tous les intérêts de la place, y compris ceux de la Rente française étaient menacés; aujourd'hui, nous sommes seuls à nous défendre.

[A cette lettre M. KOKOVITZEV a répondu par la dépêche chiffrée ci-dessous, adressée à la *Banque de Paris*, le 13/26 août 1904.

Paris-Paribas. — Veuillez tenir à la disposition d'agent Ministère des Finances, Arthur RAFFALOVITCH, 325.000 francs.

KOKOVITZEV.

et cette autre, également chiffrée, à RAFFALOVITCH :

Paris, Raffalovitch, 19, avenue Hoche.

325.000 francs sont mis à votre disposition chez *Paribas.*

KOKOVITZEV.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, le 30 août 1904.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence de l'arrangement qui a été fait pour la presse française. J'ai eu soin de consulter sur la combinaison M. HOTTINGUER et M. CHEVRANT, directeurs de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui ont

partagé ma manière de voir. S'il était nécessaire de continuer des sacrifices pour assurer la tranquillité du côté de la presse, il était indispensable de limiter le sacrifice, et après avoir donné encore un mois aux conditions anciennes de cent mille francs, réduire considérablement les dépenses ultérieures.

Voici donc l'arrangement auquel on s'est arrêté : la prochaine mensualité sera de cent mille francs, mais elle comprendra en réalité six semaines et couvrira la période comprise du 15 août au 1^{er} octobre. Les mensualités antérieures avaient couru du 15 au 15, à partir du 15 février. Pour les mois à venir, il ne sera plus accordé que cinquante mille francs, ce qui nous conduira à la fin de janvier. J'espère pouvoir ne pas entamer la réserve de 25.000 francs qui résulte de cette façon d'arranger les choses et dont je prie de ne pas faire usage pour d'autres besoins avant l'expiration de la période, car nous pouvons avoir des besoins extraordinaires à un moment donné, par exemple s'il s'agit de bien expliquer le budget de 1905.

X Pour les six premiers mois, l'abominable vénalité de la presse française aura absorbé (en dehors de la publicité de l'emprunt de 800 millions) une somme de six cent mille francs dont les banquiers ont fourni la moitié. Nous avons eu à notre charge 3 mois à 66.666 francs (15 février-15 mars, 15 mars-15 avril, 15 avril-15 mai), durant lesquels les banquiers ont dépensé 33.334 francs, puis cent mille francs pour les mois 15 juin-15 juillet, 15 juillet-15 août. Le sixième mois et demi 15 août-1^{er} octobre est à notre charge.

L'intermédiaire qui m'a été recommandé par le représentant de M. ROUVIER en février dernier, est M. LENOIR, chevalier de la Légion d'Honneur, qui perçoit 10 % de commission pour sa peine.

Il est dépensé 48.250 francs pour les journaux politiques, 13.300 pour les concours personnels (c'est-

à-dire les secrétaires de la rédaction, les rédacteurs financiers, des directeurs de journaux), 15.000 fr. pour les journaux de province et les agences ou correspondances, 14.500 pour les journaux financiers.

L'argent est versé à la fin du mois par les soins de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* au *Crédit Algérien* sur lequel l'intermédiaire émet des chèques. Quelques individus doivent être payés de la main à la main.]

Comme il ne faut pas que ni le nom du gouvernement russe, ni celui de l'agent du Ministère des Finances ne paraissent dans cette combinaison, les paiements se font comme s'ils émanaient encore du Syndicat des banques et banquiers.

Cette dépense est faite pour la défense du crédit russe, elle adoucit cependant aussi les attaques systématiques contre le gouvernement russe en général, sans pouvoir les empêcher. Si avec le temps il y avait des communications à faire passer dans les journaux, il faudrait profiter des circonstances où nous disposons d'une certaine influence sur eux.

J'ai rendu compte de ce qui a été combiné à l'ambassadeur de Russie.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 18 septembre 1904.

Monsieur le Ministre,

M. LENOIR me transmet un certain nombre de coupures de journaux reproduisant la note que je lui ai envoyée. Les journaux qui ne l'ont pas encore publiée ont promis de la faire passer en un extrait dans la « Revue hebdomadaire ». Il y joint deux

articles intéressants du *Messenger de Paris* qu'il fera démarquer dans quelques revues financières de la fin de la semaine. Or l'un des deux, intitulé « la Situation financière de la Russie », signé E. P., est de moi, ce qu'ignore M. LENOIR.

_____ A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

1^{er} octobre 1904.

Monsieur le Ministre,

La Banque de Paris et des Pays-Bas a versé la somme de cent mille francs à M. LENOIR, pour défrayer les mensualités de septembre, comme le prouve la quittance incluse.

Votre très obéissant serviteur,

_____ A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 28 octobre 1904.

Monsieur le Ministre,

...Je vais tâcher de faire dans l'*Economiste Français* une « lettre de St-Petersbourg », avec les notes que vous m'avez envoyées, car j'avais déjà expédié un article à l'*Economic Journal*.

Votre très obéissant serviteur,

_____ A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

2 novembre 1904.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence les

chèques payés par l'agent LENOIR, pour le concours donné par la presse française durant le mois de septembre. J'y joins une sorte de clé, c'est-à-dire le numéro du chèque en face du journal qui a touché. Nous garderons en réserve les 3.000 francs que le *Matin* n'a pas encore encaissés.

Tout le mouvement de ces fonds se fait par la *Banque de Paris*, qui verse au crédit de LENOIR, au *Crédit Algérien* sur lequel les chèques sont tirés. Ces chèques sont bons à garder avec la clé.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

	Prévisions		
	Septembre	Octobre	Novembre
Journaux politiques, Paris	48.250	41.500	39.500
Journaux politiques province	15.000	15.000	14.000
Personnels	13.250	12.550	11.925
Journaux Financiers	12.500	11.500	10.500
Commission Lenoir	8.900	8.055	7.592
	<u>97.900</u>	<u>88.605</u>	<u>83.517</u>
N ^{os} des chèques	Sommes		
33730 <i>Figaro</i>	5.000		
722 <i>Petit Journal</i>	4.000		
736 <i>Journal</i>	4.000		
742 <i>Petit Parisien</i>	3.000		
758 <i>Temps</i>	3.000		
— <i>Matin</i>	3.000	non payés	
746 <i>Echo de Paris</i>	3.000		
743 <i>Autorité</i>	2.500		
754 <i>Radical</i>	1.500		
743 <i>Petite République</i> .	1.500		
A reporter.....	<u>30.500</u>		

N° des chèques	Sommes	
<i>Report</i>	30.500	
» <i>Aurore</i>	1.500	
» <i>Intransigeant</i>	1.500	
» <i>Liberté</i>	1.500	
33926 <i>Débats</i>	1.500	
759 <i>Rappel</i>	1.500	
733 <i>Lanterne</i>	1.500	(33753)
726 <i>Gaulois</i>	1.500	
735 <i>Libre Parole</i>	1.000	
754 <i>Marseillaise</i>	1.000	
738 <i>Presse et Patrie</i> ...	1.000	
734 <i>Gil Blas</i>	1.000	
725 <i>XIX^e Siècle</i>	1.000	
752 <i>Soleil</i>	750	
747 <i>Siècle</i>	250	(500 fr.)
» <i>République Franç...</i>	500	
» <i>Action</i>	500	
	48.250	ensuite réduits
pour octobre à 41.500, pour novembre à 39.500.		
33728 <i>Syndicat</i>	6.000	
756 <i>Financière Dép^e</i> ..	2.000	
761 <i>Circulaire Rép.</i>	1.500	
730 <i>Groupe Théry</i>	1.500	
732 <i>Agence générale</i> ...	1.000	
764 <i>Corresp. Deffas</i>	500	
929 <i>J. du Nord</i>	500	
757 <i>J. du Centre</i>	500	
757 <i>J. de l'Ouest</i>	500	
757 <i>J. du Littoral</i>	500	
766 <i>Cor. télégr. finan.</i> ...	500	
Total	<u>15.000</u>	<u>15.000</u> <u>14.000</u>

N° des chèques	Sommes
33730 Théry	2.000
760 Henry	1.000
731 Bourgarel	500
737 Hirsch	1.500
755 Brégand	500
770 J. Profit	500
744 Batiau	500
768 Lefaure	500
743 de Queylard	300
729 Lacroix	500
763 Jay	500
765 Rischmann	200
927 Maroni	500
759 Lefranc	500
769 Lafontaine	500
727 Nahmias	500
745 Schmoll	500
740 Biguet	300
741 Fort	250
930 de Rodays	250
725 André	250
931 Lainé	250
748 Berthol	250
733 Selby	300
767 Rosati	200
> Brasseurs	200

13.250

en octobre 12.550, en novembre 11.925.

33730 <i>Econom. Européen.</i>	1.500
733 <i>Vie Financière</i>	1.500
724 <i>Informatton</i>	1.500
750 <i>Rentier</i>	1.000
751 <i>Revue Econom.</i>	1.000
928 <i>Intérêts matériels</i>	1.000
A reporter	7.500

N° des chèques	Sommes	
	<i>Report.</i>	7.500
768	<i>J. Financier Français</i>	500
739	<i>Agence Nationale ..</i>	1.000
723	<i>Fournier</i>	1.000
749	<i>Havas</i>	2.000
762	<i>Avant Bourse</i>	500
		<hr/>
	12.500	11.500 10.500

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 9 novembre 1904.

...J'ai pu donner à l'*Echo de Paris* une grosse annonce de la *Banque de la Noblesse*... Naturellement, je ne prends aucun engagement avec l'*Echo de Paris*, mais le fait qu'il a reçu une annonce me vaut les remerciements contenus dans la lettre incluse d'Henry SIMOND, le directeur. Je prie de garder cette lettre dans nos archives.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. HENRY SIMOND A M. RAFFALOVITCH

ECHO DE PARIS
Direction
6, Place de l'Opéra

Paris, le 9 novembre 1904.

Cher Monsieur,

Je tiens à vous remercier de l'annonce que vous avez envoyée sur la *Banque de la Noblesse*.

Vous savez combien j'étais peiné de voir l'*Echo* tenu en dehors de ces publicités régulières, alors que des journaux certainement moins importants étaient inscrits sur la liste. Ce n'est pas tant au point de

vue matériel qu'au point de vue moral que j'éprouve une satisfaction à voir cesser cet état de choses. Vous savez que pour obtenir ce résultat, j'ai publié des articles bien longs et bien ennuyeux et ce n'est que sur vos conseils que je l'ai fait. C'est à vous seul que j'attribue l'inscription de l'*Echo* pour cette publicité et je veux vous le dire.

Vous voudrez bien, cher Monsieur, offrir mes hommages respectueux à Madame Raffalovitch et trouver ici les assurances de mes meilleurs sentiments.

Henry SIMOND.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 27 novembre 1904.

Monsieur le Ministre,

...Dans quelques jours, je devrai payer quelque chose comme 86 ou 87.000 francs à LENOIR pour les journaux. Je verrai alors dans quel état sera le compte, qui a été grevé des frais de la brochure HELFFERICH (droits de traduction, impression, distribution). Votre Excellence pensera sans doute qu'il faudra continuer pour les mois prochains : décembre, janvier. Ce dernier est important à cause du budget.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 11 décembre 1904.

Monsieur le Ministre.

...On me dit que la *Libre Parole* voulait embolter le pas au *Matin* pour attaquer la Russie, BOMPARD et le *Crédit Lyonnais*, à propos des commandes. Je crois qu'il n'y a qu'à laisser faire, car ce serait trop

coûteux que d'entrer en concurrence avec les métallurgistes. J'ai dit aux gens qui m'ont parlé de cette question, que certainement la Russie serait prête à donner un traitement très favorable à l'industrie française, mais que pour cela il fallait s'abstenir de nous pousser par une attitude et des exigences peu compatibles avec des relations amicales...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVITZEV

Paris, 15 décembre 1904.

Comme j'ai eu l'honneur de le télégraphier à Votre Excellence, le journal le *Matin* a publié ces jours derniers (1) un article contenant de violentes attaques contre le gouvernement français et en particulier contre le 5284 (2). L'article en question, intitulé : « Les Intérêts français sacrifiés » (3), d'après les renseignements que j'ai pu recueillir, poursuivait à la fois trois buts différents ; 1° les métallurgistes français s'étant syndiqués pour faire pression sur le Gouvernement de la République afin de forcer celui-ci à obtenir de la Russie d'importantes commandes, ont choisi le journal *Le Matin*, coutumier des grands tapages, pour mener cette campagne ; 2° la rédaction du *Matin*, depuis le mois de juillet dernier, en guerre ouverte avec le *Crédit Lyonnais*, ayant appris que cet établissement sera chargé de la réalisation du futur emprunt, a saisi l'occasion pour déchaîner à

(1) Le 9 décembre.

(2) Bompard, ambassadeur de France en Russie.

(3) Le surtitre est « A propos d'un Emprunt ». L'article est signé « Jean d'Orsay », signature passe-partout servant, au *Matin*, à couvrir les marchandises les plus diverses.

nouveau sa colère contre cette banque; 3° comme depuis longtemps l'administration du *Matin* a des comptes à régler avec le 5284, elle a cru à propos de rendre responsable ce diplomate de l'absence de commandes importantes faites par la Russie aux métallurgistes français. Cette campagne du *Matin* si intéressée pouvant porter préjudice aux futures opérations de la Russie en France, j'ai cru devoir la signaler à Votre Excellence...

Veillez agréer...

A. EFFRONT.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 décembre 1904.

Monsieur le Ministre,

Nos finances subissent sans cesse des assauts. Ci-joint un nouvel échantillon. Il n'y a pas grand'chose à faire. Grâce au système des subventions mensuelles, les bulletiniers financiers se tiennent cois en général.

Je prie Votre Excellence d'examiner ce que vous comptez faire après le 15 janvier, date à laquelle il faudra de nouveau payer *cent mille francs*, puisque nous n'avons pas dénoncé l'arrangement cette fois-ci...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

19 décembre 1904.

A la Chancellerie des Opérations de
Crédit, St-Petersbourg.

J'ai bien reçu la lettre confidentielle m'annonçant que la somme de 200.000 francs avait été mise

à ma disposition à la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

Le 31 décembre (en réalité avant, car ces comptes se paient à Noël) il faut payer environ 86.000 ou 87.000 francs pour le mois écoulé...

Cette somme de 86.267 comporte : journaux politiques, 40.500; chèques personnels, 14.500; journaux financiers, 11.500; agences, 11.925; commission de l'agent LENOIR 7.842.

Il existe en outre, à titre de réserve, un reliquat du compte *Publicité russe*, qui avait été alimenté pour 2/3 par nous, 1/3 par les banques et banquiers, de 23.217 francs sur lesquels 9.000 représentent une allocation attribuée au *Matin*, non touchée par lui. J'ai dit à la *Banque de Paris* que ce reliquat était la propriété du gouvernement. Mais je le répète, c'est un fonds de réserve qu'il faut maintenir pour les cas urgents et imprévus.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVITZEV

Paris, 29 décembre 1904.

Monsieur le Ministre,

... Dans ma dernière lettre, j'ai eu l'honneur de signaler à Votre Excellence la campagne de presse entreprise par le 3898 (1) contre le 5284 et le 0744 (2) reprochant au gouvernement français de n'avoir pas imposé à la Russie des commandes à l'industrie française. Depuis, le 3898 a continué sa campagne, mettant même en cause le 3910. Ce dernier, devant ces

(1) *Le Matin*.

(2) *Le Crédit Lyonnais*.

insinuations destinées à forcer la main des ministres russes, a donné l'ordre de ne plus recevoir aucun représentant du 3898. Le 3898, en cette occurrence, est non seulement l'instrument d'un groupe de métallurgistes, mais aussi le porte-parole du Syndicat des producteurs alimentaires qui voudrait devenir le fournisseur attitré de l'armée russe pour toutes les conserves (1). C'est le sénateur PREVET, président du conseil de ce syndicat et qui préside en même temps le Conseil d'administration du *Petit Journal*, qui a encouragé dans les journaux cette campagne...

Veuillez agréer...

A. EFFRONT.

NOTE

Liste des journaux français dans lesquels furent insérées les annonces de la Commission d'Amortissement :

	1903		1904
<i>Temps</i>	Fr. 12.848	»	13.902 »
<i>Journal des Débats</i>	13.276	»	14.155 »
<i>Journal Officiel</i>	11.866	»	13.050 »

(1) Cette campagne du *Matin* est tout à fait caractéristique des procédés de ce journal : Bompard est encore violemment pris à partie dans un article du 14 décembre, après des déclarations faites par lui à un reporter du *Temps*. Le *Matin* l'accuse de discréditer publiquement l'industrie française (*sic*). Le 17, le ton change soudain du tout au tout : Bompard, qui est à Paris, « a tenu à venir fournir des explications au *Matin* ». Le 20, le *Matin*, de plus en plus mielleux, écrit : « Nous avons été particulièrement heureux de publier les assurances qu'a bien voulu nous donner M. Bompard. » Chacun devine ce qui s'était passé.

	1903		1904	
<i>Economiste Européen</i> ...	12.097	»	13.478	»
<i>Messenger de Paris</i>	11.609	»	13.082	»
<i>Nord</i>	9.802	»	11.297	»
<i>Economiste Français</i>	8.526	»	9.372	»
<i>Patrie</i>	8.647	»	10.022	»
<i>Monde Economique</i>	8.076	»	5.318	»
<i>Petit Parisien</i>	5.510	»	5.650	»
<i>Journal</i>	4.374	»	3.220	»
<i>Gaulois</i>	4.528	»	5.139	»
<i>Figaro</i>	4.629	»	5.222	»
<i>Revue Econ. et Financière</i>	3.310	»	5.000	»
<i>Rentier</i>	6.000	»	6.000	»
<i>Liberté</i>	2.790	»	3.368	»
<i>Nouvelle Revue</i>	750	»	600	»
<i>Semaine Financière</i>	345	»	365	»
<i>Matin</i>			1.506	»
<i>Echo de Paris</i>			5.328	»
<i>République Française</i>			408	»
<i>Moniteur des Intérêts mat.</i>			5.068	»

Noms figurant sur les chèques qui se trouvent
aux archives de la Chancellerie des Opérations de
Crédit à Pétrograd :

	N ^o des chèques	Année	
<i>Brégand</i>	33755	1904 et	33974
<i>Daniel Riche</i>	33964	—	33752
<i>Lacroix</i>	33729	—	33943
<i>Rischmann</i>	33757	—	33765
	33062	—	33068
<i>Henry</i>	33760	—	
<i>Proft</i>	33770	—	72063
<i>Lefèvre</i>	33768	—	72070

	N° des chèques	Année	
Jay	33763	1904 et	72069
Maroni	33927	—	33926
	72068	—	72067
Lafontaine	33769	—	72066
Schmoll	33745	—	33958
Biguet	33740	—	33754
	33961	—	33965
Fort	33741	—	33966
L. Lainé	33931	—	72072
J. Lacotte	33748	—	33747
	33959	—	33960
Rosati	33767	—	33970
Arthur Meyer	33723	—	33938
Hirsch	33739	—	33737
	33738	—	33951
	33952	—	33950
Mercier	33761	—	72062
Deffas	33764	—	33971
Edmond Hesse	33752	—	33973
Fradon	33728	—	
M. de Vic	33756	—	33969
F. André	33725	—	33944
A. Lefranc	33759	—	
De Queylard	33743	—	33939
Bertin	33746	—	33953
Maucher	33758	—	72061
Méliot	33735	—	
Henry Selby	33734	—	33733
	33947	—	33948
	33946	—	
Nahmias	33726	—	33727
	33955	—	33954
Didier	33928	—	
Lenoir	33932	—	72078
	72065	—	
L'Agence Havas	33749	—	
Chavenon (Information) ..	33724	—	33945

	N° des chèques	Année	
Batiau	33940	1904	et 33744
Tabary (<i>Petit Journal</i>) ..	33936	—	33722
Laffite (<i>Agence Havas</i>) ..	33975	—	
Danthesse	33933	—	
Henry	72064	—	
Roumagnac	72073	—	
Gilson	72075	—	
Bourgarel	33730	—	33731
	33934	—	33935
Victor	33957	—	
Rodays	72071	—	
Flachon (<i>La Lanterne</i>) ...	33972	—	33753
Neymarck	33750	—	
Castagnet (<i>Libre Parole</i>)..	33967	—	
Thollot (<i>La Revue</i>)	33751	—	
Veray	33742	—	33937
Lemaire (<i>Le Journal</i>)	33949	—	33736
Lepaulmier	33766	—	72074
Ferdinand Lefèvre	33963	—	
Laewn	33956	—	33762
Fradin	33941	—	

Tous les chèques sont de l'année 1904 et tous portent :

Compte n° 612.

Série 1.

N°..... (indiqué dans la liste ci-dessus).

Tous sont délivrés par la *Compagnie Algérienne* et signés par LENOIR. Tous payables à Paris, 11, rue des Capucines (de 10 heures à 3 heures).

Plan de l'Agence que Laffon voulait organiser avec l'argent russe en 1904 :

RÉSUMÉ

Le projet général d'action soumis au gouvernement russe est destiné à uniformiser les tendances

de la presse française, à créer ainsi, par son intermédiaire, un grand courant d'opinion publique continu et favorable à la politique présente et à venir des deux gouvernements russe et français.

La réalisation pratique de ce projet se subdivise en deux branches distinctes, mais dans une assez large mesure, dépendantes l'une de l'autre et se complétant.

1° Constitution d'un budget spécial extraordinaire, dit « budget de publicité politique et financière », permettant de traiter avec tous les journaux quotidiens et les grands journaux financiers, en vue d'établir, dès le principe, un lien étroit entre l'idée directrice du programme poursuivi et la politique de chacun de ces organes.

Pour assurer directement ou indirectement l'action commune efficace des deux gouvernements, ce lien devra être persistant et de longue durée. C'est pourquoi il est nécessaire de prévoir un budget portant sur une période de deux ans par exemple, ou tout au moins se répartissant sur une période minima de 12 mois.

2° Constitution à Paris d'une agence autonome qui serait avant tout une agence politique, d'information politique. Elle aurait des attaches très étroites avec le gouvernement français et le gouvernement russe.

Le gouvernement français, par l'intermédiaire du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Affaires Etrangères, lui fournirait tous les renseignements officiels et toutes les informations qui lui parviennent de nos agents à l'étranger. Il y ajouterait des notes régulières indiquant l'ensemble des vues du gouvernement. De plus, des hommes politiques, les plus considérables du parti républicain, feraient connaître leur sentiment, en interprétant tous les événements en faveur du grand objectif poursuivi.

Le gouvernement russe, de son côté, par un service dont l'organisation à Saint-Petersbourg sera aisée, ferait parvenir quotidiennement à l'agence de Paris, les nouvelles les plus précises, les plus complètes, intéressant le théâtre de la guerre. Il y ajouterait toutes les informations utiles à propos des opérations militaires en cours, ou des faits s'y rattachant. Enfin, il exprimerait par des notes régulières, le résumé de ses opinions, de ses intentions et de ses résolutions au sujet des événements extérieurs pouvant intéresser le concert européen.

Cette agence à Paris, profitant du lien créé par le budget spécial extraordinaire, serait pour toute la presse française, l'aliment le plus régulier et le plus précieux, parce qu'il demeurerait constamment en harmonie avec les vues générales qui auraient présidé à sa constitution.

Elle combattrait victorieusement les influences pernicieuses et délétères de toutes les agences étrangères, anglaises et américaines surtout, apaiserait cette vaste mer de l'opinion publique française et créerait le grand courant nécessaire aux idées et aux besoins des deux gouvernements.

INDICATIONS DE DÉTAIL

1° Le budget spécial extraordinaire, divisé en un certain nombre de mensualités, douze au moins, touchera la Direction politique et le Bulletin financier de tous les grands organes quotidiens.

Il se subdivisera donc en deux fractions générales :

- a) Direction politique;
- b) Bulletins financiers des journaux politiques et journaux financiers proprement dits.

Ce procédé, tout pratique, liera et la Direction du journal et son Bulletin financier. Il ouvrira à l'Agence politique les colonnes du journal, tout en assu-

rant par le Bulletin financier, la défense des valeurs russes en France.

Les traités avec les journaux donneront lieu à des négociations certainement délicates, et ne pourront être menés à bien que par un des grands distributeurs de publicité, déjà en contact pour des opérations similaires, avec la totalité de la presse française.

Le contrôle général de ce budget extraordinaire pourrait être réservé à un des grands établissements de crédit de Paris, auquel les fonds seraient mensuellement versés et qui, de son côté, effectuerait les paiements, conformément à un état général arrêté par le distributeur de publicité et dont copie serait transmise au Ministère russe compétent.

2° L'Agence politique touchera tous les journaux français, tant ceux de Paris que de province, avec lesquels des traités auront été passés.

L'Agence publiera quotidiennement une feuille de la grandeur d'une page d'un journal quotidien, donnant toutes les dépêches et les communications intéressantes, de source russe et de source française. Lorsque l'importance des nouvelles le nécessitera, l'Agence publiera, au fur et à mesure de leur arrivée, des feuillets supplémentaires destinés aux journaux, de manière à ne jamais être devancée par les communiqués des agences étrangères.

Un service téléphonique et télégraphique sera organisé pour fournir aux journaux de province, presque en même temps qu'aux journaux de Paris, les extraits essentiels des feuilles publiées par l'Agence.

La qualité des informations publiées par l'Agence sera telle, qu'en réalisant le dessein poursuivi en France, elle ne manquera pas, presque simultanément, de déborder à l'étranger et de combattre hors de France l'influence malveillante des agences étrangères.

A Saint-Pétersbourg, une personnalité autorisée ayant LA CONFIANCE ABSOLUE du gouvernement russe et en contact permanent avec les ministères intéressés, créera l'organisme spécial nécessaire à la réception et à la rédaction de *toutes les communications* qui, par télégraphe, seront adressées quotidiennement et directement à l'agence de Paris. Aucune exception ne sera faite à cette nécessité absolue d'envoyer tous les jours un ensemble d'informations, faits, incidents, commentaires, démentis, indications, interprétations, décisions probables, intentions, formant un bloc de deux cents lignes au moins, car il est indispensable que la feuille principale soit alimentée de Saint-Pétersbourg, comme elle le sera de Paris.

Il importe aussi que ces communications, malgré le caractère politique de l'Agence, fassent mention, *le plus souvent possible*, de renseignements relatifs aux fonds d'Etat et aux valeurs industrielles russes dans lesquelles l'Epargne française est fortement intéressée. De manière à éviter que les nouvelles télégraphiques destinées à l'Agence soient interceptées, éventées ou altérées par les stations intermédiaires, ces télégrammes seront, en partie du moins, chiffrés, et un code spécial sera ultérieurement étudié pour assurer le secret absolu des communications et réduire en même temps les frais d'envoi des dépêches.

[Cette note n'est pas signée, mais elle est écrite de la main de LAFFON, car l'écriture est la même que celle d'une lettre signée par lui, dans laquelle il demande au Ministre russe des Finances une audience pour « préciser dans un dernier entretien certains points qui n'ont peut-être pas été suffisamment mis en lumière. » Cette lettre est datée du 27 février-11 mars 1904, Saint-Pétersbourg, Hôtel d'Europe.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 17 février 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu hier dans le cabinet du Syndic des agents de change, une conversation avec le Syndic qui a commencé par faire le matamore, par regretter que je ne me fusse pas entièrement mis dans ses mains, et qui a ajouté que j'avais été certainement roulé par ROUVIER, qui emploierait une partie de l'argent à soutenir des feuilles radicales. Je lui ai répondu que j'étais obligé, d'accord avec l'ambassadeur, à ne rien faire sans, ni contre le gouvernement; qu'ayant vu ROUVIER la veille, et celui-ci ayant bien voulu me donner l'indication de continuer la procédure employée jusqu'ici, il m'était impossible de ne pas m'y conformer. Je lui ai annoncé que j'avais engagé 100.000 francs de dépenses nouvelles pour un terme de trois mois. Il m'a sorti alors une liste de journaux pour 83 m. francs, ne comprenant en quelque sorte (sauf le *Temps* et le *Petit Parisien*) que des feuilles relativement réactionnaires, comme la *Libre Parole* et la *Liberté*. Je lui ai dit que ses amis se trouvaient inscrits sur notre tableau, avec des allocations, il est vrai, moindres. Cela lui a été un soulagement, car je le soupçonnerais d'avoir engagé des colloques pour se faire bien valoir.

L'humeur a fini par s'adoucir cependant, après qu'il eut fait toutes sortes de rodomontades sur sa situation, sur son courage personnel, l'intangibilité de sa situation et qu'il m'eut remis, écrites de sa main, sur le papier de la chambre syndicale, datées du 15 février 1905, les lignes que voici :

« La Compagnie des agents de change de Paris est décidée de ne pas admettre à la cote et à ne pas laisser négocier sur le marché de Paris un nouvel emprunt russe, si le gouvernement russe ne met pas

à la disposition de la presse, le cas échéant, pendant toute la durée de la guerre, une mensualité de deux cent mille francs en dehors de ce qu'il fait pour les bulletins financiers. — Signé : M. de VERNEUIL. »

Je considère pour ma part ce billet comme désastreux pour celui qui l'a écrit, et je le conserve précieusement comme pièce n° 1 du dossier.

Je partage l'avis de Votre Excellence sur l'étrangeté de la démarche faite par le Syndic. Je lui ai dit qu'il aurait dû, ou me confier une note cachetée pour Votre Excellence, ou écrire à M. VICHNEGRADSKY, qu'il a le plaisir de connaître. C'était là une voie directe. Evidemment il a cru bien faire, agir dans l'intérêt du marché de Paris, mais c'est un homme léger et violent, grisé par le succès, et qui commet des inconséquences.

Dans le cas même où la lettre de Votre Excellence me mettrait dans la position de devoir me concerter avec VERNEUIL, je m'entendrai toujours avec ROUVIER, qui me paraît un facteur plus important que le Hofmakler atteint de mégalomanie.

Celui-ci, comme je m'en aperçois ce matin, véritable hanneton, a dû causer avec des journalistes (DRUMONT, de la *Libre Parole*, entre autres) et cela ne me facilite pas notre tâche. Beaucoup de prix est attaché aux annonces de tirages que nous avons accordées au *Matin*, par l'intermédiaire de VERNEUIL. Ne voilà-t-il pas que la *Libre Parole* demande aussi des annonces de tirages « sur le pied du traitement le plus favorable » — cette phrase est celle dont VERNEUIL s'est servi pour me parler du *Matin*. De plus, dans les bureaux de rédaction, on parle d'une action du gouvernement russe. VERNEUIL peut se croire un ami : en tout cas, c'est un ami très maladroit.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. NELIDOV A M...

Secret.

TÉLÉGRAMME.

Paris, le 18 février 1905.

L'agent du Ministère des Finances prie de transmettre ce qui suit :

Nous venons de rédiger la dépêche suivante :
VERNEUIL conseille pendant toute la durée de la crise de distribuer de 200.000 à 300.000 francs par mois. Des arguments : crainte d'un afflux d'ordres de vendre sans aucun contrepoids, l'effondrement du cours rendant impossible pendant longtemps aucune opération de crédit russe à l'étranger. Il refuse de se charger de la distribution et suggère une action directe de notre part. Ces arguments ont un grand poids, mais une action directe de notre part nous paraît délicate et difficile. A notre avis, aussitôt prise la résolution de faire ce sacrifice indispensable, il faudrait essayer de s'aboucher avec le gouvernement français, également intéressé à empêcher l'effondrement des fonds russes, mais n'ayant actuellement pas d'argent disponible pour la presse, — et tâcher d'avoir son concours dans cette action préventive, dont nous fournirions les fonds par mensualités. L'agent du Ministère des Finances prie de lui télégraphier des instructions directement.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

19 février 1905.

Agent publicité employé jusqu'ici suppose qu'avec 700.000 maximum par trimestre on arrivera au résultat satisfaisant, y compris *Matin*.

RAFFALOVITCH.

DE M. DE VERNEUIL A M. LE COMTE WITTE

Paris, le 28 février 1905.

Excellence,

Il y a bien longtemps que je n'ai eu l'honneur de correspondre avec vous. Croyez qu'il faut des circonstances véritablement graves pour que je sorte de la réserve que je me suis imposée et qui m'est dictée par le sentiment que j'ai de ma situation officielle. Mais l'état des choses en ce moment me fait un impérieux devoir de parler. Vous me connaissez depuis longtemps : c'est parce que je suis, parce que je n'ai jamais cessé d'être un ami dévoué et désintéressé de votre grand pays que je me décide à pousser un cri d'alarme dont je vous conjure de tenir compte. Je suis effrayé de voir votre gouvernement se préoccuper si peu des manœuvres que poursuivent ici ses adversaires; et qui peuvent, d'un jour à l'autre, ruiner complètement le crédit de la Russie en France et, par suite, dans le monde entier.

Comment garder le silence, quand je vois vos ennemis mener au grand jour contre vous une campagne financière dont les effets commencent enfin à se faire sentir et dont les conséquences peuvent être si redoutables? Est-il possible que votre gouvernement soit aussi inconscient de tout ce qui se passe, ou faut-il croire qu'il voit avec indifférence se jouer, sur le terrain financier, le crédit et l'avenir de la Russie? Avez-vous songé parfois, Excellence, à ce qu'il adviendrait si un jour ces porteurs français de fonds russes, qui sont, eux, du fond du cœur, de vrais et fidèles alliés, venaient à prendre peur en présence des sollicitations intéressées ou des menaces qui les assaillent et à jeter en masse sur le marché ces titres qu'ils ont jusqu'ici conservés avec tant de confiance? Avez-vous quelquefois envisagé, mesuré les conséquences effroyables d'une panique sur les fonds russes à la Bourse de Paris? En ce qui me

concerne, cette idée m'a plus d'une fois hanté, avec d'autant plus de force qu'elle n'est pas invraisemblable; avec d'autant plus de force aussi que si, ce qu'à Dieu ne plaise! une pareille panique se produisait, je ne vois pas ce qui pourrait l'enrayer ou en atténuer les effets! Car vous ne pouvez ignorer qu'en pareil cas vous ne trouveriez pas ailleurs des mains assez puissantes pour reprendre les paquets de titres vendus chez nous. Vous savez comme moi que tous vos ennemis se sont, dès la première heure, au sujet des fonds russes, ligüés étroitement contre le marché de Paris; ils appuieraient sur les cours par tous les moyens en leur pouvoir, et la Russie subirait un désastre plus irréparable que la perte de ses armées de Mandchourie.

Si votre gouvernement n'y pense pas, ses ennemis y songent; c'est même pour eux une obsession, et il n'est pas de jour où nous n'ayons à enregistrer une manœuvre ou une tentative. Jusqu'à présent, nous avons pu les déjouer. Mais il faut que votre gouvernement s'en rende bien compte; après tant d'événements défavorables, des indices trop certains nous montrent que la confiance des capitalistes français n'est plus inébranlable. Il n'est pas de jour où nous n'ayons à répondre à des questions pressantes et répétées sur la sécurité qu'offre le placement en fonds de votre pays : on ne vend pas encore, mais on s'inquiète, on s'informe, et il faudrait peu de chose, peut-être, pour entraîner un mouvement que rien ne pourrait plus arrêter; s'il venait à commencer.

Vous ne tenez pas assez compte de l'état d'âme de ces porteurs français, qui détiennent aujourd'hui entre leurs mains, à la fois si fortes et si débiles, le sort financier de la Russie. Ils se réveillent chaque matin pour lire dans tous les journaux les articles les plus malveillants, les plus sombres, les plus inquiétants, sur la situation de l'Etat qui est leur débiteur. Et pas un journal — je dis bien, pas un seul — ne

leur apporte, sur un sujet qui leur tient tant à cœur, une parole de calme ou de réconfort. Ils reçoivent, en outre, à profusion, des circulaires privées qui sont encore plus pressantes et leur annoncent le krach prochain qui doit engloutir leurs économies. Et personne ne se préoccupe de les rassurer! Vraiment, il faut admirer la force et la constance de ces porteurs que rien n'a pu ébranler jusqu'ici. Mais la force et la constance des capitalistes ont des bornes; vos adversaires le savent et ils poursuivent leurs efforts avec une ténacité qui finira bien par leur assurer le succès, puisque personne ne se met en travers.

Que fait votre gouvernement pour conjurer ce péril? Rien. Et en vérité on demeure stupéfait de tant d'inconscience du danger! Si encore le remède était difficile ou héroïque, je m'expliquerais, sans l'approuver, une pareille inertie. Mais la chose est si simple et si facile qu'il est irritant pour les amis de la Russie de voir gâcher à plaisir une situation financière unique au monde. Avoir à sa disposition en temps de guerre la plus belle, que dis-je, la seule réserve de capitaux considérable qui soit au monde et s'exposer non seulement à la perdre, mais à ruiner d'un coup son crédit pour longtemps par suite d'un simple mouvement d'opinion, qui peut être si facilement provoqué chez une foule de petits porteurs qui, comme toutes les foules, est à un moment donné si impressionnable! Et cela quand il suffirait, pour ménager cette réserve inestimable, pour rassurer un peu l'opinion éveillée, de sacrifier par au deux ou trois millions, peut-être moins, répandus dans la presse! Votre gouvernement ne s'en occupe même pas, alors que ses adversaires s'en occupent si activement. Quel étrange aveuglement et quel réveil effroyable lorsque vos ennemis auront enfin réussi à provoquer la crise qui vous fermera à tout jamais la caisse de l'épargne française et toutes les autres caisses à la suite.

Ne me parlez pas de votre opinion sur la presse et sur le rôle qu'elle joue en cette occasion. Les événements ne comportent pas un cours de morale. Tout ce que nous dirons ne changera pas la situation. La presse existe et il n'est pas en votre pouvoir de la supprimer, elle a une action certaine, plus certaine encore quand les événements vous sont défavorables; c'est une force que vous n'avez plus le droit de négliger : elle vous le fera bien connaître si vous n'agissez pas.

L'heure est venue, grandement venue d'intervenir; l'heure est peut-être proche où, si vous n'avez rien su faire, vous éprouverez de cuisants et tardifs regrets.

Je vous devais cet avertissement. Puisse-t-il être entendu! J'aurai, une fois de plus, en des circonstances ingrates, fait mon devoir et donné une preuve de dévouement à votre pays.

J'ajoute que pour dégager ma responsabilité, je vais de suite porter à la connaissance de l'ambassadeur de Russie la situation que je vous signale, afin qu'il soit pris acte que j'ai donné en temps utile les avertissements nécessaires.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

M. de VERNEUIL.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Monsieur le Ministre,

1^{er} mars 1905.

Je vous ai adressé aujourd'hui une longue dépêche rendant compte de la conversation que M. de VERNEUIL avait eue hier et aujourd'hui avec M. NÉLIDOV et dont celui-ci a bien voulu me communiquer le sens général.

M. de VERNEUIL était venu le trouver après avoir vu M. ROUVIER et le Président de la République. Il s'est dit très alarmé de voir le public s'émouvoir aussi vivement qu'il le fait depuis quelques jours; il arrive non pas encore des ordres de vente, mais des demandes de conseils sur ce qu'il faut faire. Les porteurs se communiquent entre eux leurs appréhensions. Ce qui les émeut, c'est la persistance des nouvelles alarmantes sur la situation intérieure, c'est en outre l'absence de succès sur terre et les télégrammes peu favorables de Mandchourie où nos troupes ne semblent pas en bonne posture.

Les adversaires de la Russie, qui comprennent les socialistes, les révolutionnaires, les libéraux, une partie des spéculateurs et des gens d'affaires qui sont soutenus par les Anglais, les Américains, profitent de tout cela pour nous attaquer. Les journaux anglais servent de canal pour répandre des nouvelles alarmantes sur le continent.

VERNEUIL trouve que nous n'avons pas fait assez pour nous défendre à Paris. Nous avons exercé une action sur la partie financière des journaux, mais nous n'avons pas mis la main sur la partie politique, sur le service des dépêches. Ce reproche est enfantin, car nous ne pouvons empêcher les nouvelles d'arriver à Paris, Londres et Berlin du moment que la censure laisse passer les télégrammes, et même si elle les arrêtaient, les nouvelles passeraient par d'autres voies, avec des aggravations.

Il faudrait donc, d'après VERNEUIL, exercer une grande action sur la partie politique des journaux, faire accompagner la publication des télégrammes de commentaires rassurant le public sur la solvabilité de la Russie et l'improbabilité du succès révolutionnaire. Il chiffre la dépense pour l'année entre deux et trois millions. Il voit grand; en février 1904, il réclamait 1.200.000.

L'ambassadeur a eu la même idée que moi, c'est

qu'il serait à souhaiter que VERNEUIL consentit à se charger d'organiser l'action défensive. Celui qui critique et indique le remède peut être appelé à l'appliquer. Il faut à tout prix éviter de démasquer le gouvernement russe, car ce serait exciter des appétits insatiables, puis nous couvrir de ridicule et d'odieux. Si le Syndic intervient ou fait intervenir auprès des journaux, il agit dans un intérêt français. C'est la fiction que j'ai tenu à maintenir depuis un an.

Votre Excellence se rend compte de la difficulté et de la délicatesse même de la situation.

Il est incontestable qu'il y ait des inquiétudes dans le public devant la persistance de l'état de choses troublé en Russie, du maintien de rubriques : « La crise russe », « Les troubles en Russie ». Le public est même inquiet pour son coupon, ce qui est absurde. Les bruits de la démission de votre Excellence circulant ici augmentent la confusion des esprits. On redoute qu'aux mauvaises nouvelles de l'intérieur ne s'ajoutent celles d'une retraite du général KOUROPATKINE plus au nord de Moukden.

Nos créanciers sont émus. S'ils jettent leurs titres sur le marché, il y aura de la baisse jusqu'au moment où d'autres capitalistes, moins apeurés, et des spéculateurs trouveront le cours avantageux et achèteront.

Pendant la guerre hispano-américaine, le 4 % extérieur espagnol est tombé à 28 ou 29. Il est depuis longtemps entre 85 et 90, et l'Espagne ne vaut pas la Russie.

Si la guerre pouvait se terminer bientôt, s'il y avait des négociations de paix, un élément inquiétant le public français disparaîtrait de la situation. Peut-on l'espérer?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

M. ROUVIER, qui n'était pas prévenu de la démarche de M. de VERNEUIL, ne la désapprouve pas.

Il est assez pessimiste à notre égard; il a dit à l'un de ses intimes que les Russes peuvent nier que ce soit la révolution chez eux, c'est bien un état révolutionnaire que celui où ils se trouvent.

D'autre part, j'ai entendu des gens du métier se demander si cette faiblesse de la Bourse à un moment comme celui-ci, à la veille de la conclusion d'un emprunt, n'était pas quelque chose de voulu et de concerté, afin de peser sur le Ministre des Finances et l'amener à consentir à de meilleures conditions pour les banquiers et les agents de change. « Ce sont des agents de chantage », m'a-t-on dit.

La Bourse a débuté avec 1 % de baisse, puis on a regagné du terrain.

Pour revenir sur un terrain pratique, il est à se demander s'il n'y aurait pas lieu de s'aboucher avec le *Matin* et de lui concéder la grosse somme qu'il demandera pour faire changer son attitude tout au moins en neutralité bienveillante. Il a eu une fois déjà 50 ou 60.000 francs, lors de la campagne des Belges contre le crédit russe, en pleine paix. Dans la phase actuelle, il a refusé les 3.000 par mois qu'on a voulu lui assurer, il en demandait beaucoup plus.

Tant qu'il n'y a pas eu les affaires intérieures, le *Matin* ne signifiait pas grand'chose, mais maintenant, il faudrait peut-être le neutraliser. C'est ce que je me suis permis de demander à Votre Excellence.

La formule serait donc de faire un gros sacrifice pour réagir sur la partie politique des journaux, pour assainir l'attitude du *Matin*. Mais il faut de l'argent pour cela. Je voudrais bien savoir ce que Votre Excellence veut que je fasse.

Chez les ROTHSCHILD, on constate aussi dans la clientèle qui a des fonds russes de l'inquiétude et du frémissement. « Ayez des victoires, si vous pouvez, et rétablissez l'ordre, voilà ce qui calmera les appréhensions du public. »

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 4 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai pris une somme d'environ onze mille francs sur la réserve qui restait du compte P. R. (1), publicité à laquelle avaient contribué les banquiers il y a un an, afin de faire un arrangement pour trois mois avec l'*Agence Havas*. J'y suis parvenu à raison de 3.000 francs de supplément mensuel et j'espère qu'il y aura, dans la mesure du possible, un certain adoucissement aux mauvaises nouvelles qui, seules, avaient jusqu'ici accès dans les colonnes d'*Havas* et des abonnés. De plus, j'ai fait donner 500 francs au *Temps*, à la *Liberté*, à la *Patrie*, pour que le ton des commentaires du rescrit fût favorable ce soir. Le *Journal des Débats* fera sans cela l'article convenable.

Il paraît que M. ROUVIER est très inquiet pour les 8 milliards (?) placés en Russie, au point de vue non de la solvabilité, mais de l'effet produit à la baisse sur les innombrables porteurs français. Il nous accuse de manquer d'intelligence, etc...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 9 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai pris note qu'il m'est ouvert un crédit de 235.000 francs à la *Banque de Paris et des Pays-*

(1) Compte P. R. signifie: compte Publicité russe.

Bas, mais j'ignore si c'est pour un mois, y compris le *Matin*, ou si c'est à raison de la somme mensuelle accordée jusqu'ici.

J'ai pris sur la réserve P. R. solde de ce que les banquiers avaient versé en février 1904 :

4.950 francs : 1° pour l'agence *Havas* ; 2° pour les articles favorables au rescrit du Ministre de l'Intérieur parus dans quelques journaux ;

1.000 francs donnés à MANOUILOV pour être remis à HÉBRARD, directeur du *Temps*, afin d'agir sur lui.

J'envoie les reçus de ces paiements, ainsi que le reçu de 2.679 fr. 60 (solde des paiements de février).

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

Secret.

TÉLÉGRAMME.

Paris, le 25 février/10 mars 1905.

Le Syndic des agents de change, VERNEUIL, est venu donner connaissance de la résolution suivante prise aujourd'hui par la Chambre Syndicale et communiquée au Ministre des Finances et aux banques qui négocient en ce moment notre emprunt : « La Chambre Syndicale, préoccupée de la situation du marché des fonds russes à Paris, a décidé de faire toutes réserves sur la participation de la compagnie des agents de change au nouvel emprunt et de ne point admettre les titres de cet emprunt à la cote si le gouvernement russe ne met à la disposition de l'ambassade de Russie pendant toute la durée de la guerre une mensualité de 250.000 fr., pour être distribuée éventuellement à la presse à la première réquisition du syndicat ». VERNEUIL explique cette démarche insolite par les efforts que font nos adversaires pour provoquer contre nos

fonds une campagne de presse, qui ne peut être enrayée que par de larges distributions de secours de notre part. Il avoue avoir pour but de nous impressionner pour nous amener à prendre sans perte de temps une décision qu'il croit aussi urgente que pleinement conforme à nos intérêts bien entendus et occasionnée par la gravité exceptionnelle de la situation. Il garantit le secret absolu sur cette résolution.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pu voir hier ni M. ROUVIER ni M. DE VERNEUIL. J'ai eu ce matin (lundi), à son bureau, un entretien avec le Syndic des agents de change, dont je vous ai télégraphié le résultat décourageant, puisque l'offre de la possibilité de dépenser cent mille francs en dehors de ce qui est fait actuellement pour la presse (environ cent mille francs) et l'offre de donner pour trois mois à raison de 33.000 francs pour le *Matin*, n'ont pas été jugées suffisantes par le Syndic. Celui-ci m'a dicté le billet inclus, sur lequel il nous dit qu'il demande l'engagement ferme du gouvernement de mettre à sa disposition 250.000 francs par mois, en dehors de tout ce qui est fait. Je lui ai objecté que cela faisait 350.000 francs avec ce que l'on dépense actuellement, que j'étais en mesure de lui assurer pour trois mois 100.000 francs de plus, que je jugeais amplement suffisants pour le côté politique, et, en outre, 35.000 pour le *Matin*. Il s'est obstiné au chiffre de 250.000 francs à sa disposition pour la durée de la guerre, en dehors de la publicité de l'emprunt et de celle des bulletins financiers. En fin de compte, il a abaissé ses prétentions à 200.000 francs,

comme je vous ai télégraphié. Il assure qu'il espère bien n'employer qu'une portion de la somme qu'on mettra à sa disposition jusqu'à la fin de la guerre ; mais il a posé l'ultimatum : « 200.000 francs garantis ou pas la cote de l'emprunt ». Je n'ai eu qu'à m'incliner et à vous transmettre le compte rendu de la conversation.

En tout cas, le Syndic parlera académiquement, m'a-t-il dit, avec le *Matin*. Il a eu déjà contact avec BUNAU-VARILLA. Pratiquement, pendant toute la durée de la publicité de l'emprunt, le sacrifice pour la partie financière sera suspendu, comme cela a été le cas en 1904 ; mais VERNEUIL veut avoir la possibilité de marcher de son côté.

Il m'a presque ri au nez quand je lui ai dit de prendre pour trois mois ce que je lui offrais. « Au bout de trois mois, comme il n'y aura plus d'emprunt, le gouvernement russe me lâchera et il faudra tout recommencer ».

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 14 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai communiqué à M. DE VERNEUIL le télégramme le concernant. Comme je vous l'ai télégraphié, il est satisfait de l'octroi de la somme, mais ne veut marcher que si la garantie lui est donnée que ladite somme mensuelle lui est assurée pour toute la durée de la guerre. Comme j'ai appris dans l'intervalle que ROUVIER voulait empêcher le Syndic d'avoir une aussi forte somme à sa disposition unique, il se peut qu'il y ait des modifications dans la forme de la combinaison, pas dans le fond. Vous connaissez la fable de l'huître, du juge et des plaideurs.

D'autre part, le Syndic m'a annoncé qu'il avait vu le propriétaire du *Matin* et qu'il avait flatté l'amour-propre de celui-ci assez pour l'amener à vouloir, au cas d'une panique, se poser en défenseur du crédit russe. Le *Matin* ne prendra pas d'argent, mais il a demandé le maximum de publicité de tirages d'amortissement. Il doit avoir actuellement 3.000 francs par an et il veut être mis sur le pied du *Temps* et de l'*Economiste Européen* qui ont environ 7 à 8.000 lignes. Je ne connais pas son tarif, qui doit varier de 3 à 5 francs, je l'espère. C'était à grand-peine que j'avais cédé aux instances de l'administration du *Matin* et appuyé une demande faite, il y a un an, pour avoir des annonces de tirages.

Aujourd'hui, il faut se montrer plus généreux ; il faudra peut-être faire un traité pour deux ans et je m'efforcerai de défendre énergiquement les intérêts du Trésor. Le Syndic me trouve avare, pingre, mesquin dans mes relations avec la presse. Je n'ai pas le droit de jeter l'argent d'autrui par la fenêtre...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 14 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

Je vous remercie de votre télégramme m'autorisant à communiquer à M. de VERNEUIL que vous consentez à porter la somme à 300.000, dont 200.000 pour la partie politique, dont il aurait la charge et la responsabilité. Je vais le voir le plus tôt possible, après m'être entretenu avec l'ambassadeur. J'aurai à voir aussi ROUVIER qui se lave les mains en apparence de tout ce qui se passe avec la presse et

veut pouvoir affirmer le cas échéant que cela s'est fait en dehors de lui...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

2/15 mars 1905.

Absolument secret. Longue conversation avec ROUVIER, lequel partage vos angoisses patriotiques. Ministre des Finances, informé par le Ministre des Affaires Etrangères français, rapport ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, tout ce qui concerne démarche spontanée Syndic des agents de change. A fait laver la tête au Syndic pour être sorti de ses attributions sans s'être entendu précédemment avec gouvernement français. ROUVIER approuve augmentation sacrifice presse, conseille employer voie de LENOIR suivie jusqu'à maintenant.

RAFFALOVITCH.

DE M. BOMPARD AU MINISTRE DES FINANCES

5/18 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous retourner la lettre de M. de VERNEUIL à M. WITTE, que vous avez bien voulu me communiquer, et je vous remercie de cette obligeante communication. Je suis heureux des mesures que vous avez prises pour arrêter la campagne qui se

poursuit en ce moment en France contre le crédit russe. C'est en effet bien essentiel.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'expression de mes plus dévoués sentiments.

BOMPARD.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 22 mars 1905.

Monsieur le Ministre,

Les préoccupations de Votre Excellence relativement à la distribution des fonds à la presse française sont légitimes et j'ose dire que je les partage. C'est absolument à contre-cœur et sous la pression violente du Syndic et celle du gouvernement français qu'on a commencé à entrer dans cette voie.

Il est difficile de juger par des résultats positifs autres que l'absence d'attaques ultra-violentes et la tenue relativement ferme des cours de nos fonds à Paris. Un grand nombre d'articles et de nouvelles alarmistes ont été supprimés, mais il n'est pas possible d'exercer une censure préventive. Les subsides sont payés « postnumerando », ce qui donne la possibilité de tout couper s'il y a eu une attaque systématique. Le *Petit Journal* et le *Petit Parisien*, qui ont touché chacun 30.000 francs par mois des Boers (ROELS fut l'intermédiaire) veulent 15.000 francs de la Russie. J'ai refusé absolument d'entrer dans cette voie. DRUMONT a capitulé pour 3.200 francs au lieu de 6.200 francs. Je ne croyais pas que le journal de DUPUY, le *Petit Parisien*, fût aussi vénal.

On apprend tous les jours à mépriser davantage quelqu'un...

Pour le *Matin*, j'ai pris 37.500 qui ont été mis de côté sur le crédit de 700.000 francs, et qui serviront à payer les annonces de tirages pendant 1905-6. Il

reste 662.500 francs, dont 100.000 francs dus le 30 et 100.000 le 15 de chaque mois.

Il y a des gens qui prétendent que, dans une quinzaine de jours, on trouvera de nouveau des dispositions meilleures pour un emprunt ici. La Bourse y croit.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Est-ce qu'on ne pourrait pas faire surveiller discrètement les dépêches expédiées au *Petit Parisien*?

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Paris, le 22 mars 1905.

Conformément aux instructions télégraphiques, j'ai fait mettre de côté, sur le crédit ouvert à la *Banque de Paris*, la somme de 37.500 francs, nécessaire approximativement pour payer pendant un an les annonces de tirages du *Matin*...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 31 mars 1905.

Mon cher collègue,

J'ai l'honneur de vous remettre la quittance constatant le paiement d'une somme de 95.000 francs sur le crédit ouvert à la *Banque de Paris* pour la presse. La somme exacte à déboursier est de 94.022 fr. 50, la différence sera recreditée ultérieurement. Je joins la liste des parties prenantes.

L'intervention récente de VERNEUIL non seulement coûtera 109.345 francs le 15 avril, mais encore elle

a eu pour effet de faire augmenter les débours pour les bulletins financiers. VERNEUIL a parlé ouvertement avec beaucoup de gens et allumé des convoitises.

Agréé, je vous prie, l'expression de mes sentiments les meilleurs,

A. RAFFALOVITCH.

Echéance du 1^{er}

Bulletins financiers

<i>Figaro</i>	5.000	»
<i>Petit Journal</i>	4.000	»
<i>Petit Parisien</i>	3.000	»
<i>Journal</i>	4.000	»
<i>Temps</i>	3.000	»
<i>Echo</i>	3.000	»
<i>Autorité</i>	2.000	»
<i>Radical</i>	1.500	»
<i>Petite République</i>	1.500	»
<i>Débats</i>	1.500	»
<i>Rappel</i>	1.500	»
<i>Lanterne</i>	1.500	»
<i>Gaulois</i>	1.500	»
<i>Libre Parole</i>	1.500	»
<i>Action</i>	1.500	»
<i>Liberté</i>	1.000	»
<i>Intransigeant</i>	1.000	»
<i>Aurore</i>	1.000	»
<i>Marseillaise</i>	1.000	»
<i>XIX^e Siècle</i>	1.000	»
<i>Presse et Patrie</i>	500	»
<i>Gil Blas</i>	500	»
<i>Soleil</i>	500	»
<i>Nouvelle Presse</i>	500	»
<i>Petit Bleu</i>	500	»
<i>Siècle</i>	250	»
	<hr/>	
	43.750	»

Chèques personnels

Théry	1.000	»
Bourgarel	500	»
Harduin	1.000	»
Henry Privat	500	»
Henri Letellier	1.000	»
Lautier	500	»
Profit	500	»
Batiau	500	»
Lefaure	500	»
De Queylard	300	»
Maroni	500	»
Lefranc	500	»
Lafontaine	500	»
Nahmias	500	»
Castagnet	300	»
Hirsch	500	»
Jay	500	»
Rischmann	250	»
Lacroix	500	»
Biguet	300	»
André	250	»
Rosati	200	»
Selby	300	»
Hemerdinge	250	»
M. Taskin	250	»
Candide	250	»
Bertot-Graivil	125	»
Schmoll	500	»
Brégaud	500	»
Picard	500	»
Fort	250	»
De Rodays	250	»
Raychman	500	»
	14.775	»

Province

Syndicat	6.000	»
Financière Dép.	1.500	»
Circulaire Républicaine	1.500	»
Groupe Théry	1.500	»
Agence générale	1.000	»
Corresp. Deffas	500	»
Journal du Nord	500	»
Journal de l'Ouest	500	»
Journal du Centre	500	»
Journal du Littoral	500	»
Correspondance télégraph. Républicaine.	500	»
	14.500	»

Revue hebdomadaires

Economiste Européen	1.500	»
Vie Financière	1.500	»
Information	1.500	»
Agence Nationale	1.000	»
Agence Fournier	1.000	»
Correspondance Havas	1.500	»
Moniteur des Intérêts Matériels	500	»
J. Financier Français	500	»
Avant Bourse	500	»
Globe (?)	500	»
Circulaire Roumagnac	500	»
Le Rentier	500	»
Revue Economique	500	»
Mémorial diplomatique	250	»
Vie Parisienne	250	»
Petite Cote Molins	250	»
— Thomas	200	»
	12.450	»

Récapitulation

Journaux	43.750 »
Chèques personnels	14.775 »
Province	14.500 »
Revue hebdomadaires	12.450 »
<i>Total</i>	85.475 »
Commission Lenoir	8.547 50
<i>Total</i>	94.022 50

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 avril 1905.

Monsieur le Ministre,

VERNEUIL m'avait prié de passer chez lui. C'était pour me dire que deux de ses amis n'avaient pas été avisés d'une augmentation, alors que je lui avais dit que tout était fait. J'ai assez mal pris la chose cette fois-ci. Je lui ai répété que les dispositions avaient été arrêtées depuis quelque temps déjà et que notamment le directeur du *Figaro*, CALMETTE, et BERTHOULAT, de *La Liberté*, allaient recevoir le 15 avril, l'un 3.000 francs et l'autre une addition à ce qu'il touchait. Je me suis bien gardé de dire que BERTHOULAT (qui entre parenthèses est député et qui commet un acte de forfaiture de la sorte) ne recevait que 1.000 francs. VERNEUIL le faisait figurer pour 5 à 10.000 francs et je me suis fait la réflexion qu'il était bien large avec notre argent. Il avait d'ailleurs compté sans moi, le fonctionnaire avare et pingre. Ce que je constate avec ennui et chagrin, c'est que VER-

NEUIL s'est permis de faire des promesses pour notre compte, et comme le disait le gouverneur de la Banque : « *ad majorem gloriam* du monopole des agents de change... »

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 avril 1905.

Monsieur le Ministre,

La lettre incluse de la *Banque de Paris* renseigne sur l'épuisement du crédit ouvert pour la publicité après le prélèvement au 15 avril de 109.000 francs pour les journaux politiques. Comme il restait seulement 102.520 francs sur le crédit antérieurement ouvert, on a dû entamer la somme mise en réserve pour les annonces du *Matin*.

Je dois prier Votre Excellence de donner des ordres pour payer 94.022 francs le 1^{er} mai.

Les arrangements pris l'ont été pour trois mois, dans le cadre des 700.000 francs accordés, sur lesquels j'espère bien qu'il y aura un résidu.

Voici les prévisions pour le 15 avril :

<i>Figaro</i>	Fr.	3.000	»
<i>Calmette</i>			
X (Arène)		1.000	»
<i>Lautier</i>		500	»
<i>Petit Journal</i>		6.000	»
<i>Petit Parisien</i>		7.000	»
Y		2.000	»
<i>Echo de Paris</i>		3.000	»
		<hr/>	
A reporter....		22.500	»

	<i>Report</i>	22.500	»
	<i>Eclair</i>	5.000	»
	<i>Journal</i>	2.500	»
	<i>Letellier</i>	1.000	»
	<i>Libre Parole</i>	3.200	»
	<i>Liberté</i>	1.000	»
	<i>Temps</i>	3.000	»
	<i>Hebrard</i>	1.000	»
	<i>Débats</i>	2.000	»
	<i>Gaulois</i>	1.000	»
	<i>Meyer</i>	1.000	»
	<i>Schmoll</i>	500	»
	<i>Presse, Patrie</i>	500	»
	<i>Rappel</i>	1.000	»
	<i>Soleil</i>	1.000	»
	<i>Siècle</i>	750	»
	<i>Havas</i>	5.000	»
	<i>Agence Générale</i>	1.000	»
	<i>Fournier</i>	1.000	»
		<hr/>	
		53.950	»
†	<i>Lenoir</i>	5.395	»
		<hr/>	
		59.345	»
	Journaux radicaux, socialistes et divers.	50.000	»
	sur lesquels LENOIR ne prend pas de commission.		

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 20 avril 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai rencontré hier l'amiral FOURNIER qui m'a parlé avec reconnaissance de toutes les bontés de S. M.

l'Empereur pour lui et qui m'a dit « j'ai bon espoir ». Souhaitons que ce pronostic, venant d'un marin aussi distingué et aussi compétent, se réalise pleinement...

Je me sers de l'*Eclair*, grâce à M. VLASTO. L'*Eclair* a reproduit la note que j'avais donnée à Havas sur la dette russe, d'après le professeur MARGOULINE.

Par LENOIR, j'ai empêché le *Signal* de faire un grand article sur le livre d'ULAR « La Révolution Russe » où l'auteur prétendait que nous dépensions 6 millions pour acheter la presse à Paris.

LENOIR me dit que le *Petit Parisien*, l'*Echo* et le *Journal* ont supprimé des télégrammes mauvais sur la situation intérieure russe. Il vous sera facile de savoir ce que contenaient ces dépêches qui devaient paraître aujourd'hui jeudi 20 avril (n. s.).

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 22 avril.

Monsieur le Ministre,

... M. de VERNEUIL est bien insupportable. N'a-t-il pas dit à CALMETTE, directeur du *Figaro*, qu'il l'avait inscrit pour 10.000 francs par mois sur la liste. et la conséquence a été que CALMETTE ne s'est pas contenté de 3.000, et qu'il va falloir lui en donner 2.000 de plus.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

29 avril.

Monsieur le Ministre,

Le *Matin*, qui est décidément le journal le plus méprisable et le plus bizarre qu'il y ait, a fait avant-hier quelque chose qui représentait dans l'imagination un heureux et audacieux coup de bourse : c'était la publication d'une nouvelle alarmante aux allures officieuses, imprimée en gros caractères, concernant les relations de la France et de l'Allemagne. M. ROUVIER a été furieux, car cela a fait baisser la rente de 0,65. Des démentis officieux ont plu de toutes parts et la presse, sans exception, a dit son fait au *Matin*. Celui-ci a poussé le cynisme jusqu'à dire que le journal auquel les démentis faisaient allusion était le *Matin*.

Une feuille de bourse a demandé pourquoi le Syndic DE VERNEUIL, si pressé récemment de dire que les négociations de l'emprunt russe n'avaient pas cessé, n'a rien fait pour démentir le *Matin*. VERNEUIL est très ami avec BUNAU-VARILLA, qu'il redoute comme chanteur...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH,

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 17/30 avril 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la visite du comte Abyssin LÉONTIEV, qui a repris l'uniforme et va rejoindre en Mandchourie le général KOUROPATKINE. L'opinion qu'il faut avoir du

personnage, c'est-à-dire que c'est un aventurier et un condottiere, est bien établie.

Il venait me parler d'une combinaison que lui avait soumise le directeur du *Matin*, consistant à assurer le succès du prochain emprunt russe par le concours de la Chambre syndicale des agents de change et par celui des trois journaux, *Le Matin*, *Le Petit Parisien* et *Le Temps*, qui entreraient pour un tiers dans le syndicat.

LÉONTIEV a vu, par mes jeux de physionomie, ce que je pensais de cette proposition. Je lui ai dit que je me félicitais de n'avoir pas à négocier les emprunts, et que ce serait aux banques et banquiers à s'arranger avec les journaux et les journalistes. Je ne voyais pas très bien comment le Ministère russe des Finances négocierait des opérations de crédit très délicates avec les directeurs de journaux. Et si l'emprunt pris ferme échoue, comment tiendront-ils leurs engagements? Cela montre la mégalomanie du *Matin*.

J'ai à me plaindre d'autre part de ce que LL. AA. SS. les grands-ducs s'occupent aussi de la publicité, de subventions à donner aux journaux et que leurs aides de camp me renvoient des directeurs de journaux avec des lettres de recommandation qui ressemblent à des injonctions. C'est le cas qui vient de se produire pour le *Soleil*, organe du parti réactionnaire, le grand-duc Michel MIKHAILOVITCH et l'aide de camp STOECKEL. Tout le monde parle des subsides distribués par M. MANOUILOV, lesquels ont cessé et qu'il faut remplacer par des annonces de tirages. J'ai conseillé à M. RENAUD, directeur du *Soleil*, d'écrire à Saint-Pétersbourg.

Il paraît que ce n'est pas tout et qu'il y a d'autres projets en vue. Tout le monde ignore l'action discrète et secrète exercée dans la presse, action préventive et non active. C'est pour cela qu'il surgit toujours des faiseurs de projets, pour rendre vraiment

la presse française sympathique et utile à la Russie. Un argument de VARILLA (*Matin*), de VERNEUIL et de LÉONTIEV, c'est le succès des émissions faites par le parquet dans ces derniers temps. Il est vrai qu'il s'est agi d'affaires spéculatives de mines d'or, susceptibles de hausser de 100 à 150 francs, en attendant la rebaisse. Il n'y a rien de semblable avec les fonds russes.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

[La réponse à cette lettre fut : « Son Excellence me charge de vous dire qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de ces recommandations ». Signé : POUTLOV.
22 avril 1905.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 26 mai 1905.

Monsieur le Ministre,

... Le *Journal*, ayant fait ses comptes, aurait constaté qu'il a dépensé 255.000 francs de dépêches pour la guerre. Il a demandé une augmentation, que j'ai refusée, trouvant 7.500 francs par mois largement suffisants. Il paraît qu'une seule dépêche (venue de NAUDEAU, son correspondant au Japon) lui a coûté 5.000 francs.

J'enverrai le mois prochain les chèques de M. LENOIR.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

27 mai 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai dû prier Votre Excellence de bien vouloir me

faire ouvrir un nouveau crédit à la *Banque de Paris*, car il faut payer environ 95.000 francs le 1^{er} juin, 110.000 francs le 15 juin, et il ne reste, après avoir mis de côté l'argent pour les annonces du *Matin* pendant une année, qu'une somme de 23.000 francs.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

31 mai 1905.

Monsieur le Ministre,

Je remercie Votre Excellence d'avoir fait ouvrir le crédit de 230.000 francs qui permet de faire face aux engagements pris.

Je suppose qu'il faut continuer ces mensualités dans les conditions actuelles. Si l'on voulait cesser, il faudrait prévenir le 15 juin pour les journaux politiques qu'on ne renouvellera pas, et je crains que l'effet de cette suspension ne soit détestable, une fois qu'on a commencé.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 13 juin 1905.

Monsieur le Ministre,

...Ai-je écrit que le Sultan n'avait pas été édifié de la générosité des Français pour les cadeaux que Saint-René TAILLANDIER a apportés à Fez? Il y a notamment un service en argent doré à l'occasion duquel le Sultan a demandé s'il était en or. On lui

répondit « en un métal spécial, le vermeil ». Après le départ des étrangers, le Sultan prit un couteau, gratta et vit que c'était en argent.

Je vous envoie un article de M. Charles MALO qui a toujours cru en nos armes et qui ne désespère pas encore.

Je suppose qu'il faudra continuer les subventions à la presse quelque temps encore, et nous en débarrasser sur les banquiers lors du prochain emprunt qu'on fera ici.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 juin 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la quittance de cent onze mille francs, touchés par M. LENOIR pour la partie politique des subventions. Il reste à la *Banque de Paris* 47.520,40 plus 34.434 réservés pour les annonces du *Matin*. Je joins le relevé des sommes versées et payées depuis le 27 août 1904.

La progression des dépenses n'a été considérable que depuis le jour où M. VERNEUIL, Syndic des agents de change, est intervenu dans les conditions que vous savez.

Désirez-vous que j'essaie de réduire les subventions d'ordre politique en laissant subsister ce qu'on appelle les chèques personnels ? Y avons-nous intérêt, tant que la question de la paix est en suspens ? Est-ce qu'une économie vaut la peine d'être tentée, alors que la guerre coûte déjà tant de millions ?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 30 juin 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence les deux quittances de M. LENOIR, l'allocation aux journaux et revues pour la partie financière. En reprenant la réserve du *Matin*, j'ai pu constituer à l'aide de l'absorption de la plus grande partie du compte P. R., la somme de 95.000 francs, nécessaire au 1^{er} juillet.

Il me semble (1) malheureusement indispensable de continuer ces subventions mensuelles, en présence des émeutes d'Odessa et de la mutinerie de notre flotte. Les événements qui viennent d'ensanglanter le Midi produisent sur l'opinion publique une impression beaucoup plus vive que les défaites et les succès militaires...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris le 5 juillet 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai pris la liberté de solliciter de vous l'ouverture d'un crédit de trois mois pour faire face à la publicité de la presse française, avec le montant nécessaire pour reconstituer la réserve, et cela sous la pression exercée par les événements récents.

Comme j'ai eu l'honneur de l'écrire à plusieurs reprises, ce sont les événements récents intérieurs qui

(1) En face de la ligne « Il me semble... » le Ministre a écrit : « oui ».

exercer le plus d'influence, et afin d'être sûr de la presse française, il faudrait pouvoir s'entendre avec elle pour trois mois. Si cette formule vous semble vaste, il faudrait pouvoir le faire pour un certain nombre de journaux et de personnes.

Il me revient qu'on est étonné de l'attitude de la presse et du résultat obtenu : on n'a pas vu de campagne en faveur des fonds russes, ce qui eût été maladroit et peu politique, mais une sorte d'unanimité pour rassurer les porteurs. Les gens compétents trouvent qu'il a été manœuvré extraordinairement bien pendant toute la durée de la guerre. Actuellement, il y a un peu de flottement et il serait peut-être bon de prendre des précautions.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 11 juillet 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'ouverture du crédit de 235.000 francs à la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

J'ai dû accrédi-ter M. LENOIR pour la somme de 111.545 francs, paiement aux journaux politiques à toucher le 15 juillet, et pour la somme de 94.682 fr. 50 à toucher le 1^{er} août. Cela laisse un solde de 28.772 francs, que je fais reporter à la réserve du *Matin*. Celle-ci doit être de 34.434 francs. Il y a, en outre, à reconstituer le compte P. R. qui a été au début de 23.217 francs, sur lesquels 1.311 francs ont été dépensés (211 francs *Echo de Paris*, 100 francs à LORETZ, 1.000 francs à HÉBRARD, par MANOUILOV, en mars). Il y a été emprunté, en mars, 4.950 francs; en juin, 13.045 fr. 60; c'est donc 17.995 fr. 60 que nous devons à ce compte P. R. Il conviendra de prendre

ces 17.995 francs et les 5.662 francs du *Matin*, ensemble 23.657 francs, sur les 235.000 francs du mois prochain.

Le calcul peut être présenté aussi comme suit :

Crédit ouvert le 8 juillet	235.000	>
A payer	206.227	50
	<hr/>	
Solde	28.772	50
	<hr/>	
Dû pour réserve <i>Matin</i>	34.434	>
Dû pour P. R.	17.995	>
	<hr/>	
	52.429	>

Il reste : 52.429 — 28.772,50 = 23.656,50, à prendre sur la prochaine ouverture de crédit, dont 5.662 pour la réserve du *Matin* et le reste pour P. R.

Ayant trouvé urgent de mettre un terme aux attaques cachées du *Temps*, j'ai donné ordre d'amener une entente. Cela a été fait moyennant 3.000 francs de plus, mais j'ai demandé de prendre cet argent sur les 50.000 francs remis à ETIENNE pour les socialistes, car je ne veux pas dépasser le budget actuel. Le paiement du 14 juillet comprend 61.545 francs (dont 5.595 pour LENOIR comme commission) et 50.000 (sans commission) pour ETIENNE et les fonds secrets.

J'envoie à Votre Excellence la collection des chèques touchés depuis le mois de décembre avec deux clés, indiquant par des numéros ou des lettres à qui se rapporte le chèque. Cet envoi se fera par le courrier diplomatique.

Je voudrais bien avoir une attestation constatant que les comptes relatifs au paiement des subventions à la presse effectué par l'intermédiaire de Lenoir ont été trouvés en règle.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 juillet 1905.

Monsieur le Ministre,

L'opération supplémentaire que M. DE VERNEUIL nous a imposée a compté pour les trois premiers mois une dépense globale de plus de 332.000 francs. Une partie a reçu un usage spécial avec le concours du gouvernement français et représente une somme mensuelle de cinquante mille francs. J'ai reçu de LENOIR une liasse de 88 chèques, que je joins à cette lettre avec une clé explicative. Les chèques Z — divers — couvrent les paiements de la notule secrète : le *Rappel*, l'*Aurore*, le *Radical* y figurent ouvertement, d'autres me demeurent inconnus.

Il faut conserver précieusement ces documents de même que la seconde liasse plus banale, concernant les bulletins financiers, revues économiques et financières, etc..., qui va de décembre à juin.

Inclus le reçu de LENOIR pour 111.545 francs pour le versement de mi-juillet.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVITZEV

Paris, le 13 juillet 1905.

Monsieur le Ministre,

Conformément au désir que Votre Excellence a bien voulu m'exprimer dans ses dépêches des 6 et 7 juillet, j'ai l'honneur de rapporter les détails que j'ai pu retenir de l'entretien que VERNEUIL a eu avec M. Dou-

MER au sujet de la non-efficacité des mesures prises par le gouvernement impérial pour obtenir de la presse française une attitude correcte et non hostile envers la Russie. La première rencontre de ces messieurs a eu lieu lors de l'enterrement de ROTHSCHILD. VERNEUIL est venu ensuite rendre visite à P. DOUMER auquel il a tenu le langage suivant : « Ami de la Russie de longue date et chaud partisan de l'alliance franco-russe, je me suis toujours fait un devoir de favoriser, dans l'attribution de mes fonctions, toutes les opérations qui pouvaient être utiles aux deux pays. La crise par laquelle passe depuis plus d'un an et demi notre pauvre alliée, m'a fait un impérieux devoir de rechercher les moyens de prévenir, par de sages mesures, tout ce qui pourrait être nuisible aux intérêts financiers de la Russie sur les marchés de France. Un ensemble de mesures aptes à prévenir la spéculation à la baisse des valeurs russes a été adopté de concert avec notre Ministre des Finances et a donné d'excellents résultats. Mais la situation de la Russie, devenue de plus en plus compliquée, tant par rapport à la guerre que pour les affaires intérieures, m'a fait entrevoir un danger du côté de la presse, dont l'attitude devenait de moins en moins favorable à la Russie, ceci sur les instigations des agents et agences étrangers inondant la presse parisienne et provinciale de nouvelles tendancieuses qui jettent le trouble dans l'esprit du rentier français, détenteur des fonds russes. Anxieux de cet état de choses, continuait VERNEUIL, je suis allé il y a quelque temps porter mes doléances à NÉLIDOV qui m'a fort aimablement reçu et m'a déclaré que ce genre d'affaires n'était pas de sa compétence directe, mais relevait du ressort immédiat de RAFFALOVITCH. C'est alors que j'ai posé à NÉLIDOV un peu crûment la question à savoir s'il avait confiance en RAFFALOVITCH.

Ayant reçu une réponse affirmative, je n'ai pas cru devoir, et cela dans l'intérêt même de la Russie, lui cacher que, quant à moi, je n'avais aucune confiance en RAFFALOVITCH, sachant pertinemment que fort peu de chose était fait par celui-ci, que la répartition des subventions n'était basée sur aucun principe sérieux et qu'il se laissait guider par des considérations personnelles et non pas par l'utilité réelle de tel ou tel organe ».

C'est ainsi, a déclaré VERNEUIL, que le *Journal des Débats*, bien qu'il n'eût ni abonnés ni lecteurs, touchait une somme relativement forte, tandis que le *Matin*, comme l'a fait voir dans sa comptabilité le directeur de ce journal, ne recevait que 3.600 francs (une augmentation lui a été accordée seulement récemment). Il a cité un grand nombre de cas analogues, mais l'essentiel est que ce service est mal organisé. Il lui semble urgent, a-t-il ajouté, que la Russie fasse un sacrifice beaucoup plus grand pendant un certain temps et jusqu'à ce que ses affaires extérieures et intérieures aient repris leur cours normal. VERNEUIL estime qu'étant donné les intérêts énormes que la Russie a en France, il serait indispensable de sacrifier annuellement 2 millions en organisant un service spécial qui veillera à ce que les intérêts de la Russie ne soient lésés dans aucune partie de la presse.

Il y a plusieurs moyens efficaces pour veiller à ce que les sommes consacrées à cet effet parviennent à leurs destinataires. VERNEUIL, dont la situation l'empêche de prendre une part active dans l'organisation de ce service, ne demanderait pas mieux que d'aider de ses conseils les personnes qui en seront chargées par le Gouvernement impérial...

Veillez agréer...

A. EFFRONT.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 22 août 1905.

Monsieur le Ministre,

...La conclusion de la paix va faciliter l'arrangement que Votre Excellence désire relativement à la presse. Mais comme je l'ai télégraphié, il est impossible de couper court de suite : pour la partie financière, il faut continuer quelque temps, — le mois de septembre sur le pied ancien, puis réduire graduellement par extinction. Pour la partie politique, dans les premiers jours de la semaine prochaine je télégraphierai à Votre Excellence. Il faudra en tout cas de l'argent pour le 15 septembre pour payer le mois échu...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Septembre.

La presse a très mal accueilli la nouvelle que des mesures d'économies ou de suppression avaient été décidées, depuis le rétablissement de la paix. Il y a une mauvaise humeur assez générale ; de gros journaux (comme le *Temps*, comme ceux du groupe THÉRY) fulminent et parlent de ne plus renouveler. L'agent LENOIR est assez inquiet. Pour empêcher une cassure et prévenir une campagne concertée contre la Russie à la veille de l'emprunt, il faudrait, dit-il, pouvoir assurer la continuation pendant trois mois (aux échéances du 15 octobre, novembre, décembre) sur la base de cent à cent six

mille par mois avec la clause que cela cesse du jour où commence la publicité de l'emprunt.

Je prie Votre Excellence de me faire connaître le plus tôt possible, par télégraphe, la décision.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 29 septembre.

Monsieur le Ministre,

M. VICHNEGRADSKY m'a communiqué le télégramme concernant les rapports avec la presse. J'ai pris bonne note et verrai s'il faut aller le mois prochain au même chiffre que pour septembre, c'est-à-dire 100.000 francs.

...Le *Journal Officiel* a publié un rapport sur l'histoire des finances et la réorganisation des banques au Japon, qui permet des commentaires flatteurs et des conclusions favorables à nos adversaires. J'ai signalé le fait à l'ambassade de Russie et aussi au Ministère français des Finances pour me plaindre que ce n'était ni le moment, ni l'endroit, de prôner nos adversaires et que, en compensation, il devait nous être permis d'insérer un rapport semblable sur notre situation financière et les banques russes.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 4/17 octobre 1905.

Mon cher collègue,

Voici une demande de décoration russe à laquelle

je conseillerais fortement de donner une suite favorable : il s'agit d'un homme de talent, qui fera son chemin dans la presse française, qui a ses entrées dans les grands journaux et qu'il y aurait tout intérêt à nous concilier. A qui et par qui faire présenter cette candidature à un Saint-Anne 3° ou à un Stanislas 2°, si possible avec les glaives? Un mot de réponse obligerait.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RECOULY A M. RAFFALOVITCH

86, rue des Martyrs

Ce 16 octobre 1905.

—
Cher Monsieur,

Le bienveillant accueil que vous m'avez fait m'encourage à recourir à vous pour la réalisation d'un désir qui me tient à cœur : je désire obtenir une décoration russe pour ma campagne de Mandchourie, comme correspondant du *Temps*. La chose n'est pas impossible : plusieurs correspondants, un Russe, un Américain, ont déjà été décorés.

Oserai-je vous prier de prendre en main ma demande? Dans ce cas je suis certain d'avoir un résultat.

Daignez agréer, cher Monsieur, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma très vive considération.

Raymond RECOULY.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 18 octobre 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer la clé des chèques qui vous seront expédiés après-demain.

L'absence de LENOIR est la cause regrettable du retard à vous satisfaire.

Les chèques correspondent à un numéro d'ordre sur les feuillets que vous trouverez dans cette lettre. Ils seront inscrits (sans les noms) par numéros d'ordre sur un bordereau avec trois colonnes, ce qui vous permettra la vérification.

Le feuillet budget indique la récapitulation des dépenses prévues dont les chèques fourniront la justification. Il y aura en outre une ventilation à faire sommes versées, sommes employées, avec un solde d'un côté ou de l'autre.

Les allocations aux journaux socialistes par l'intermédiaire du Ministre de l'Intérieur figurent sur le papier sous la rubrique *divers* et sont représentés par les chèques Z.

Veuillez agréer les assurances de ma très haute considération.

A. RAFFALOVITCH.

<i>Budget</i>	
Politiques	44.250 »
Province	14.500 »
Financiers et divers	12.450 »
Personnels	14.875 »
	<hr/>
H.	86.075 »
	8.607 50
1 ^{er} juillet.....	<hr/>
	94.682 50
	<hr/>
Politiques	46.250 »
Province	14.500 »
Financiers et divers	12.450 »
Personnels	14.875 »
	<hr/>
H.	88.075 »
	8.807 50
1 ^{er} août — 1 ^{er} sept.	<hr/>
	96.882 50
	<hr/>

Politiques	55.950 »
H.	5.595 »
	<hr/>
Divers	61.545 »
	50.000 »
	<hr/>
Au 15 juillet, 15 août, 15 septembre...	111.545 »
	<hr/> <hr/>

Ensemble des trois mois

1 ^{er} juillet	94.882 50
1 ^{er} août	96.882 50
1 ^{er} septembre	96.882 50
15 juillet	111.545 »
15 août	111.545 »
15 septembre	111.545 »
	<hr/>
Pour le trimestre	623.082 50
	<hr/> <hr/>

Clé des chèques

Echéance du 1^{er}

1. *Figaro*
2. *Petit Parisien*
3. *Petit Journal*
4. *Journal*
5. *Temps*
6. *Echo de Paris*
7. *Autorité*
8. *Radical*
9. *Marseillaise*
7. *Petite République*
7. *Aurore*
7. *Intransigeant*
7. *Liberté*
10. *Débats*
11. *Rappel*
12. *Lanterne*
13. *Gaulois*



14. *Libre Parole*
15. *Action*
16. *XIX^e siècle*
17. *Signal*
18. *Presse et Patrie*
19. *Gil-Blas*
20. *Soletl*
21. *Nouvelle Presse*
21. *Journal du soir*
22. *Siècle*
23. *Syndicat province*
24. *Financière départementale*
25. *Circulaire républicaine*
25. *Groupe Théry*
26. *Agence générale*
27. *Corresp. Deffas*
28. *Journal du Nord*
29. *Journal de l'Ouest*
29. *Journal du Centre*
29. *Journal du Littoral*
30. *Corresp. télégraph. républic.*
 1. *Economiste Européen*
19. *Vie Financière*
31. *Information*
32. *Agence Nationale*
33. *Agence Fournier*
34. *Correspondance Havas*
35. *Moniteur des Intérêts matériels*
36. *Journal Financier*
37. *Avant Bourse*
Globe (pas payé)
38. *Circulaire Roumagnac*
39. *Rentier*
40. *Revue économique*
41. *Mémorial Diplomatique*
42. *Vie Parisienne*
43. *Cote Molins*
44. *Cote Thomas*

- 74. Cote de la Bourse**
1. Théry
45. Bourgarel
46. Harduin
47. Henry Privat
48. Henry
48. Hirsch
49. J. Profit
50. Batiau
51. Lefaure
7. De Queylard
52. Lacroix
53. Rischmann
54. Jay
55. Maroni
56. Lefranc
57. Lafontaine
58. Nahmias
14. Castagnet
59. Schmoll
16. André
60. Rosati
19. Selby
61. Hemerdinger
62. Taskin
63. Candide
64. Bertot-Graivil
65. Biguet
66. Rameau
67. Brégand
68. Picart
69. Fort
70. De Rodays
71. Lautier
72. Alfred Lenoir
73. Honoraires

Echéance du 15

- a. Calmette
- b. Sablé
- c. Lautier
- d. *Petit Journal*
- e. *Petit Parisien*
- f. Henry
- g. *Echo*
- h. *Eclair*
- i. *Journal*
- j. Letellier
- k. *Libre Parole*
- l. *Liberté*
- m. *Débats*
- n. *Temps*
- o. Hébrard
- p. *Gaulois*
- q. Arthur Meyer
- r. Schmoll
- s. *Presse et Patrie*
- t. *Rappel*
- u. *Soleil*
- v. *Siècle*

W.....	<i>Havas</i>
X.....	<i>Agence générale</i>
Y.....	<i>Fournier</i>
Z.....	<i>Divers</i>
A.....	<i>Honoraires</i>

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 20 octobre 1905.

Mon cher collègue,

Je vous envoie deux paquets de chèques sous enveloppes séparées. La clé que je vous ai transmise

il y a quelques jours, vous permettra de vous reconnaître dans les attributions.

Vous verrez par les indications contenues sur les feuillets inclus, du 31 mars au 15 septembre, les débours effectués avec l'indication d'un petit solde débiteur à M. LENOIR.

La grande feuille vous donne le tableau des paiements individuels correspondants aux chèques et à la liste que vous avez en main, que j'ai appelée la clé.

Vous seriez bien aimable de me télégraphier « reçu », lorsque vous aurez en main les chèques. Je sollicite également une sorte de *quitus* pour pouvoir brûler tout ce que j'ai chez moi relatif à cette affaire jusqu'à cette date.

Votre très dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

Echéance du 1 ^{er}				Observations
N ^o	Juillet	Août	Septembre	
1	5.000	5.000	5.000	
2	3.000	3.000	3.000	
3	4.000	4.000	4.000	
4	4.000	4.000	4.000	
5	3.000	5.000	5.000	
6	3.000	3.000	3.000	
7	2.000	2.000	2.000	
8	1.500	1.500	1.500	
9	1.000	1.000	1.000	
7	1.500	1.500	1.500	
7	1.500	1.500	1.500	
7	1.000	1.000	1.000	
7	1.000	1.000	1.000	
10	1.500	1.500	1.500	pas encore encaissé.
11	1.500	1.500	1.500	
12	1.500	1.500	1.500	
	<u>36.000</u>	<u>38.000</u>	<u>38.000</u> (à reporter)	

N°	Juillet	Août	Septembre	Observations
	36.000	38.000	38.000	(report)
13	1.500	1.500	1.500	
14	1.500	1.500	1.500	
15	1.500	1.500	1.500	
16	1.000	1.000	1.000	
17	500	500	500	
18	500	500	500	
19	500	500	500	payé moitié.
20	500	500	500	
21	500	500	500	
21	500	500	500	
22	250	250	250	
23	6.000	6.000	6.000	
24	1.500	1.500	1.500	
25	1.500	1.500	1.500	
1	1.500	1.500	1.500	
26	1.000	1.000	1.000	
27	500	500	500	
28	500	500	500	
29	500	500	500	
29	500	500	500	
29	500	500	500	
30	500	500	500	
1	1.500	1.500	1.500	
19	1.500	1.500	1.500	
31	1.500	1.500	1.500	
32	1.000	1.000	1.000	
33	1.000	1.000	1.000	
34	1.500	1.500	1.500	
35	500	500	500	
36	500	500	500	
37	500	500	500	payé d'avance. pas payé.
Globe	500	500	500	
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	
	69.250	71.250	71.250	(à reporter)

N°	Juillet	Août	Septembre	Observations
	69.250	71.250	71.250	(report)
38	500	500	500	
39	500	500	500	pas payé.
40	500	500	500	pas payé.
41	250	250	250	
42	250	250	250	
43	250	250	250	
44	200	200	200	
74	—	5.000	6.000	
1	1.000	1.000	1.000	
45	500	500	500	
46	1.000	1.000	1.000	
47	500	500	500	
48	500	500	500	
48	500	500	500	
49	500	500	500	
50	500	500	500	
51	500	500	500	
7	300	300	300	
52	500	500	500	
53	250	250	250	
54	500	500	500	
55	500	500	500	pas encore encaissé.
56	500	500	500	
57	500	500	500	
58	500	500	500	
14	300	300	300	
59	500	500	500	
16	250	250	250	
60	200	200	200	
19	300	300	300	
61	250	250	250	
62	250	250	250	
	<hr/> 82.800	<hr/> 89.800	<hr/> 90.800	(à reporter)

N°	Juillet	Août	Septembre	Observations
	82.800	89.800	90.800	(report)
63	250	250	250	
64	125	125	125	
65	300	300	300	
66	500	500	500	
67	500	500	500	
68	500	500	500	pas encore encaissé.
69	250	250	250	
70	250	250	250	pas encore encaissé.
71	500	500	500	
72	100	100	100	pas encore encaissé.
	<u>86.075</u>	<u>93.075</u>	<u>94.075</u>	
73	8.607	8.807	8.807	solde à payer.

Echéance du 15

a	5.000	5.000	5.000	
b	1.000	1.000	1.000	
c	500	500	500	
d	6.000	6.000	6.000	
e	7.000	7.000	7.000	supprimé.
f	2.000	2.000	2.000	
g	3.000	3.000	3.000	
h	5.000	5.000	5.000	
i	2.500	2.500	2.500	
j	1.000	1.000	1.000	pas encore encaissé.
k	3.200	3.200	3.200	septembre supprimé.
l	1.000	1.000	1.000	
m	2.000	2.000	2.000	pas encore encaissé.
n	3.000	3.000	3.000	septembre supprimé.
o	1.000	1.000	1.000	pas encore encaissé.
p	1.000	1.000	1.000	
q	1.000	1.000	1.000	
	<u>45.200</u>	<u>45.200</u>	<u>45.200</u>	(à reporter)

	Juillet	Août	Septembre	Observations
	45.200	45.200	45.200	(report)
r	500	500	500	
s	500	500	500	
t	1.000	1.000	1.000	
u	1.000	1.000	1.000	
v	750	750	750	septembre supprimé.
W	5.000	5.000	5.000	
X	1.000	1.000	1.000	
Y	1.000	1.000	1.000	
Z	50.000	50.000	50.000	
A	<u>5.595</u>	<u>5.595</u>	<u>5.595</u>	
	<u>111.545</u>	<u>111.545</u>	<u>111.545</u>	

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Paris, le 20 octobre 1905.

Monsieur le Ministre,

... Les dessous de l'affaire du *Matin* (attaque contre ROUVIER, etc.), sont confirmés presque textuellement par le *Courrier Européen*, avec ce détail que la haine de BUNAU-VARILLA contre ROUVIER provient d'un refus du premier ministre de se laisser interviewer par Stéphane LAUZANNE...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

... Aujourd'hui que l'on approche de la fin de nos peines au point de vue des subsides, on peut se dire que ceux-ci ont puissamment servi à maintenir le cours des fonds russes, en empêchant les attaques de

la presse. D'autre part, VERNEUIL a renchéri l'opération de 80.000 à 90.000 francs par mois, en éveillant les appétits. Ce qui a été fait ici n'est rien en comparaison de ce que les trois grandes compagnies américaines distribuent à Washington et dans les assemblées des Etats particuliers de l'Union.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 30 octobre 1905.

Mon cher collègue,

M. ISVOLSKY a eu un entretien avec M. HÉBRARD, directeur du *Temps*, avant son départ. Dans ces conditions, ne penseriez-vous pas qu'il serait utile qu'une conversation au sujet de l'attitude à prendre à l'égard de ce journal eût lieu entre notre ministre et M. ISVOLSKY? Je n'ai pas la preuve que les K. D. ont donné de l'argent; c'est un bruit dont je vous ai transmis l'écho. Etant donné la vénalité du *Temps* (Jean DUPUY, directeur du *Petit Parisien*, dit de cette feuille qu'elle est comme une fille publique) cela n'a rien d'impossible et le bruit en court surtout dans la colonie russe. Il faut être très circonspect et prudent du moment qu'on a le souci de la presse étrangère et qu'on se laisse hypnotiser par elle...

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

24 octobre/6 novembre 1905.

LENOIR dit journaux de Paris intention devenir

hostiles question prix emprunt russe pour venger réduction subvention. Il croit avec 45-50.000 francs supplémentaires distribués premier décembre *Temps*, *Petit Parisien*, *Petit Journal*, *Figaro*, *Gaulois*, trois autres encore et Agence *Havas* pouvoir arrêter campagne. Je vous prie de me télégraphier.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

27 octobre/9 novembre 1905.

Prière comte WITTE arrangement fait agence *Havas*, le *Temps*, le *Journal* jusqu'à fin décembre. Il faudrait télégraphier temps en temps nouvelles et notes d'intérêt général. Je vous prie de me télégraphier avant lundi prochain si continuer subvention 100.000 francs partie financière journaux de Paris, journaux de province deux mois, autrement crainte débâcle ce côté.

A. RAFFALOVITCH.

[A cette dépêche, la réponse fut la suivante (par dépêches chiffrées du 12 novembre) :

1/ Paris, *Paribas*.

Veillez tenir disposition agent Ministère des Finances 100.000 francs débitant compte trésor.

ЧИПОВ.

2/ Paris, 19, avenue Hoche, Raffalovitch.

Paribas invité tenir votre disposition 100.000 fr.

MALICHEVSKY.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 12 novembre 1905.

Monsieur le Ministre,

J'ai bien reçu le télégramme de Votre Excellence m'avisant qu'en principe il y avait consentement à continuer les subventions à la presse, me demandant le montant à allouer par mois et me disant d'y englober la somme mise à la disposition du Ministère par la *Banque de Paris* sur la proposition de M. NOETZLIN, soit 50.000 francs.

L'origine de ces allocations remonte au mois de février 1904, lors de la panique provoquée par l'explosion des hostilités en Extrême-Orient. A la demande expresse de M. ROUVIER, alors ministre des Finances, transmise par MM. DE VERNEUIL et BÉNAC, l'un syndic des agents de change, l'autre ancien directeur du Mouvement des fonds, et sur l'avis conforme de l'ambassadeur, le gérant du Ministère des Finances consentit à faire ouvrir par l'intermédiaire de la *Banque Russo-Chinoise* un crédit de 200.000 francs. Afin d'intéresser les banques et institutions de crédit à la défense commune du crédit russe, une somme de cent mille francs fut fournie par elles et ajoutée aux 200.000 francs. L'argent fut dépensé par l'intermédiaire de l'agent habituel du Ministère français, LENOIR, et alla jusqu'au moment de l'emprunt de 800.000.000 de francs en mai. Il y eut ensuite une interruption dans nos sacrifices, jusqu'en automne 1904; il fallut recommencer alors les allocations mensuelles avec une légère augmentation. En mars 1905, après la bataille de Moukden et échec de l'emprunt français par la faute des banquiers, VERNEUIL exigea une somme énorme par mois jusqu'à la paix, au nom de la Chambre Syndicale, il avait même ouvert des pourparlers avec les journaux antigouvernementaux, comme la *Libre Parole*, la *Liberté*, etc.,

leur promettant des sommes absurdes. Après avoir consulté M. ROUVIER officieusement, on tomba d'accord sur une somme mensuelle supplémentaire de 110.000 francs environ, qui fut employée au même but de défense, mais cette fois jusqu'au moment de la paix. Son Excellence le Ministre des Finances exprima le désir de restreindre le plus rapidement possible ce genre de dépenses; l'ambassadeur de Russie à Paris fut d'accord pour déconseiller la rupture brusque des allocations. Au prix d'un mécontentement général, on réussit à ramener à la moitié les dépenses de presse, en la limitant au service financier comme tout à fait au début, en janvier 1904; il fut convenu que tout effort de notre part cesserait avec l'émission de l'emprunt, le syndicat des banquiers se substituant à nous pour la publicité.

Les événements intérieurs de la Russie, les troubles, les émeutes, les massacres ont créé un état d'âme très inquiétant aussi parmi les porteurs de nos fonds en France et il a paru que si on laissait à la presse toute sa liberté d'action, elle ne manquerait pas d'effrayer davantage encore le public. Lors du retour de M. NOETZLIN, la tournure des événements a paru si menaçante que la *Banque de Paris* a mis à notre disposition cinquante mille francs, qui ont reçu l'emploi suivant : 10.000 francs à l'agence *Havas*, 7.000 à Hébrard, du *Temps*, 4.000 au *Journal* le 30 novembre, autant le 30 décembre, plus la commission de LENOIR. Les deux sacrifices coûteux d'*Havas* et du *Temps* sont tout à fait nécessaires. Dans les circonstances aiguës que nous traversons, l'appui de la majorité de la presse nous est indispensable - - malheureusement — jusqu'à l'emprunt. Les journaux sont devenus beaucoup plus âpres au gain depuis que l'emprunt s'éloigne, et l'on peut juger de ce qu'ils diraient si on leur laissait la bride sur le cou par

le ton des quelques journaux demeurés en dehors de toute combinaison, comme le *Globe*, le *Pour et le Contre*, qui triomphent de leur perspicacité et disent à leurs lecteurs que le cours actuel est encore bon à employer pour se débarrasser de leurs fonds russes. D'autres, plus hypocrites, comme la *Réforme Economique*, consolent les porteurs en leur apprenant que les révolutionnaires ont déclaré reconnaître les dettes étrangères contractées jusqu'à une certaine date, en supposant qu'après quelques sacrifices pénibles, ils toucheront leurs intérêts, etc...

Ce n'est pas en vue de faire la hausse sur les fonds russes, ni pour faire dire du bien des hommes d'Etat, qu'il faut continuer pendant quelque temps ces lourds sacrifices mensuels. Il est impossible de faire la hausse en ce moment par des articles de journaux, tout comme il est dangereux de procéder au moindre achat de titres pour le Trésor, sous peine d'un véritable désastre, mais l'on peut dans une certaine mesure empêcher les attaques concentrées et les coalitions des journaux et des journalistes.

Il faudrait pouvoir continuer l'allocation de cent mille francs pendant trois mois, et prévoir une somme de 10.000 francs pour l'agence *Havas*, pendant un temps plus long.

Tous les détails de ces dépenses qui ont été faites par les transferts de la *Banque de Paris* à la *Société Algérienne* au compte de LENOIR, et les chèques, se trouvent au Ministère des Finances.

Je ne sais pas si en dehors de ces dépenses, il en est fait d'autres par d'autres départements de l'Etat dans la presse de Paris, soit directement dans les journaux, soit par des personnalités diverses.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Mardi soir, 22 novembre 1905.

Monsieur le Ministre,

... Nos fonds, qui ont passé par une véritable tourmente, se relèvent assez facilement. Il a dû se former du découvert. Le public, par moment, a été complètement désorienté. Heureusement que grâce aux précautions prises, il n'y a pas d'attaques contre le crédit russe, sauf de la part de quelques maîtres-chanteurs au nombre desquels il est regrettable de voir fonctionner le journal de M. MÉLINE, *La République Française*; il est vrai qu'elle a un tirage des plus restreints.

J'espère qu'au début de 1906, il pourra être procédé à l'emprunt et que nous serons débarrassés de l'allocation mensuelle à la presse française. En attendant, grâce à l'arrangement onéreux conclu avec *Havas*, plusieurs dépêches tendancieuses ont été supprimées.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 28 décembre 1905.

Monsieur le Ministre,

Je me suis permis de solliciter de V. E. l'envoi d'indications et informations sur nos finances, afin de pouvoir m'en inspirer dans les articles que j'aurai l'occasion d'écrire ou de faire écrire dans les journaux de Paris. Il m'a été fait des ouvertures pour insérer dans le *Matin* des articles en payant 10 francs

la ligne. Nous verrons s'il y a lieu d'en profiter : peut-être au moment du budget...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVITZEV

Paris, le 28 décembre 1905.

Monsieur le Ministre,

...En tête des journaux français qui, avec un acharnement sans exemple, s'emploient à discréditer la Russie, se trouve le *Matin*. Son représentant à St-Petersbourg rapporte en effet quotidiennement dans des dépêches, des horreurs capables de semer l'inquiétude dans les âmes les plus sereines. Bien que l'organe en question soit composé de maîtres-chanteurs bien connus, le public crédule se laisse facilement influencer. Les autorités et le monde politique français s'étonnent que l'administration russe n'ait pas depuis longtemps expulsé LEROUX pour l'hostilité obstinée qu'il manifeste quotidiennement envers l'Empire. Ces jours derniers, le bruit a couru ici qu'un arrêt semblable avait été pris contre lui, mais, hélas, nous le voyons continuer son œuvre néfaste. Même BOMPARD a hier déclaré à NÉLIDOV avoir, de sa propre initiative, fait appeler LEROUX pour lui faire des réprimandes et l'engager à cesser la campagne qui déshonore la presse et nuit à son propre pays. Mais LEROUX aurait répondu qu'il ne faisait qu'exécuter les ordres de ses chefs. Je suis sûr que l'expulsion de cet individu sera applaudie ici par tout le monde.

Veillez...

A. EFFRONT.

LE MAITRE DE COUR VOUNTCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

*Le 20 décembre 1905/2 janvier 1906.
(10 heures du soir.)*

Le correspondant LEROUX représente avec une inexactitude systématique la situation russe dans le *Matin*. EFFRONT conseille de l'expulser, estimant que cela non seulement ne suscitera pas de mécontentement, mais sera approuvé en France. Je demande votre avis.

VOUNTCH.

DE M. KOKOVITZEV A M. VOUNTCH

TÉLÉGRAMME

Le 21 décembre 1905/3 janvier 1906.

Au Maître de Cour Vountch, quai du Palais, 30.

Les correspondances de LEROUX ne produisent ici aucune impression sur les personnes sérieuses. D'après l'avis de l'ambassadeur et le mien, l'expulsion lui donnerait une importance qu'il n'a pas. On pourrait le mander et menacer de l'expulser au cas où il continuerait d'envoyer des renseignements inexacts.

KOKOVITZEV.

DE M. KOKOVITZEV AU COMTE WITTE

TÉLÉGRAMME

Le 21 décembre 1905/3 janvier 1906.

Au Comte Witte, Saint-Petersbourg.

Je viens d'avoir un entretien avec ROUVIER. Je

pense qu'il a pu comprendre toute la nécessité de l'opération et son importance pour nous, pour les porteurs français de fonds russes, et pour la France même. ROUVIER m'a promis d'entrer immédiatement en rapports avec les banquiers, disant qu'il ferait tout pour leur inspirer l'énergie qui leur manque. ROUVIER a estimé indispensable que je voie le Président de la République pour lui expliquer la chose. La prochaine entrevue avec ROUVIER est fixée à vendredi soir. J'emploierai le temps qui reste à m'expliquer avec les banquiers, fort peu préparés en général à une action rapide. Le succès de ma situation difficile pourrait être sensiblement favorisé si j'obtenais le droit de déclarer confidentiellement à ROUVIER que, dans la question du Maroc, la France peut compter sur le soutien moral de la Russie, c'est-à-dire sur une influence d'elle sur l'Allemagne. ROUVIER est revenu deux fois sur cette question. Vous m'obligerez énormément en me donnant là-dessus une réponse immédiate, de telle sorte que je puisse l'avoir vendredi.

KOKOVITZEV.

DU COMTE WITTE A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

Le 22 décembre 1905/4 janvier 1906.

J'ai rendu compte de votre télégramme à l'Empereur. Sa Majesté estime désirable que vous voyiez le Président Loubet. Quant à la question du Maroc, avec la permission impériale, vous pouvez transmettre à ROUVIER que le gouvernement russe accordera son soutien moral sous la forme d'une influence sur le gouvernement allemand. En général, Sa Majesté, vu les relations d'amis et alliés que nous avons avec la France, est disposée à accorder toujours son sou-

rien au gouvernement français. Le Ministre des Affaires Etrangères, avant même d'avoir reçu votre télégramme, a donné des instructions répondant aux intérêts de la France à nos représentants, ce dont a été informé l'ambassadeur de France à Madrid, CAMBON.

Comte WITTE.

DU COMTE WITTE A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

Le 25 décembre 1905/7 janvier 1906.

Portez attention au *Matin*. De nouveau cette feuille de mensonge nuit grandement à votre mission en répandant des nouvelles extrêmement alarmistes.

WITTE.

DE M. KOKOVITZEV AU COMTE WITTE

TÉLÉGRAMME

Le 26 décembre 1905/8 janvier 1906.

L'article du *Matin* m'est connu. Ici, on n'accorde pas grande importance à ce journal à cause de sa partialité manifeste. Son filet ne me fera guère de mal, vu que le lendemain le *Temps* a publié un communiqué officieux dans l'esprit de mon dernier télégramme détaillé. La question de la presse française a été examinée avec RAFFALOVITCH et, à mon retour, j'exposerai mon point de vue. Je transmets entre autres l'opinion qu'il est désirable de gagner à nous le correspondant du *Matin*, LEROUX, par de l'argent. Personnellement, je ne partage pas cette opinion.

L'interview publiée aujourd'hui dans le *Temps* a eu lieu sur la prière instante de l'ambassade.

KOKOVITZEV.

DE M. VICHNEGRADSKY A M. RAFFALOVITCH

TÉLÉGRAMME

29 décembre 1905.

Ministre consent à ce que pour mois courant allocation pour presse soit deux cent mille francs et pour deux mois suivants un peu plus forte que d'habitude. Maintenant nouveau crédit cent mille francs est ouvert *Paribas*.

VICHNEGRADSKY.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

13 janvier 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai bien reçu le télégramme de M. MALICHEVSKY annonçant que pour le mois courant, le crédit était porté à 200.000 francs et que pour les deux mois suivants il serait un peu augmenté. M. KOKOVITZEV a bien expliqué ce qu'il fallait demander à la presse et il serait à souhaiter qu'il en fût ainsi fait...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

Le 13 janvier 1906.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

...ROUVIER serait candidat, quoi qu'on dise. Il y a

des histoires amusantes qu'on raconte, mais qui sont difficiles à écrire... Il aurait trouvé mesquin de ne donner que 400.000 francs de publicité, alors qu'il aurait fait économiser 0,90 % de timbre.

M. KERGALL (1) recevra pour son journal 1.000 francs par mois pendant trois mois.

Il se fait bien des petites dépenses inutiles pour la presse, telles que les annonces du *Nord*, qui ont été rétablies, je voudrais bien savoir sous quelle influence. Et il y en a d'autres...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

Mon cher collègue,

Le *Soleil* et la *Presse* ont demandé au Ministère des Finances la publication des listes de tirages. Bien que pour le moment il ne puisse être question d'accéder à leur désir, puisque nous tâchons de réaliser des économies de ce côté, je vous demanderai néanmoins de me donner tous détails et tous renseignements sur ces feuilles.

Agréez, mon cher collègue, etc...

L. DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 janvier 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu le texte du budget, avec le rapport de Votre Excellence. J'en ai fait l'objet d'un article

(1) Directeur de la *Revue Economique*.

>> X (signé d'un pseudonyme) dans l'*Economiste Français* et j'en ferai un autre dans les *Débats*. J'attends l'avis que le crédit de cent mille francs en janvier a été ouvert. Il y aura des défections parmi les gens à notre solde, car certains d'entre eux ont des prétentions tellement outreucidantes qu'il est impossible d'y souscrire...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH,

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 18 janvier 1906.

Monsieur le Ministre,

J'envoie à Votre Excellence le second reçu relatif à la mensualité double de janvier, qui est destinée à faciliter le placement des cent millions de bons du trésor. Il paraît qu'aujourd'hui le bureau du Syndicat de la Presse doit aller voir M. ROUVIER, pour exprimer son mécontentement de ce que l'on n'ait pas eu recours à une émission publique, comportant naturellement des frais plus considérables. La députation sera guidée par le président du Syndicat, Jean DUPUY, qui aura la tâche de prononcer le discours. Il s'en tirera assez mal, bien qu'il ait eu quelques voix pour la Présidence de la République. M. ROUVIER lui répondra que cela ne regarde ni lui, ni le gouvernement russe. La faute d'avoir allumé les appétits incombe au *Crédit Lyonnais*, dont le vieux MAZERAT a commis quelques indiscretions auprès des agents de publicité. Espérons que nous aurons quelque tranquillité de ce côté...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 25 janvier 1906.

Monsieur le Ministre,

...En attendant, le président du *Lyonnais* est cause des ennuis que nous avons eus avec la presse. C'est lui qui a trahi le chiffre de la publicité pour le mois courant et qui a ainsi excité les convoitises qui se sont manifestées par la démarche de M. Jean DUPUY, dont je vous ai parlé.

Le vénérable président du *Crédit Lyonnais* voulait surtout favoriser son propre agent de publicité, alors que le nôtre est celui du gouvernement français. Cette intempérance de langage du vieux MAZERAT nous a valu un surcroît d'attaques...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. KOKOVITZEV

23 janvier 1906.

A Son Excellence Monsieur Kokovtzev.

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence la note concernant les dépenses de la Chancellerie des opérations de crédit pour la presse. Les sommes indiquées ne contiennent pas les sommes payées pour la publicité des emprunts, ces sommes entrant dans les prix de l'emprunt convenus avec les banquiers et ne pouvant pas être mentionnées dans les contrats. Autant que je sache, cette somme atteint dans chaque opération un million et demi de francs dont la majeure partie ne va pas pour l'objet désigné, mais reste entre les mains du banquier pour la récompense secrète des directeurs et des proches.

DAVIDOV.

NOTE

*Les dépenses du Ministère des Finances pour la
publicité en France.*

C'est au mois de février 1904 que la trésorerie de l'Etat russe a commencé à allouer des subventions aux journaux et aux plus influents journalistes français. La panique qui, au moment de la déclaration de la guerre en Extrême-Orient, a saisi les porteurs de fonds russes a forcé le Ministre français des Finances d'alors, M. ROUVIER, de s'adresser au gouvernement russe par l'intermédiaire de M. de VERNEUIL, Syndic des agents de change, et de M. BÉNAC, ancien directeur du mouvement des fonds, en lui proposant d'ouvrir un crédit dans le but de tranquilliser la presse française. Notre ambassadeur à Paris a approuvé la proposition de M. ROUVIER. Afin de distribuer judicieusement les sommes entre les journaux et entre les représentants de la presse française, M. Rouvier a conseillé au gouvernement russe de prendre comme intermédiaire M. LENOIR, chevalier de la Légion d'honneur, homme suffisamment connu dans ce genre d'affaires et méritant pleine confiance, dont l'activité du même genre au moment des émissions des emprunts français sert de meilleure recommandation. Le Ministère des Finances, en la personne du gérant du Ministère des Finances, M. ROMANOV, a consenti à ouvrir le crédit nécessaire. La façon de procéder est la suivante : la Chancellerie des Opérations de Crédit avise la *Banque de Paris et des Pays-Bas* qui ouvre un crédit à M. RAFFALOVITCH, lequel verse les sommes à la *C^{ie} Algérienne* au compte de M. LENOIR. La *C^{ie} Algérienne* paye à la présentation des chèques signés LENOIR et présente les quittances à M. RAFFALOVITCH et ce dernier les transmet avec le registre particulier

chiffré à la Chancellerie des Opérations de Crédit.

Le Ministère des Finances, dans l'affaire de publicité, a été deux fois aidé par les banques françaises, personnellement intéressées à maintenir le crédit de l'Etat russe et le cours des fonds russes. La première fois, ce fut à la fin de janvier 1904, quand le syndicat français a alloué pour la publicité 100.000 francs. La seconde fois, à la fin de 1905, quand la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, sur l'initiative de son directeur, M. NOETZLIN, a donné 50.000 francs. La période qui a coûté le plus cher fut celle d'avril à juin 1905, quand on préparait en France un gros emprunt russe malgré des circonstances politiques et économiques peu favorables pour nous et quand la Trésorerie d'Etat a dépensé inutilement presque un million de francs (935.000).

Les dépenses pour la publicité au cours de l'année 1905 peuvent être divisées en quatre périodes suivantes :

1. Du commencement de l'année jusqu'à la bataille de Moukden, 14/27 février 1905 : 100.000	247.700 »
2. Après Moukden (sur l'insistance de M. de VERNEUIL), jusqu'à la conclusion de la paix, 16 août : un peu plus de 200.000	1.035.000 »
3. Après la conclusion de la paix jusqu'au mois de novembre : 100.000	200.000 »
4. De novembre (les mouvements révolutionnaires) à la période de l'Empire : 150.000	300.000 »
Total.....	<u>1.782.700</u> »

A l'avenir, l'agent du Ministère des Finances à Paris, M. RAFFALOVITCH, estime les frais de publicité selon les devis ci-dessous à la somme de 115.000 fr. par mois.

*Payements à faire le 15 février 1906
aux journaux*

<i>Figaro</i>	2.500	»
<i>Petit Journal</i>	5.000	»
<i>Petit Parisien</i>	5.000	»
<i>Temps</i>	5.000	»
<i>Journal</i>	5.000	»
<i>Echo de Paris</i>	3.000	»
<i>Eclair</i>	2.500	»
<i>Débats</i>	1.500	»
<i>Autorité</i>	750	»
<i>Liberté</i>	500	»
<i>Petite République</i>	750	»
<i>Intransigeant</i>	500	»
<i>Radical</i>	750	»
<i>Rappel</i>	750	»
<i>Lanterne</i>	750	»
<i>Aurore</i>	500	»
<i>Gaulois</i>	750	»
<i>Marseillaise</i>	500	»
<i>19^e Siècle</i>	500	»
<i>Presse et Patrie</i>	500	»
<i>44 socialistes divers</i>	20.000	»
	<u>57.000</u>	»
<i>Province</i>		
<i>Syndicat</i>	6.000	»
<i>Financière départementale</i>	1.500	»
<i>Circulaire rép.</i>	1.500	»
<i>Agence générale</i>	1.000	»
<i>Correspondance Deffas</i>	500	»
<i>A reporter.....</i>	10.500	»

	<i>Report</i>	10.500	»
<i>Journal du Nord</i>		500	»
<i>Journal de l'Ouest</i>		500	»
<i>Journal du Centre</i>		500	»
<i>Journal du Littoral</i>		500	»
<i>Correspondance télégraphique républic.</i>		500	»
		<u>13.000</u>	»

Financiers

<i>Information</i>	2.000	»
<i>Economiste Européen</i>	1.000	»
<i>Revue Economique</i>	1.000	»
<i>Vie Financière</i>	1.000	»
<i>Agence Fournier</i>	1.000	»
<i>Agence Nationale</i>	500	»
<i>Avant Bourse</i>	250	»
<i>Correspond. R</i>	250	»
<i>Vie Parisienne</i>	250	»
<i>Cote</i>	100	»
<i>Cote Thomas</i>	100	»
	<u>7.450</u>	»

Personnels

<i>Calmette</i>	2.000	»
<i>Théry</i>	1.000	»
<i>Bourgarel</i>	500	»
<i>Harduin</i>	1.000	»
<i>H. Prévot</i>	500	»
<i>Didier</i>	250	»
<i>H. Journal</i>	2.000	»
<i>Lebrun</i>	500	»
<i>J. Profit</i>	500	»
<i>Rosati</i>	200	»
<i>Rameau</i>	500	»
<i>Candide</i>	250	»
	<u>9.200</u>	»

A reporter 9.200 »

	<i>Report....</i>	9.200	»
Maroni		500	»
Batiau		500	»
Jay		500	»
De Queylard		300	»
Reich		250	»
Lefrère		500	»
Bez		300	»
Lefaure		500	»
Lafontaine		500	»
XXX		500	»
Hemerdinge		250	»
Lacroix		500	»
Schmoll		500	»
André		250	»
Tul		250	»
Cost		300	»
Brégand		500	»
Selby		300	»
Picard		500	»
Fort		250	»
De Soria		250	»
		<u>17.400</u>	»

Récapitulation

1. Le tout aux journaux et gazettes	57.000	»
2. Aux journalistes divers	17.400	»
3. Aux organes provinciaux	13.000	»
4. Aux éditions financières spéciales ...	7.450	»
5. 10 % honoraires	9.485	»
6. Récompenses spéciales :		
1) Agence Havas	7.500	»
2) Journal	3.000	»
	<u>10.500</u>	»
10 %	1.050	»
	<u>11.550</u>	»
<i>Total.....</i>	<u>115.885</u>	»

NOTE

Les sommes dépensées en subventions à la presse française pendant ces deux années se chiffrent :

	en 1904		en 1905
Publicité	725.000	»	1.782.700
Publication des tirages	151.210	»	148.500
<i>Matin</i>			35.000
Bureau des tirages..	16.079	»	15.961
Correspondance R...	28.800	»	28.800
Bulletin Russe.....	11.496	»	
Marché financier....	3.200	»	3.200
Total.....	935.785	»	2.014.161

Signé : BELLEGARDE.

23 janvier 1906.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 10 février 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence le relevé des sommes accordées et utilisées pour la publicité depuis le 27 avril 1904, avec un petit mémoire explicatif. Il me serait très précieux d'avoir une décharge *morale* tout au moins.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

MÉMOIRE

L'action défensive dans la presse a compris trois périodes. Chaque fois, c'est sur l'intervention directe du gouvernement français et du syndic des agents de change qu'elle a été obtenue du Ministre des Finan-

ces de Russie. A la suite des paniques de février 1904, MM. ROUVIER et de VERNEUIL, l'un comme Ministre des Finances, l'autre comme chef de la corporation des agents de change, agirent auprès de l'ambassadeur de Russie et de l'agent du Ministère des Finances, afin de faire donner des subsides.

M. ROMANOV, gérant du Ministère, accorda une somme de 200.000 francs. L'agent du Ministère des Finances suggéra, par l'intermédiaire de M. BÉNAC, ancien directeur du Mouvement général des fonds (Chancellerie de Crédit), qu'il y aurait lieu d'intéresser les établissements de crédit à cette œuvre de défense. On réunit une somme de 300.000 francs qui fut employée jusqu'aux approches de l'opération de crédit en mai 1904.

Il y eut ensuite un intervalle, puis en été 1904 il fallut recommencer. Jusqu'à la bataille de Moukden et à l'échec de l'opération d'emprunt avec les Français au printemps de 1905, les dépenses variaient entre 83.000 et 100.000 fr. A ce moment, M. de VERNEUIL fut saisi d'affolement, il fit une tentative très violente, dont le récit se trouve dans les archives du Ministère des Finances pour arracher 300.000 francs par mois au gouvernement russe, menaçant de ne pas laisser coter d'emprunt nouveau au Parquet. Il fit « motu proprio » des promesses de 20.000 francs au *Figaro*, à la *Libre Parole*, etc., surtout aux journaux réactionnaires, et il conclut avec le *Matin* l'arrangement de toutes les annonces de tirages à raison de 5 francs la ligne.

L'agent du Ministère des Finances invoqua la protection de M. ROUVIER contre le Syndic des agents de change et sa mégalomanie de publicité dans la presse. M. ROUVIER fit interdire au Syndic de se mêler de toute cette opération de publicité qui, du 30 mai au 15 septembre, coûta environ 200.000 francs

par mois, moins que le chiffre de 300.000 francs de VERNEUIL.

Afin de couvrir les dépenses des tirages du *Matin*, une somme de 37.500 fut mise de côté sur les premiers crédits de la série de 235.000 francs.

Après la paix de Portsmouth, sur l'ordre du secrétaire d'Etat KOKOVITZEV, les dépenses furent réduites de moitié. Lorsque l'état révolutionnaire devint inquiétant, la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, sur la proposition de M. NOETZLIN, mit à la disposition du Ministre des Finances une somme de cinquante mille francs qui, avec un solde du crédit de 100.000 ouvert par les banques en février-mars 1904, servit à accorder pendant trois mois une allocation extraordinaire à l'Agence *Havas*, au Bulletin financier du *Temps* et au *Journal* (750.000 exemplaires). Le compte extraordinaire porte le nom de Compte P. R., publicité russe, à la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

L'intermédiaire dont il a été fait usage pour cette besogne est M. LENOIR, qui a été recommandé comme homme de confiance par M. ROUVIER lui-même. M. LENOIR est l'agent du Trésor français. Il a perçu une commission de 10 %, mais pas sur la totalité, car une partie a été versée directement aux journaux socialistes dans des conditions spéciales.

Le mouvement de caisse s'est fait par la *Banque de Paris* versant au crédit du compte LENOIR à la *Compagnie Algérienne*. LENOIR a fourni comme justification les chèques qui ont été transmis à Saint-Pétersbourg.

Si l'on veut apprécier l'œuvre de défense accomplie, on constatera d'une façon à peu près générale une attitude bienveillante à l'égard du Crédit et des fonds russes pendant toute la période de la guerre. Et l'utilité de ce qui a été fait éclate dans

la conservation des fonds russes par les portefeuilles français durant la guerre.

Au point de vue purement politique, il a été impossible de transformer de malheureux événements sur terre et sur mer en victoires, de même que l'on n'a pu cacher les désordres intérieurs.

Après la paix de Portsmouth, d'une part le chiffre des allocations a dû être abaissé, de l'autre la question intérieure devenant plus aiguë, il est devenu presque impossible de guider la presse dans la voie qui nous aurait été seulement agréable.

D'autres facteurs sont entrés en jeu; les tendances libérales ou extrêmes des journaux, les relations des rédacteurs avec les adversaires de la Russie ont constitué un milieu différent. Les correspondances transmises de Saint-Petersbourg ont été pessimistes à l'excès, sensationnelles, mais là encore le contrôle ne nous eût pas été possible à moins de dépenses extraordinairement élevées.

Il importe d'avoir à sa disposition quelques organes respectés, respectables comme le *Journal des Débats*, comme le *Temps*, ou à grand tirage comme le *Petit Parisien*, le *Journal*, peut-être l'*Echo* où l'on puisse de temps en temps leur demander de défendre des idées précises. Avoir une meute de flatteurs à gages, qui se changent très vite en maîtres-chanteurs, c'est un métier de dupes dans les périodes de calme normal.

Il y eut des journaux qui sont restés en dehors de toute action de notre part, et cela par suite de conséquences diverses. *L'Economiste Français*, dont le rédacteur en chef depuis 34 ans est Paul LEROY-BEAULIEU, avec lequel l'agent du Ministère des Finances est lié d'amitié depuis 1878, a été seul par conviction et d'une façon désintéressée absolue à protéger le crédit public de la Russie.

L'éducation des lecteurs de *L'Economiste Fran-*

çais a été faite par LEROY-BEAULIEU lui-même, qui a permis à l'agent du Ministère des Finances de publier régulièrement, depuis des années des études sur la Russie. D'autres journaux n'ont rien touché, parce qu'on ne leur a rien offert, leur attitude d'hostilité étant connue d'avance, comme le *Globe*, le *Pour et le Contre*, le *Gil Blas*, le *Ruy Blas*, l'*Actualité Financière*, mais cela n'a pas d'importance.

Le soussigné serait très désireux de savoir que la manière dont les intérêts du Trésor ont été sauvegardés a reçu pleine approbation à Pétersbourg.

A. RAFFALOVITCH.

NOTE

Il a été ouvert les crédits suivants à la *Banque de Paris* :

17 août 1904	325.000	»
17 décembre 1904	200.000	»
27 février 1905	10.000	»
7 mars 1905	2.700	»
9 mars 1905	235.000	»
19 avril 1905	235.000	»
31 mai 1905	230.000	»
8 juillet 1905	235.000	»
26 juillet 1905	235.000	»
15 septembre 1905	100.000	»
23 septembre 1905	100.000	»
8 novembre 1905	100.000	»
27 novembre 1905	100.000	»
12 janvier 1906	100.000	»
17 janvier 1906	100.000	»
	<hr/>	
	2.307.700	»

Il a été utilisé :

30 septembre 1904	100.000 »
17 octobre 1904	1.854 85
2 novembre 1904	1.314 65
2 novembre 1904	88.605 »
22 novembre 1904	177 10
30 novembre 1904	86.267 »
24 décembre 1904	86.267 »
1 ^{er} février 1905	86.597 »
2 mars 1905	83.917 40
8 mars 1905	2.679 60
30 mars 1905	95.000 »
12 avril 1905	109.000 »
22 avril 1905	95.000 »
15 mai 1905	3.066 »
17 mai 1905	110.000 »
29 mai 1905	57.954 40
31 mai 1905	37 045 60
15 juin 1905	111.000 »
29 juin 1905	81.954 40
8 juillet 1905	13.045 60
11 juillet 1905	111.545 »
1 ^{er} août 1905	94.682 50
12 août 1905	110.000 »
31 août 1905	95.000 »
15 septembre 1905	110.000 »
16 octobre 1905	100.000 »
17 novembre 1905	100.000 »
14 décembre 1905	100.000 »
13 janvier 1906	101.200 »
17 janvier 1906	98.800 »
9 février 1906	6.700 »
Réserve <i>Matin</i> non utilisée.....	27.734 »
	<hr/>
	2.306.407 10
<i>Solde</i>	<hr/>
	1.292 90

La réserve du <i>Matin</i> s'est élevée à :	37.500	»
Il a été prélevé :		
15 mai 1905	Fr. 3.066	»
9 février 1906	6.700	»

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Mardi 13 mars 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu la visite du *Matin*. Il paraît que celui-ci a fait le serment de ne jamais imprimer le nom du *Crédit Lyonnais*. Il m'a demandé s'il pouvait reproduire les listes de tirages sans mentionner le *Crédit Lyonnais* parmi les guichets payeurs. J'ai absolument refusé.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 avril 1906.

Monsieur le Ministre,

A titre de curiosité, je vous envoie le traité de paix du *Crédit Lyonnais* et du *Matin*. BUNAU-VARILLA à force d'impudence, arrive à se faire faire des excuses par MAZERAT: il est vrai que celui-ci est un gâteux. L'ambassadeur de Russie avait invité B.-V. à sa réception officielle, il n'est pas venu. Il paraît que B.-V. en veut au comte WITTE à propos de Portsmouth et cependant il me semble que le comte a été très bienveillant pour Jules HEDEMAN et que le *Matin* lui en devait de la gratitude. Il paraît que non, cepen-

dant, car B.-V. a cru à l'échec des pourparlers et perdu de l'argent à la Bourse.

Votre très respectueux serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. CHIPOV A M. RAFFALOVITCH

TÉLÉGRAMME

Le 24 mars 1906.

Raffalovitch, 2, rue Berri, Paris.

Son Exc. KOKOVITZEV a en janvier, sur demande spéciale Président Chambre DOUMER, reçu député GÉRAULT-RICHARD mais a énergiquement réfuté son point de vue en montrant que gouvernement russe ne peut aucunement être responsable des agissements coupables *Société Yermak*. Egalemeut il a conseillé ne pas faire de cela objet interpellation. Cette conversation a alors été portée connaissance ROUVIER qui a été avis conforme.

CHIPOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 11 mai 1906.

Monsieur le Ministre,

L'article de K. DURAN dans *l'Economiste Français* sur le budget de 1904-1905 a été très lu. Un administrateur de la *Banque de Paris* m'a demandé de recommander M. CHABERT, secrétaire de THORS, pour une décoration russe. J'ai répondu que je ne pouvais rien faire en dehors de M. Ed. NOETZLIN...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

11 mai 1906.

Monsieur le Ministre,

...Le rédacteur financier du *Matin*, BRÉGAND, m'écrit en date d'avant-hier :

« Je vais avoir deux articles par mois pendant six mois à rédiger au *Matin*, pour justifier la mensualité du journal (Russie). Dans les deux articles que j'ai publiés pour justifier le prix de l'emprunt russe, j'ai épuisé tous les documents que j'avais à ma disposition. Je vous serais très obligé de me préparer des documents, volumes ou rapports sur la Russie ou les bonnes feuilles de votre *Marché financier* concernant la Russie. J'y puiserai les éléments nécessaires à ces articles. »

Puis-je solliciter de Votre Excellence de bien vouloir faire préparer et envoyer des canevas avec des statistiques, réflexions, considérations à l'usage de M. BRÉGAND et autres ?

...Je sollicite aussi une sorte de satisfecit et de quitus pour l'argent distribué à la presse, par la *Banque de Paris* et l'intermédiaire de LENOIR, si Votre Excellence juge cela nécessaire.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 15 mai 1906.

Monsieur le Ministre,

Je joins l'article que sous le nom de K. DURAN j'ai publié dans l'*Economiste Français* sur nos finances de guerre. Votre Excellence y trouvera des idées exprimées déjà dans le *Journal des Débats* et ap-

prouvées par vous... J'espère que votre collègue des Affaires Etrangères n'est pas mécontent de la réception que lui a faite la presse. J'ai reçu des visites où il a été question de lui, notamment du *Temps*.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 15 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux indications de M. Lvov, j'ai prié M. CHEVRANT de s'entendre avec le syndicat pour reporter à la charge de celui-ci les frais d'insertion de tirages dans le *Matin*. Il fallait attendre le retour de M. NOETZLIN. En tout cas, j'ai renvoyé à la *Banque de Paris* l'annonce du 30 mai 1906 dans le *Matin*, qui devait coûter 2.670 francs et j'ai prié M. CHEVRANT de faire part à M. NOETZLIN de la demande que je lui ai présentée...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

... Quant à la phraséologie dont on se sert à Paris pour apprécier les faits qui se passent en Russie, la petite coupure incluse, de *l'Information*, est instructive... Je sais très bien que si cette Douma se mêlait d'attaquer les droits acquis et incontestables des porteurs français, l'attitude du journal changerait sans doute. *L'Information* est naturellement un des journaux qui ont émarginé depuis longtemps, et rela-

tivement assez fortement. Mais aujourd'hui qu'il n'y a plus d'emprunt en vue, il est difficile de la maintenir dans l'ordre. C'est ce qui arrivera progressivement avec tous les journaux français, à quelques exceptions près. Et je ne vois pas le remède puisque nous sommes décidés à ne plus les acheter...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

19 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

... Les attaques, les menaces contre le crédit de la Russie s'accumulent autour de nous.. Le baron BRINCARD, administrateur-délégué à la direction du *Crédit Lyonnais*, est venu hier soir m'apporter une affiche de couleur orange qu'un certain MATTENET, directeur de *l'Avenir des Rentiers*, a signée et qui est destinée à la fois à effrayer les porteurs de fonds russes et à provoquer des retraits au *Crédit Lyonnais*... Ce MATTENET est un maître-chanteur. Le *Crédit Lyonnais* a refusé de lui donner 100.000 francs qu'il demandait pour cesser une autre campagne. Il s'était borné à couvrir les affiches de MATTENET avec d'autres affiches; c'est ce qu'il fera de nouveau. Quant à l'exemplaire de l'affiche qu'il m'a remis, je me suis empressé de le faire porter à M. POINCARÉ (1), avec une lettre où j'attirais son attention sur la manœuvre de dépréciation, sur la nécessité d'y parer afin d'éviter le contre-coup fâcheux sur le marché français.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

(1) Alors Ministre des Finances.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, le 22 juin 1906.

Me référant à la lettre incluse, je crois devoir rendre compte de la conversation que j'ai eue avec M. René BRICE (1), hier soir : je l'ai trouvé fort ému et anxieux de la situation, de la répercussion sur notre crédit.

Evidemment, son interlocuteur, P...ré avait dû être sous la même impression. J'ai objecté que la situation économique était visiblement meilleure. Vous savez d'avance la réplique : « Mais la politique intérieure, mais les troubles, mais les massacres de Bielostok ».

La pointe de la conversation a été que nous devrions bien nous entendre avec la presse, que celle-ci était immonde, mais qu'il fallait en passer par ses exigences. J'ai dit à M. BRICE que je ne me chargeais plus de rien proposer dans cet ordre d'idées, que nous avions pendant de trop longs mois subventionné les journaux et que je ne supposais pas qu'il pût entrer dans les vues du gouvernement de recommencer. La démonstration de l'inutilité de l'effort considérable était faite à satiété devant nous et c'était au syndicat de l'emprunt à se défendre, puisqu'il avait fait des arrangements jusqu'en novembre.

M. BRICE n'a pas été de cet avis. Il croit en outre que le redoublement des fureurs à l'endroit de la Russie et de son crédit provient pour une bonne part de l'émotion produite par l'affaire de Bielostok et il est de ceux qui pensent que des mesures libérales à l'égard des Israélites, la suppression de la plu-

(1) Administrateur du *Crédit Lyonnais*.

part des différences légales, auraient pour conséquence d'amener l'apaisement.

M. FABRE LUCE, qui est très heureux de son grand cordon, et cela d'autant plus qu'il ne l'espérait pas, m'a dit que l'auteur des affiches était un misérable qui avait déjà été condamné plusieurs fois, notamment pour escroquerie. C'est un instrument dans les mains d'un maître-chanteur, M. PHILIPPE, qui fait la guerre au *Crédit Lyonnais*...

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 23 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu de M. POINCARÉ, ministre des Finances, la lettre que voici en réponse à celle où je lui transmettais l'affiche contre le crédit de la Russie.

COPIE

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de l'envoi que vous avez bien voulu me faire le 18 courant, d'une affiche qui doit être apposée sur les murs de Paris et dans laquelle la situation intérieure de la Russie est présentée sous le jour le plus déplorable, en même temps que le conseil est donné aux capitalistes français de se défaire au plus tôt de leurs valeurs russes. Tout en déplorant la campagne entreprise, je dois constater que l'affiche en question ne constituant pas par elle-même un délit, le gouvernement de la République ne saurait légalement intervenir pour en prévenir ou en réprimer la publication.

C'est aux parties dont les intérêts se trouveraient lésés, qu'il appartient d'aviser aux mesures suscep-

tibles de neutraliser l'influence fâcheuse que les placards qu'on se propose de publier pourraient exercer sur l'esprit du public.

Je me suis du reste entretenu de cette question avec M. BRICE, député, administrateur du *Crédit Lyonnais*.

Agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances :

R. POINCARÉ.

Cette réponse me montre ce que j'avais déjà écrit à Votre Excellence, c'est que la législation laisse le gouvernement désarmé et que c'est aux parties intéressées de se défendre.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KOKOVITZEV A M. NOETZLIN

Monsieur,

Selon les renseignements qui me sont transmis de Paris, se prépare en France une vigoureuse campagne contre les fonds russes et c'est principalement par voie d'affiches.

M. RAFFALOVITCH a adressé une de ces affiches au Ministre des Finances de France en demandant s'il ne serait pas possible au gouvernement français d'intervenir pour empêcher de telles manœuvres qui, tendant à ébranler la confiance dans les fonds russes, non seulement peuvent exercer sur eux une influence fâcheuse, mais menacent aussi de compromettre l'équilibre du marché français.

M. POINCARÉ a répondu que tout en déplorant cet état de choses, le gouvernement français ne pouvait légalement intervenir, les affiches en question ne constituant pas par elles-mêmes des délits et qu'il

appartenait aux parties intéressées de prendre les mesures susceptibles de neutraliser l'influence que les affiches pourraient exercer sur l'esprit du public.

Très grands, comme vous le savez, sont les sacrifices que le gouvernement russe a dû faire et il ne saurait guère entrer dans ses vues d'augmenter encore les frais de la dernière opération en affectant des crédits spéciaux pour prévenir les attaques dirigées contre ses finances ou pour y répondre.

D'autre part, je me permettrai de vous dire, Monsieur, que je considère qu'il est du devoir du syndicat de veiller autant que possible à ce que la clientèle française des fonds russes ne soit pas exposée à subir l'influence d'attaques calomnieuses contre notre crédit. D'assez fortes sommes, si je ne me trompe, ont été assignées par le syndicat pour assurer le maintien de bonnes dispositions à l'égard de nos fonds et, sans préjuger la nature des mesures qu'il y aurait lieu de prendre, je ne puis vous cacher que, selon moi, c'est au syndicat qu'il appartiendrait d'affecter certains montants pour réagir contre la campagne actuelle.

Je vous prie de vouloir bien examiner cette question et me faire connaître la suite que vous y donnerez ou que vous penserez y donner.

Dans l'attente de votre réponse, je saisis l'occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

KOKOVZEV.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVZEV

Paris, le 12 juillet 1906.

Monsieur le Ministre,

...Une attitude nettement hostile aux finances rus-

ses est à signaler de la part de la presse française. En dehors des questions mesquines et intéressées qui motivent cette attitude des quotidiens français, il est à remarquer qu'un trust de baissiers s'est formé à Londres dont font partie : le *Times*, le *Temps*, le *Matin* et l'*Echo de Paris*. Ces alliés ont réussi à terroriser par des nouvelles sensationnelles la Bourse de Paris, qui, à l'heure actuelle, ne tient plus compte de l'état satisfaisant des finances de la Russie, mais exploite sincèrement l'effervescence momentanée qui règne dans les milieux politiques russes.

A. EFFRONT.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Paris, le 2 août 1906.

Monsieur le Ministre,

...L'*Information* qui, dans le temps, a été subventionnée par nous, a pris une attitude tellement hostile que j'en ai immédiatement signalé les inconvénients à M. THORS. Il paraît que les directeurs CHAVENON et MANTHI jouent beaucoup à la Bourse et sont vraisemblablement engagés à la baisse. J'ai reçu ce matin la visite de M. MAYER, directeur de l'*Agence Fournier*, qui m'apportait une lettre de M. Léopold MABILLAUD, directeur du Musée Social (très protégé par M. LOUBET) et mon collègue à l'Académie des Sciences.

M. MAYER venait naturellement me demander des subventions. Je lui ai dit très nettement que j'avais reçu des ordres absolument catégoriques de Votre Excellence de ne pas me mêler de la publicité subventionnée et qu'à mon très grand regret je ne pourrai, en l'occurrence, lui être utile auprès de vous. J'ai ajouté qu'il avait été très mal renseigné en me faisant figurer parmi ceux qui avaient assisté aux dé-

libérations du Consortium où l'on a délibéré sur l'intervention en hausse pour nos fonds. S'il avait des propositions à faire, c'était directement à St-Petersbourg et non par mon intermédiaire.

Il a, à St-Petersbourg, un correspondant qui s'appelle BEAU, qui est Français et qui sait le russe; il lui envoie pour 3.500 francs par mois de dépêches et touche 500 francs d'appointements. Ce renseignement fait voir qu'il ambitionne 3.000 francs par mois de la Russie. Il a naturellement déblatéré contre *Havas*, qui n'est que l'intermédiaire de *Wolf* et de *Reuter*, alors que lui ambitionne seulement de donner des faits exacts et non pas des impressions tendancieuses. Je connais ce langage, c'est toujours le même quand on offre une marchandise concurrencée par un tiers.

Après m'être ainsi défendu sur la question d'argent, j'ai été plus aimable et j'ai dit qu'à défaut d'argent, il y avait des nouvelles à donner et que dans une lettre à Votre Excellence je vous demanderai si vous avez des objections à recevoir M. BEAU. M. MAYER m'a dit que le journalisme moderne a bien changé; le journal sert maintenant aux intérêts d'un millionnaire et de sa clique : le *Matin* à BUNAU-VARILLA, le *Journal* à LETELLIER, l'*Echo de Paris* à Edmond BLANC, le *Petit Parisien* à Jean DUPUY. Les deux journaux qui auraient le plus d'influence sur la masse seraient le *Matin* et le *Petit Parisien*.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

6 août 1906.

Monsieur le Ministre,

... Le *Crédit Lyonnais* a des notes toutes prêtes sur nos finances, qui n'ont pas l'air d'être faites pour la

circonstance et qu'il envoie à ses clients, lorsque ceux-ci lui posent des questions. Il considère cela comme le meilleur que les articles des journaux...

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 31 août 1906.

Monsieur le Ministre,

...J'ai reçu hier De VINCENT, de l'Agence de la Presse Nouvelle. Je lui ai déclaré que le Ministère des Finances ne donnait plus de subsides ni d'appuis pécuniaires, qu'une affaire de cette nature intéressait le Ministère des Affaires Etrangères et celui de l'Intérieur autant que celui des Finances; qu'il fallait aller à Pétersbourg avec des introductions du Ministère français des Affaires Etrangères, car il est impossible de soutenir une agence antigouvernementale; enfin qu'il y avait une agence qui fonctionnait très bien (celle du S. P.), avec laquelle on pouvait entrer en contact pour avoir un rédacteur. Je me cantonne sur ce terrain susindiqué à l'égard de tous ceux qui viennent me voir. Cela ne me crée plus de sympathies comme par le passé...

J'ai reçu la visite du Directeur d'une grande Banque qui est venu attirer mon attention sur ce que le gouvernement russe semblait trop abandonner à elle-même l'opinion publique en France. Si on laissait aller la presse, il fallait au moins mettre la main sur l'Agence Havas. C'était là la clé de la position et les affaires n'allant pas bien, cela ne devait pas être coûteux. J'ai répondu : « Nous en sortons, nous avons essayé en son temps, mais sans grand succès durable. C'est de la théorie, il faut voir la chose dans la pratique. »

...Hier, j'ai indiqué comme économie la suppres-

sion du *Nord*, parce que l'effet utile que nous devons rechercher n'a pas été produit au point de vue du cercle des lecteurs. Il faudrait lui donner ouvertement une subvention de 10.000 francs si l'on y tient et ne pas l'obliger à publier des annonces coûteuses.

Il ne faudrait à aucun prix, si l'on faisait les rognes, suggérer ou découvrir l'agent du Ministère à Paris. Je me retrancherai derrière la décision prise à St-Petersbourg.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. POUTILOV

Paris, le 23 septembre 1906.

Mon cher collègue,

...Dans la conversation que M. Jean DUPUY a eue avec le Ministre des Affaires Etrangères et l'ambassadeur de Russie, il a insisté sur la difficulté pour la presse française d'être renseignée sur les événements en Russie, sur les fausses nouvelles, etc. Il a été écouté avec beaucoup de bienveillance. J'ai fait observer que cela tenait à l'ignorance des correspondants envoyés en Russie et à leur complète subordination à l'influence des journalistes : un gouvernement n'est pas en mesure de lutter à armes égales, etc. Vous connaissez la thèse. M. Jean DUPUY a laissé entendre que les correspondants sont des hommes, et à ce titre influençables. Après cela, il m'a expliqué qu'il ne comprenait pas que le gouvernement russe n'eût pas à Paris un bureau de la presse régulièrement constitué, en relations avec les principaux organes et dominant l'Agence Havas. « On ne peut acheter les grands organes, on peut

se les attacher par diverses façons, par des annonces, etc... » Je n'ai pas voulu m'engager sur ce terrain glissant. J'ai répondu en citant l'exemple du *Temps* qui est aux mains des Cadets et qui n'a cessé de nous trahir dans sa partie politique.

Il est évident que si, moyennant un contrat en bonne et due forme, le *Petit Parisien* voulait, en échange de 20.000 francs d'annonces, s'engager à soutenir le gouvernement et étouffer les fausses nouvelles, cela en vaudrait la peine.

DUPUY se plaint d'avoir dépensé pendant la guerre de 30 à 40.000 francs par mois. Cela n'est pas notre faute...

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 24 septembre 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu ce matin la visite de LENOIR, qui m'a apporté les épreuves de la correspondance de NAUDEAU dans le *Journal*, rendant compte d'une interview avec Votre Excellence et donnant une autre impression que M. Alexandre ULAR. Notre ancien agent m'a demandé si je jugeais à propos de donner un supplément aux 5.000 que recevait le *Journal*; je retournai ma poche pour lui montrer qu'elle était vide et je lui ai dit de s'entendre avec la *Banque de Paris*. Je n'avais plus rien dans cet ordre d'idées. Les mensualités du Syndicat vont encore être payées en septembre et en octobre, et puis après cela il n'y aura plus rien. Les banquiers s'en inquiètent, paraît-il.

Il paraîtrait possible que MM. POINCARÉ, SARRIEN et ETIENNE quittassent le Ministère et que nous eussions un cabinet plus radicalement homogène sous

la direction de M. CLEMENCEAU. Cela ne fera pas grand plaisir aux financiers.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 27 septembre 1906.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence n'aura pas eu le loisir de suivre les péripéties de l'affaire du curé de Châtenay, DELARUE, qui avait mystérieusement disparu, dont on avait retrouvé la bicyclette et le chapeau et que l'on déclarait assassiné. Or, le jour où l'on célébra une messe pour le repos de son âme, il reparut tout à coup à Bruxelles, avec une amie institutrice. Il paraît que c'est une histoire machinée par le *Matin*, en ce sens que depuis trois mois le journal de BUNAU-VARILLA était en relations avec le curé apostat du célibat et qu'il ne l'a dévoilé que lorsque celui-ci eut fini de dicter ses mémoires au rédacteur qui a écrit ceux du général ANDRÉ...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la visite de M. BERTHOULAT, ancien député, rédacteur en chef de la *Liberté*, journal du soir et à un sou, qui a un tirage relativement considérable.

La *Liberté* nous a toujours soutenus et défendus.

Elle a eu le mérite de chercher à mettre au point les fausses nouvelles répandues par les agences et ne s'est jamais associée à la campagne de dénigrement dont nous avons été les victimes. Récemment, elle a publié un tableau de la situation en Russie, d'après ce qu'un Français qui avait passé deux mois à parcourir la Russie lui a dit. Ce tableau était en effet rassurant.

J'ai dit à M. BERTHOULAT que vous m'aviez donné des instructions réitérées de cesser toute relation d'ordre subventionnel avec la presse depuis la fin de la guerre et que vous me les avez encore renouvelées à mon récent voyage.

« A qui faut-il s'adresser, m'a-t-il répondu, puisque vous me renvoyez aux banquiers et que mes amis de la *Banque de Paris* m'ont adressé à vous? »

« Je l'ignore, mais pas à moi. »

Je vous transmets le récit de cette demande. Y aurait-il moyen d'augmenter le contingent de la *Liberté* pour les annonces de tirages sur les économies suggérées ?...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVITZEV

Paris, le 4 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de rapporter respectueusement à Votre Excellence que ROUVIER a repris sa position dans la haute Banque en réintégrant le fauteuil présidentiel de la *Banque Française pour le Commerce et l'Industrie*, qu'il avait abandonné depuis deux ans, devenant successivement Ministre des Finances et Président du Conseil. ROUVIER a en outre accepté une situation prépondérante au *Comptoir National d'Es-*

compte. De cette façon, l'ancien Président du Conseil est devenu presque le généralissime de la haute Banque, avec lequel le gouvernement français se verrait forcé de compter lors des réformes fiscales que ce dernier se propose de réaliser durant la session législative qui va s'ouvrir dans une quinzaine de jours...

J'ai l'honneur...

A. EFFRONT.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 5 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

La publication du rapport adressé par Votre Excellence à M. le Président du Conseil a fait beaucoup de bruit (1). S'il avait été offert au *Journal des Débats*, par exemple, au lieu de l'être au *Temps*, je pense que ni les *Débats*, ni d'autres comme le *Figaro*, ne l'auraient inséré. Ce n'est pas le premier coup de traîtrise du *Temps*, qui a touché 100.000 francs du Syndicat des banquiers lors de l'emprunt 1906...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

(1) Il s'agit d'un long article publié par *Le Temps* du 5 octobre : « Un rapport confidentiel de M. KOKOVITZEV ». Ce rapport fut adressé par KOKOVITZEV à STOLYPINE le 18 septembre et par voie mystérieuse tomba entre les mains du correspondant du *Temps*.

Dans ce rapport KOKOVITZEV décrit la situation désespérée des finances russes.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 6 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

Après la réception du télégramme de M. Lvov, j'ai renvoyé un télégramme pétersbourgeois à l'Agence *Havas*, — par l'intermédiaire de M. LENOIR, lequel a eu de la peine à me le faire passer, paraît-il, car il n'a pu montrer l'original, — qui l'a inséré cependant, mais en publiant en même temps un télégramme venu directement et qui, par sa malheureuse rédaction, a eu le plus mauvais effet. Je vous envoie les deux dépêches superposées : la mienne admet l'existence du document. Les journaux la reproduisent... J'ai écrit encore une seconde note qui doit passer dans les journaux et qui donnera le ton. Le *Figaro* dans sa partie financière, le *Journal des Débats* dans son Bulletin, ont très bien expliqué la portée de votre effort et du résultat obtenu.

Ce soir, les *Débats*, à leur « Dernière Heure », publieront un télégramme dans le même sens, que j'ai rédigé pour eux...

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, le 8 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu une longue visite de M. le comte de SAINT-MAURICE, rédacteur de la politique étrangère au *Gil Blas*. SAINT-MAURICE fut l'agent secret de MOTONO auprès de la presse française, pendant la guerre, et le distributeur des fonds parmi les journalistes pour le Japon. Aujourd'hui que cette source est tarie, il se retourne d'un autre côté. Il a l'inten-

tion de publier une brochure populaire pour faire connaître la Russie au public français et il est venu me demander des documents. Je l'ai très bien reçu : je lui ai donné « La Russie à la fin du XIX^e siècle », le « Marché financier », le « Commerce entre la Russie et la France », mais je lui ai dit que je n'avais pas d'argent, que je ne pouvais pas vous en demander. Une fois la brochure faite et imprimée, on pourra en prendre un certain nombre.

SAINT-MAURICE est l'ennemi juré d'ULAR, qui est un farceur. C'est un israélite silésien ou hongrois, qui porte un tout autre nom en réalité, qui fait de l'espionnage politique et qui a été en bonnes relations avec les extrémistes antigouvernementaux russes, lesquels n'en veulent plus. C'est un homme très habile et très fourbe.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KOKOVITZEV A M. DE VERNEUIL

St-Petersbourg, le 29 septembre/12 octobre 1906.

Cher Monsieur,

Après ma dernière lettre qui vous est parvenue, par ma faute, avec un retard notable, je n'aurais pas eu l'intention de vous écrire à nouveau, si les circonstances n'étaient telles que je manquerais à mon devoir en n'attirant pas votre attention sur un fait dont vous saurez mieux que moi apprécier l'importance. Vous aurez, j'en suis persuadé, remporté de nos entretiens des mois de janvier et d'avril derniers l'impression de l'intérêt que le Ministère russe des Finances porte à la position adoptée par la presse française à l'égard de nos finances. Vous savez l'importance des dépenses faites par nous pour la publicité pendant toute la durée de la guerre et l'insi-

gniffance des résultats obtenus du chef de ces dépenses. Vous avez eu l'obligeance de m'indiquer, en janvier, les défauts de l'organisation de cette affaire adoptée jusqu'alors et de me proposer pour l'avenir d'intéresser à cette question les représentants des grandes institutions de crédit. Je suivis vos conseils et, comme vous le savez, lors du dernier emprunt, c'est le Syndicat des banquiers qui se chargea des soins de la publicité. Les suites démontrèrent entièrement la justesse de vos idées. Pendant les pourparlers relatifs à l'emprunt et toute la durée de mon séjour à Paris, l'attitude de la presse fut favorable. Craignant de ne pas obtenir les subventions attendues, la presse fit le silence sur l'emprunt et nous aida par là à venir à bout de beaucoup de difficultés. A ce que j'ai pu comprendre, le Syndicat a de son côté accompli scrupuleusement ses engagements : la presse eut ce qui lui avait été promis. Mais dès que l'argent fut reçu, les anciennes attaques accompagnées de toutes sortes de nouvelles fantaisistes, de bruits les plus incroyables et de commentaires tendancieux et hostiles des faits les plus naturels et même tout à fait favorables, par exemple les commentaires du *Temps* au sujet de ma lettre au Président du Conseil, recommencèrent de plus belle.

En appréciant à sa juste valeur ce triste fait, je crois que vous conviendrez avec moi qu'il serait absolument inutile de revenir au système antérieur des subventions à la presse. Ses exigences et sa vénalité ne peuvent guère nous encourager à recommencer. Je ne vois pas, en outre, le but qu'il y aurait à le faire. Il est impossible, par des moyens artificiels, de relever le niveau des fonds d'un grand Etat. Or, nous n'avons pas l'intention dans un proche avenir de nous adresser au crédit étranger, ce qui seul pourrait justifier le renouvellement de tentatives jusqu'ici infructueuses.

Il m'est impossible, d'autre part, d'attirer le concours des grandes institutions de crédit dans cette affaire. Vous connaissez le rôle qu'elles jouent dans le placement et maintien des fonds russes et vous conviendrez, selon toute probabilité, que je ne dois pas m'attendre de leur part à des sacrifices au nom de la stabilité de notre crédit.

Néanmoins, je ne trouve pas qu'il soit adroit de ne prêter aucune attention à cette question. Les intérêts du crédit russe en France sont trop importants et ne se bornent pas au côté financier. Il me semble que l'élément politique a joué le rôle prépondérant...

KOKOVITZEV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, le 14 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai vu hier M. NÉLIDOV, retour de Biarritz et se portant très bien. Nous avons beaucoup parlé de votre lettre confidentielle, qu'il apprécie comme tous les gens raisonnables et sensés. Il partage l'avis qu'étant donné l'abîme (comme disent nos adversaires systématiques) où nous sommes, il n'y a vraiment pas grand compte à tenir de la presse. Quel mal celle-ci peut-elle nous faire en dehors de celui qu'elle a essayé de nous infliger ? Le *Temps*, qui a touché cent mille francs du Syndicat, en mai 1906, est le plus bel exemple d'ingratitude. Tout ce qu'il faut, c'est un très petit nombre d'endroits où l'on puisse faire mettre ce qu'il est indispensable de faire savoir...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

15 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir de nouveau la visite de M. Arthur MEYER, du *Gaulois*, que j'avais prié de passer chez moi pour lui donner une indication sur les annonces de tirages. Il est revenu à la charge sur les subsides à la presse. Il prétend que tous les journaux se plaignent de la parcimonie du gouvernement russe et laissent entendre qu'ils n'ont pas reçu l'argent que celui-ci avait destiné à acheter leur concours. Notamment depuis huit mois, il aurait été dépensé à Paris trois millions de francs, dont les journaux n'auraient rien eu — oui, mille francs par mois pour le *Gaulois*, quinze cents francs un autre. On ferait une enquête pour savoir où cet argent est resté et on en ferait parvenir le résultat en haut lieu. Il faut donc s'attendre à quelques attaques calomnieuses du côté français, et peut-être avec le concours de VERNEUIL. Comme ce sont des gens sans vergogne, ils sont très audacieux. J'ai dit à MEYER que, jusqu'à la paix, le gouvernement russe, sous le masque des banquiers, avait fait ce qu'il avait cru devoir faire, qu'il avait obtenu de bons résultats dans cet ordre d'idées et que, depuis lors, il se désintéressait de la question.

Nous avons, à Saint-Pétersbourg, les chèques de tous ceux qui ont touché, lui ai-je dit.

« Mais c'est à VERNEUIL que vous devez le salut des fonds russes et de votre crédit, non pas à vos largesses parcimonieuses dans la presse. Et le seul homme qu'il faille charger d'exercer une influence sur les journaux, c'est lui. Il a montré ce qu'il sait faire avec le monopole. »

Evidemment, il y a une certaine connivence entre les deux.

J'ai dit finalement à MEYER qu'à mon avis, les gouvernements n'ont pas à intervenir, qu'il faut laisser aller les choses. « Vous avez tort. Vous regretterez d'avoir laissé s'établir cette atmosphère d'hostilité. Je vous ai indiqué les voies et moyens. »

Il est intéressant que vous soyez au courant de cette manœuvre. J'ai dit à MEYER que le Ministère des Finances avait dû être ménager des fonds de l'Etat, même dans les relations avec la presse, et que je m'en félicitais de plus en plus.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 17 octobre 1906.

Monsieur le Ministre,

...Hier soir à la première représentation de la *Courtisane* au Théâtre-Français (ennuyeux cinq actes en vers, où un homme des bois devient premier ministre après avoir tenu des discours à la JAURÈS et appliqué le communisme), j'ai rencontré Jacques HÉBRARD, codirecteur du *Temps*, auquel j'ai dit son fait relativement à l'appui qu'il prête aux K.D. Il y avait là COCHERY, l'ancien Ministre des Finances, et le fils du Président actuel de la République qui m'ont aidé dans ma démonstration.

Je suis, je suppose, dans la note juste, en refusant d'avoir rien à faire avec la presse, dont les arrangements financiers avec le Syndicat expirent le 5 novembre.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 9 novembre 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai vu hier notre ambassadeur qui avait eu l'occasion à deux reprises de s'entretenir avec le respectable Président de la *Banque de Paris*. Celui-ci lui a exprimé un avis très rassurant concernant l'avenir de notre crédit et, de plus, il a ajouté qu'il s'occuperait d'exercer une influence modératrice sur le journal le *Temps*. Je sais que d'autre part aussi, des efforts ont été faits pour faire sentir à BOYER toute l'absurdité de son parti pris.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Novembre 1906.

Monsieur le Ministre,

...Le comte de ST-MAURICE, qui fut le cornac des Japonais en France et qui publia en 1905 une brochure de 72 pages sur la situation économique du Japon, brochure vendue 1 franc, mais distribuée gratuitement par les soins de VERNEUIL, demande quel concours il pourrait attendre de la Russie s'il compilait quelque chose d'analogue. La légation du Japon lui en prit 10.000.

RAFFALOVITCH.

[A cette lettre, le Ministre, par une lettre du 10/23 novembre 1906 signée de Lvov, a répondu que « nous pourrions éventuellement prendre 5.000 exemplaires à 1 franc, si le plan de l'ouvrage proposé convient au gouvernement russe. »]

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 9 décembre 1906.

Mon cher collègue,

J'ai envoyé au Ministre le plan de la brochure que le comte DE SAINT-MAURICE m'a proposé de faire pour la Russie, sur le modèle de celle que les Japonais lui ont fait lancer l'an dernier.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. NOETZLIN

Personnelle et confidentielle.

29 novembre 1906.

Monsieur et cher collègue,

Il est parvenu au Ministère des Finances l'écho des rumeurs suivant lesquelles certains journaux français se plaindraient d'avoir été traités trop parcimonieusement lors des allocations faites à la presse ; l'on insinuerait même que les fonds à cela destinés n'auraient pas en partie reçu leur véritable destination et lesdits organes se prépareraient, à ce qu'il paraît, à manifester leur mécontentement par des démonstrations hostiles à notre égard.

Ces divers bruits seront peut-être parvenus à vos oreilles et je vous serais très reconnaissant, cher Monsieur, de me dire ce qu'il en est au juste. Nous ne comprenons point ce qui peut motiver ces revendications posthumes. Vous connaissez l'importance des sacrifices qui ont été faits par le gouvernement et par le Syndicat dans cet ordre d'idées. La presse s'attendait-elle à les voir se continuer sans cesse, est-elle dépitée de voir tarir cette source de revenus ? Ou bien ne serait-ce point la jalousie de la

part de quelque feuille, ayant appris que d'autres avaient été plus favorisées qu'elle ?

Je désirerais beaucoup avoir sur tout ceci votre avis et connaître aussi votre opinion quant aux suites qui pourraient en résulter.

En vous priant de m'excuser, je saisis l'occasion, Monsieur et cher collègue, pour vous renouveler les assurances de mes dévoués sentiments.

Bien cordialement à vous,

L. DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

2 janvier 1907.

Mon cher collègue,

On m'écrit que le correspondant du *Journal*, NAUDEAU, est furieux de ce que le *Matin* ait publié un article aussi retentissant sur la meilleure situation russe et qu'on ne se soit pas adressé au *Journal* avec les mêmes arguments.

Il prétend que l'an dernier, il a publié une entrevue avec notre ministre, qui a fait la hausse des fonds russes. L'administration du *Journal* lui aurait écrit qu'il avait été trop naïf en faisant cela pour rien. NAUDEAU serait très ennuyé.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

3 janvier 1907.

Mon cher collègue,

J'ai eu la visite de M. DOUNINE RAIKOVSKY, chef à Paris du Service russe de l'Agence *Fournier*. Il m'a beaucoup parlé de vous, qui lui aviez demandé ce que valait en argent la faveur qu'il a sollicitée d'une

réduction du tarif télégraphique, et il vous aurait répondu : une vingtaine de mille francs. Un mot de moi suffirait à les lui faire accorder. J'ai répondu qu'il se trompait absolument. Je lui ai dit qu'il devrait faire pendant un mois, six semaines, un recueil des télégrammes relatifs à la Russie que publie *Fournier*, et en face les journaux qui les insèrent : il donnerait ainsi la preuve de sa force de pénétration. J'ai ajouté que le Ministre de l'Intérieur, chef du Cabinet, était plus intéressé à faire agir par des nouvelles au dehors.

... Faites donc demander à M. NOETZLIN de procéder à une enquête sur *Fournier*, son utilité, etc... Je manque peut-être de clairvoyance.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

7 janvier 1907.

Monsieur le Ministre,

...Le représentant du journal le *Gil Blas* est venu me voir de la part de ses directeurs pour me dire qu'ayant reconnu s'être trompés et avoir été trompés sur la Russie, ils avaient cessé leur campagne d'attaques, congédié ULAR en lui payant une indemnité. J'ai répondu que je ne comprenais pas le but de cette visite, attendu que le *Gil Blas* avait pu dire et se taire, sans que nous nous en soyons émus et préoccupés. Je n'avais d'ailleurs ni fonds secrets, ni aucune ressource pour la presse. L'émissaire du *Gil Blas* s'est alors rabattu sur la peine de signaler le changement d'attitude de ce journal à la *Banque de Paris*.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 9 janvier 1907.

Monsieur le Ministre,

M. SCHELKING part pour St-Petersbourg en qualité de correspondant du *Temps*. Ce journal, depuis 2 ou 3 mois, est devenu plus raisonnable à l'égard du gouvernement russe. Quelle que soit l'opinion qu'on ait de lui et de ses collaborateurs, il a une certaine influence dans la bourgeoisie française. D'autre part, son influence, tout en étant grande pour le mal, est limitée. M. SCHELKING a le grand désir d'être reçu par Votre Excellence, par M. ISVOLSKY et par M. PHILOSOPHOV (1). Il y aurait, à mon avis, plutôt avantage à lui accorder audience en pensant d'avance à ce qu'on veut lui dire et à ce qu'il doit écrire dans le *Temps*. Il a partie liée avec TARDIEU (Georges VILLIERS) du *Temps*, qui dirige la partie étrangère de ce journal. Il convient donc à notre Ministère des Affaires Etrangères d'avoir la paix de ce côté. Il paraît que M. PICHON qui, par l'intermédiaire de TARDIEU et SCHELKING, aurait récemment fait publier ses idées dans un journal de Vienne, serait content si M. ISVOLSKY, à son tour, répondait par quelques amabilités par la voie du *Temps*.

Il suffirait de savoir à l'avance qu'il faut parler des relations avec la France, avec l'Angleterre, avec l'Allemagne, des négociations avec le Japon et dire, si l'on veut, un mot sur les affaires de Bagdad. Votre Excellence pourra profiter de ce canal pour exposer les idées qu'elle jugera saines et utiles, de même notre Ministre du Commerce. J'ai dit à M. SCHELKING qu'il devait chercher à être le contraire d'ULAR. Il veut envoyer des impressions justes de St-Petersbourg.

En second lieu, j'ai rencontré aujourd'hui Jules

(1) Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ROCHE, qui est devenu directeur de la *République Française*, le journal fondé par GAMBETTA, qui fut ensuite l'organe de Jules FERRY, de MÉLINE. Jules ROCHE nous a beaucoup aidés pour le traité de commerce l'an dernier et il est très bien disposé.

Il s'est figuré que nous faisons beaucoup pour la presse sous toutes sortes de formes : abonnements, annonces, etc. Je lui ai dit que c'était de la légende pure et simple, que nous n'avons pas de fonds pour cela, que je n'en avais en tout cas point à ma disposition, que nous n'avions pas pris d'abonnement (HANSEN l'a fait au *Figaro*), et que j'étais fort embarrassé à son égard, alors que j'aurais eu le vif désir de lui être agréable.

Que peut-on faire pour lui?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

11 janvier 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la copie d'un entrefflet de la revue hebdomadaire : *Le Courrier Européen*. Ce journal est fort peu répandu en dehors des cercles révolutionnaires et antirusses. Il fut fondé avec le concours des Finlandais, qui ont été les ennemis les plus habiles et les plus persévérants de la Russie gouvernementale, jusqu'à la restitution de leurs droits. On ne saura jamais tout le mal que feu PLEHWE nous a fait !...

Stéphane LAUZANNE, qui a dîné hier chez moi, me dit que BUNAU-VARILLA est à Saint-Petersbourg. Je suppose qu'on aura reçu ce puissant seigneur avec tous les honneurs qui lui sont dus. Je ne doute pas qu'il aura su se montrer très convaincu du grand

rôle du *Matin*. Je m'explique maintenant l'entrefflet mystérieux sur notre relèvement financier. Ne pas négliger de donner une belle décoration à BUNAU-VARILLA, cela me paraît mériter l'attention.

Il a fait ce voyage sur le conseil de Paul DOUMER..
Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M... A M. ANSPACH

Monsieur Anspach, Grande rue des Ecuries, 13, log. 39, en ville.

La Chancellerie des Opérations de Crédit a l'honneur de vous informer que M. le Ministre n'a pas jugé possible d'accorder à la *Revue des Etudes franco-russes* le subside dont vous lui adressiez la demande, au nom de M. LARIVIÈRE.

Le Vice-Directeur : (Signature).

Le Chef de section : (Signature).

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 9 février 1907.

Monsieur le Ministre,

Y aurait-il moyen de trouver une forme quelconque, d'allure officielle, pour confirmer l'exactitude du renseignement apporté à la tribune du Parlement français par M. CAILLAUX, relativement au fait que le gouvernement impérial a conclu l'emprunt 1906 dans des conditions *forfaitaires* et au prix ferme fixé par le contrat, et qu'en dehors de ce prix, aucune espèce de commission n'a été payée par le gouvernement russe à personne sous une forme quelconque. Les

banquiers se sont arrangés comme ils l'ont entendu pour les frais de publicité, guichets, etc...

Cela rétablira l'exactitude des faits, confirmera ce que M. CAILLAUX a dit et ne donnera pas lieu, je le suppose, à grande polémique. Il faudrait que la publication soit faite à Saint-Petersbourg et transmise à l'étranger par les agences.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DU PRINCE MICHEL ANDRONIKOV
A M. KOKOVITZEV

Ce 30 janvier 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai appris à regret que la pétition du subside pour M. LARIVIÈRE a été rejetée.

J'ose espérer que ce n'est pas le dernier mot et que ce n'est que remis. Car, s'il est un temps où des hommes aussi bien posés qu'un trésorier-payeur général puissent rendre de véritables services à la politique de notre gouvernement, c'est bien le temps que nous traversons. M. LARIVIÈRE, qui jouit d'une grande autorité dans le monde financier français, mérite qu'on l'encourage, car c'est un réel et sincère ami de la Russie, et un subside aussi minime que celui que M. ANSPACH a demandé pour lui ne peut aucunement charger le Trésor.

Dans l'espérance que Votre Excellence lui daignera accorder la somme demandée comme preuve de son estime et comme récompense de tout ce qu'il a fait, j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble serviteur.

Prince Michel ANDRONIKOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 7 mars 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai envoyé à M. DAVIDOV un numéro des *Etudes franco-russes*, de LARIVIÈRE, auquel les 2.000 francs, absolument inutiles, de subvention annuelle ont été supprimés. La réponse a été une attaque sauvage dans le dernier numéro contre Votre Excellence. M. de LARIVIÈRE a été décoré dans le temps sur la présentation du Ministère des Finances parce qu'il publiait les flagorneries d'un certain ANSPACH, flagorneries contre lesquelles je n'ai cessé de protester. LARIVIÈRE est un fonctionnaire du Ministère français des Finances, trésorier-payeur général en province. Je me demande s'il ne faudrait pas dire un mot de son attitude inconvenante soit à BOMPARD, soit à CAILLAUX.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

20 mars 1907.

Monsieur le Ministre,

Je me suis acquitté aujourd'hui auprès du chef de la Chancellerie de M. CAILLAUX de la commission concernant M. de LARIVIÈRE, trésorier-payeur général. J'ai exposé les faits et l'on m'a promis de donner le savon nécessaire à la tête de M. de LARIVIÈRE.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 22 mars 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai été avisé hier par M. DES TOUCHES, chef de Cabinet du Ministre des Finances, que M. de LARIVIÈRE avait été cité devant le Directeur du Mouvement général des Fonds (Chancellerie de Crédit), qui lui a fait les remontrances sévères qu'il mérite. Il a été mis en demeure de quitter la *Revue des Etudes franco-russes*; dans l'espace de deux mois il doit, ou passer la direction à quelqu'un d'autre, ou laisser tomber la *Revue*.

Votre Excellence a donc eu toute satisfaction et je crois qu'il y aurait lieu de remercier M. CAILLAUX de sa collégialité. Je l'ai déjà fait, mais ce n'est pas la même chose.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KOKOVITZEV A M. RAFFALOVITCH

Saint-Pétersbourg, le 13/26 mars 1907.

Monsieur,

Je vous prie d'être auprès de M. le Ministre des Finances l'interprète de ma reconnaissance pour l'accueil si courtois qu'il lui a plu de réserver à la démarche que je vous ai chargé de faire auprès de lui au sujet de M. de LARIVIÈRE.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération très distinguée.

KOKOVITZEV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

1^{er} avril 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu une longue conversation avec M. CAILLAUX, qui m'avait fait prier de passer chez lui. Il s'agissait de la demande présentée par un journal, *Messidor*, en vue d'avoir des annonces. J'ai répondu qu'à ma connaissance, il n'était pas possible d'élargir le cadre, que bien au contraire on cherchait à le rétrécir par des économies.

Nous avons parlé du budget..

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 24 avril 1907.

Monsieur le Ministre,

...Il paraît que SCHELKING a exercé une action calmante sur le *Temps* dans la mesure où cela est possible. Mais il y a dans ce journal des intérêts multiples et divergents ; SCHELKING a beaucoup d'entregent et place sa prose dans les journaux alors que cela ne m'est plus possible sans arguments sonnants, sauf dans les journaux économiques et quelques autres organes analogues.

Il serait désirable de ne pas perdre une force comme SCHELKING, qui peut être très utile. Le moyen de se l'attacher, c'est de lui rendre l'uniforme de Cour et de l'inscrire à un Ministère non actif (Cour, Haras, Institutions Marie).

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 mai 1907.

Monsieur le Ministre,

...Je vous ai transmis des demandes pressantes pour *Messidor*. Il paraîtrait, à ce qu'on raconte, que l'argent nécessaire à la création de cet organe a été trouvé d'une façon ingénieuse. ALBERT, prince de Monaco, a donné au député qui a fondé cet organe une concession de lombard (Mont-de-Piété) à ouvrir à Monte-Carlo, et le député ayant passé la concession à une compagnie pour une somme de... a pu créer l'organe en question...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

26 mai 1907.

Monsieur le Ministre,

...SCHELKING se plaint de ce qu'il commence déjà à être brûlé parmi les journalistes. Il n'y a pas de gens plus difficiles à fréquenter que la gent écrivassière française...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 20 juin 1907.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir une lettre de l'agence *Havas*, m'annonçant que l'abonnement qui lui était versé

depuis longtemps déjà ayant été suspendu, elle me prie de lui donner des instructions sur le point de savoir si elle doit continuer ou suspendre l'envoi de ses feuilles de dépêches à mon domicile, pour lequel elle touchait 500 francs...

Je n'ai jamais rien payé directement à l'agence *Havas*. Lors de l'arrangement fait par l'intermédiaire des banques (LENOIR) avec la presse, des subventions furent payées à *Havas* qui m'envoya gracieusement et à titre de contrôle, en quelque sorte, ses feuilles. Directement, je n'ai jamais pris d'abonnement chez eux.

L'Ambassade est-elle abonnée ? A-t-elle cessé de l'être ? Y a-t-il eu des modifications dans les arrangements de la *Banque de Paris* pour réduire la somme payée ? Est-ce une tentative au lendemain de la dissolution pour renouer avec nous (Ministère des Finances), je n'en sais rien. Je ferai venir LENOIR, afin de me renseigner.

J'ai fait la bête auprès de l'agence *Havas* pour le moment et j'ai écrit : « Je transmets à Saint-Petersbourg la demande que vous voulez bien m'adresser, relative à un abonnement à l'agence *Havas*, pour lequel aucun crédit n'est à ma disposition. »

Le service que peut nous rendre *Havas*, c'est d'insérer les communications que nous avons l'occasion de lui faire, et, si l'on peut avoir la certitude qu'elle insérera toujours les communiqués du Ministère des Finances, cela vaut un abonnement de cinq cents francs par mois, parce qu'il y a des moments où l'on est très embarrassé pour faire passer quelque chose. *Havas* est le grand véhicule-omnibus...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Juin 1907.

Mon cher collègue,

...Voulez-vous expliquer à Son Excellence le Ministre des Finances que l'agence *Havas* a reçu du Syndicat des Banques qui ont pris l'emprunt 1906 une subvention pour une année (qui a expiré le 29 mai) à raison de 5.000 francs par mois. Le Syndicat me fait envoyer les feuilles *Havas*. L'arrangement avec le Syndicat étant venu à terme, l'Agence *Havas*, qui ne néglige pas les petits bénéfices, voudrait avoir un abonnement de 5.000 francs du Ministère des Finances. J'ai communiqué au Ministre la lettre qu'elle m'a écrite et ma réponse dilatoire. Il serait peut-être habile de s'abonner pour 6 mois, c'est-à-dire 3.000 fr., pour avoir une certaine influence sur elle. Il ne faut pas oublier qu'*Havas* est le pivot des nouvelles.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

RAPPORT DU MINISTÈRE DES FINANCES

Copie.

21 juin 1907.

Déjà en 1904, le Syndicat des banques françaises a ouvert un compte spécial « Compte publicité russe » dans le but d'aider la Trésorerie d'Etat à augmenter la somme « Publicité » destinée à quelques publications, et entre autres à l'agence *Havas* (5-10.000 fr. par mois).

En 1906, au moment de notre dernier emprunt, le Syndicat a conclu un contrat d'une année avec l'Agence *Havas*, lui payant 5.000 francs par mois, et l'Agence envoya, selon l'indication du Syndicat, son

bulletin à M. RAFFALOVITCH. Le contrat ayant pris fin, l'Agence a cessé l'envoi du bulletin et a écrit à notre agent, lui proposant de continuer l'envoi contre le paiement de 5.000 francs (abonnement habituel). Etant donné la grande importance de cette Agence, M. RAFFALOVITCH trouve désirable de s'abonner au bulletin de l'Agence *Havas* pour six mois.

[En marge, note manuscrite: *Le ministre consent.*]

DU MINISTRE DES FINANCES A M. RAFFALOVITCH

Juin 1907.

La Chancellerie des Opérations de Crédit a l'honneur de vous informer que M. le Ministre, ayant pris connaissance de votre lettre du 20 juin, vous autorise à prendre un abonnement de six mois au bulletin de l'Agence *Havas*.

Le Directeur : (signature).

Le Chef de section : (signature).

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

18 octobre 1907.

Monsieur le Ministre,

« De profundis » pour le *Nord*. Il se meurt en cherchant à me mordre. J'ai toujours considéré comme un devoir d'empêcher le gaspillage de l'argent des contribuables et de vouloir l'efficacité de l'effort. Le fait de la mort du *Nord* ne me surprend pas. Elle était aussi certaine que celle des autres organes analogues, la *Revue russe* de PLEHWE et de MANOUILOV, par exemple.

Le tort initial a été de donner, pendant de longues années, 10.000 francs pour le *Nord* en annonces, malgré toutes mes protestations.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 21 octobre 1907.

Monsieur le Ministre,

... Dans la presse parisienne, il existe une légende que c'est moi qui suis le distributeur des fonds secrets. Or je n'ai pas de fonds secrets. Je souhaite que le Ministère des Affaires Etrangères et celui de l'Intérieur fassent eux-mêmes leurs affaires dans la presse.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 25 octobre 1907.

Monsieur le Ministre,

... J'ai reçu ce matin une visite bizarre (en présence de mon secrétaire), celle de M. MACRY, fermier de la partie financière du *Cri de Paris*, qui est venu me demander les annonces de tirages. Oh! bien entendu, à titre personnel, mais afin de pouvoir exercer une pression sur M. FINOT, l'amener soit à changer le ton de ses attaques, soit à rembourser au susdit fermier (MACRY, 26, rue Pierre Charron). J'ai répondu à M. MACRY qui parlait aussi du *Radical* qu'il eût la bonté de m'écrire une lettre, car je ne m'occupais pas du tout de publicité financière.

Quant au *Cri de Paris*, personnellement j'avais été fort attaqué par M. FINOT et tourné en ridicule. Je ne croyais pas de ma dignité de rien faire pour faire cesser ces exercices de M. FINOT.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 26 octobre 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai vu aujourd'hui M. CAILLAUX au déjeuner du Ministre des Affaires Etrangères en l'honneur de M. et Mme ISVOLSKY...

Je lui racontais en plaisantant la visite du fermier de la partie financière du *Cri de Paris* (cette revue hebdomadaire nous attaque bêtement aujourd'hui en reproduisant une conversation entre BLEICHRAEDER et BISMARCK : les morts ne rectifient pas et ne démentent pas), lorsque M. CAILLAUX m'a dit : « Ah! à propos, GÉRAULT-RICHARD n'est pas content de vous; vous n'avez rien fait pour *Messidor*. Vous avez tort. »

Messidor est un journal du soir dont le directeur est le député socialiste que je viens de nommer. J'ai répondu que, comme je n'avais rien, je ne pouvais rien...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 5 novembre 1907.

Monsieur le Ministre,

...Si le vicomte d'AVENEL, collaborateur de la *Revue des Deux Mondes* (où il a écrit sur les grands

magasins, les institutions de crédit, les théâtres, les Etats-Unis), qui a publié d'énormes volumes sur les prix en France depuis 4 ou 500 ans, demande audience, je prie Votre Excellence de le bien accueillir. Il va faire des conférences sur les découvertes de l'Histoire sociale et privée à Saint-Pétersbourg.

Il a de la fortune, ayant épousé successivement deux femmes riches, une Américaine qui a été victime de l'incendie du Bazar de la Charité, et ensuite la veuve du baron REILLE. C'est un grand bavard, qui s'agite beaucoup, reçoit les ambassadeurs chez lui. Il manque de jugement parfois, car il n'a pas vu venir la crise américaine...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 14 novembre 1907.

Monsieur le Ministre,

J'ai vu hier des gens du *Matin*, qui m'ont dit que M. BUNAU-VARILLA était furieux contre moi qu'il accuse de lui avoir fait supprimer les tirages, etc. Je leur ai répondu que la publicité ne me regardait pas et que d'ailleurs j'étais vacciné contre la colère des journaux et des journalistes. J'avais fait la même réponse à l'agent financier du *Matin*, LAFFON, lequel m'en voulait parce que j'avais donné de mauvais renseignements sur lui lorsqu'il avait voulu nous escroquer 2 millions pendant la guerre. Je ne suis pas le dispensateur des fonds du gouvernement russe et les annonces du *Matin* sont très coûteuses, à 5 ou 10 francs la ligne. A cette occasion, on m'a raconté que VERNEUIL serait un jour venu trouver BUNAU-VARILLA et lui aurait dit qu'il avait demandé 250.000 francs par mois au Gouvernement Impérial pour la

presse, que le *Matin* en aurait sa part et que BUNAU-VARILLA aurait refusé d'en avoir quelque chose. Nous connaissions cet épisode. Quoi qu'il en soit, j'ai tenu à vous prévenir que BUNAU-VARILLA voudrait avoir les annonces. J'ai conclu de ce désir que le *Matin* ne se sent pas très fort financièrement. Mon interlocuteur m'a dit en plaisantant : ne nous offrez pas 100.000 francs en ce moment...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 6 décembre 1907.

Monsieur le Ministre,

...On m'a parlé de l'idée de faire une revue, consacrée aux affaires russes, dans le genre de la revue *Le Brésil*, de la *Revue Sud-Africaine*, etc... Ce seraient des gens des Etudes franco-russes qui auraient eu ce projet.

J'ai répondu qu'il fallait me laisser tranquille, que je n'avais pas grande sympathie pour ce genre d'exercice, que la revue en question n'avait qu'à se fonder, à donner des preuves de vitalité, mais qu'en ce qui me concernait j'avais *soupié*, comme on dit en argot, c'est-à-dire que j'avais assez de ces publications créées pour soutirer de l'argent au Trésor. S'il y avait des gens intéressés à faire parler des affaires russes, cela les regardait. Si l'entreprise se fait, je donnerai des documents, mais pour le reste, je demeurerai sur la défensive.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 10 décembre 1907.

Monsieur le Ministre,

...M. VICHNEGRADSKY me demande des renseignements sur *Potentia*, la fameuse agence télégraphique qu'ont patronnée auprès de Votre Excellence MM. BOURGEOIS, ministre des Affaires Etrangères, et DOUMER, président de la Chambre, ainsi que M. MILLE-RAND. Je n'en ai plus de nouvelles. Je vais me renseigner.

Je vous envoie le dernier article de LYSIS, contre l'oligarchie financière.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

J'ai vu LENOIR ce matin qui m'a annoncé une levée de boucliers prochaine, peut-être lundi, de la part des journaux furieux de ne rien gagner à la hausse des fonds russes, furieux de ce que le Syndic des Agents de change mène la hausse et annonce qu'on arrivera à 100 prochainement. Pendant un certain temps, les journaux (ou plus exactement, leurs directeurs) n'ont fait que constater la hausse des fonds russes, mais en les voyant monter de 9 points en quelques mois, en entendant répéter que la campagne était menée par le Syndic agissant pour compte du gouvernement russe avec l'appui de votre agent à Paris, l'appétit est venu à Messieurs les journalistes; ils s'agitent et menacent. LENOIR sait aussi bien que moi qu'il n'a aucune vraisemblance d'obtenir un rouble du Trésor et que depuis le mois d'avril 1906 la coupure est complète. LENOIR qui aurait en portefeuille 24.000 francs de rente 3 % russe achetés aux environs de 60, sur lesquels il gagne 200.000 francs environ, voudrait négocier avec VERNEUIL.

et BARDAC (lesquels auraient liquidé ce qu'ils ont acheté) pour qu'on donnât aux principaux journaux une option sur les fonds russes. Cela ne nous regarde en aucune façon. Le bruit court aussi, me dit LENOIR, que j'aurais gagné quelques millions à la hausse. J'ai le regret personnel qu'il n'en soit rien.

Il paraît que BUNAU-VARILLA et le *Matin* me détestent de plus en plus, me faisant l'honneur de m'attribuer la cessation des 35.000 francs par an que VERNEUIL avait négociés. J'espère que la fameuse lettre impérative du Syndic exigeant 300.000 francs par mois jusqu'à la paix existe toujours dans les archives. JUDET, directeur de l'*Eclair*, journal nationaliste et très antigouvernemental, ami d'André GALITZINE et de KOTCHOUBEY, attend des subventions russes, qu'un grand-duc se serait fait fort de lui faire obtenir...

J'ai lavé la tête de LENOIR, intéressé dans le *Financial News*, à propos de l'article sur les finances russes. Il prétend que c'est dû à MARX lui-même. D'ailleurs il faut devenir impassible devant les attaques de la presse.

[Cette lettre secrète de RAFFALOVITCH est jointe à une lettre du 21 décembre 1907, dans laquelle RAFFALOVITCH dit entre autres : « Je vous envoie un article du *Financial News*, à la suite duquel je cesserai sans doute de collaborer à ce journal : j'aurais attendu mieux du nommé BERYL, qui faisait toutes sortes de courbettes. Inclus aussi un article de la *Vie Financière*, à propos de l'affaire ROUVIER. Comme il y a en perspective une émission et de la publicité, les gens dressent leurs batteries à l'avance ».]

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 29 décembre 1907.

Mon cher collègue,

J'ai fait un article dans les *Débats*, que voici, —

très vite, ce qui en explique les imperfections. J'ai loué la Russie et seulement indirectement notre chef: cela vaut mieux que les coups d'encensoir directs.

Je vous envoie une pseudo-correspondance qui a dû être faite ici et qui vous montre le désir de pourvoir de commandes l'industrie française en Russie.

Bien des amitiés,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. VICHNEGRADSKY

Cher collègue et ami,

Je vous recommande chaudement M. R.-G. Lévy qui, outre les mérites de bon administrateur, a celui d'être un écrivain très apprécié. Collaborateur de la *Revue des Deux Mondes*, des *Débats*, du *Temps*, du *Messenger de Paris*, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, il a fait toujours connaître la vérité sur nos finances. Recevez-le avec votre amabilité habituelle, ménagez-lui d'être reçu par le Ministre auquel j'écris pour annoncer que Raphaël-Georges Lévy demandera audience, et rendez-lui le séjour agréable et utile.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

NOTE

Budget pour la presse en roubles

Année	Tirages	Autres
1900	89.017	10.854
1901	97.100	47.854
1902	102.645	10.854
1903	105.500	10.854
1904	110.466	290.329
1905	128.333	585.466
1906	121.670	249.314
1907	121.443	26.504

*Répartition des sommes versées pour les
annonces de tirages*

	1906	1907
Russie	26.362	19.559
France	69.689	71.549
Allemagne	15.657	18.700
Hollande	6.445	7.230
Angleterre	3.387	4.256
Danemark	130	149
	<hr/>	<hr/>
	121.670	121.443

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Tout à fait secrète.

5 janvier 1908.

Mon cher collègue,

J'ai reçu la visite de SCHELKING (SAZANOV) qui est venu me demander quels étaient les journaux qui recevaient les annonces de tirages. Je lui ai dit que je ne me les rappelais pas tous, puisque c'était la *Banque de Paris* qui en était chargée et que je savais que notamment quatre journaux financiers : les deux *Economistes*, le *Rentier* et KERGALL (1), puis le *Temps*, le *Message*, les *Débats*, le *Figaro*, le *Gaulois*, l'*Echo de Paris*, le *Petit Parisien* les recevaient.

Il croit que cela fait de 6 à 8.000 francs par journal. J'ai dit que je n'avais pas les chiffres en tête et qu'il les trouverait auprès de vous, avec qui il est très lié.

Je ne crois pas utile de communiquer à un *outsider* ces détails. Libre à vous et à M. K. de le faire.

SCHELKING plaide pour les journaux radic.-socialistes comme le *Radical* et l'*Aurore*, qui sont très

(1) Directeur de la *Revue Economique*.

jaloux des autres journaux et qui sont des journaux gouvernementaux.

Tel que je le connais, il a dû faire des promesses et entamer des négociations...

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DE LA CHANONIE A M...

LA REVUE SLAVE
50, rue Molitor
Paris

La *Revue Slave* a été fondée à Paris, il y a près de trois années, par un groupe d'écrivains slavophiles dans le but de resserrer d'une part les liens franco-russes et, d'autre part, les relations entre Slaves de diverse origine, tout en défendant leurs intérêts et leurs aspirations légitimes.

Alors que certains organes français d'une importance morale bien moindre reçoivent, au moyen des tirages financiers, ou sous une autre forme, des subventions annuelles de 12.000 francs, de 18.000 francs, ou de 24.000 francs, il semble qu'en accordant à la *Revue Slave* une subvention annuelle de 12 à 18.000 francs, le gouvernement russe pourrait obtenir des résultats d'une portée considérable sur laquelle il n'y a pas à insister.

Faut-il ajouter que les divers Etats slaves n'ont pas hésité à s'imposer des sacrifices proportionnels à leurs facultés financières pour pouvoir maintenir et fortifier cette œuvre éminemment slave en Europe.

DE LA CHANONIE.

[Cette lettre de M. DE LA CHANONIE se trouve dans une lettre écrite en russe de Mme POLTORATSKAYA qui, sur le conseil de Mme NARYCHKINA, l'envoie à KOKOVZEV et

le prie d'accorder une subvention à la *Revue Slave* malgré un refus antérieur. La lettre de Mme POLTORATSKAYA est datée du 23 janvier 1908. Malgré l'intervention de ces dames, la demande de M. DE LA CHANONIE ne fut pas agréée, comme l'indique une note officielle du Directeur de la Chancellerie à Mme POLTORATSKAYA.]

DE M. DE VERNEUIL A M. KOKOVITZEV

31 janvier 1908.

Excellence,

Veillez m'excuser de vous écrire encore, mais, bien qu'il s'agisse d'intérêts particuliers, je crois devoir le faire pour le bien de votre gouvernement.

Le journal *Le Matin* se plaint très vivement d'être exclu de la façon la plus complète de la publicité du gouvernement russe. Alors que des journaux infiniment moins importants et moins répandus participent largement à la publicité qui est faite pour les listes de tirages, ou pour tous autres motifs, le *Matin* n'aurait rien touché de ce chef depuis deux ans.

A moins qu'il n'y ait pour cette exclusion des motifs particuliers que j'ignore, je me permets de vous signaler qu'elle est regrettable, le *Matin* étant un de nos journaux à grand tirage les plus lus, à cause de ses informations qui viennent du monde entier, et jouissant dans le monde des affaires d'une grosse influence. C'est une force qui n'est point négligeable.

Je me suis, plus d'une fois, entretenu de ces questions avec vous et ne vous ai point caché l'intérêt qu'il y aurait à entretenir de bonnes relations avec les grands organes de la presse.

Je n'hésite pas à dire que mettre le *Matin* à l'écart, à moins de raisons péremptoires, serait une faute et

je me permets d'insister auprès de vous pour qu'elle ne soit pas commise.

Je ne vous parle pas du marché des fonds russes, je pense que vous êtes satisfait et je n'ai pas besoin de vous dire que je le suis autant que vous.

Veillez croire, Excellence, à mes sentiments de haute considération et de sincère amitié.

M. DE VERNEUIL.

DE M. KURCZ A M...

Excellence,

Au commencement du mois de mai 1907, sur la prière de M. SIMOND, directeur-rédacteur de l'*Echo de Paris*, que je représente en Russie, j'ai demandé audience à Son Excellence M. Kokovtzev, Ministre des Finances, dans le but de plaider la cause et les intérêts de mon directeur qui se plaignait de l'insuffisance des annonces de tirages données par M. RAFFALOVITCH à l'*Echo de Paris*. Son Excellence M. le Ministre des Finances a eu l'extrême bonté de m'accorder une audience et le jour indiqué je m'y rendis. J'appris ce que je prévoyais. Le Ministre était fort mécontent de l'*Echo de Paris* et il avait donné l'ordre de ne plus donner aucune annonce à ce journal.

Les sujets de mécontentement du Ministre étaient tellement justifiés que je fus dans l'impossibilité de dire quoi que ce fût en faveur du journal que je représente. J'ai demandé à Son Excellence de bien vouloir retarder de 15 jours l'ordre qu'il désirait envoyer à Paris, dans le but d'avoir le temps d'expliquer à mon directeur ses erreurs. Je reçus comme réponse une lettre que, malgré la prière de M. SIMOND, j'ai refusé de lire à Son Excellence, la trou-

vant 1° pas assez justificative, 2° contre les intérêts de l'*Echo de Paris*.

Comme les dépêches du *Daily Telegraph* continuaient à paraître dans l'*Echo de Paris*, je ne m'en occupai plus.

Au commencement du mois de juin est arrivé de Paris M. LION. Il me remit une lettre de mon directeur me priant de donner des explications verbales à ce monsieur, ce que du reste je fis.

Je lui expliquai la situation et lui prouvai les erreurs de M. SIMOND. Quelques jours après le départ de M. LION, je reçus une bonne lettre de M. SIMOND, me donnant à comprendre que je gagnai sa confiance et depuis le commencement du mois de septembre il cessa complètement de publier les télégrammes du *Daily Telegraph* provenant de St-Petersbourg. Je n'ai jamais communiqué à personne les démarches que j'ai faites auprès de Son Excellence M. le Ministre des Finances.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

ELIE KURCZ.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 février 1908.

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pas revu M. DOUNINE RAIKOVSKY, depuis la visite qu'il m'a fait l'honneur de me rendre et au cours de laquelle il a laissé tomber une demande de 20.000 à 25.000 francs de subvention à l'agence *Fournier*... Après sa visite, je lui ai fait porter ma carte, mais il n'est pas revenu. Je suis tout à fait fixé sur

son compte. Comme je ne puis lui donner ce qu'il veut, ni le promettre, il ne sera certainement pas au nombre de mes protecteurs auprès des très hauts personnages qui lui veulent du bien, mais on peut difficilement contenter son devoir et tout le monde.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

26 janvier 1908.

Mon cher collègue,

Ces derniers temps, vous avez informé M. le Ministre des appétits renaissants de la presse française et du *Matin*, en particulier. M. de VERNEUIL vient d'écrire spécialement à Son Excellence au sujet de la feuille précitée qui se plaint très vivement d'être exclue de la façon la plus complète de la publicité du gouvernement russe (1).

Il attire l'attention du Ministre sur le fait que, sans raisons péremptoires, ce serait une faute de mettre à l'écart ce journal.

Vu cette démarche du Syndic des Agents de change, je vous prie de m'envoyer le plus tôt possible une note détaillée sur cette question afin que nous puissions bien voir ce qu'il y a à faire en l'occurrence.

Agrérez, mon cher collègue, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

DAVIDOV.

(1) Voir, page 178, la lettre de Verneuil du 31 janvier (nouveau style).

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 10 février 1908.

Mon cher collègue,

J'ai bien reçu votre lettre relative au *Matin*. Dans les conditions où se pose la question, il faut s'exécuter galamment, mais économiquement si possible, — ce qui n'est généralement pas le cas quand le Syndic intervient, car il a la main très large.

Le *Matin* se contentera-t-il de la formule du *Petit Parisien* : tous les tirages de tous les emprunts, sans rappel des numéros non réclamés, avec un avis de les demander 40, rue d'Artois? Les voudra-t-il tous, ce qui coûterait entre 35 et 40.000 francs l'an? Je vais tâcher de le savoir le moins maladroitement possible et vous en aviserai. Préparez votre décision.

Voici une demande de l'*Agence Havas*. Cet abonnement de 3.000 francs par semestre la rend plus accommodante. J'ai répondu que j'étais sans instructions. J'attends donc les vôtres.

Agréez l'expression de mes meilleurs sentiments.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 11 février 1908.

Mon cher collègue,

Un mot en particulier : l'*Economiste Français*, qui effectivement est le soutien le plus ferme de notre crédit à Paris, se plaint de ce que l'*Economiste Européen* et le *Messager de Paris* aient plus d'annonces de tirages que lui : en 1906, l'*Economiste* de LEROY-BEAULIEU en a eu 12.000 francs, THÉRY 16.000 et le

Messageur de Paris 19.000. On fait observer que le *Messageur de Paris* est très tombé, qu'il ne tire plus qu'à 2.000 exemplaires (disent les concurrents). Y aurait-il moyen décemment de le réduire à moitié? Il faudrait demander l'avis de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. Il sera difficile d'échapper au *Matin*, et dans l'avenir à l'*Information*.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 12 février 1908.

Mon cher collègue,

Affaire du Matin. — D'après les renseignements que j'ai recueillis, il devrait y avoir moyen de s'arranger avec le *Matin* pour 20 à 25.000 francs, sauf le cas où le propriétaire s'entêterait sur le chiffre primitif (35.000 francs pendant la guerre). Veuillez me donner les instructions nécessaires à cet effet.

Messageur de Paris. — Etant donné l'influence décroissante de cet organe, on pourrait le réduire à ne plus publier que les numéros actuellement sortis à chaque tirage, avec invitation pour les intéressés à demander les listes des numéros sortis et non réclamés à l'Agence du 40, rue d'Artois. Vous auriez là une économie assez sérieuse; il faudrait que l'amputation ne dépassât cependant pas 50 %.

Que touche la *Patrie*? Le *Nord* a disparu, je suppose, de vos listes. On pourrait peut-être faire une réduction sur le *Journal Officiel* en le réduisant aux tirages actuels sans rappel des anciens numéros, avec une note avertissant les porteurs que, vu l'intérêt de suivre les tirages, ils doivent les réclamer pour les anciens numéros, 40, rue d'Artois.

Eclair. — Si vous donnez au *Matin*, on pourrait

donner quelque chose au rival, *l'Eclair* (numéros actuels sans rappel).

Economiste Français. — M. Paul LEROY-BEAULIEU, dont le concours est inappréciable, revient à la charge. Il m'envoie la liste des emprunts russes dont les tirages sont publiés à Paris, en indiquant ceux que reçoit son journal. Il y aurait 54 tirages, *l'Economiste Français* en insère 29.

Il y a disparité de traitement entre lui et le journal de THÉRY : en 1906, le premier a reçu 12.511 francs, le second 16.999. Il y a peut-être une différence dans le prix de la ligne.

Voyez s'il n'y aurait pas moyen de donner satisfaction à l'honorable académicien qu'est M. Paul LEROY-BEAULIEU. Je demande à la *Banque de Paris* un tableau récapitulatif pour 1907 (nom du journal, sommes payées, lignes insérées, tarif).

La modification *Message de Paris* et *Journal Officiel* vous donnera quelque argent.

Ce que je me suis fait d'ennemis avec ces annonces ! C'est incalculable ! Car j'ai toujours pris à cœur les économies.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 14 février 1908.

A la Chancellerie des Opérations de Crédit,
St-Petersbourg.

Pour faire suite aux renseignements fournis sur les paiements à la presse pour les annonces de tirages, je rappellerai qu'en 1905 le *Matin* a touché 23.948 fr. pour 3.856 lignes à 3 fr. et 2.476 lignes à 5 fr. Cela fait en tout 6.332 lignes, lesquelles à 5 fr.

coûteraient 31.660 fr. D'après le relevé que vient de me fournir la *Banque de Paris* elle a payé en 1907 :

	Fr.	Lignes	Fr.	
<i>Le Temps</i>	2	» 10.305	20.610	»
<i>L'Economiste Européen</i> ..	1 50	12.936	19.404	»
<i>Journal des Débats</i>	1 50	12.903	19.354	50
<i>Messenger de Paris</i>	1 50	12.599	18.898	50
<i>Jurnal Officiel</i>	1 50	11.929	17.893	50
<i>Patrie</i>	1 50	10.063	15.094	50
<i>Economiste Français</i>	1 50	9.307	13.960	50
<i>Figaro</i>	2	» 4.487	8.974	»
<i>Echo de Paris</i>	2	» 4.237	8.474	»
<i>Liberté</i>	1 50	5.646	8.469	»
<i>Journal</i>	2	» 3.748	7.496	»
<i>Petit Parisien</i>	10	» 636	6.360	»
<i>Monde Economique</i>	1 50	2.921	4.381	50
<i>République Française</i> ...	1 25	1.896	2.370	»
<i>Nouvelle Revue</i>	1 25	534	667	50
<i>Semaine Financière</i>	1 50	260	390	»
<i>Matin</i>	5	» 25	125	»
<i>Revue Economique Ker-</i> <i>gall, forfait</i>			10.000	»
<i>Rentier Neymarck, forfait</i>			6.000	»
			<hr/>	
			188.922	50

En passant en revue cette liste, je crois que l'on pourrait réduire aux tirages actuels, sans rappel des numéros sortis antérieurement avec une invitation pour les porteurs à s'adresser 40, rue d'Artois pour obtenir gratuitement les listes de tirages: le *Journal Officiel*, le *Messenger de Paris*, la *Patrie*. Il me semble que l'on devrait pouvoir rogner aussi le *Monde Economique* ou lui faire proposer de ne plus lui payer qu'un franc au lieu de 1 fr. 50. Par une véritable ironie, le *Petit Parisien*, qui est le plus répandu, ne touche que 6.360 francs pour 636 lignes.

Logiquement, sur la liste, devrait paraître le *Petit Journal*, rival bien distancé du *Petit Parisien*.

On peut comprendre que n'ayant touché que 125 francs, le *Matin* réclame.

Je constate une progression du second semestre : 101.320 francs au lieu de 87.602. Y a-t-il un système dans ces augmentations ? Je vois que le *Temps* a reçu 4.572 lignes dans le 1^{er}, 5.733 dans le second, soit 1.200 lignes de plus. *L'Economiste Européen* 6.034 et 6.902, soit 900 de plus; les *Débats* 5.787 et 7.116, soit 1.329 de plus; le *Message* 5.809 et 6.790; *l'Officiel* 5.326 et 6.603; la *Patrie* 4.948 et 5.115; *l'Economiste Français* 4.139 et 5.168; le *Figaro* 2.177 et 2.310; *l'Echo* 1.929 et 2.308; la *Liberté* 2.456 et 3.190. Qu'est-ce qui décide ces augmentations ? Sont-elles le résultat du jeu naturel des amortissements plus forts, d'un plus grand nombre de numéros sortis et non réclamés ?

Je ne vois pas le *Gaulois* sur cette liste.

Si des décisions sont prises, je tiens à ce que le secret professionnel entoure l'origine.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

18 février 1908.

Mon cher collègue,

Je vous envoie la note de M. LE BOURDAIS DES TAUCHES qui complète celle de M. LAURENT.

En réponse à la lettre du 31 janvier n° 1081, concernant la *Revue Diplomatique*, il ne me semble pas que le caractère de cette publication, dont le nombre des abonnés est limité et la circulation forcément pas comparable à celle des revues et des journaux politiques auxquels on refuse des annonces de tirages, puisse justifier la faveur désirée. Si la *Revue Di-*

plomatique rend des services au Ministère des Affaires Etrangères (ce dont je doute), que celui-ci la subventionne. Mais on ne doit pas transformer les annonces de tirages en ce qu'elles ne sont pas.

Nous serons d'accord, je suppose, à ce sujet. Mais je prie de motiver le refus par des considérations d'économie budgétaire, non sur l'avis de votre représentant à Paris.

Plutôt que la *Revue Diplomatique*, il y aurait lieu de tenir compte des désirs exprimés par d'autres organes.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 19 février 1908.

Mon cher collègue,

L'agent de publicité dont nous nous sommes servis pendant la guerre, M. LENOIR, a vu M. BUNAU-VARILLA. Il y aura moyen de traiter avec le *Matin* entre 20 et 25.000 francs. Veuillez me donner des instructions à cet effet, car je dois recevoir la visite de M. LAFFON, agent du *Matin*, lorsqu'une décision aura été prise.

Naturellement, il ne peut être question d'un traité par écrit nous liant pour un laps de temps précis ; il faut sous-entendre « during good behaviour » (1) car, si on nous fait des crasses trop éclatantes, le Ministère peut toujours se fâcher. C'est un arrangement verbal portant sur un chiffre maximum de 20 à 25.000 francs. Vous voudrez bien l'indiquer. Quant à la matière à fournir, je propose: 1° les listes de tira-

(1) Tant que dure la bonne conduite.

ges réduites aux numéros sortis chaque fois sans rappel des anciens numéros, avec une ou deux lignes disant : « Les porteurs de fonds russes ont le plus grand intérêt à bien suivre les tirages d'amortissement et à ne pas continuer à encaisser les coupons de titres amortis. Ils peuvent se procurer gratis les listes des obligations sorties et non présentées en s'adressant par carte postale, 40, rue d'Artois, à l'Agence du Ministère des Finances à Paris »; 2° en complétant le chiffre de lignes nécessaire au besoin par une ou deux grosses annonces.

Nous avons intérêt à ne pas donner trop de lignes au *Matin* pour ne pas éveiller les appétits.

J'attends donc votre réponse prompte au sujet du *Matin*. J'aurais cru que ce serait plus cher.

Je vous envoie le journal diplomatique hebdomadaire, la *Revue*, de Jules MEULEMANS, dont l'aspect seul vous fixera sur l'inutilité de donner des annonces (1).

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

27 février 1908.

Monsieur le Ministre,

...Puis-je espérer avoir une décision en faveur du *Matin*?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

1) Voir, au sujet de cette revue, la lettre de son directeur, du 12 avril 1910.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

Le 15 février 1908.

En réponse à vos dernières lettres concernant les frais de publicité, la Chancellerie des Opérations de Crédit a l'honneur de vous informer qu'il a été reconnu possible, conformément à vos indications, d'apporter les modifications ci-après dans la publication des listes de tirages effectuée par la presse française.

1. Le *Matin* recevra de 20 à 25.000 francs;
2. L'*Eclair* recevra 5.000 francs;
3. L'*Economiste Français* aura le même nombre de publications que l'*Economiste Européen*;
4. Dans le *Journal Officiel* et le *Messenger de Paris*, ne seront dorénavant publiés que les numéros sortis au dernier tirage sans rappel des numéros non encore présentés des tirages antérieurs;
5. Doit être proposé au *Monde Economique* l'abaissement de son tarif actuel de 1 fr. 50 la ligne à 1 fr. la ligne.

En même temps, la Chancellerie vous prie de lui faire diminuer ou supprimer complètement les publications dans le *Journal des Débats*, la *Liberté* et le *Figaro*.

La Chancellerie croit devoir ajouter qu'un rapport sera ultérieurement présenté à Son Excellence pour les publications à faire dans la *Patrie* et le *Petit Journal*.

Le Vice-Directeur :

DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 5 mars 1908.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence quelques coupures de journaux, concernant les bruits de l'emprunt russe. Il y a tout d'abord un entrefilet de l'*Action*, journal socialiste, qui veut faire croire qu'il est en relations avec M. CAILLAUX. Cet entrefilet se donne des allures officieuses qu'il n'a pas. Etant donné le caractère malveillant de ses insinuations sur les vues de Votre Excellence à l'égard des intérêts du commerce et de l'industrie français, je me suis rendu au Ministère des Finances...

M. CAILLAUX m'a fait dire qu'il était absolument étranger à cette publication; il avait dit il y a assez longtemps à BÉRENGER qu'il n'y avait pas d'affaires d'emprunt; depuis lors, il ne s'est entretenu avec lui que de l'impôt sur le revenu... J'ai insisté sur l'impression fâcheuse de l'article, qui veut faire une sorte de chantage et de pression sur la Russie, en parlant du mauvais état, de l'insolvabilité russes.

J'ai porté l'article à la connaissance de l'ambassadeur, afin qu'il en touche un mot, s'il le juge convenable, à M. PICHON.

Enfin j'ai assisté à une réunion de NOETZLIN, BÉNAC et LENOIR, de laquelle il est sorti un démenti infligé, par l'intermédiaire d'*Havas*, aux assertions de l'*Action* par NOETZLIN lui-même.

Faire donner un démenti du Ministère russe lui-même aurait été faire le jeu de BÉRENGER, c'est aussi pour cette raison que je n'ai pas télégraphié sur l'*Action*.

BÉRENGER est un maître-chanteur notoire, qui a voulu vendre des photographies de papiers relatifs à

une affaire de torpilleurs chez ROTHSCHILD (baron TAUB, etc.) et que j'ai éconduit en 1905.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, 5 mars 1908.

Monsieur le Ministre,

Je viens d'avoir une longue et curieuse conversation avec M. BUNAU-VARILLA à l'occasion de l'accord intervenu avec lui pour la publication de listes de tirages, jusqu'à concurrence de quatre mille lignes à cinq francs l'une, ou de deux mille lignes à dix francs. Je communiquerai le détail à M. DAVIDOV pour la mise en pratique.

Le point sur lequel il a insisté avant tout, c'est qu'il eût le traitement le plus favorisé. Je lui ai répondu qu'il l'avait, car aucun journal ne touche 20.000 francs. Il a affirmé qu'il était l'ami de la Russie, qu'il avait fait un très intéressant voyage en Russie, au cours duquel il avait vu des choses intéressantes et donné des impressions intéressantes, qui s'étaient trouvées justes.

« J'ai refusé deux fois de l'argent, une fois 300.000 francs que m'a offerts VERNEUIL, sur une somme de trois millions de francs qu'il voulait faire donner par le gouvernement russe, après Moukden ou Tsou-Shima, et une autre fois 120.000 francs, à raison de 10.000 francs par mois. J'ai dit à VERNEUIL de me faire adresser des annonces pour 500.000 francs s'il voulait, mais pas autre chose... » Nous avons la confirmation de l'impudent gaspillage auquel se serait livré le syndic si on l'avait laissé faire.

Je me réjouis de ma résistance à cette époque, qui

a réduit les annonces données au *Matin* à une somme représentant 5 ou 7 % seulement de ce qu'avait offert VERNEUIL.

De même, cette fois-ci, j'ai traité aussi économiquement que possible.

BUNAU-VARILLA me dit avoir toutes les actions du *Matin*. Les frais doivent en être énormes. Il ne cesse de s'agrandir comme locaux. Son tirage serait de 650.000 par jour.

Je lui ai parlé de choses intéressantes, pittoresques, qui se passent en Russie (procès, faits-divers, etc.). Il m'a demandé de lui envoyer des notes rédigées par moi, même en retard comme date. J'ai accepté : c'est un moyen comme un autre de prendre pied.

Il résulte de la conversation qu'il y a des gens qui ont intrigué et comploté contre l'agent du Ministère des Finances au *Matin* aussi. C'est sans aucune importance.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Le 6 mars 1908.

Mon cher collègue,

L'arrangement avec le *Matin* est fait sur la base de 20.000 francs, reportés sur 4.000 lignes à 5 francs, ou 2.000 lignes à 10 francs payables en deux fois, par semestre. Il faut lui donner tous les tirages, avec une note disant que pour les anciens tirages, on s'adresse 40, rue d'Artois. Comme il y aura un déficit pour les lignes, les tirages actuels ne donnant pas 2.000 lignes à 10 francs ou 4.000 lignes à 5 francs, il faudra compléter par quelques longues annonces à la fin de chaque semestre.

Ne serait-il pas plus simple, au bout du compte, pour éviter les complications, de dire qu'on paiera 5.000 francs par trimestre au *Matin* et qu'en échange on lui donnera tous les tirages actuels sans les rappels?

C'est peut-être moins concret au point de vue du contrôle et pourrait avoir des inconvénients.

La Chancellerie de Crédit et la Commission d'amortissement ont d'autres occupations que la répartition des annonces de tirages à la presse française. Autrement, en dosant les emprunts, on devrait arriver à diminuer de quelques milliers de francs les gros budgets. Mais cela vaut-il la peine ? On fera du mauvais sang et des inimitiés au gouvernement russe.

Je préférerais peut-être ne donner que 2.000 lignes au *Matin* au lieu de 4.000 lignes. De cette façon je n'exciterais pas les appétits des autres.

Entre nous, il est curieux comme on retombe dans les mêmes errements. On parle de la venue d'un ancien diplomate chargé d'organiser un groupement avec JUDET, rédacteur en chef de l'*Eclair*, journaliste très antigouvernemental, pour donner des nouvelles. C'est la répétition de MANOUILOV et d'autres. Les expériences du passé ne servent pas à grand'chose.

S'il y a des nouvelles intéressant le Ministère des Finances, donnez-les moi, et je les ferai passer sous le couvert de la Chambre de Commerce à l'*Agence Havas*.

BUNAU-VARILLA m'a raconté que VERNEUIL lui avait offert 300.000 francs sur les trois millions qu'il voulait faire cracher par le gouvernement russe, puis une autre fois 120.000 francs. BUNAU a refusé et a demandé des annonces qui ont coûté beaucoup moins. Sans votre agent parisien qu'on traite de pingre et de grigou, le coup de VERNEUIL aurait réussi.

Bien des amitiés,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

9 mars 1908.

Monsieur le Ministre,

...Une chose extrêmement curieuse, c'est l'attitude d'une partie de la presse en France qui veut à toute force obliger la Russie d'emprunter. Quelques-uns le font par conviction, dans l'idée que le moment actuel est meilleur que l'automne, la plupart y poussent parce que le besoin de vivre et de toucher de l'argent les y accule ; il n'y a pas de publicité payante et l'emprunt russe en donnera.

Je vous envoie un spécimen de cette littérature. J'y joins au sujet de la *Banque Russo-Asiatique* ce que le *Journal des Débats* et le *Temps* ont écrit aujourd'hui. La note du *Journal des Débats* écrite par moi et soumise (pour la forme) à NOETZLIN, administrateur de la *Banque*, me paraît calme et diplomatique...

Voire très obéissant serviteur.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

Le 25 février 1908.

Se référant à son office du 31 janvier, n° 1081, la Chancellerie des Opérations de Crédit a l'honneur de vous informer que M. le Ministre, auquel communication a été faite de votre lettre du 18 février, a décidé de laisser sans suite la demande de publications formulée par la *Revue Diplomatique*.

Le Vice-Directeur :

DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

19 mars 1908.

Mon cher collègue,

... Quant à faire des économies sur les annonces, il n'y aurait qu'un moyen, ce serait de chercher à limiter le maximum de chaque journal. Mais cela sera difficile. Il y a aussi du danger, celui d'être à découvert du côté de la presse.

Vous pourriez supprimer entièrement *l'Officiel* dans quelques mois, ramener KERGALL à un chiffre moindre, mais je ne me charge pas de lui dire, et vraiment il a rendu assez de services en son temps.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 27 mars 1908.

Mon cher collègue,

... J'ai reçu aujourd'hui la visite de Monsieur le Secrétaire de *l'Opinion*, journal hebdomadaire de M. DOUMER, lequel avait déjà écrit une carte envoyée dans le temps à Saint-Petersbourg pour avoir de la publicité de listes de tirages.

J'ai répondu que j'avais fait une démarche déjà, que malheureusement le contrôle parlementaire était devenu aussi strict sur les petites que sur les grosses dépenses et que par exemple, moi-même, je suis très ennuyé pour mes frais de bureau par le contrôle.

Si vous avez de l'argent de trop, on pourrait en donner à *l'Opinion*.

Bien des amitiés,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

15 mars 1908.

La Chancellerie des Opérations de Crédit a l'honneur de vous accuser réception de vos lettres à M. le Ministre des 5, 14 et 16 mars (n. s.).

En ce qui concerne le *Matin*, Son Excellence a consenti à ce qu'il lui soit assuré pour 20.000 francs par an de publications de listes de tirages et il a été écrit à la Commission Impériale d'Amortissement de veiller à ce que, selon le désir de cette feuille, la plus grosse partie des annonces soit faite dans les mois d'été.

Le Vice-Directeur:
DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 30 mars 1908.

Monsieur le Ministre,

... Le *Figaro* annonce qu'il a fait en 1907 602.318 francs de bénéfices nets, soit cent mille francs de plus qu'en 1906. Il y aurait une augmentation des abonnements, de la vente et de la publicité. L'Amérique du Sud (surtout le Brésil) distribue beaucoup d'argent dans la presse et là, le *Figaro* est favorisé.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 2 avril 1908.

Monsieur le Ministre,

... Les affaires de la presse parisienne doivent

aller bien mal, à en juger par le ton mélancolique des observations par lesquelles *l'Information* accueille la disparition du *Financier*, journal de ROCHETTE.

Il faut que nous apprenions à ne pas être nerveux devant de fausses nouvelles et des attaques que nous n'empêcherons jamais de se produire.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 3 avril 1908.

Mon cher collègue,

... La liste des journaux a subi des modifications par l'addition du *Matin*, de *l'Eclair*, par la diminution du *Messenger de Paris*, du *Journal Officiel*, de la *Patrie*. Au risque de faire crier les journaux qui reçoivent des grosses sommes, mais qui, comme le *Temps* et les *Débats* ont des traités fermes d'annonces avec LAGRANGE et CERF, on pourrait peut-être diminuer chacun de ceux-ci de 2 à 3.000 francs, mais il ne faut pas perdre de vue que la longueur de temps durant laquelle nos tirages ont paru dans ces journaux, donne des droits aux lecteurs de continuer à y trouver les tirages habituels. Il ne faut pas perdre de vue non plus que l'on ne pourra à chaque instant bouleverser la répartition entre journaux et modifier les organes désignés dans le *Manuel du Porteur des fonds russes*. Cette question de la publicité de nos tirages est l'une des plus ennuyeuses que je connaisse, et elle est devenue une source de préoccupations.

Les *Débats* et *l'Economiste Français* sont activement utiles. *L'Economiste Européen* également, le *Rentier* de même. KERGALL est payé pour des servi-

ces rendus antérieurement, au delà de sa valeur actuelle. SCHELKING assure que le *Figaro* et le *Gaulois* ont fait l'objet d'abonnements spéciaux, directs du Ministère de l'Intérieur. Je l'ignore. En tout cas, jusqu'ici, un journal a toujours ignoré ce que l'autre recevait, et il y a un certain intérêt à ce qu'il en soit ainsi; autrement ils voudront tous être sur le pied du *Matin*, c'est-à-dire avoir 20.000 francs.

Veillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. MALICHEVSKY

Paris, 11 avril 1908.

Monsieur le Directeur,

...Vous me demandez de faire des propositions d'économie : j'ai déjà suggéré la suppression des rappels de titres non présentés au remboursement pour l'*Officiel* et le *Messageur de Paris* et cela a été fait, je crois, pour la *Patrie*. Vous n'avez plus le *Nord*. Vous ne pouvez pas réduire le *Rentier*, le *Matin*, l'*Eclair* avec lesquels il y a des forfaits. Malgré les liens qui unissent KERGALL à nous, voyez si l'on ne pourrait pas lui faire dire qu'on réduit de 10 à 6.000 fr. son forfait. De même pour l'*Agence Havas*, c'est à se demander si l'on ne pourrait pas réduire de moitié son abonnement, cela vous donnerait déjà $4+3=7.000$ fr. Mais avec *Havas* il peut se trouver qu'on en ait besoin un jour. La seule façon de procéder, ce sera de dire qu'on veut la supprimer tout à fait et qu'on a obtenu de lui garder la moitié. On pourrait peut-être gratter sur le *Temps*, sur les *Débats* 10 % à chacun, cela donnerait encore 4.000 fr., prendre 10 % aux autres, Mais

il ne faut pas se dissimuler que cela ferait mauvais effet.

Le *Temps* ne recevrait que 15.000 fr. comme en 1905, le *Journal des Débats* également, l'*Echo de Paris* que 7.000, le *Figaro* que 6.000. Le mal ne serait peut-être pas très grave, mais je ne crois pas que cela leur fasse plaisir.

La *Liberté* s'attend à avoir 6.000 fr. par an.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 12 avril 1908.

Mon cher collègue,

Voici le reçu de cent mille francs versés à LENOIR. J'ai demandé à celui-ci des comptes pour clore nos opérations.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, 28 avril 1908.

Mon cher collègue,

Je reçois des réclamations très vives de la *Liberté* dont le nom figure sur le *Manuel du Porteur des Fonds Russes* pour quelques emprunts, et envers laquelle il avait été pris l'engagement moral de donner pour 10.000 francs environ d'annonces de tirages.

BERTHOULAT, qui en est le directeur, s'efforce en toute occasion de défendre le point de vue russe. Lors de l'enterrement GUERCHOUNY, lors de l'affaire du relâchement des voleurs des billets à Tiflis, il a

été l'un des rares à élever la voix. Vous m'avez interrogé sur la suppression de la *Liberté*, du *Figaro* et des *Débats*. Je vous ai répondu négativement pour les trois.

Veillez...

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 mai 1908.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence un article sur la dette russe que *l'Information* a publié hier et qui contraste avec d'autres études du même journal. Son directeur, CHAVENON, doit être à la hausse...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. MALICHEVSKY

Paris, le 2 juin 1908.

Monsieur le Directeur,

Je viens de me faire envoyer la liste des paiements effectués pour les insertions de tirages pendant les cinq premiers mois de 1908, comparés à 1907. Je comprends la fureur de *l'Echo de Paris*, du *Journal*, du *Figaro*, les perpétuels appels de la *Liberté* et du *Petit Parisien*. La distribution est faite en dépit du sens commun et contrairement aux lettres échangées. On a augmenté de 1.500 fr. le *Journal Officiel*, laissé subsister un gros chiffre pour la *Patrie*,

donné démesurément à la *République Française*, trop au *Messenger de Paris*. Nous nous aliénon les journaux mondains ou à gros tirage, nous avons supprimé le *Gaulois*! Vous trouverez dans mes lettres que je proteste contre la suppression du *Figaro*, de l'*Echo de Paris*, de la *Liberté*, des *Débats*.

Ayez la bonté de faire mettre un peu d'ordre dans ce gâchis et d'agréer les assurances de ma haute considération.

A. RAFFALOVITCH.

La *Liberté* devait avoir environ 6.000 francs par an. Le *Figaro* autant, la *République Française* 3.000 fr., le *Journal* 6 à 7.000, le *Petit Parisien* 6.000 fr. Il faut ajouter les 20.000 du *Matin* et les 12.000 de l'*Echo*.

Relevé des insertions faites dans les journaux suivants pendant les cinq premiers mois de l'année :

	1908	1907
L'Economiste Européen	7.411 50	7.846 50
Le Messenger de Paris	7.846 50	7.392 »
Le Temps	8.184 »	7.274 »
Journal des Débats	8.377 50	7.189 50
La Patrie	4.809 »	6.735 »
Journal Officiel	8.001 »	6.489 »
L'Economiste Français	5.593 50	5.092 50
Le Figaro	370 »	4.354 »
Le Petit Parisien	1.930 »	2.960 »
Le Journal	672 »	2.022 »
La Semaine Financière	309 »	319 50
La République Française	3.451 25	198 75
La Nouvelle Revue	92 50	150 »
Le Matin	590 »	125 »
L'Echo de Paris	—	3.858 »
La Liberté	—	2.760 »
Le Monde Economique	—	2.569 50

[Cette note est fournie par la Banque de Paris.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Jullet 1908.

Monsieur le Ministre,

...La coupure incluse d'un journal financier anglo-allemand sur la publication de Tolstoï et les adversaires de la Russie en Angleterre est intéressante.

Ici le *Matin* seul, parmi les journaux un peu lus, l'a publiée *in extenso* (1). Il a l'air surpris d'avoir été distribué à ses abonnés en Russie, sans la première page. Je le comprends, car au *Matin* on ne réfléchit pas.

Votre Excellence sait dans quelles conditions, et sous quelle pression ultra-violente de VERNEUIL, il a été conclu un arrangement pour les annonces avec le *Matin*; il a été dit à l'annoncier du *Matin* que c'était révocable, s'il y avait des accrocs. Convient-il dans les circonstances actuelles de faire cesser les annonces, ou bien faut-il continuer sans rien dire? C'est une décision qui est du ressort du Ministère de l'Intérieur agissant sur le Ministère des Finances. Supprimer la publication, c'est susciter de l'animosité. Si HEDEMAN est à Saint-Petersbourg ou s'il va à Reval, il y aura moyen de lui parler et de lui laver la tête...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

(1) Il s'agit du très beau manifeste de Tolstoï contre les exécutions en Russie, daté du 31 mai/13 juin 1908, et publié à peu près complètement dans le *Matin* du 15 juillet. Le 19, le même journal publiait un article du prince KOTCHOUBEY, intitulé : « Faux Prophète, Tolstoï, mauvais Russe. »

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

16 juillet 1908.

Mon cher collègue,

Je vous envoie quatre articles de l'*Economiste Italien* sur la situation financière russe, dont l'auteur est Tito CANOVAI, secrétaire général de la *Banque d'Italie*. Peut-être éventuellement pourra-t-on songer à lui, pour une récompense honorifique.

Votre très dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

...Nous vivions heureux. VERNEUIL survint et nous obligea, couteau sur la gorge, de donner des annonces au *Matin*. Il n'y eut entre l'annoncier du *Matin* et moi qu'un accord verbal, avec la clause expressé « during good behaviour ». Faut-il considérer la publication du manifeste de TOLSTOÏ par le *Matin* « as a breach of contract » (1) de sa part ou faut-il se tenir tranquille et laisser faire?

Je ferai observer que la suspension des annonces dans le *Temps* fut très sensible à ce grand journal...

A. RAFFALOVITCH.

DE LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

(Extrait de la lettre du 13 août 1908 (n. s.)

Conformément aux instructions que nous avons eu l'honneur de recevoir de la Commission impéria-

(1) Comme une rupture de contrat.

le d'amortissement par sa lettre du 28 mai 1908, n° 10134, nous avons informé le journal *Le Matin* que, en vertu d'une décision de Monsieur le Ministre des Finances, les insertions des listes de tirages lui seraient payées, à l'avenir, à raison de 10 fr. la ligne.

Le journal *Le Matin*, ainsi que vous pourrez le constater, a continué à facturer ses insertions à raison de 5 fr. la ligne seulement.

DE M. RAFFALOVITCH A M. MALICHEVSKY

Paris, 28 septembre 1908.

Monsieur le Directeur,

J'envoie une lettre de M. LAFFON, relative à la façon dont l'engagement pris avec le *Matin*, sur les instances de M. DE VERNEUIL a été réduit par mon intervention à une somme relativement modérée, bien qu'encore élevée. Examinez la question de savoir s'il vous convient de donner plus de lignes à 5 francs, ou moins à 10 francs. Je n'ai pas d'avis...
Veuillez, etc...

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 8 octobre 1908.

Monsieur le Ministre,

...Il paraît que notre Ministre des Affaires Etrangères n'a pas été satisfait de l'attitude de quelques journaux à son égard, et notamment du *Figaro*. Je ne sais pas les motifs qui inspirent le *Figaro*; est-ce mé-

contentement de n'être pas suffisamment courtoisé par les Russes ?

...Le *Figaro* ce matin est de nouveau dur. A quelle cause cela tient-il? La rancune d'un journaliste ayant des positions à la hausse et surpris par la baisse, des attaches avec des pays peu favorables à la Russie? En tout cas, l'agent du Ministère des Finances doit se tenir tranquille, car s'il se montre, cela coûtera cher.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A LA CHANCELLERIE
DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT

Paris, le 13 octobre 1908.

Je reviens sur la question des annonces de tirages. Le moment actuel me semble fort mal choisi pour négocier des diminutions avec des journaux ayant une certaine importance.

J'ai demandé à la *Banque de Paris* la liste des paiements effectués pendant les neuf premiers mois. Je n'ai pas manqué, à plusieurs reprises, d'écrire qu'on pouvait ramener le *Journal Officiel* au régime des obligations sorties au tirage sans rappel des anciens numéros. Je vois qu'au lieu de le diminuer on l'a augmenté. Il y aurait eu là certainement 10 à 12.000 francs d'économies à faire.

Je comprends le mécontentement de l'*Echo de Paris*, du *Figaro*, de la *Liberté*, auxquels on a supprimé plus de 4.000 francs.

En présence de ce tableau, vu le déficit du *Figaro* et de la *Liberté*, je me propose de parler avec BERTHOULAT et CALMETTE pour voir si sur le pied de 6.000 francs pour l'un et l'autre, avec 10 % de mar-

ge, j'arriverai à une entente à forfait. La grande difficulté réside dans le choix des emprunts et le nombre de lignes.

En tout cas, veuillez donner ordre de suite de réduire uniquement aux *numéros tirés* sans rappel des anciens, mais avec la mention Bureau d'abonnement, les insertions dans le *Journal Officiel*. L'organe à soigner dans l'intérêt du public, c'est le *Petit Parisien*, et je vois qu'on l'a rogné de 1.080 francs. C'est absurde.

La répartition des emprunts est un véritable casse-tête. La base avec le *Figaro*, la *Liberté*, etc., devrait être les emprunts sans rappel. Est-ce que la commission d'amortissement est en mesure de me faire le tableau indispensable que voici : nombre de lignes comportant seulement les tirages actuels sans rappel pour chaque emprunt, nombre avec.

Cela sera une base...

A. RAFFALOVITCH.

Relevé des insertions de listes de tirages des divers emprunts russes pendant les 9 premiers mois des années 1907 et 1908 :

	1907	1908
L'Economiste Européen ..	16.576 50	14.875 50
Le Messager de Paris	15.660 »	14.749 50
Le Temps	16.590 »	16.014 »
Le Journal des Débats....	15.780 »	15.444 »
La Patrie	12.544 50	7.299 »
Le Journal Officiel	14.698 50	15.825 »
L'Economiste Français ...	11.290 50	11.005 50
Le Figaro	7.044 »	3.010 »
L'Echo de Paris	5.702 »	1.456 »
Le Petit Parisien	5.590 »	4.510 »
La Liberté	6.403 50	1.765 50
Le Monde Economique ...	4.381 50	1.117 50
Le Journal	5.346 »	3.878 »

La <i>Semaine Financière</i> ..	390 »	387 »
La <i>République Française</i> ..	592 50	3.866 25
La <i>Nouvelle Revue</i>	350 »	337 50
Le <i>Matin</i>	125 »	5.315 »
<i>The Financial News</i>	—	55 »
La <i>Revue Economique et</i> <i>Financière</i> (forfait)	10.000 »	10.000 »
Le <i>Rentier</i> (forfait)	6.000 »	6.000 »

DE M. RAFFALOVITCH A LA CHANCELLERIE
DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT

Secrète.

Paris, le 20 octobre 1908.

J'ai bien reçu la lettre n° 10425 du 16 septembre, me chargeant de m'entendre avec les différents organes de la presse française pour établir le montant exact à payer à l'année à chacun d'eux, sous réserve du droit du Ministre de modifier les chiffres pour l'exercice à venir.

Je me permettrai de faire observer qu'une entente directe entre le représentant du Ministère des Finances et les différents journaux présentera l'inconvénient de surexciter les appétits, car les administrateurs se trouveront pour la première fois en face d'un fonctionnaire russe, alors que jusqu'à présent ils se trouvaient en face d'un guichet et d'un employé de banque. En outre, il y aurait peut-être au point de vue parlementaire des inconvénients à mettre l'agent du Ministère en rapports avec la presse directement. Il conviendrait donc de confier cette mission à la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, d'accord avec moi qui demeurerai dans la coulisse.

En second lieu, le moment actuel à la veille de l'emprunt n'est pas opportun. Je demande donc

l'autorisation de m'entendre avec la *Banque de Paris*, de la charger de l'opération et de nous faire suggérer par elle les modifications à introduire.

Voici à quelques années de distance les dépenses faites. Il est vrai que dans l'intervalle le nombre des titres sortis et non présentés augmente sans cesse.

	1907	1903
<i>Journal Officiel</i>	17.893 50	11.676 »
<i>Economiste Européen</i>	19.404 »	11.881 »
<i>Economiste Français</i>	13.960 50	8.320 »
<i>Le Journal</i>	7.496 »	4.374 »
<i>Les Débats</i>	19.354 50	12.309 »
<i>Le Messenger de Paris</i>	18.898 50	11.403 »
<i>Le Petit Parisien</i>	6.360 »	5.504 »
<i>Le Monde Economique</i> ...	4.381 50	7.879 »
<i>Le Temps</i>	20.610 »	12.486 »
<i>Le Figaro</i>	8.974 »	4.382 »
<i>La Patrie</i>	15.094 50	8.457 »
<i>La Liberté</i>	8.469 »	2.790 »
<i>La Nouvelle Revue</i>	667 50	750 »
<i>La Semaine Financière</i> ..	390 »	349 »
<i>Le Rentier</i>	6.000 »	6.000 »
<i>L'Echo de Paris</i>	8.474 »	4.433 »
<i>La République Française</i> .	2.370 »
<i>Le Matin</i>	125 »
<i>La Revue Economique et Financière</i>	10.000 »	3.288 »
<i>Le Nord</i>	9.345 »
<i>Le Gaulois</i>	»	4.433 »

En envisageant cette liste, on peut arriver à la conclusion que les frais sont très considérables. D'autre part, il faut ajouter les 20.000 du *Matin*, l'augmentation de l'*Economiste Français* et l'introduction de l'*Eclair*.

Le *Journal Officiel* pourrait disparaître entièrement qu'on ne s'en apercevrait guère. La *Patrie* est fort réduite, de même le *Messenger de Paris*.

La combinaison à trouver consiste à consolider les sommes payées à chaque journal, en essayant de négocier sur la base d'une moyenne triennale 1907, 1906, 1905 par exemple et à convenir que pour la somme fixée il devra publier un nombre de lignes correspondant.

Il faudrait donner dans le *Petit Parisien* tous les tirages et l'on peut s'attendre à voir surgir une demande du *Petit Journal*.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Le 16 novembre 1908.

Monsieur le Ministre,

...Quant à SCHELKING, on prétend qu'il a tant promis d'argent au compte des 500.000 francs qu'il devait recevoir du gouvernement russe, qu'il s'est rendu impossible à Paris. Je lui dois d'être devenu la bête noire de l'*Echo de Paris*, du *Journal* et d'autres journaux.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 8 décembre 1908.

Monsieur le Ministre,

...Il paraît que Henry SIMOND, de l'*Echo de Paris*, appelé par le comte papal DRU, est à Saint-Petersbourg pour s'assurer des avantages directs dans l'émission du prochain emprunt. Il paraît que j'ai en lui un ennemi acharné, et cela parce que MANOU-

LÖV et SCHELKING lui ont fait des promesses folles, qui n'ont pas été tenues et qu'ils m'ont attribué cette désillusion de SIMOND. Je crois que son journal n'a plus la même influence que par le passé, et c'est pour cela sans doute qu'il va quêmander à Saint-Petersbourg...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 8 décembre 1908.

Monsieur le Ministre,

On s'occupe un peu de la grande loterie internationale de la Presse au capital de 500 millions de francs, que la *Banque Suisse pour le commerce* lance et contre laquelle protestent les journaux allemands et anglais. Vous savez ce qu'est la *Banque Suisse* de Genève, avec son capital porté de 300.000 francs à 12 millions 1/2 de francs, une boutique obscure, dans laquelle fonctionnent le banqueroutier SKUFF, Ferd. MAAS, le croupier belge expulsé de Moscou, etc. On a obtenu le concours d'Adrien HÉBRARD et de François DELONCLE et on aurait réussi à obtenir la tolérance du gouvernement français, bien que l'introduction et la mise en vente de billets de loteries étrangères soient interdites en France. Il y a un gros fonds de publicité et l'on commence à arroser la presse à raison de 750 francs par mois et par journal.

Il y en a très peu qui refusent (les *Débats*, la *Cote de la Bourse*). Un jour, il y aura du scandale.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 24 décembre 1908.

Mon cher collègue,

J'ai eu ce matin une longue conversation avec M. CHEVRANT, directeur de la *Banque de Paris*, qui est d'avis pour le premier semestre de 1909, vu l'emprunt, de ne pas toucher à la question des annonces, sauf la suppression complète du *Journal Officiel* qui est incapable de servir.

Dans l'intervalle de janvier à juin, on étudiera les voies et moyens d'arriver à faire des forfaits avec les principaux organes auxquels nous donnons des listes de tirages à publier, en se fondant sur les sommes payées pendant les 3 dernières années 1906, 1907, 1908.

Il avait été convenu avec le *Matin* qu'il lui serait garanti 20.000 francs d'annonces pour l'année, du 1^{er} avril 1908 au 31 mars 1909. Comme on était en retard de 7.000 francs avec lui, il lui a été donné ces jours derniers 2 annonces Nicolas 4 % à insérer au tarif de 10 francs la ligne. Il en a inséré une et comme la seconde aurait absorbé 2.000 francs de plus, qu'il n'y avait pas d'argent disponible, il a demandé des instructions, offrant de publier en 6^e page à 5 francs au lieu d'en 4^e à 10 francs la seconde année. Je lui ai écrit de ne pas publier cette 2^{me}, car les 2.150 francs doivent faire face aux publications du dernier trimestre (1^{er} janvier-31 mars). Sans cela, nous aurions été à découvert ou nous eussions dépassé le forfait.

Le *Matin* est très lu : chaque insertion nous amène des demandes d'inscription sur la liste des abonnés.

Veillez agréer, etc.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. EFFRONT AU MINISTRE DES FINANCES

TÉLÉGRAMME

Paris, 14/27 décembre 1908.

Le *Temps* publie aujourd'hui un article défavorable pour notre emprunt extérieur. Il recommande aux banquiers parisiens de ne pas consentir au prix de l'émission proposé par le gouvernement russe, comme trop élevé et soi-disant désavantageux pour les Français. L'article est visiblement inspiré. Faut-il des détails?

EFFRONT.

DE M. LVOV A M. EFFRONT

Russigraph Paris (chiffré)

15/28 décembre 1908.

Le Ministre vous prie d'envoyer des détails et si possible de savoir par qui l'article du *Temps* a été inspiré.

LVOV.

DE M. EFFRONT A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

16/29 décembre 1908.

En réponse à votre télégramme d'hier. — Tous les renseignements puisés à diverses sources concordent pour affirmer que l'article du *Temps* a été écrit sur inspiration de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui a gagné à la fin de l'année des sommes énormes sur les émissions brésiliennes et qui a reçu plus de 10 % de commission, voudrait aujourd'hui profiter de

l'approche de l'échéance d'amortissement des bons
du Trésor.

EFFRONT.

DE M. RAFFALOVITCH A LA CHANCELLERIE
DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT

Paris, le 30 décembre 1908.

Il résulte d'une lettre du *Matin* qu'il reste à utiliser jusqu'au 31 mars, dans le journal, une somme de 1.845 francs représentant 370 lignes environ. Il faudra donner ordre à la Commission d'amortissement de se conformer à cette indication et aviser la *Banque de Paris* d'employer cette somme pendant les trois premiers mois de 1909 à des annonces à 5 francs la ligne en 6^e page au lieu de 10 fr. en 4^e page.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Très secret.

Paris, le 6 janvier 1909.

Monsieur le Ministre,

M. NELIDOV m'a demandé des renseignements sur le *Courrier du Parlement*, qui aurait offert ses services au Département du Ministère de l'Intérieur compétent pour défendre la politique russe. Le rayon d'action du *Courrier du Parlement* ne doit pas être considérable, car la plupart des gens auxquels on s'adresse sont dans l'ignorance concernant son existence. C'est mon cas, et celui des rédacteurs des *Débats* et du *Figaro*. En donnant ce renseignement à

M. NELNOV, je l'ai prié de ne pas me nommer dans sa lettre. Je ne tiens pas à être connu comme un empêchement et une entrave aux expériences; j'ai assez crié, inutilement d'ailleurs, contre EFFRONT (1), contre la *Revue Russe* de HANSEN et de MANOUILOV, sans réussir à empêcher les prodigalités superflues et coûteuses inaugurées sous des ministres disparus.

La République Argentine et le Brésil dépensent des sommes très considérables pour faire connaître leur situation économique et attirer les capitaux. Les autres Etats dépensent dans les circonstances graves, par exemple l'Autriche l'an dernier. Pour nous, ce fut plus facile quand il y eut comme ministres, des hommes comme ROUVIER, ETIENNE qui comprennent les nécessités de gouvernement. L'ambassadeur est aujourd'hui dans l'idée que c'est lui qui a sauvé la situation de notre crédit en 1904-1905. Il veut bien dire « nous », mais c'est par politesse.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

EXTRAIT DU RAPPORT DE M. EFFRONT

Le 29 décembre/9 janvier 1909.

Lors des fêtes du nouvel an d'ici, j'ai eu la visite de M. Jules MEULEMANS, le directeur de la *Revue Diplomatique*. Celui-ci est venu me porter ses doléances en disant que depuis nombre d'années, la *Revue Diplomatique* défend dans ses colonnes les intérêts de la Russie tant au point de vue politique qu'au point de vue financier et, à ce titre, il sollicite de faire comprendre la *Revue Diplomatique* parmi les jour-

(1) EFFRONT était représentant de l'Agence Télégraphique Russe.

naux auxquels le gouvernement impérial donne la
publicité des tirages,

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 mars 1909.

Monsieur le Ministre,

M. MARSIGNAN, qui est l'homme influent à l'*Opinion*
(dont M. DOUMER est l'inspirateur), est venu me voir
pour me demander de lui trouver quelqu'un capable
de lui écrire un article expliquant de haut la poli-
tique russe... Serait-il possible de faire préparer,
d'accord avec le Président du Conseil et M. IS-
VOLSKY, une note un peu détaillée, qui puisse servir
à l'*Opinion*?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH,

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

5 mars 1909.

Monsieur le Ministre,

La jeunesse des écoles est d'ordinaire dans l'op-
position, ce qui lui permet de faire du tapage. Actuel-
lement, les royalistes catholiques ont organisé une
agitation contre la République, agitation qui fait très
bien les affaires du gouvernement en montrant l'ab-
surdité des revendications des royalistes. Il subsiste
sous l'égide des hommes du duc d'Orléans un centre
d'agitation, l'*Action française*, que SURETAN avait fon-
dée et dont le président actuel est Jules LEMAITRE,
académicien (que j'ai connu sceptique, anticlérical,
républicain); il s'est cristallisé là le noyau des anti-

sémites et des nationalistes avec la *Libre Parole* et Léon DAUDET. Ils ont eu comme adjuvant l'organisation des syndicats jaunes de BIÉTRY (cette institution qui a excité tant d'admiration en Russie). L'*Action française* dispose de sommes considérables, on quête pour elle dans les familles aristocratiques de Paris et de province. Un point d'attaque a été le cours libre fait par THALAMAS, l'adversaire de Jeanne d'Arc, qu'on a empêché de professer à la Sorbonne; puis va venir le cours de l'abbé LOISY qui, malgré son excommunication par le pape, a été nommé professeur d'histoire de la religion au Collège de France, où l'on cherchera à faire du bruit. Dans l'intervalle, les bandes de jeunes gens qui se posent en défenseurs du trône et de l'autel vont lutter la nuit contre les monuments de ZOLA, TRARIEUX, SCHOERER-KESTNER, qui ont défendu DREYFUS. Parmi ceux qui ont passé en police correctionnelle et ont été rendus à leurs familles comme ayant agi sans discernement, il y a deux petits-fils d'Emile HOSKIER, âgés l'un de quatorze ans, l'autre de douze ans. Leur père Camille BELLAIGUE a déclaré avec grande éloquence qu'il prenait toute responsabilité morale et pénale, etc...

CLEMENCEAU a fait poursuivre les jeunes gens qui vendent sur le boulevard la barbichette, jouets en carton, où un garçon de café tire la barbe d'un gros monsieur (le président FALLIÈRES). A Montmartre, on joue une revue sur l'affaire STEINHEIL avec le tribunal jugeant la veuve. Un des clous est qu'on y lit une liste de dix-huit noms qu'on ne doit pas prononcer, en tête desquels figure Félix FAURE. Le Président du Tribunal dit : « Nous l'appellerons Félix POTIN ».

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 mars 1909.

Monsieur le Ministre,

Les impressions politiques sont détestables : on entrevoit les germes d'une conflagration générale par suite de l'attitude de la Serbie que le parti militaire et impérialiste autrichien juge intransigeante. On voit déjà l'armée austro-hongroise occupant Belgrade et souffrant d'une guérilla dans les montagnes serbes en même temps qu'une guerre austro-monténégro-grine et un soulèvement en Bosnie-Herzégovine avec des troubles en Bohême. On voit la Russie mobilisant et appuyant ses protestations par quelques corps d'armée sur la frontière autrichienne, l'Allemagne répondant par la même mesure sur nos frontières, la France à son tour sur la frontière de l'Est et l'Angleterre envoyant des cuirassés dans la Baltique. L'échiquier européen ainsi garni, le crédit des différents Etats compromis, les affaires arrêtées sauf celles des fournisseurs militaires, on négociera une fois encore, et puis surgira la guerre universelle.

Le gouvernement français conscient de ses obligations à notre égard, du moment que l'honneur russe est engagé en Serbie contre l'Autriche, remplira ses engagements, — mais la population française verra-t-elle avec satisfaction la paix compromise pour la Serbie et la guerre avec l'Allemagne comme conséquence?

Il apparaît aujourd'hui peu de symptômes d'une issue favorable.

Les communications entre Paris et l'étranger par le télégraphe sont devenues impossibles, par suite de la grève à peu près complète des agents télégraphistes. Le mouvement a pris des allures révolutionnaires ; un meeting de 6.000 personnes (facteurs du

service ambulante des chemins de fer, téléphonistes, télégraphistes) a proclamé la solidarité du personnel. Un des griefs contre M. SIMYAN, c'est que les notes individuelles de chaque employé auraient été, dans beaucoup de cas, maquillées pour empêcher l'avancement et faire des économies budgétaires. En tout cas, depuis longtemps, il y a de la fermentation parmi les postiers, de même qu'il y en aura parmi les employés des chemins de fer de l'Etat, M. CLEMENCEAU aura la main lourde en cas de répression.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

29 mars 1909.

Monsieur le Ministre,

J'ai assisté samedi dernier au banquet annuel de la presse économique et financière française, que présidait M. CAILLAUX, assisté de MM. RUAU et VIVIANI, et qu'honoraient de leur présence les gouverneurs de la Banque, du Crédit Foncier, etc. J'oubliais VERNUIL, BÉNAÏ. J'étais là à titre d'invité, et dans l'ordre hiérarchique, après les trois ministres et les deux gouverneurs, j'ai reçu mon paquet d'éloges et de compliments dans le discours d'Edmond THÉRY, fondateur et président de l'association mutualiste. Nous avons été en forte bataille monétaire, Théry et moi, sur le bimétallisme, et comme cela s'est produit toutes les fois que j'ai paru incommode, on s'est adressé à Saint-Petersbourg pour me prier de cesser la polémique. Avec les bimétallistes, les événements m'ont donné raison, et cela a suffi. Théry est un homme très actif, qui a su gagner une très grosse

fortune comme agent de la *Banque de France*, de la Chambre Syndicale et comme spéculateur ; il est l'ami intime de LOUBET, de MÉLINE, en même temps que de ROUVIER et des gens au pouvoir. Naturellement, il a de l'influence.

Ce n'est pas pour vous parler du banquet, ni de ce qu'on a pu y dire de flatteur pour l'économiste à la plume acérée que je passe pour être, mais pour vous signaler l'impression de profond soulagement qu'ont éprouvée et exprimée les interlocuteurs avec lesquels le hasard de la soirée m'a mis en contact : ministres, publicistes, députés ou sénateurs. On a reconnu l'esprit de sacrifice de la Russie, mais on s'est réjoui de voir l'issue pacifique d'une aventure dans laquelle la France ne se serait engagée qu'à contre-cœur.

Les attaques de la presse me semblent bien injustes à l'égard de ceux qui ont eu le sens patriotique de la situation.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 avril 1909.

Monsieur le Ministre,

Les nouvelles de Turquie commencent à être une source de grande préoccupation et il ne faudrait pas s'étonner d'une baisse profonde des différentes valeurs appartenant aux pays intéressés. Cette fois, le sentiment général sera autre que lorsque la Serbie seule était en jeu ; on comprendrait davantage des interventions pour sauvegarder les intérêts directement menacés en Turquie.

Espérons que de grands malheurs pourront être évités !

J'ai reçu la visite du prince Bagration DAVIDOV, maréchal de la noblesse de Tiflis, qui cherche de l'argent pour une avance sur une propriété de plusieurs millions appartenant à la noblesse et située à Tiflis. Je ne crois pas qu'il réussisse : les banques ne prêtent pas volontiers à long terme sur hypothèque au Caucase.

Je ne sais pas où en sont les pourparlers pour MM. PAVLOV et DEMIDOV : M. NOETZLIN et M. DUPASSEUR leur ont dit des choses qui ressemblaient beaucoup aux raisonnements tenus par moi. Je crois que M. PAVLOV ne sera pas mécontent de votre représentant.

M. AKIM EFFRONT est mort hier à l'âge de 50 ans : « directeur de l'Agence politique russe, attaché à la Chancellerie de S. M. l'Empereur », voilà les titres que lui donnent les journaux. Quel personnage mystérieux, aux allures bizarres, qui a pratiqué le chantage comme représentant des *Novosti*, ce qui lui a valu des coups à la section russe de l'Exposition de 1889. Depuis lors, il s'était lancé dans la haute politique, il toucha sur les fonds secrets français, il mit au Mont-de-Piété l'argenterie de feu MOHRENHEIM dans les jours de pénurie, il voulut recevoir sa part de publicité sur les emprunts russes, il passait son temps à écrire des cancons à Pétersbourg; il avait au Ministère des Finances des protecteurs mystérieux. Qui va le remplacer? Des gens semblables apparaissent et disparaissent pour reparaitre sous de nouveaux noms. Sont-ils utiles? Que j'en ai vu à Paris et que j'ai été mal vu d'eux!

J'ai voyagé avec LARA, du *Gaulois*, hier en revenant du Bourget. Il ne parlera pas de l'affaire LOPOUKHINE. Jusqu'à présent, sauf la petite note de l'autre jour, le *Matin* n'a rien donné. Le *Temps* a publié une analyse

détaillée de l'acte d'accusation que les journaux anglais ont donné « in extenso » également (1).

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 mai 1909,
premier jour de la seconde grève des postes.

Monsieur le Ministre,

Le rescrit impérial, exprimant la confiance souveraine dans le Cabinet et approuvant ce que celui-ci avait fait jusqu'ici, a reçu l'accueil le plus favorable. Les journaux français, notamment le *Figaro*, par la plume de M. RECOULY, et d'autres organes, avaient expliqué au public ce que le ministère STOLYPINE avait accompli jusqu'à présent. La perspective de sa disparition a fait fléchir les fonds russes à la Bourse d'hier.

Je ne sais quand cette lettre vous parviendra, puisque nous sommes de nouveau en grève postale.

Je suis allé hier au *Matin* voir comment faire parvenir au Comte WITTE le numéro où l'auteur de l'assassinat de JOLLOS raconte la tentative commise contre lui. J'ai rencontré M. B.-V. (2), qui m'a demandé ce qu'on pouvait penser de cette publication à Saint-Pétersbourg. Je lui ai dit que je ne la croyais

(1) Voir *Le Temps* du 16 avril 1909. LOPOUKHINE, ancien chef de la police au Ministère de l'Intérieur de Russie, avait confirmé à BOURTZEV que AZEV était un agent de la police russe et fut, pour ce fait, accusé de complicité avec les révolutionnaires. L'acte d'accusation contient d'intéressants détails sur les services rendus par AZEV à la police.

(2) BUNAU-VARILLA.

pas précisément très agréable, et je lui ai rappelé ce que je lui avais fait dire à l'occasion du procès LOPOUKHINE. Ce matin, il y a un tout petit télégramme, résumant les dépositions d'hier. Je le découpe et le joins.

Il est très difficile de faire comprendre à un homme assoiffé de sensationnalisme et redoutant la concurrence de ses confrères à un sou, tout le mal qu'il y a à se faire l'organe *payant* du parti de l'action violente et meurtrière. Il manque d'un certain sens et toutes les observations que je pourrai présenter ne serviront à rien, — pas plus d'ailleurs que le gouvernement français sous l'action de VIVIANI et de BRIAND ne comprend qu'il faut procéder à certaines extraditions (1).

Avec BUNAÛ, comme il peut rendre service le cas échéant, il faut bien subir ces actes d'inconscience.

Le Cabinet CLEMENCEAU procède cette fois de la façon forte : à la série de révocations qu'il a prononcées, il ajoute une organisation de service postal militaire, avec l'aide des chambres de commerce, qui vont essayer d'organiser de ville à ville le transport des correspondances entre commerçants, entre commerçants et clients et clients et commerçants, à l'exclusion des lettres entre simples particuliers, pour ne pas porter atteinte au monopole. On compte beaucoup sur le télégraphe sans fil ; les électriciens de la grève prétendent pouvoir en troubler l'usage.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

(1) Aux yeux de RAFFALOVITCH, la République française n'était donc pas encore assez inféodée au tsarisme : elle aurait dû livrer aux bourreaux du tsar les victimes de ce régime réfugiées en France, comme elle livra plus tard à Mussolini des victimes du fascisme.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

28 juin 1909.

Monsieur le Ministre,

Je complète la lettre officielle par une ou deux observations (1) : même lors des grands efforts pendant la guerre, on n'a pu avoir toute la presse, bien qu'on dépensât des centaines de mille francs. La voie ordinaire à laquelle je fais allusion, c'est celle de LENOIR. Les établissements ont distribué quatre grosses mensualités après l'emprunt et ils ont eu intérêt à ce qu'on ménageât la Russie. Il y a impossibilité matérielle à faire cesser les attaques : venant des socialistes, elles tombent à plat.

Le gouvernement français est très intéressé à une attitude amicale de la presse au moment de la visite impériale. Sauf de PICHON, il n'y a pas grand-chose à attendre. WALBECK-ROUSSEAU avait interdit de lui remettre les coupures des journaux hostiles à sa personne, ce qui le rendait beaucoup plus fort. Il faudrait abdiquer toute nervosité vis-à-vis de la presse. La question que j'ai eu l'honneur de poser à Votre Excellence relativement à la délégation parlementaire russe tombe, puisque ces messieurs viennent isolément, non « in corpore ».

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

N'y aurait-il pas moyen de donner une décoration à LENOIR, qui a déjà le Saint-Stanislas au cou ? Il le désire ardemment. De même, pendant le voyage de S. M., quelques décorations seraient bien placées parmi les journalistes et directeurs des

(1) En marge, de la main du ministre : *Communiquer ces idées sous une forme plus développée au Président du Conseil des Ministres.*

journaux. M. NEKLOUDOV, notre chargé d'affaires, est tout à fait de mon avis sur la question de la presse.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 23 juillet 1909.

Monsieur le Ministre,

Profitant de la permission de Votre Excellence, je partirai lundi pour Ouchy voir ma fille ainée qui va s'embarquer pour Constantinople avec son mari, désireux d'y faire quelques études économiques. A mon retour, je devrai passer une dizaine de jours avec ma mère, qui a plus de 75 ans, à Folkestone ; le médecin lui recommande le changement d'air.

Aurons-nous aujourd'hui un Cabinet ? Lorsque cette lettre viendra à Saint-Petersbourg, le télégraphe vous aura renseigné déjà longuement. Il paraît que M. FALLIÈRES tenait à consulter M. BOURGEOIS et à lui demander de former le ministère. Mais M. BOURGEOIS était en déplacement scandinave et il n'est pas arrivé avec le train de quatre heures de Cologne. M. BOURGEOIS, qui est un dilettante, un artiste, et qui, en outre, souffre d'une maladie de rein (albuminurie), inspire de la confiance à beaucoup de gens qui craignent les aventures. Il est imbu de laïcité et en même temps, sous le nom de solidarité, il prend au christianisme tout le côté « aimez-vous les uns les autres ». Son nom est très respecté dans les chancelleries européennes. Mais il n'est pas arrivé hier, et M. FALLIÈRES s'est adressé à M. BRIAND. Celui-ci est l'homme le plus capable du Cabinet CLEMENCEAU, mais il a des origines socialistes, et toute la nuée des candidats ministériels qui n'entreraient pas dans cette combinaison va s'agiter pour l'entraver. On dit qu'hier soir, M. BRIAND a dîné au

Restaurant Larue avec MM. PICHON et RUAU, dont le premier garderait les Affaires Etrangères, le second irait à la Justice, M. BRIAND prenant l'Intérieur. Le groupe radical aurait protesté contre l'appel fait de M. BRIAND comme trop avancé.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

24 juillet 1909.

Monsieur le Ministre,

M. BRIAND a réussi rapidement, et la rapidité était la seule chance sérieuse de succès qu'il eût d'aboutir à former son Cabinet.

Etant marqué de l'étiquette « socialiste » et ayant commencé presque par le socialisme révolutionnaire, gardant VIVIANI et prenant M. MILLERAND, aussi étiqueté socialiste mais devenu homme de gouvernement et socialiste d'Etat, M. BRIAND a dû aller chercher plus vers le centre et c'est pour cela que nous voyons au Commerce M. Jean DUPUY, Ministre de l'Agriculture sous WALDECK-ROUSSEAU, COCHERY aux Finances, — il convient de rappeler que celui-ci a proposé l'impôt sur la rente alors qu'il était Ministre des Finances et que le 3 % cotait 105. On lui met comme Sous-Secrétaire M. René RENOULT qui est le rapporteur de la loi d'impôt sur le revenu. M. PICHON reste au quai d'Orsay et il faut s'en réjouir. M. BRIAND a bien fait d'aller vite : les organes des ambitieux non servis trouvent même qu'il a été trop vite. S'il avait trainé, il y aurait eu des intrigues, comme l'envoi de députations de groupes demandant à être représentés.

MM. PICARD (marine), PICQUART (guerre), CAIL-

LAUX (finances), MILLIÈS-LACROIX (colonies), s'en vont, ainsi que M. SIMYAN.

Je serai à partir de lundi pour une semaine Hôtel Royal, à Ouchy, par Lausanne.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 26 août 1909.

Monsieur le Ministre,

Le *Journal* qui, afin de faire pièce au *Matin* s'est inféodé à BOURTZEV, continue le cours de ses publications. Il publie aujourd'hui un nouvel article que je vous envoie

Il s'agit du 15 septembre 1897, et nous sommes en 1909. Vous verrez que Vladimir BOURTZEV y est traité de *célèbre*. La source est donc évidente. Afin d'obtenir la publication à Paris, B. a dit probablement que cela allait avoir lieu en Allemagne ou en Angleterre.

Je doute que cela passionne le public français.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Vous savez qu'à moins de *sommes très fortes* données au *Journal* (et encore préférera-t-il peut-être publier ce qu'il voudra), il n'y a pas grand'chose à faire. Si vous buchez le *Journal*, cela recommencera ailleurs.

Quant à ce que S. M. l'Empereur reçoive des rapports détaillés qu'il parcourt et qu'il donne un coup de crayon pour montrer qu'il les a reçus, c'est bien naturel. Ce qui est condamnable, c'est qu'on les ait

pu laisser voler. Il n'est pas à supporter que BOURTZEV en ait la collection complète,

On pourrait se servir d'un canal connu pour aller trouver LETELLIER, mais le secret ne serait pas gardé.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, le 7 septembre 1900.

Monsieur le Ministre,

Je viens d'avoir une longue et amicale conversation avec M. COCHERY, auquel m'unissent de vieilles relations de sympathie.

Il m'a parlé de ses projets budgétaires, qui consistent à rétablir l'équilibre à l'aide de l'alcool, du tabac, des successions. Il s'est élevé contre les conseils que donne LEROY-BEAULIEU, de suspendre l'amortissement, de majorer les recettes, de même qu'il est hostile à l'emprunt, et cela parce que la seule garantie contre les exagérations de dépenses, surtout de dépenses dites sociales, se trouve dans l'équilibre sincèrement obtenu, à l'exclusion d'expédients ou d'artifices.

Il m'a demandé ensuite où en était l'affaire de la fusion *Russo-Chinoise* et *Banque de Sibérie*, quelles en seraient les conséquences pour l'élément français, représenté au Conseil de la *Russo-Chinoise*.

Il avait entendu dire que NOETZLIN, mal disposé pour la fusion, voulait faire une troisième banque. Je lui ai dit que tout cela me semblait prématuré, que j'avais entendu parler de pourparlers en vue de créer une banque nouvelle avec les éléments provenant de la liquidation des deux anciennes institutions et que je supposais que l'élément français conserverait sa part d'influence.

Etant donné la curiosité de M. COCHERY sur cette question, je vous prie de me faire donner les éléments pour le renseigner. Il se figure notamment que le gouvernement (ici le M-re des F-ces et la Banque de l'Etat) a vendu en Allemagne des actions de la *Russo-Chinoise*.

M. COCHERY m'a parlé de l'interview du *Standard*. C'est lui qui, après avoir lu les *Nouvelles*, avait signalé l'article au Ministère des Affaires Etrangères, et il l'a fait parce qu'il considère les *Nouvelles* — qui n'ont aucune influence et peu de lecteurs, — comme un organe allemand, étant donné l'influence qu'exerce dans ce journal Mme Marguerite DURAND, ancienne actrice du Théâtre Français, ancienne directrice du journal *La Fronde*, qui passe pour avoir été honorée des faveurs d'un souverain dont l'Empire est entre la France et la Russie. Il a vu dans l'insinuation de cet article, reproduisant la conversation de Votre Excellence avec le *Standard*, un moyen allemand de semer la zizanie entre les Français et nous en faisant croire qu'on réserverait à l'avenir aux Anglais les affaires lucratives et qu'on laisserait aux Français les obligations garanties. Il est absolument de mon avis en ce qui touche l'inutilité d'un démenti direct aux *Nouvelles*, et aussi en ce qui concerne l'avantage d'une explication donnée par le canal d'un journaliste français de Saint-Pétersbourg. Il faudrait d'après lui, rétablir la vérité sur les intentions de Votre Excellence, et cela en vue de la Chambre des Députés. Il y a un groupe de députés socialistes qui nous détestent, qui cherchent l'occasion de plaies et bosses pour nous faire du tort et qui pourraient s'emparer de la conversation inexac-tement rapportée par le *Standard* : il faudrait trouver moyen de neutraliser cela par l'affirmation adroitement faite que la Russie est toujours toute disposée à faire une place considérable aux capitaux et à

l'intelligence des Français pour la mise en valeur de ses richesses.

J'ai dit à M. COCHERY que très souvent les Français refusaient d'entrer dans des entreprises en Russie, lorsqu'on venait leur en proposer, — je lui en ai énuméré quelques-unes. J'ai ajouté que je le comprenais un peu en voyant les résultats plutôt tristes de quelques affaires dans lesquelles la *Société Générale* et d'autres avaient entraîné les capitalistes français. J'ai montré les Anglais plus courageux dans les affaires de l'Oural.

Ainsi, avant la rentrée d'octobre, M. COCHERY voudrait avoir un témoignage de nos bonnes dispositions.

Serait-il possible de m'envoyer par retour du courrier des types de banderoles mises sur les bouteilles de Champagne et de vin mousseux importées en Russie ? et en général un échantillon de nos vignettes fiscales pour les remettre à M. COCHERY.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Un télégramme de Votre Excellence que je puisse montrer à M. COCHERY ne serait pas déplacé, relativement aux deux questions soulevées.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 31 décembre 1909.

Monsieur le Ministre,

L'an dernier, il s'est constitué un trust de publicité financière au capital de 2.000.000, à la tête duquel est un ancien chef de la publicité de l'agence

Havas, M. RÉNIER. Ce trust a pris à partir du 1^{er} mai 1909 les sept journaux suivants, auxquels il paye:

<i>Petit Parisien</i>	600.000 francs
<i>Echo de Paris</i>	250.000 —
<i>Gaulois</i>	250.000 —
<i>Petite République, Libre Parole, Aurère, Action.</i>	

En outre, pour les journaux de province, RÉNIER s'est entendu avec PHILOUZE et F. WADDINGTON (ce dernier, fils de l'ancien ministre des Affaires Etrangères). On considère que les prix payés aux trois premiers journaux sont excessifs. Evidemment, ce n'est pas seulement sur la publicité donnée au moment des emprunts que comptent ces gens-là, mais sur les opérations à côté, sur les commissions payées par les petites compagnies et par les petites banques pour le placement de paquets de titres en province et dans le public ignorant. Cela nous promet de jolis résultats pour plus tard.

L'Economiste Européen (1) se plaint d'avoir été mal traité cette année par la Commission d'amortissement : on lui a retiré un grand nombre de tirages. *L'Economiste Français* se plaint également : il y a certainement l'intérêt de ces journaux, mais aussi celui de leurs lecteurs.

Un journal, *Le Globe*, avait commencé à publier des listes de l'argent distribué par la *Banque de Paris* pour un emprunt bulgare et un emprunt brésilien. Il y a eu une telle levée de boucliers qu'il a dû interrompre cette publication.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

(1) En marge, de la main du ministre : *Je demande une note.*

*Versements opérés pendant l'année 1909 pour les
annonces de tirages et de renouvellement des titres.*

Journaux	Sommes versées	Prix de la ligne
<i>Journal Officiel</i>	4.647 »	1 50
<i>Temps</i>	12.980 »	2 »
<i>Economiste Européen.</i>	11.691 »	1 50
<i>Economiste Français.</i>	10.335 »	1 50
<i>Figaro</i>	4.792 »	2 »
<i>Gaulois</i>	3.565 »	1 »
<i>Journal</i>	5.376 »	2 »
<i>Journal des Débats</i> ..	13.141 50	1 50
<i>Liberté</i>	5.343 »	1 50
<i>Messenger de Paris</i>	11.151 »	1 50
<i>Monde Economique</i> ..	3.307 50	1 50
<i>Patrie</i>	7.548 »	1 50
<i>Petit Parisien</i>	5.720 »	10 »
<i>Rentier</i>	6.000 »	(forfait)
<i>Revue Economique et Financière</i>	10.000 »	(forfait)
<i>Indépendance Belge.</i>	3.026 40	0 80
<i>Semaine Financière</i> ..	366 »	1 50
<i>République Française.</i>	2.543 75	1 25
<i>Echo de Paris</i>	8.106 »	2 »
<i>La Nouvelle Revue</i> ..	535 »	1 25
<i>Le Matin</i>	19.700 »	
<i>Etoile Belge</i>	735 30	0 45
<i>Montteur des Intérêts matériels</i>	7.245 »	1 »
	157.854 45	

DE M. RAFFALOVITCH A M...

20 janvier 1910.

Confidentiel.

...Le mois prochain, M. D'ESTOURNELLES, sénateur,

ancien diplomate, lauréat du prix Nobel pour la paix, très agité, très snob, mène des députés et des sénateurs rendre visite à leurs collègues russes.

Parmi les sénateurs qui l'accompagnent, il y en a de très bien :

FLANDIN, ancien procureur général, ancien professeur de droit, l'un des protagonistes de la représentation proportionnelle;

Gaston MENIER, très riche, propriétaire de la fabrique de chocolat et d'un yacht sur lequel l'Empereur d'Allemagne est venu;

Philippe BERGER, protestant, professeur d'hébreu au Collège de France;

Avec cela, il y a des radicaux comme CODET, COUYBA (qui a eu des chansons chantées à Montmartre), CORNET, gens avancés.

Parmi les députés, on nomme BEAUQUIER, inventeur de la Ligue franco-italienne, vieille barbe républicaine, LE FOYER, GERALD, gens radicaux, CHASTENET, modéré et intelligent.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 23 janvier 1910.

Monsieur le Ministre,

CONSTANT (Benjamin), homme de lettres sous Napoléon I^{er} et la Restauration, auteur d'ouvrages philosophiques, politiques, d'un roman célèbre appelé *Adolphe*, ami de Mme DE STAEL, est aussi célèbre en la personne d'un de ses descendants, d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, sénateur de la Sarthe et président du groupe de l'arbitrage français. Il est extrêmement ambitieux, vaniteux, très accessible aux hon-

neurs. Je l'ai beaucoup connu à la première Conférence de La Haye, où il s'est distingué à la commission s'occupant de mettre sur pied l'arbitrage.

Sans fortune personnelle, il a épousé la fille d'un Allemand qui a fait fortune comme banquier à New-York; la sœur de sa femme est mariée au Professeur ROBIN, le célèbre médecin; sa sœur (à lui) est Mme MASPÉRO, dont le mari est le célèbre égyptologue, directeur des Musées du Caire. Le père de D'ESTOURNELLES est le chef de la division des théâtres au Sous-secrétariat des Beaux-Arts.

Il (le sénateur), a passé son baccalauréat, pendant la guerre, à l'École française d'Athènes et s'est engagé ensuite comme volontaire. Il a été dans la diplomatie jusqu'au grade de ministre plénipotentiaire; il a été chargé d'affaires à Londres; à plusieurs reprises, avant cela, il a été à La Haye comme secrétaire d'ambassade.

Dévoré d'ambition, il aurait voulu être Ministre des Affaires Etrangères ou ambassadeur. A défaut, il est le grand initiateur de l'arbitrage; président du groupe français, il aime à voyager à travers l'Europe, suivi de ses collègues du bureau, tout comme il reçoit les étrangers qui viennent à Paris.

En 1899, il souhaitait le cordon bleu de l'Aigle Blanc; il dut se contenter du Stanislas de 1^{re} classe.

Philippe BERGER, professeur au Collège de France, appartient à une famille protestante émigrée de Strasbourg à Nancy, après la guerre. Deux de ses frères, morts aujourd'hui, ont été l'un, un grand chirurgien, l'autre, le directeur de la *Banque Ottomane* et vice-président du *Comptoir d'Escompte*, après la reconstitution en 1889. Philippe B., membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur d'hébreu au Collège de France, rédacteur au *Journal des Débats*, a succédé à RENAN, dont il fut le secrétaire. Il représente Belfort au Sénat.

Gaston MENIER est l'un des fils du fondateur de la maison de chocolat. Il est très riche, il a un yacht sur lequel WALDECK-ROUSSEAU a fait des excursions dans les mers du Nord et sur lequel l'Empereur GUILLAUME II a pris ses repas. C'est un homme intelligent, assez modeste, qui a fait beaucoup pour ses ouvriers. Il est d'opinion modérée. Son père qui a été un esprit beaucoup plus large a fait des livres d'économie politique, tout en dirigeant la fabrique de chocolat à Noisiel.

Le Sénateur FLANDIN est un ancien professeur de droit, un ancien procureur général à Alger; il a écrit un livre sur la Représentation proportionnelle.

CHASTENET, député de la Gironde, ancien chef du contentieux de l'Exposition de 1900, s'est occupé surtout de questions de législation financière (loi sur les sociétés); il a l'honneur d'avoir proposé le chèque postal en France, dont les Chambres ont voté l'adoption. C'est un brave homme. Lui et GERALD (Georges, qui aime à être appelé Géo GERALD) parleront des vins et cognacs. GERALD, né dans la Champagne, représente les Charentes, pays du cognac. Il est très ambitieux, très radical, a été comme commissaire général adjoint à l'Exposition de Saint-Louis.

COUYBA (Haute-Saône), a fait des vers sous le nom de COUYBA retourné : BOUKAY, que les Russes fréquentant les cabarets montmartrois ont entendu chanter. Il s'occupe de Beaux-Arts et voudrait être un jour Sous-secrétaire d'Etat.

FLANDIN s'est beaucoup occupé de la Représentation proportionnelle, sur laquelle il a publié un livre, mais en me relisant, je m'aperçois que je l'ai déjà dit.

Je vous envoie cette seconde édition de notules biographiques, pensant que cela peut être utile, lorsque ces Messieurs viendront.

CODER est combiste, radical, d'intelligence médiocre.

Tous sont accessibles au bon accueil et aux amabilités.

FROMAGEOT, qui fut l'élève du professeur **RENAULT**, et qui ne fait pas partie du Parlement, est un homme très bien, qui a rendu de grands services lors de l'enquête tenue à Paris sur l'incident de Hull.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Je m'occupe de faire des articles sur le projet de budget de 1910.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 24 janvier 1910.

Mon cher collègue,

...Il est vraiment fâcheux qu'on se figure dans la presse que, suivant une lettre que je reçois du *Radical*, je sois le grand dispensateur de la publicité des tirages d'amortissement. Je me demande si je ne dois pas cette épithète à l'un des employés de la *Banque de Paris*.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 27 janvier 1910.

Monsieur le Ministre,

Le *Journal Officiel* a publié dans son Bulletin annexe l'avis signé **TALON**, qu'il avait été fondé une société civile de porteurs de bons de délégations im-

périales russes 6 %, pour émettre des titres rapportant 6 % et remboursables au pair en 5 ans. Le fondateur a un bureau meublé d'une table et d'une chaise dans lequel il reçoit les journalistes qu'il a convoqués par la lettre incluse; il leur dit que l'affaire n'est pas encore tout à fait prête et il les adresse ailleurs en attendant.

Cela me semble étrange. J'ai télégraphié à M. DAVIDOV et j'ai écrit à M. COCHERY pour signaler cette affaire extraordinaire.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. TALON AUX DIRECTEURS DE JOURNAUX

Paris, le 22 janvier 1910.

Monsieur le Directeur,

Je vous serais obligé de faire passer à mon bureau, 13, rue de la Grange-Batelière, le plus tôt qu'il vous sera possible, votre rédacteur financier. J'aurai à m'entendre avec lui au sujet de la part qui sera faite à votre estimable journal dans le budget de publicité financière de l'émission des bons de délégations impériales russes 6%, dont la notice passe au Bulletin annexe du *Journal Officiel* le 24 courant. Je lui communiquerai en même temps tous les documents relatifs à cette affaire. Je vous serais obligé de ne rien publier sur elle avant de m'avoir vu.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite considération.

TALON.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 28 janvier 1910.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence un

article sur le budget russe que j'ai fait dans l'*Economiste Européen*, sous la signature de BOURGAREL. Je viens de voir TALON, l'inventeur des délégations impériales russes 6 %, gagées sur des annuités inscrites au budget. C'est un homme qui a l'air dans la misère. Il va faire rentrer ses circulaires. Ce n'est qu'au mois d'avril qu'il devait avoir des données précises. Un ou plusieurs entrepreneurs russes devaient lui céder des annuités pour travaux à faire au Caucase, il ne sait pas où.

Une notice dans le *Messageur* officiel russe disant que ce genre de cession de créance sur le gouvernement ne saurait être monnayé sous cette forme, l'affaire a été renversée par ma note d'hier au *Financial News*.

DE M. SAZONOV A M. KOKOVITZEV

19 janvier 1910.

Cher Monsieur Vladimir Nicolaevitch,

En suite de votre lettre du 20 juillet 1909, N° 489, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Haute Excellence que sur rapport de M. le Ministre des Affaires Etrangères, le 19 décembre 1909, Sa Majesté a daigné très gracieusement consentir à la décoration du citoyen français Alphonse LENOIR, de l'ordre de Sainte-Anne, 2^e classe, dont les insignes avec le diplôme correspondant seront transférés à destination par l'entremise de l'ambassade impériale à Paris.

Agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération et de mon entier dévouement.

SAZONOV.

DE M. LVOV A M. RAFFALOVITCH

21 janvier/3 février 1910.

Mon cher collègue,

Je viens vous informer que, sur la proposition de M. le Ministre des Finances, Sa Majesté l'Empereur a daigné conférer à M. Alphonse LENOIR l'ordre de Ste-Anne de 2^e classe, dont les insignes lui seront remis par l'intermédiaire de l'ambassade de Russie à Paris.

NOTE OFFICIELLE

Le *Journal Officiel* français a publié dans son Bulletin annexe un avis signé TALON, qu'il avait été fondé une société civile de porteurs de bons de délégations impériales russes 6 %, pour émettre des titres rapportant 6 % et remboursables au pair en 5 ans pour le rachat ou la prise à gage d'annuités versées par le gouvernement impérial et inscrites au budget russe. Le gouvernement russe n'a rien de commun avec cette entreprise privée et les bruits dont certains journaux se sont fait l'écho au sujet d'une émission de bons de délégations impériales russes 6 % sur la place de Paris, sont dénués de tout fondement et de toute vraisemblance, tant à raison de l'état actuel du crédit de la Russie qu'au point de vue de la situation financière du pays.

Expédiée le 23 janvier 1910.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

5 février 1910.

Monsieur le Ministre,

Depuis quelques années, la Chambre Syndicale des agents de change de Paris a fait la guerre aux contre-

partistes, c'est-à-dire à des maisons de courtage qui tenaient le coup contre la clientèle des spéculateurs, auxquels ils faisaient croire qu'il s'agissait d'opérations faites dans les conditions habituelles de la Bourse. Ces pseudo-bourses accessoires étaient de petites maisons de jeu où le monopole des agents de change était en quelque sorte ouvertement transgressé. Cette contrebande a valu à un certain nombre de maisons des condamnations assez fortes en première instance et en appel. Elles ont porté le procès devant la Cour de cassation qui a rejeté le pourvoi et confirmé les condamnations. Cela n'aurait rien de particulièrement intéressant si Monsieur le procureur général BAUDOUIN n'avait cru devoir lui-même prononcer le réquisitoire.

Votre Excellence se souviendra peut-être que j'ai transmis dernièrement une lettre impérative de M. DE VERNEUIL, concernant une réclamation de M. BAUDOUIN qui avait perdu des titres russes. C'est donc un client de la charge de VERNEUIL qui a parlé dans un procès où le monopole était en jeu. Un des arguments que le procureur général a développés, c'est que la concurrence des établissements de crédit, porte préjudice au libre développement des transactions à la Bourse. Les établissements de crédit, en prenant ferme des emprunts (et cela avec l'argent de leurs déposants, ce qui est faux), détournent une partie du courant des affaires. Ils placent directement dans leur clientèle; la quantité qui est vendue à la Bourse est donc diminuée. Jadis, il y avait de grandes souscriptions publiques. On vendait et on achetait des titres; aujourd'hui, ils se classent plus vite. Je ne crois pas, contrairement à ce que pense M. BAUDOUIN, qu'il y ait lieu de s'en plaindre.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. SAZONOV A M. KOKOVITZEV

Copie. St-Petersbourg. 24 janvier 1910.

Cher Monsieur Vladimir Nicolaevitch,

M. ROUTIER qui nous avait proposé de tenir par le *Petit Journal* le public français au courant de la situation économique en Russie, s'est présenté chez moi. Il avait été informé qu'il était fait droit à sa demande et qu'il lui était alloué une somme totale de 5.000 roubles. Mais il a déclaré qu'après en avoir conféré avec le propriétaire du journal en question, l'ex-sénateur PREVET, il avait décidé, vu le refus de ce dernier de consentir aux conditions susmentionnées, de ne pas mettre à exécution son projet de voyage en Russie et d'informations économiques sur ce pays.

Recevez, ... etc.

SAZONOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 7 février 1910.

Mon cher collègue,

Je vous envoie le *Journal des Débats* où il y a des choses pénibles pour le monopole des agents de change. Je tiens à affirmer que je ne participe en aucune façon à cette polémique, m'étant fait une règle stricte de ne pas intervenir comme critique dans les affaires purement françaises. Si donc, M. DE VERNEUIL fait allusion à ma personne, vous pourrez le rassurer entièrement.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 22 février 1910.

Monsieur le Ministre,

Le parquet du Tribunal correctionnel a fini par s'émouvoir des lettres que j'ai écrites au Garde des Sceaux, aux Ministres des Finances et des Affaires Etrangères, relativement à l'émission à Paris de pseudo-délégations impériales russes 6 % à 485.

J'ai reçu la visite d'un inspecteur chargé de faire une enquête et d'empêcher le scandale d'escroqueries commises sous le couvert du nom du Trésor Impérial...

On raconte que M. Lost s'est déjà assuré le concours de gros entrepreneurs français pour les travaux du chemin de fer de Tiflis-Vladicaucase, dont il sollicite la concession, et qu'il a distribué des lots d'entreprise.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

NOTE JOINTE A LA LETTRE DU 7 MARS AU MINISTRE

L'inspecteur DE CODAIN, qui s'occupe principalement d'enquêtes sur les affaires financières et qui a été chargé de s'occuper de l'affaire des pseudo-délégations impériales russes 6 % (affaire TALON), m'informe qu'à la suite du bruit que j'ai fait, les lanceurs de l'opération (un banquier PECQUIGNY, 3 rue Rossini, et le susdit TALON), ont fait détruire 100.000 circulaires et 6.000 récépissés de souscription. Il paraît que M. TALON, l'initiateur de l'opération, serait très protégé par notre Ministre de la Guerre, (par le canal de son beau-frère). Ce M. TALON serait à Saint-Pétersbourg où il intriguerait. Il serait utile de tirer l'affaire au clair avec Son Excellence le Ministre de la

Guerre, qui ignore certainement tout cela. Les prétendues obligations 6 % devaient financer une toute au Caucase.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 15 mars 1910.

Monsieur le Ministre,

Je remercie Votre Excellence de m'avoir autorisé à venir à Saint-Petersbourg pour quelques jours.

Le scandale des liquidateurs continue à occuper les Chambres et les journaux. On joue à la devinette pour savoir à qui le trio des liquidateurs parisiens : DUEZ, LECOUTURIER et MÉNAGE, ont donné des bouche-l'œil. On dit que DUEZ a payé de l'argent à la *Libre Parole* par l'intermédiaire d'un rédacteur, PAPILLAUD, décédé depuis. La séance d'hier a été intéressante. C'est dans une certaine mesure un épisode de la lutte COMBES contre ses adversaires du parti radical qui l'ont renversé jadis. Mais les liquidateurs ont été nommés en partie sous WALDECK-ROUSSEAU, je crois. C'est du linge sale qu'on se jette à la tête.

Il est toujours dramatique d'entendre un homme d'Etat (que ce soit ROUVIER, que ce soit MILLERAND) se défendre contre des accusations de vénalité. MILLERAND l'a fait avec sa forme glaciale et rigide habituelle en expliquant que devant le refus d'autres avocats de plaider pour les liquidateurs, il plaida pendant quelque temps les affaires de principe (jusqu'en 1907) en niant avoir touché 300.000 francs d'honoraires. Mais il n'en a pas fini de ces ennuis.

M. BARTHOU a prononcé un mot terrible : *Je me demande s'il n'y a pas quelque chose de gangrené dans notre organisation judiciaire.*

Le mot n'a pas été suivi de la promesse de mesures énergiques immédiates, mais de l'annonce de réformes imprécises concernant les liquidations. LABORI, avec sa fougue ordinaire, a relevé le terme de « gangrené » et dit que c'était la politique qui souvent influait sur les magistrats dans les jugements.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Les modérés (PRACHE) font valoir que dès 1904, ils ont crié gare et demandé la liquidation par l'Etat.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Très secrète.

M. Henri de NOUSSANNE, qui a repris le journal le *Gil Blas* à PERIVIER et OLLENDORF, est venu me voir. Journaliste de carrière, il a eu à son actif l'évasion de la princesse LOUISE, fille de LÉOPOLD II, et une campagne antiallemande en Pologne. Il a quitté l'*Echo de Paris*, dont il était le chef du service politique, pour prendre le *Gil Blas* avec 800.000 fr. que lui a donnés un notaire de Paris qui a, pour cela, vendu sa charge. Il représente comme nuance les conservateurs de gauche *nuance catholique*.

Il a pris pour chef du service financier Pierre de MAROUSSEM qui a été professeur à la Faculté de Droit à vingt-trois ans et qui a organisé à Paris la *Banco di Roma*, pour le Pape. Evidemment, NOUSSANNE venait pour exercer une pression sur moi. J'ai été fort aimable, mais j'ai eu l'air de ne pas comprendre qu'il avait une arrière-pensée.

Il m'a dit qu'il avait réussi à mettre la main sur tout le plan d'action des Cadets et des Finlandais con-

tre le crédit de la Russie, que cette fois ce ne seraient pas les socialistes qui nous attaqueraient dans les journaux et dans le Parlement, mais qu'on avait pu se procurer les listes des clients du *Crédit Lyonnais* et qu'on leur enverrait des circulaires, des lettres à domicile, qu'on ferait des conférences contre la Russie, qu'on dirait vouloir sauver la fortune publique française, etc.

J'ai répondu que FINOT avait essayé et qu'il avait échoué. « Oui, alors, c'était un individu connu comme juif renégat », mais ce serait beaucoup plus terrible si cela partait d'autres côtés, de côtés plus conservateurs, m'a répliqué NOUSSANNE.

A-t-il l'intention de se livrer à une campagne contre le crédit russe ? Je n'en sais rien. Il a parlé des K. D. et des Finlandais.

Il m'a dit avoir fait capituler les grands magasins en refusant les annonces au prix ancien. Il a laissé entendre qu'il y avait des dangers pour les grands établissements de crédit. Le *Lyonnais* avait eu des ruses déjà, etc.

Il m'a parlé aussi d'une publication scandinave qui niche boulevard Malesherbes et qui fait de la propagande antirusse et antiallemande. Vers la fin de la conversation, NOUSSANNE m'a dit : « Mais vous allez emprunter pour payer le coupon, il vous faut toujours de l'argent. — Mais jamais de la vie, nous comptons bien, en 1910, boucler le budget ordinaire et extraordinaire avec un écart assez peu considérable pour le trouver aisément en Russie. » Cette réflexion est venue à la suite d'un tableau de notre situation que je lui ai fait.

Il m'a dit en me quittant : « Je vois que vous n'avez pas peur; il faut toujours affecter cette attitude. » Il reviendra certainement me voir; je serai très aimable avec lui.

Il a été très cajolé par EFFRONT, mais il dit s'en être toujours méfié. Je lui ai raconté l'épisode qui

m'avait brouillé avec EFFRONT, en 1889, lorsque celui-ci ayant voulu faire chanter les exposants russes et ayant été souffleté par l'un deux, PAVLOVSKY, THERBANE et moi nous l'exclûmes du « Comité de la presse russe auprès de l'exposition. »

LENOIR dit que le *Gil Blas* ne représentait pas grand'chose jusqu'ici, que son nouveau directeur était un homme dangereux, très sans scrupules. Il doit avoir de l'argent catholique, probablement aussi de l'argent polonais. DE MAROUSSEM, qui est catholique, doit être un des liens.

A. RAFFALOVITCH.

[De la main du ministre : *Envoyer copie au Président du Conseil des ministres.*]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

St-Petersbourg, le 26 mars/8 avril 1910.

Monsieur le Ministre,

J'ai à remercier Votre Excellence de toute sa bienveillance pendant mon séjour à St-Petersbourg.

J'ai vu le Président du Conseil, et comme commentaire à la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui, conversation où il a été question de la presse française, le hasard met dans mes mains une coupure du *Gil Blas*, dont le directeur actuel, de NOUSSANNE, a voulu avoir nos annonces de tirages et, faute de crédit, ne les a pas reçues. Son journal, dans lequel il y a de l'argent des catholiques du Nord de la France, ne doit pas avoir un grand tirage, quoi qu'il dise. Il m'a parlé d'une agence *Scandinavia*, qui fonctionne à Paris, et essayé de faire peur pour qu'on le subventionne par le canal « annonces ».

Comme nous n'avons pas marché, il prend sa revanche à l'occasion des affaires de Finlande.

J'avoue ne pas comprendre les allusions à ma personne : si quelqu'un s'abstient de sortir de son rôle économique, c'est bien moi.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Si M. de NOUSSANNE se figure de la sorte en imposer, il se trompe.

DE M. MEULEMANS AU MARQUIS DE ***

LA REVUE DIPLOMATIQUE

15, boulevard Malesherbes
Paris

DIRECTION

Paris, le 12 avril 1910.

Mon cher Marquis,

Devant votre insistance et la collaboration si gracieuse que vous voulez bien nous apporter depuis si longtemps, j'ai été obligé d'intervenir personnellement auprès de mon Conseil d'administration pour faire accepter l'article que l'on vous avait demandé de faire passer à la *Revue Diplomatique*. Ce long article qui a paru dans notre dernier numéro du 10 avril dernier, absolument tendancieux sur la question finlandaise, qui était d'ailleurs, je le reconnais, remarquablement fait, émane certainement d'une haute personnalité russe, dont vous avez eu, et je ne saurais vous en blâmer, le tact de taire le nom. Comme je connais, mon cher Marquis, votre absolu désintéressement et que vous m'avez demandé la publication en question pour être agréable à votre cousin, le Comte DE LA MAZELIÈRE, je suis certain que vous n'êtes qu'un intermédiaire gracieux.

Je me trouve donc très à l'aise pour vous dire en toute franchise que la *Revue diplomatique*, qui pendant trois ans a inséré d'une manière absolu-

ment gratuite toutes les dépêches et notes, ainsi que les biographies des Ministres des Affaires Etrangères et des Finances de Russie qui lui ont été communiquées par M. EFFRONT, directeur de l'*Agence Politique russe*, décédé l'année dernière, n'a nullement eu à se louer de la manière dont il a été tenu compte de ses services. En effet, M. EFFRONT m'avait donné sa parole que le Ministère des Finances de Russie comprendrait mon importante publication dans la liste des journaux français auxquels est accordée la subvention pour la publication de la liste des tirages russes; or, cette promesse n'a jamais été remplie et, pour comble, alors que toutes les ambassades et légations sont abonnées à la *Revue diplomatique*, seule l'ambassade de Russie à Paris a fait exception à cette règle. Je compte, mon cher Marquis, que vous voudrez bien communiquer cette lettre à la haute personnalité dont vous tenez l'article que je n'ai inséré que pour faire plaisir, afin qu'elle veuille bien intervenir auprès de Son Excellence le Ministre des Finances pour que satisfaction me soit accordée en récompense de mes longs et désintéressés services.

Veillez agréer, mon cher Marquis, la nouvelle assurance de mes sentiments les plus distingués et dévoués.

Jules MEULEMANS,
*Directeur de la Revue diplomatique
et du Moniteur des Consulats.*

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, 15 avril 1910.

Mon cher ami,

L'ambassadeur de Russie m'a demandé ce qu'on avait fait avec Gaston ROUTIER à Saint-Petersbourg.

si promesses, et quelles promesses; il paraît que ce ROUTIER ne vaut pas grand'chose.

L'*Economiste Européen* est très satisfait de l'arrangement à forfait, bien qu'il ait eu en une année 19.000 francs. L'ambassadeur trouve inutile de subventionner l'*Agence politique russe* de feu EFFRONT. Je n'ai pas d'idées à ce sujet.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

23 avril 1910.

Mon cher collègue et ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 25 courant et verrai l'ambassadeur auquel je ferai la commission et je vous écrirai. LENOIR donne de très mauvais renseignements sur ROUTIER, que je ne connais pas. Je ne vois pas actuellement, avec une bonne année budgétaire, à quoi peut nous servir une campagne dans le *Petit Journal*. D'ailleurs, vous devez être vacciné contre les attaques de la presse.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

NOTE A LA LETTRE DU 28 AVRIL 1910 AU MINISTRE

Il faut être sur ses gardes avec ROUTIER qui est un misérable à ce qu'on dit.

DU PRINCE GALITZINE A M. RAFFALOVITCH

23 mai, Villa du Cateau, Nice.

Cher collègue,

Sur le désir du prince VASSILTCHIKOV, président

de l'Union des Nationalistes, j'ai fait insérer dans la *Revue diplomatique*, avec le concours d'un de mes amis, le comte OLIVIER DE LA MAZELIÈRE, la protestation des nationalistes contre l'immixtion des parlementaires étrangers dans la question finlandaise, ainsi qu'en général dans celles qui concernent nos affaires intérieures. Après cette insertion, la *Revue* a manifesté ses doléances à l'égard de nos autorités compétentes. Ces doléances sont-elles justifiées, vous êtes à même de juger cela mieux que moi. Evidemment, la presse de toute couleur demande à être remerciée si l'on a besoin d'elle. Mille amitiés...

Prince Serge GALITZINE,
Attaché agricole à l'Ambassade russe.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

26 mai 1910.

Monsieur le Ministre,

J'ai demandé quelles avaient été les conditions du dernier emprunt japonais : 1 3/4 de commission, 1 1/2 % de guichet. Il y a eu des difficultés à Londres avec lord ROTHSCHILD. On fait des tranches pour Londres et Paris. Lord ROTHSCHILD et les autres participants ont demandé un prix moindre que celui de Paris. Le gouvernement japonais a répondu que c'était impossible. Lord ROTHSCHILD a voulu s'entêter et faire de l'obstruction; il a été lâché par les banques de l'Extrême-Orient. Le marché français va subir une saignée assez forte : 450 millions de japonais à 95, 400 millions de 4 % mexicain à 97 et 300 millions d'obligations 4 % de chemin de fer américain. La compagnie consent à se charger des frais d'abonnement. C'est une sortie de plus d'un milliard de francs. La France fournit au Japon le

moyen de rembourser ses porteurs indigènes de 5 % ; elle va donner au Mexique le moyen de rembourser en Allemagne 400 millions de 5 % anciens. Avec le Mexique, on a beaucoup discuté. Le 5 % est gagé sur les douanes à l'aide d'un système assez ingénieux, la banque nationale vendant des quittances aux importateurs pour payer les droits d'entrée. LIMANTOUR a voulu supprimer ce gage, en même temps il demandait un prix plus avantageux. Les banques françaises ont cédé sur le prix, mais maintenu le gage. Enfin, il y a l'emprunt marocain 5 %, qui sera donné au public à 97. Les Allemands, représentés par Arthur FISCHER, ont 20 % de l'affaire qui est de 60 à 70 millions. Le gage est une seconde hypothèque sur les revenus du pauvre Maroc. Le pauvre Maroc n'a rien eu en échange de tant d'argent. En Egypte, la situation semble difficile, mais les Anglais ne lâcheront jamais. En 1912 arrive l'échéance pour la conversion. Les Anglais voudront convertir l'unifié et supprimer le contrôle international sans garantir la dette. Le 4 % égyptien est à 104 à cause de la commission internationale. La Grèce cherche à emprunter. Par là, elle est obligée de montrer avant l'emprunt plus de souplesse. Il faudrait vraiment amener les Crétois à la sagesse. La hausse du change sur Londres (la livre à 25,32) a été due en partie aux rachats du découvert qui s'était formé...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

17 juin 1910.

Monsieur le Ministre,

...J'ai eu le plaisir de voir des Américains récemment et de les entendre lorsqu'ils sont francs déplo-

rer l'état de corruption dans lequel l'influence des magnats financiers a fait tomber leurs politiciens. Un jour, le renchérissement de la vie aidant, il y aura peut-être du changement dans la force respective des partis.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. NEKLOUDOV A M. ISVOLSKY

Secrète.

Paris, 17/30 juin 1910.

Cher Monsieur Alexandre Pétrovitch,

M. Gaston ROUTIER, correspondant du *Petit Journal*, qui a été cet hiver à St-Petersbourg et que, apparemment, vous connaissez personnellement, a adressé à maintes reprises à l'Ambassade la demande suivante:

M. ROUTIER, d'après ses paroles, aurait proposé, lors de son séjour à St-Petersbourg, au Ministère des Finances, au nom de l'éditeur du *Petit Journal*, le sénateur Ch. PREVER, de publier dans cet organe une série d'articles pour informer le public français de la situation économique de la Russie. A cet effet, il était nécessaire à M. ROUTIER de revenir en Russie et d'y faire un voyage de quelques mois, mais comme cela nécessitait des dépenses, M. ROUTIER en avait demandé le remboursement à notre Ministère des Finances. Ce dernier, d'après M. ROUTIER, aurait répondu qu'il était favorable en principe à sa proposition, mais qu'il désirait au préalable en référer à l'ambassade impériale à Paris. A l'appui de ses paroles, M. ROUTIER m'a montré une note de M. DAVIDOV, dans laquelle ce dernier se déclarait favorable

à l'idée de la publication d'une série d'articles dans le *Petit Journal*.

Néanmoins, la demande de M. ROUTIER me laissait quelque peu sceptique.

Ces derniers temps, mes soupçons se sont quelque peu dissipés après une conversation avec l'ex-ministre de France à Vienne, le marquis de RÉVERSON.

Ce dernier m'a parlé favorablement de M. ROUTIER qui, selon lui, est un journaliste talentueux et consciencieux. Il m'a également donné les meilleurs renseignements sur le sénateur PREVET. Quant au *Petit Journal*, il a un très fort tirage et jouit d'une grande influence dans les milieux de la petite et de la moyenne bourgeoisie française. Il pourrait par suite servir grandement nos intérêts.

C'est pourquoi j'ai reçu M. PREVET et M. ROUTIER. Le premier m'a déclaré qu'il serait désirable d'allouer pour le travail en question environ 4.000 fr. par mois à son collaborateur durant environ six mois.

Je dois néanmoins vous communiquer que M. RAFALOVITCH se montre très sceptique à l'égard des propositions de MM. PREVET et ROUTIER. Il considère que vu notre relèvement économique, nous n'avons pas besoin de faire de la réclame et redoute que l'allocation d'une subvention au *Petit Journal* n'incite les autres organes de la presse parisienne à venir quémander à leur tour des subsides. En tous les cas, selon lui, une somme mensuelle de 1.200 à 1.500 roubles serait amplement suffisante pour M. ROUTIER.

Recevez, ... etc.

NEKLOUDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 2 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

... J'ai eu ce matin la visite du représentant de la *Dépêche de Toulouse*, le grand journal radical qui paraît dans le sud et le sud-ouest de la France et qui a un tirage de 300.000 exemplaires. A la tête se trouve le frère du Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, SARRAUT. C'est un journal de couleur radicale que M. DELCASSÉ protège aussi, m'a affirmé son rédacteur. J'ai répondu à M. CESVET qui voulait les tirages d'amortissement, que cela ne dépendait en aucune façon de moi, que depuis que la Douma fonctionnait, les crédits étaient très comprimés et qu'il fallait s'adresser non à moi, mais à la Chancellerie de Crédit. J'ai insisté sur ce que l'on se faisait des illusions sur ce que les journaux en retiraient, quelques milliers de francs à peine. Valait-il la peine de remuer ciel et terre, de mettre en mouvement M. LOUIS, M. DELCASSÉ et d'autres ?

N'empêche que si, moyennant quelques mille francs, on peut s'attacher de la sorte la *Dépêche*, il faudrait le faire. Mais il faudra causer avec M. SARRAUT. Votre Excellence sait qu'au risque d'une impopularité personnelle parfois gênante, je défends les intérêts du Trésor contre l'avidité des gens de plume.

On a raconté qu'un M. RÈNIER, derrière lequel il y a un consortium de gens du monde, a affermé 8 bulletins financiers : *Petit Parisien*, 600.000 francs ; *Echo de Paris*, 300.000 francs ; *Gaulois*, 300.000 francs ; le *Siècle*, l'*Action Française*, la *Libre Parole*, etc. Il gagne cette année beaucoup d'argent, mais il recommande toutes les saletés imaginables (caoutchouc, pétrole, etc.). Quelles mœurs bizarres !

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Monsieur le Ministre,

Un curé de province m'a demandé des renseignements après avoir souscrit sur les lettres de gages russes 6 % émises à 485 francs pour compte de la compagnie générale concessionnaire des transports postaux en Russie. Le gouvernement russe garantit l'emprunt, en ce sens qu'il s'engage à verser 250.000 chaque année pour les intérêts. Comme cela me paraît sentir l'escroquerie, j'ai fait insérer une note dans le *Journal des Débats*, que je joins à ma lettre; j'ai écrit à l'agence *Havas*. J'ai prié le baron BRINCARD de mettre ses directeurs d'agence en garde contre cette nouvelle tentative d'escroquerie et j'ai prévenu le juge d'instruction qui s'est occupé des délégations impériales russes 6 %. Il faudrait vraiment attirer l'attention de l'ambassadeur de France sur les tentatives d'escroquer le public français sous le couvert de prétendues opérations du Trésor ou de garanties données par lui. Je ne saurais dire qu'on mette infiniment d'empressement à m'aider dans ma guerre aux voleurs.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. TROUVÉ A M. RAFFALOVITCH

Agence HAVAS Paris, le 4 juillet 1910.

M. Raffalovitch, 2, rue de Berri, Paris.

Monsieur,

Nous avons bien reçu la communication que vous nous avez adressée. Malheureusement, malgré tout le désir que nous avons de vous être agréable, il nous est de toute impossibilité de publier ladite communication dans nos feuilles, étant donné son carac-

tère exclusivement financier. Or les journaux considèrent (quelques-uns nous l'ont fait savoir précédemment) ces sortes d'informations comme étant du domaine de leur *publicité financière* et non comme des nouvelles à leur fournir par l'agence *Havas*, dont ils ont au contraire à payer les services.

De plus, nous pourrions être obligés de publier la réponse qu'il plairait aux intéressés de nous adresser, puisqu'ils sont mis en cause, et cela nous entraînerait (vous le comprendrez) au delà des limites où il est permis à l'agence *Havas* d'aller.

Avec tous mes regrets de ne pouvoir vous donner satisfaction, nous vous prions d'agréer, etc..

Le secrétaire général,

A. TROUVÉ.

[Note de la main de RAFFALOVITCH: *Voici la réponse de l'agence Havas à ma demande de m'aider à mettre le public en garde contre une escroquerie.*]

A LA CHANCELLERIE DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT

LA DÉPÊCHE & LE PETIT TOULOUSAIN
Société anonyme au capital de 1 million
Conseil d'Administration

Toulouse, le 5 juillet 1910.

*Monsieur le Directeur de la Chancellerie des
Opérations financières, Ministère des Fi-
nances de Russie, St-Petersbourg.*

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'insertion dans le journal *La Dépêche* des listes de tirages d'amortissement des emprunts russes, aux conditions en usage pour ces sortes d'insertions.

Je n'ai pas besoin, Monsieur le Directeur, de vous dire quelle est l'importance de la *Dépêche* et son influence politique.

Quoique publiée à Toulouse, la *Dépêche* est, à ce point de vue, aussi considérée que les grands journaux de Paris qui lui empruntent souvent ses articles sur la politique générale du gouvernement.

C'est le seul journal de province qui jouisse d'une telle notoriété politique. Au point de vue de la propagande et de la publicité, la supériorité de la *Dépêche* n'est pas moins grande.

Le tirage quotidien de la *Dépêche* dépasse 200.000 numéros qui, grâce à une organisation spéciale des moyens de transport dans 17 départements, sont répandus dans des milieux où ne pénètrent pas les journaux de Paris.

Nous desservons aussi le nord de l'Espagne, notamment la ville de Barcelone, où sont vendus plusieurs milliers de numéros par jour.

J'espère que ces considérations qui sont toutes particulières au journal *La Dépêche* vous détermineront à accueillir favorablement ma requête. Vous pouvez avoir facilement la confirmation de ce que j'ai l'honneur de vous exposer en vous renseignant auprès des hommes politiques et notamment auprès de M. DELCASSÉ, ancien ministre des Affaires Etrangères, qui, en sa qualité de député de notre région, est bien placé pour connaître la situation exacte de la *Dépêche de Toulouse*.

Avec mes remerciements anticipés, veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux et dévoués.

L'Administrateur chargé de la publicité financière :
Signature illisible.

(RAVEAU?)

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

9 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

...J'ai été assailli de réclamations par les émetteurs des lettres de gages 6 % or sur redevance du gouvernement impérial russe. Je leur ai dit que le terme « lettres de gages » s'appliquait uniquement à des obligations financières, que le contrat des postes russes ne prévoyait pas l'émission d'obligations simili-officielles. Il y a à la tête de cette affaire le vicomte de BUISSERET et le sieur TALON qui se dit l'ami du Ministre de la Guerre.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Copie de la lettre en date du 9 juillet 1910, au sujet de laquelle j'ai télégraphié à Votre Excellence.

DE M. LANGLOIS A M. RAFFALOVITCH

Plusieurs de mes amis et moi-même sommes excessivement émus d'une note qui aurait, paraît-il, paru dans un des journaux du soir, hier vendredi. En effet, la maison PECQUIGNY, 3, rue Rossini, à Paris, nous a fait prendre part à une émission d'obligations russes 6 % dénommées lettres de gages qui sont garanties par une annuité de 250.000 francs que le gouvernement russe se serait engagé à payer à la compagnie concessionnaire de transports postaux en Russie. Nous savons qu'il y a déjà eu 475.000 francs versés par de braves gens comme nous qui, ayant confiance dans la solidité et l'honorabilité du gouvernement russe, avons mis nos capitaux dans cette affaire, sans penser qu'il pouvait y avoir le moindre danger. Si cette affaire n'est nullement garantie par le gouverne-

ment russe, veuillez nous le faire savoir et en même temps le faire savoir dans la presse parisienne, afin que de semblables procédés ne puissent pas continuer de se produire, agissements qui finiraient par ruiner le crédit des affaires russes en France.

H. LANGLOIS,
1, rue Taitbout.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

12 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

La Chambre des Députés va être prorogée. Hier, elle a entendu l'interpellation de JAURÈS et d'autres sur les affaires ROCHETTE. Elle a donné un vote de confiance par une majorité de 310 voix au gouvernement; d'autre part, elle a obtenu la satisfaction d'une commission d'enquête parlementaire de 33 membres, « à condition qu'elle n'ait pas de pouvoir judiciaire » a exigé M. BRIAND. L'origine de cette affaire se trouve dans la façon dont on a pu, il y a deux ans, forcer l'affaire ROCHETTE.

ROCHETTE est un individu fort habile et fort dangereux qui, après avoir fait son apprentissage dans quelques maisons de basse finance, eut l'idée d'exploiter à son tour la crédulité du public. Il fonda d'abord une institution de crédit qui, à l'aide d'un journal et de succursales en province, attira des dépôts, des ordres. La mode étant au cuivre, il acheta des mines sans valeur qu'il transforma en sociétés; il créa une banque franco-espagnole, acheta des brevets de manchons à incandescence. Toutes ces entreprises étaient télescopées, emmanchées l'une dans l'autre et soutenaient les cours de la voisine. Tout cela ne reposait

sur rien de sérieux. Le danger était connu ; on pouvait prévoir la fin.

ROCHETTE avait commis toute une série d'infractions aux lois. On était inquiet. Le Parquet surveillait ses agissements, la préfecture de police aussi. On attendait pour agir, car il est toujours délicat d'arrêter quelqu'un lorsqu'on sait que les actions de nombreuses entreprises fléchiront. ROCHETTE, grisé par le succès, commit des imprudences. Il voulut mettre la main sur le *Petit Journal* et, à cet effet, engagea les gens à vendre en envoyant des circulaires. Le sénateur PAVERT déposa une plainte contre inconnu pour manœuvre dolosive. Il se trouva que c'étaient des gens de ROCHETTE. Le Parquet ne bougeait pas. On voulut cependant agir. Le Préfet de Police se préoccupait de la situation et, afin d'avoir une arme de plus, contre ROCHETTE, il envoya son chef de Cabinet chez un banquier qui prétendait avoir un plaignant à présenter. Le chef de Cabinet aurait mieux fait de convoquer le banquier à la Préfecture au lieu d'aller chez lui.

ROCHETTE fut arrêté ; ses actions baissèrent. On prétendit que des bénéfices immenses avaient été faits par ceux qui avaient machiné ou su l'arrestation. Depuis des semaines, le procès en police correctionnelle se poursuit contre ROCHETTE et ses complices. A l'une des dernières audiences, l'avocat qui plaidait pour lui voulut faire déposer le chef de Cabinet du Préfet et le juge d'instruction sur les conditions de l'arrestation. Tous deux se retranchèrent derrière le secret professionnel. Là-dessus, l'avocat déclara ne pas vouloir plaider. Il s'en alla, et ROCHETTE fit défaut.

Il y avait matière à scandale pour les adversaires du gouvernement, d'autant plus que CLEMENCEAU, qui avait été premier Ministre au temps de l'arrestation de ROCHETTE, vient de s'embarquer pour l'Ar-

gentine où il fera des conférences. JAURÈS et quelques réactionnaires ont donc interpellé, attaqué surtout la magistrature et le Préfet de Police, M. LÉPINE. M. BRIAND a répondu avec beaucoup de vigueur, beaucoup d'éloquence et il a pris le parti de M. LÉPINE. Par sa vigilance, son énergie, il gêne infiniment les menées des partis révolutionnaires. Il y a eu un échange de paroles très aigres entre les deux. Qu'en résultera-t-il ? Rien.

Une leçon à en tirer. C'est qu'il est parfois très difficile pour un gouvernement d'agir contre les financiers. L'intervention de la justice dans les affaires de l'*Union Générale* en 1881-82, l'arrestation de BOUTOUX et de FEDER ont provoqué des haines violentes ; cette intervention était amplement justifiée par les illégalités commises. Dans l'affaire ROCHETTE, de moindre envergure, il en est de même. ROCHETTE était une force avec son journal, ses 50.000 clients, ses 60 agences.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

16 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

...Les amateurs de scandales politiques ont du pain sur la planche avec l'enquête ROCHETTE. La préfecture de police a visiblement agi par ordre supérieur en découvrant quelqu'un qui se portât partie civile contre ROCHETTE et obligeât le Parquet à le faire arrêter. Le Parquet ne tient visiblement pas à avoir à se mêler d'affaires financières : 1° parce qu'il n'y comprend rien ; 2° parce qu'il craint les répercussions sur la Bourse, la baisse des valeurs,

etc. M. LÉPINE est trop prudent pour s'engager tout seul à la légère. Il y a des détails curieux dans l'enquête sur les informateurs qui tiennent la police au courant de ce qui se passe à la Bourse. Les affaires ROCHETTE sont au fond une superposition d'attrape-nigauds, avec l'aide de la publicité financière.

J'espère que les imbéciles qui ont souscrit les lettres de gages 6 % trouveront leur argent. L'émetteur m'a assuré qu'il allait rembourser et annuler les souscriptions.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KOKOVITZEV A M. ISVOLSKY

7 juillet 1910.

Dans sa lettre du 25 juin dernier (279), Votre Excellence m'a fait parvenir une copie du rapport secret de notre chargé d'affaires à Paris, M. NEKLODOV, rapport concernant la proposition du collaborateur du *Petit Journal*, M. Gaston ROUTIER, de mettre au courant le public français de la situation économique de la Russie. A cet effet, M. ROUTIER se proposerait de passer environ six mois en Russie et d'y voyager à condition que le Ministère des Finances lui alloue une somme mensuelle de 4.000 francs pour ses dépenses.

L'hiver dernier, lorsque M. ROUTIER était chez moi, j'avais consenti à l'aider dans ses démarches à cet effet. Néanmoins, je ne pouvais lui fournir les subsides qu'il demandait car je n'avais pas à ma disposition les fonds nécessaires. D'ailleurs, je considérais que l'état excellent de nos finances ne nécessitait pas une semblable campagne de presse à Paris.

Néanmoins, comme j'ai déjà consenti en principe à aider M. ROUTIER, je jugerais possible de faire droit

à sa demande, mais à condition que la somme totale qui lui serait affectée ne dépasserait pas 5 ou 6.000 roubles.

Veuillez agréer,... etc.

KOKOVITZEV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 24 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

...La campagne contre les établissements de crédit continue et c'est toujours la participation aux emprunts étrangers qui est en jeu. Les métallurgistes (rails-locomotives, armes et munitions de guerre) sont très riches et n'hésitent pas à subventionner la presse. Ils ne cessent de peser sur le gouvernement français pour qu'il impose aux emprunteurs (Japon, Turquie, Portugal) de donner des commandes en France. Il est admirable que les métallurgistes ne parlent que de leur industrie particulière et ne songent pas à demander qu'on force les gouvernements étrangers ou leurs ressortissants à acheter des bijoux, des automobiles, des parapluies.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Confidentiel.

Paris, 27 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

...On dit que le *Temps* va changer de directeur politique, HÉBRARD serait remplacé par COLRAT, dont on dit beaucoup de bien. COLRAT est très éloquent ;

il a été le secrétaire de POINCARÉ et il a organisé le Congrès des classes moyennes. Il y a eu d'autres candidats, de brillants journalistes, mais très endettés.

Votre très obéissant serviteur,

_____ A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

31 juillet 1910.

Monsieur le Ministre,

...Les Turcs ont nommé un attaché commercial qui est venu m'interviewer sur mes attributions. Arrivé au point « développement des relations commerciales et financières » entre les deux pays, je lui ai dit que c'était un *secret* et il a eu la naïveté de le croire.

Votre très obéissant serviteur,

_____ A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Lorey, par Breuilpont (Eure), 11 août 1910.

Mon cher collègue,

...ROCHETTE s'est vu recondamné à Rouen avec augmentation d'un an de prison. C'est lui qui est le propriétaire du journal à cinq centimes, la *Cote*, qui demandait des tirages.

Je suppose que des journalistes français (Marcel HUTIN, de *l'Echo*) ont dû de nouveau déblatérer contre moi et mon avarice qui ne permet pas de donner des sommes considérables.

Bien des amitiés,

_____ A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

10 août 1910.

En vous remettant ci-après un mandat de frs. 3.000 pour les frais d'abonnement au *Bulletin de l'Agence Havas*, la Chancellerie des Opérations de Crédit ne peut s'empêcher de vous faire remarquer qu'il serait très désirable que ladite Agence veuille bien, à l'avenir, ne point faire montre du rigorisme qu'elle a cru devoir, en certaines occasions, témoigner à l'égard des communications qui lui étaient faites par le Ministère des Finances.

Le Directeur :
DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOROVITZEV

Paris, le 23 août 1910.

Monsieur le Ministre,

J'ai fait l'exposé dont je vous ai donné le résumé dans une lettre antérieure, en y ajoutant qu'il faudrait donner aux gouvernements la possibilité de défendre le public contre les contrefacteurs de fonds garantis. J'ai raconté l'histoire des délégations impériales russes et des lettres de gages russes. Du moment qu'il s'agit de plaider pour la liberté du mouvement des capitaux mobiliers, je crois qu'il y a tout avantage à apporter des arguments à cette cause.

On m'a raconté une bien bonne histoire, concernant l'ex-président Theodore ROOSEVELT. Celui-ci s'est fait payer pour la conférence à la Sorbonne :

5.000 fr. par l'Université de Paris	} pour admettre les reporters
2.500 fr. par le <i>Figaro</i>	
2.500 fr. par le <i>Matin</i>	
2.500 fr. par <i>N. Y. Herald</i>	
5.000 fr. par l' <i>Associated Press</i>	

Il a traité lui-même cette affaire avec le recteur de l'Université. Il a fallu prendre sur le chapitre « entretien de l'immeuble » les 5.000 francs de l'Université.

La même conférence faite à Berlin lui a rapporté 4.000 marks.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Je consacrerai la journée de demain à voir l'Exposition de Bruxelles et serai lundi à Paris.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 26 août 1910.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 10 août 1910 me portant chèque frs. 3.000 pour *Havas*, dont quittance incluse. J'ai fait part à M. POGNON de vos observations. M. POGNON a de grandes sympathies russes. Il a été correspondant à l'armée du Danube et en Bulgarie jusqu'à l'avènement d'Alexandre de BATTENBERG.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

29 août 1910.

Monsieur le Ministre,

... Le Parquet a ouvert enfin une enquête contre les émetteurs des lettres de gages 6 %. Nous verrons ce qu'il en adviendra.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

28 septembre 1910.

Monsieur le Ministre,

...Il paraît que DJAVID BEY, le Ministre des Finances turc, a fait l'impression d'un homme intelligent, rusé et surtout plein de suffisance. Au *Crédit Lyonnais*, on l'a naturellement conduit au bureau des études financières, on lui a montré ce qu'on connaissait sur les affaires turques ; on a insisté sur la part prépondérante qui revient dans le relèvement des finances turques à la commission de la dette. C'est là un point très délicat, très douloureux pour l'amour-propre ombrageux des Turcs. Les Jeunes-Turcs savent qu'ils ne pourraient guère se débarrasser de la commission, mais ils ne veulent plus se mettre en tutelle. Il y a eu des froissements, des frottements, des antagonismes entre la *Banque Ottomane* qui a fait des maladresses et le gouvernement ; la *Banque Nationale*, de Sir Ernest CASSEL, n'a pas été un élément d'apaisement. Le Ministre des Affaires Etrangères de France aussi n'est pas toujours très bien inspiré lorsqu'il veut imposer les commandes à l'industrie française (qui travaille très bien, mais qui est chère) aux pays emprunteurs, comme condition « sine qua non » de la conclusion d'emprunt admis à la cote de Paris. Grâce à l'essor de notre industrie nationale, commanditée en partie par les capitaux français, on ne peut guère nous faire des demandes analogues : les métallurgistes seraient disposés à l'exiger.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

3 octobre 1910.

Monsieur le Ministre,

Lorsque l'on a la raison pour soi, on peut attendre le redressement par les faits eux-mêmes. Il faut seulement avoir de la patience. Cette réflexion banale m'est inspirée par la lecture du *Temps*, je ne puis pas dire par celle des *Débats*, puisque j'en suis l'auteur. Aujourd'hui, tout le monde, sauf les socialistes, défend le crédit russe. On suppose que l'affaire turque pourra bien finir par se faire à Paris. La *Banque Ottomane* aura une compensation. Elle a commis des maladresses en sortant de son ancien rôle, en s'associant trop intimement aux autres établissements. Son Conseil à Paris, qui comprend la fine fleur de la haute banque, est une force. Les Français s'aperçoivent que la fameuse unification de la dette turque a été plutôt une faute.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

9 octobre 1910.

Mon cher collègue,

...J'ai vu hier M. ISVOLSKY, avec lequel j'ai longuement parlé. Il apportera en matière de diplomatie des notions plus modernes et plus de souplesse que son prédécesseur (1). Il ne faut seulement pas

(1) ISVOLSKY remplaça NELIDOV comme ambassadeur à Paris en décembre 1910.

qu'il s'exagère l'influence, ni l'intelligence, à quelques exceptions près, du monde des banquiers...

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

10 octobre 1910.

Mon cher collègue,

M. Georges NELIDOV, que j'ai eu le plaisir de voir plusieurs fois à Paris, et qui peut nous être d'un précieux concours pour éclairer l'opinion étrangère, viendra vous parler de l'agence *Fournier*. Ecoutez-le, je vous prie, avec la sympathie que vous avez pour ceux qui cherchent à être utiles.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

LE GÉRANT DU MINISTÈRE DES FINANCES
A S. EXC. E. ARGHIROPOULO

Confidentiel.

Octobre 1910.

Cher Monsieur Simon Emanouilovitch,

Dans une lettre du 22 juillet, le Ministre des Affaires Etrangères avait prié le Ministre des Finances de lui faire savoir s'il pouvait communiquer au correspondant du *Petit Journal*, M. ROUTIER, l'avis du Ministre des Finances en date du 7 juillet, n° 121. Dans cet avis, on informait M. ISVOLSKY que l'on consentait à la proposition de M. ROUTIER, mais que les subsides qui lui seraient accordés ne dépasseraient pas un total de 5 à 6.000 roubles.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence

que l'état favorable de nos finances me semble rendre inutile actuellement cette campagne de presse à Paris. Par suite, outre que le *Petit Journal* a été impliqué dans l'affaire ROCHETTE, je juge que nous devons décliner la proposition de M. ROUTIER.
Recevez, ... etc.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

16 octobre 1910.

Mon cher collègue,

J'ai bien reçu votre lettre du 10 octobre, me parlant de M. G. NELIDOV. J'ai pris note de ce que vous me dites de ses rapports avec l'agence *Fournier*.

Agréez, mon cher collègue, les assurances de mes sentiments dévoués.

DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Paris, le 15 novembre 1910.

Le hasard m'a fait connaître quelques détails de la dernière crise ministérielle. Il semble que le Président du Conseil (1) a modifié, à différentes reprises, dans le cours de la dernière semaine, ses résolutions. Il donne davantage l'impression de la force et de la détermination qu'il ne la possède en réalité. Il est très amenable à des influences extérieures. Profondément honnête, absolument désintéressé en matière d'argent, il ne connaît pas bien les hommes et ne les distingue pas. Ainsi, pour les questions finan-

(1) Aristide BRIAND.

cières, il est en relations avec des gens de cinquième ou de sixième ordre qu'il prend pour des lumières.

Son idéal, c'est un gouvernement fort, avec un Parlement ramené au rôle de législateur pur et simple, le gouvernement étant dans les mains du Président du Conseil. Peu versé dans l'histoire du passé, il emploie des phrases qui rappellent celles que les historiens mettent dans la bouche de BONAPARTE. Loin de lui toute idée de coup d'Etat, ni de violence. Cependant, il a fait un petit coup d'Etat en imposant à ses collègues leur démission collective et en remplaçant tout le personnel antérieur sauf à la Guerre, Marine, Intérieur, Commerce, Affaires Etrangères.

Il est très autoritaire, se mêle de ce qui se passe dans les autres ministères pour les nominations, a introduit la formule: « Le Président du Conseil a reçu aujourd'hui le ministre de tel département, la délégation des viticulteurs, l'ambassadeur de..., etc. » Cela ne se faisait pas auparavant.

Comme moyen financier, il ne distingue pas beaucoup entre l'impôt et l'emprunt. Il voudrait faire boucler le budget de 1912 avec l'emprunt.

Les conservateurs et bourgeois auront des déceptions. Ainsi, un des premiers projets de loi sera la législation des Unions de syndicats, par suite la reconnaissance de la Confédération Générale du Travail. Les idées sont aussi vagues en ce qui concerne le moyen d'empêcher les grèves des fonctionnaires et employés des services publics : on a la formule, mais non le projet de loi.

Le Cabinet actuel est faible ; sauf BRIAND, il manque de prestige et d'autorité.

Il y a eu des scènes de comédie lors de la constitution du nouveau ministère, des ambitions en éveil, des influences mises en jeu pour faire désigner tel ou tel titulaire. Je ne puis les esquisser.

Pendant deux jours, le Premier Ministre a été à

la chasse (lundi-mardi). C'est là qu'ont mûri les idées de renouvellement du Cabinet. L'annonce d'une démission collective a été un coup de surprise, le choix de quelques collègues comme LAFFERRE et PUECH une erreur de jugement, une cause d'affaiblissement.

Quels seront les successeurs ? DELCASSÉ s'agite beaucoup, il vise aussi la Présidence de la Chambre, mais il sera battu par BRISSON.

POINCARÉ, cela ferait l'affaire des socialistes qui auraient alors à combattre un cabinet de résistance.

Il y a le tigre qui guette dans l'ombre, c'est CLEMENCEAU.

Tout cela est intéressant, pas très instructif.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. PERCHOT A M. RAFFALOVITCH

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

— Paris, le 13 mai 1911.

Monsieur,

A diverses reprises, j'ai eu l'honneur de faire faire un certain nombre de démarches auprès de vous, à l'effet d'obtenir pour le journal *Le Radical*, dont je suis directeur, la publicité des tirages d'émissions des emprunts russes.

Jusqu'à ce jour, les démarches sont restées sans effet. Je me permets d'insister à nouveau auprès de vous pour que vous obteniez cette publicité pour mon journal.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

PERCHOT.

J. Perchot, député des Basses-Alpes, directeur du *Radical*,
16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Paris.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

Confidentielle.

18 mai 1911.

En date du 25 avril, vous avez entre autres informé le Ministère que l'*Echo du Nord* et le *Radical* s'étaient adressés à vous pour l'obtention d'insertions.

En ce qui concerne le *Radical*, protégé par l'ambassade, la Chancellerie des Opérations de crédit à l'honneur de vous informer que le Ministère des Finances va entretenir de cette question le Ministère des Affaires Etrangères en lui exposant que, à son point de vue, il est préférable de s'abstenir de donner des publications à cet organe.

Pour ce qui est de l'*Echo du Nord*, veuillez noter qu'il ne saurait entrer dans les vues du Ministère de donner des insertions aux feuilles de province et que, par conséquent, une suite favorable ne pourrait être donnée à la demande formulée par ledit journal.

Le Directeur :
DAVIDOV.

Versements opérés en 1910 pour la publicité des tirages aux journaux français :

<i>Journal officiel</i>	Fr.	4.692	»
<i>Temps</i>		15.465	50
<i>Economiste Européen</i>		11.217	50
<i>Economiste Français</i>		12.345	50
<i>Figaro</i>		7.162	»
<i>Gaulois</i>		2.619	»
<i>Journal</i>		6.738	»
A reporter		60.239	50

	<i>Report</i>	60.239 50
<i>Journal des Débats</i>		15.885 »
<i>Liberté</i>		5.421 »
<i>Messenger de Paris</i>		13.567 50
<i>Monde Economique</i>		4.847 50
<i>Patrie</i>		7.300 50
<i>Petit Parisien</i>		5.490 »
<i>Rentier</i>		6.000 »
<i>Revue Economique et Financière</i>		10.000 »
<i>Semaine Financière</i>		375 »
<i>République Française</i>		2.006 25
<i>Echo de Paris</i>		4.022 »
<i>La Nouvelle Revue</i>		297 50
<i>Le Matin</i>		20.450 »

Fr. 155.901 75

Aux journaux belges :

<i>Etoile Belge</i>	Fr.	564 30
<i>Indépendance Belge</i>		3.630 40
<i>Moniteur des Intérêts matériels</i>		7.635 »

Fr. 11.829 70

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 octobre 1911.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence l'article que le *Temps* a consacré à votre prise de possession de la Présidence du Conseil. Cet article témoigne à la fois d'un désir de paraître très au courant des affaires de Russie et d'un sentiment de sympathie pour votre personne. Le courant que j'ai signalé à Votre Excellence, dans ce sens, constitue un trait remarquable de la situation actuelle.

On a appris avec un sentiment de réel soulagement qu'enfin l'accord était fait sur le Maroc entre Paris et Berlin et que les deux négociateurs avaient pu parapher le texte arrêté entre eux. Ce fut laborieux et douloureux. Que vont être les négociations sur les cessions de territoire colonial africain ou sur l'échange de territoires congolais, — cette seconde formule agréant davantage à l'amour-propre des Français?

Les avis sont partagés. Tandis que les gens optimistes croient à un accord d'autant plus rapide qu'il s'agit de réalités tangibles et que les Allemands savent l'opinion publique en éveil en France, d'autres, pessimistes par tempérament et par intérêt, prédisent des lenteurs, des difficultés, etc. Ce sont les mêmes qui disent: « Gare à la prochaine complication avec l'Allemagne. Cette fois-là, on n'évitera pas la guerre! » Je ne suis pas de cet avis.

Un incident remarquable a été l'acquiescement des jeunes gardes révolutionnaires, qui avaient traîné devant un tribunal « ad hoc » certains de leurs amis soupçonnés d'accointance avec la police d'Etat, qui porte en France le nom de Sûreté Générale et dépend du Ministère de l'Intérieur. Les violences dont les gens soupçonnés ont été victimes ont paru mal établies, la séquestration des accusés de courte durée. Il a apparu par contre que les victimes ont joué double jeu : prenant part active aux menées révolutionnaires, elles les dénonçaient moyennant finances au Ministère de l'Intérieur. Dans des procès de cette nature, les jurés français acquittent toujours. Le sachant, le parquet aurait pu s'abstenir de poursuivre. Le procureur de la République, négligeant les faits mêmes du procès, a présenté au jury le tableau de la société révolutionnaire organisée contre la société régulière, et il s'est fondé là-dessus pour demander un verdict de culpabilité à

titre de défense sociale. L'argument n'a pas porté. On a appris, dans ce procès, qu'en 1908 M. CLEMENCEAU avait accordé audience, alors qu'il était Président du Conseil, à l'un des révolutionnaires, agents de la Sûreté, qui ont été malmenés. A cette époque, M. CLEMENCEAU ignorait sans doute le double jeu de l'individu, — il faut le supposer charitablement. Les accusés ont prétendu que cet individu avait, par ordre, provoqué à Draveil des grèves, qui ont été sanglantes. Ils n'en ont pas apporté la preuve, mais l'individu s'est gardé de comparaître comme témoin.

Le problème de l'agent provocateur se pose donc dans différents pays sous des formes diverses. ROCHEFORT a été cité comme témoin à décharge : il a raconté des histoires — authentiques, sans doute — sur le rôle des agents de la police sous Napoléon III, qui provoquaient des complots et fournissaient des bombes aux républicains...

M. KLORZ a introduit dans le budget de 1912 un crédit de 20.000 fr. pour étudier l'impôt sur les plus-values foncières, que LLOYD GEORGE a introduit en Angleterre et qui existe aussi en Allemagne depuis cette année comme impôt d'Empire, après avoir été impôt municipal.

M. KLORZ veut s'en servir pour diminuer les droits d'enregistrement sur les ventes d'immeubles : actuellement le droit est de 7 %. Il s'y ajoute les frais du notaire. En cas de vente aux enchères, les droits montent à 10 %.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

24 octobre 1911.

...J'ai rencontré ZAHAROFF, qui se plaint des difficultés qu'il rencontre à se faire payer 1.500.000 r.

par l'amirauté sur un navire. Il croit qu'il faudrait 3 ou 4 ans pour construire des cuirassés dans la mer Noire capables d'en imposer aux Turcs. Jusqu'ici, rien ne serait préparé. Les usines russes et les banques s'occupent plus de Bourse que d'autre chose.

Je crois que Z. a eu quelques déceptions de ce côté.

La fille de son amie, la duchesse de MARCHENA, épouse M. WALFORD, qui représente les intérêts maritimes (affrètement, etc.) de VICKERS MAXIM et autres. Cette amitié de Z. constitue le côté romanesque de son existence. C'est une liaison très ancienne. La duchesse est la fille d'un gouverneur de la *Banque d'Espagne*; son mari très platonique est un Bourbon, cousin d'ALPHONSE XII. Ses enfants hériteront en partie de la fortune de Z. Voilà bien du bavardage.

On m'écrit que la *Société générale* opère certainement en Allemagne, — elle a à Francfort l'agence de sa filiale alsacienne, à Berlin celle de sa filiale belge. Elle a créé en Suisse une agence à Lausanne, il y a 15 ans, pour permettre de frauder le fisc allemand et français. Cette agence est devenue une société particulière. On a prétendu que des fonds français déposés en Suisse allaient en Allemagne. Or, parmi les Français, bien peu ont un compte-chèque important à l'étranger, ils y ont déposé des valeurs.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 24 octobre 1911.

Monsieur le Président,

J'envoie à Votre Excellence l'article que le *Temps* a consacré en première place, hier soir, au budget

de 1912. Tandis que les études consacrées à la France sont bien écrites, cet article semble avoir été rédigé par quelqu'un qui ne connaît pas bien le français, ni la matière même. Quoi qu'il en soit, l'article est bienveillant, — sauf l'absurde paragraphe sur le budget « militaire, autocratique, d'Empire, avant d'être un budget de nation ». Tout cela est bien compliqué. Je préfère l'article plus simple de *l'Investor's Review*.

L'écrivain du *Temps* connaît mal ce dont il parle.

M. DELATOUR, directeur général de la *Caisse des dépôts et consignations* (la plus grande banque du monde, puisqu'elle administre 9 milliards et demi de francs, sans capital et que son propriétaire, l'Etat français, lui fait voir ses bénéfices dans le budget), M. DELATOUR avait réuni hier à diner, en l'honneur des délégués russes à la Conférence des sucres, MM. KLOTZ, Ministre des Finances; BESNARD, le très jeune sous-secrétaire d'Etat aux Finances (35 ans, député de Tours depuis 6 ans, élève de M. KLOTZ, chargé des contributions indirectes, manufactures de l'Etat, etc.); MARTIN, directeur général des contributions indirectes, et quelques personnes, y compris M. GAVARY, directeur du second département au Ministère des Affaires Etrangères.

J'ai entendu M. KLOTZ dire très nettement à M. PRILEJAEV et répéter à moi-même qu'à son avis, le point essentiel était le renouvellement de la convention des sucres, avec l'introduction d'une sorte d'échelle mobile, appliquée aux cas exceptionnels. Il a été très catégorique, comme PRILEJAEV vous l'exposera certainement. M. KLOTZ représente un département sucrier, et en cette matière il écoute l'avis des industriels. Il est vraiment stupéfiant que dans une année de disette, alors que tout le monde retentit du cri de détresse des consommateurs, il ne se fasse rien de raisonnable, comme le serait l'accroissement temporaire du contingent russe!

J'ai longuement parlé de questions de chemins de fer avec M. BERNARD, qui a été rapporteur du réseau de l'Etat à la Commission du budget. Il est convaincu qu'avec beaucoup d'argent, on pourra refaire quelque chose de rémunérateur avec l'Ouest, mais on manque d'hommes d'initiative. A la suite des accidents de 1910, sous la poussée des journaux, on sacrifia M. BEAUGÉ, directeur des chemins de fer de l'Etat, qui avait beaucoup travaillé. Cet abandon d'un grand fonctionnaire par le gouvernement effraya les autres et les paralysa. La menace du rachat, suspendu pendant dix ans, sur l'Ouest, amena la Compagnie à mal gérer afin d'augmenter le revenu net, à ne pas renouveler le matériel, à ne pas amortir.

En outre, une difficulté résulte de l'entêtement du Sénat à repousser la conception d'un budget industriel pour les chemins de fer, avec constitution d'un extraordinarium.

J'ai profité de l'occasion pour parler à M. BERNARD de l'opportunité qu'il y aurait à se servir de nos fabriques de matériel de chemin de fer pour le réseau français, lorsque celui-ci serait en mesure de donner des commandes à l'étranger.

Votre Excellence peut être assurée des bonnes dispositions du Ministère français des Finances en cette matière.

Il est vraiment malheureux que les directeurs de nos fabriques de matériel de chemin de fer n'aient pas trouvé le temps de faire la notice concernant leur entreprise, sorte de réclame très naturelle, indiquant leur capacité de production, les fournitures faites, etc. Le syndicat devrait prendre la peine de s'occuper de la chose et envoyer un ingénieur intelligent à Paris pour cela. Mes capacités techniques sont insuffisantes.

J'ai reçu les brochures publiées par la direction

générale de nos impôts indirects à l'occasion de l'Exposition de Turin. Elles vont me fournir la matière d'un article ou deux dans *l'Economiste Français*. Elles témoignent du désir de faire connaître nos institutions fiscales aux étrangers. C'est fort utile, tout comme le *Manuel du Porteur des fonds russes*, qu'édite la Chancellerie de Crédit.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Il y a eu des dissentiments très vifs entre CAILLAUX et LEBRUN, ministre des Colonies. On les dit replâtrés pour le moment.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 28 octobre 1911.

Monsieur le Président,

Avant-hier a été célébré, dans la plus stricte intimité, le mariage de M. Joseph CAILLAUX, président du Conseil, avec Mme RAYNOUARD, divorcée de Léo CLARETIE. Les témoins étaient CRUPPI et le beau-frère de M. CAILLAUX, d'HUMUGUE, — POINCARÉ et Max VINCENT, l'avocat de Mme. Le Maire du 8^e arrondissement a prononcé à cette occasion un discours de la plus rare platitude.

Les avis sur la durée du Cabinet sont partagés; il y a des gens qui disent que l'arrangement Maroc-Congo, au lieu d'être une pierre d'achoppement, consolidera la réputation de M. CAILLAUX. Il est difficile de rien dire de précis. En tout cas, il y a bien des heurts, bien des ennuis, comme l'arrestation de M. DESTAILLEUR, qui représente les Affaires Etrangères sur la frontière du Maroc, par ordre du général Toutée, commandant militaire de la région.

TOUTÉE justifie son arrestation sensationnelle par la constatation de spéculations sur les terrains et sur le change (la piastre marocaine varie beaucoup, elle est actuellement à 150 p. 100 francs). D'ici on a fait mettre DESTAILLEUR en liberté et on envoie une commission de revision enquêter sur place.

Si l'affaire franco-allemande est réglée, il reste celle turco-italienne et la révolution en Chine. On est inquiet sur l'avenir en Proche-Orient.

L'argent est relativement serré. Samedi dernier, il a fallu payer $3 \frac{3}{4}$ à 4 % pour caser du papier de finance, — ceux qui ont pris des bons du Trésor belges à $2 \frac{3}{8}$ s'aperçoivent du renchérissement. D'ailleurs on est plus circonspect à Paris.

Si l'argent est aussi bon marché d'autre part en report, à la dernière liquidation par exemple, cela tient à des raisons spéciales au marché officiel. Au lieu d'appliquer la règle de laisser chaque report faire l'objet d'une transaction, de faire coter un cours différent pour chaque valeur, les agents totalisent les titres à reporter d'un côté, l'argent à employer de l'autre et font une cote mal taillée.

Il paraîtrait que VERNEUIL serait fatigué et songerait plus sérieusement à se retirer.

Votre très respectueux serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 31 octobre 1911.

Monsieur le Président,

Le coup de bourse que l'on a tenté, en faisant partir de Paris des télégrammes adressés au *Tagblatt* et à quelques autres journaux, concernant un attentat ou un accident survenu à Notre Auguste

Souverain, n'a pas été le premier et ne sera pas le dernier fait de ce genre. Il est malheureux seulement que la censure gouvernementale, qui s'exerce parfois brutalement sur les dépêches des correspondants étrangers, n'ait pas fonctionné cette fois-ci contre les dépêches signées A. G. Cela valait cependant la peine d'user du droit souverain de l'Etat, de retarder l'expédition et de demander confirmation soit au quai d'Orsay, soit rue de Grenelle.

Il y a une preuve, — et malheureusement elles abondent, — de la désorganisation et de l'anarchie administrative d'un pays plein de force et de ressources vitales, mais dans lequel les notions de responsabilité sont affaiblies. Le scandale des poudres est un incident à l'appui. On y voit deux directeurs de fabriques de poudre — LOUPPE et MAISSIN — s'entre-déchirer et s'accuser d'avoir fait des maléfactions, d'avoir retravaillé des mauvaises poudres, etc. Un détail piquant, c'est que l'un des deux directeurs, M. LOUPPE, avait trempé dans l'affaire des fameuses cuirasses Simonnet. Et dire que différents ministres nous ont tourmentés pour faire payer encore de l'argent dans une escroquerie !

Les Chambres vont rentrer le 7 novembre. Cela nous promet des interpellations violentes. Afin de se raffermir, M. CAILLAUX va être très raide dans les sanctions pénales.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Un procès à l'*Humanité* est en vue, dit-on. Le gouvernement français, ne pouvant mettre en mouvement l'action judiciaire spontanément, demande une plainte directe.

J'ai peu de confiance dans le sens de l'équité et de la justice chez le jury.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 13 décembre 1911.

Monsieur le Président,

Demain doit s'ouvrir la discussion du traité franco-allemand (Maroc et Congo). Elle sera vive. On a pu le voir par l'escarmouche qui a précédé le débat : le gouvernement a voulu écarter les interpellations sur sa politique et, suivant l'expression de ses adversaires, s'abriter derrière le traité. Les dispositions ne sont pas extraordinairement tendres pour M. CAILLAUX et pour M. DE SELVES.

J'ai eu l'honneur de m'entretenir assez longuement avec M. SAZONOV, que j'ai trouvé plutôt agacé par la tournure donnée par LAUZANNE, du *Matin*, à l'interview qu'il lui avait accordée. Le rédacteur du *Matin* avait accentué dans un sens antiallemand les paroles de notre Ministre des Affaires Etrangères. En le faisant, on a voulu être agréable et utile au Cabinet français, sans s'inquiéter si cela était utile ou agréable à la Russie. En causant avec GAUVAIN, des *Débats*, M. SAZONOV a eu une impression différente, celle de se trouver en face d'un homme sérieux.

J'ai attiré l'attention du Ministre sur ce que CROZIER, ambassadeur à Vienne, m'avait dit concernant la personnalité de l'archiduc héritier. Je lui ai expliqué, de mon mieux, la physionomie de NOETZLIN, qu'il allait voir, de BARDAC, qu'il avait vu. BARDAC, qui avait été mon voisin à table, m'avait raconté qu'il avait perdu un million de francs sur les consolidés anglais entre l'affaire Dreyfus et 1907 ou 1908. Je lui ai dit : « Vous en avez eu pour 190.000 livres sterling. — Comment le savez-vous ? — Par les cours du 2 ½ % ». Il a regagné ce million et davantage en vendant ses 2 ½ et en achetant du 5 % russe 1906.

Pour revenir à ma conversation avec votre collègue, j'ai attiré son attention sur les griefs prétendus et les revendications de nos alliés, concernant leurs débouchés en Russie, alors qu'ils ferment leur marché à nos céréales, notre viande et que, dès qu'il y a une petite importation comme celle des panneaux contreplaqués de LUTHER, nous voyons surgir des demandes de relèvement.

Le rapport de M. Paul DESCHANEL sur le budget du Ministre des Affaires Etrangères n'est pas des plus tendres pour ce département. Il ne se déclare pas adversaire de la grande réforme de 1907, qui eut pour but la répartition géographique des affaires : la politique et les intérêts économiques étant trop liés pour être traités séparément, mais il faut plus de souplesse dans l'application et il faut surtout trouver des hommes susceptibles de concentrer les affaires politiques et commerciales d'une région.

Bureaucratiquement, on a exagéré la réforme : un seul fonctionnaire était chargé jusque dans le détail de l'étude et de la direction des affaires politiques et commerciales du monde entier, y compris la direction des archives. Ce fonctionnaire n'avait pas le choix de son personnel, ni le moyen de le récompenser ou de le punir.

M. DESCHANEL demande que la direction actuelle soit scindée et que l'on partage les affaires suivant le continent où elles sont nées.

Pour coordonner les services, assurer la continuité, on créerait un secrétaire ou directeur général, choisi dans les plus hauts rangs de la carrière (LOUIS), comme en Angleterre, le sous-secrétaire d'Etat permanent et professionnel.

M. DESCHANEL se plaint du retard mis à doter le personnel du statut préparé en 1910. Ce sera le remède au passe-droit et à l'arbitraire dont sont vic-

times les agents du Ministère, notamment par l'intrusion de politiciens dégomés par leurs électeurs.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

10 janvier 1912.

Monsieur le Président,

Que le Cabinet CAILLAUX fût condamné, c'était une certitude absolue, — qu'il disparût en janvier, également. Il était moins vraisemblable qu'il tombât avant le vote du traité allemand, et cela pour une raison, c'est que personne ne se souciait de le renverser par anticipation et de mettre son nom au bas du traité. C'est encore le tombeur des Cabinets, l'exécuteur de Jules FERRY après Langson (que c'est loin), M. CLEMENCEAU, qui a provoqué le départ de M. de SELVES et vengé les choses désagréables que M. CAILLAUX débitait sur son compte et qui lui étaient soigneusement rapportées.

M. CAILLAUX tombe dans des conditions telles qu'un retour au pouvoir est bien peu probable pour lui. Il a été président du Conseil pendant moins de six mois et a donné des preuves de duplicité inouïes. Il expie la faute commise d'avoir négocié à côté et en dehors de ses collègues avec M. MESSIMY, d'avoir fait des concessions à l'Allemagne sur d'autres points (en Turquie, à la commission de la dette), en promettant que tous les trois ans un Allemand serait président de la Commission de la dette (jusqu'ici il y avait seulement un Français, alternant avec un Anglais), — en promettant l'admission des obligations Bagdad à la cote à Paris, et peut-être (mais cela me paraît exagéré) celle des fonds allemands. KLOTZ ne l'aurait pas acceptée.

CAILLAUX a été trop en rapports avec la finance internationale, qui perd parfois le sens des réalités patriotiques, trop en rapports avec des gens mêlés aux affaires du monde entier. BARDAC entre autres était un de ses grands amis. Il va redevenir financier, s'il n'est plus ministrable pour longtemps, et encore, — qui sait ?

Ce qui l'a achevé, c'est le refus de DELCASSÉ de prendre les Affaires étrangères sans garantie de stabilité et certitude d'être maintenu, — c'est le refus de BAUDIN d'aller à la Marine.

Lisez l'article des *Débats* et celui de la *Liberté*. Vous verrez les faits exposés avec calme.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

J'étais bien informé à propos de FONDÈRE.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

16 janvier 1912.

Monsieur le Président,

La chute de M. CAILLAUX a délié bien des langues et soulagé bien des cœurs. Il se débite aujourd'hui d'innombrables histoires, qui ne manquent pas de vraisemblance, étant donné l'ambiance, les mœurs politiques, l'inconscience hautaine du personnage et son besoin d'être soutenu par la presse. Il aurait donné au *Matin* 200.000 francs depuis le mois de juin, 2 millions à la presse durant son Ministère. Où les a-t-il pris ? Les fonds secrets ne sont pas assez bien fournis pour cela et les sources extraordinaires se tarissent assez vite. Cela me paraît de la légende, tout autant que les 800.000 francs de jetons de présence et d'appointements qu'il aurait

retraités de ses places d'administrateur. La réalité est plus modeste.

Quoi qu'il en soit, son départ est un débarras. Il était devenu difficile pour les ambassadeurs de s'entretenir avec lui, à cause de ses boutades, de ses coups de boutoir. De plus, il passait pour inféodé à la politique de bienveillance à l'égard de l'Autriche. Il a eu la passion de l'intrigue, et cela explique que lui et MESSIMY aient voulu résoudre ensemble les conflits avec l'Allemagne.

Votre Excellence connaît M. POINCARÉ qui a une pondération plus grande, une valeur intellectuelle bien supérieure, moins de connaissance de l'étranger que M. CAILLAUX, qui avait vu davantage de pays.

M. POINCARÉ et M. ISVOLSKY ont eu une longue conversation au cours de laquelle il a été exposé au Ministre des Affaires Etrangères nos points de vue et où l'on a parlé des Affaires de Chine. Notre ambassadeur a insisté sur le fait que nous pouvons entraver les opérations du syndicat à quatre, dans lequel nous n'entrerons pas (1). Il a parlé de l'influence des gouvernements sur les banquiers. A ce sujet, M. POINCARÉ, qui s'est exprimé dans les termes de la plus flatteuse sympathie pour Votre Excellence, a rappelé qu'en 1906 il y avait eu quelques frottements pour l'emprunt 5 %. Il se serait plaint à Votre Excellence de n'avoir pas été tenu au courant par les banques.

Quelle sera la durée de ce grand ministère ? Quelle en sera la destinée ? Par une de ces nécessités, les portefeuilles n'ont pas été distribués logiquement. MILLERAND n'est pas revenu aux chemins de fer (Mi-

(1) Pour les pourparlers franco-russes concernant ce syndicat, voir dans le *Livre Noir*, notamment la lettre d'ISVOLSKY du 13-26 décembre 1911 et son télégramme du 2-15 janvier 1912 (tome I, p. 175 et 180).

nistère des Travaux publics), pour avoir été faible lors de la grève des cheminots.

Il s'est fondé en 1910 la *Banque des Pays du Nord*, à Paris, dont les fonds ont été faits par les banques et banquiers français, en espèces. Le directeur, (ancien fonctionnaire de la *Banque de France*), a fait des spéculations malheureuses; pour le remplacer, on cherche un homme pondéré. La *Banque de l'Azov-Don* serait intéressée au renflouement de l'établissement.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DORLIAC A M. RAFFALOVITCH

TÉLÉGRAMME.

Raffalovitch, 2, rue Berri, Paris.

Président du Conseil des Ministres adressa quinze janvier POINCARÉ télégramme fort aimable occasion formation cabinet. Très surpris n'avoir pas reçu mot réponse. — DORLIAC.

DE M. POINCARÉ A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME.

Paris 698 S 62 22 20.

Son Excellence Monsieur Kokoutzev, Président du Conseil, Pétersbourg.

Très sensible à vos aimables félicitations, je vous en remercie bien sincèrement. Je n'ai pas oublié les rapports que j'ai eu le très grand plaisir de nouer

avec Votre Excellence et je me félicite d'avoir à continuer ces confiantes relations. Croyez mon cher Président à mes sentiments de sincère amitié. — POINCARÉ.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME.

P B G Paris 133 22 23 10 22 M.

Kokovtzev, Président du Conseil, Pétersbourg.

Matin publie votre télégramme, le datant du 22 nouveau style et réponse même jour votre collègue français. — RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

Paris, 9 février 1912.

Voici l'article que le *Matin* m'avait demandé sur la situation en Russie (1). Je ne sais pas si vous l'avez vu et si notre ministre le connaît.

A. RAFFALOVITCH.

Bien amusant détail : Jacques GUNSBURG, homme à tout faire de VERNEUIL, ancien représentant et associé de la maison HIRSCH de Londres, lié à CAILLAUX, a été mis en cause comme intermédiaire dans les dessous marocains.

Il a protesté que sa famille était établie en France depuis 10 ans et lui un excellent patriote. Drôles de mœurs !

(1) Coupure jointe : *La prospérité de la nation alliée, les finances et l'industrie russes*. Cet article, signé RAFFALOVITCH, avait paru dans le *Matin* du 28 janvier.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 16 février 1912.

Monsieur le Président,

On me signale un grand mécontentement du *Temps* et de son directeur HÉBRARD contre le gouvernement russe, parce que les annonces de tirages auraient diminué considérablement en 1910 et davantage encore en 1911.

Comme je n'ai pas les moyens de contrôler le fait, je le signale. J'ai dit que je m'empresserai d'en écrire à S. P.

J'ai ajouté que nous avons eu à différentes reprises l'occasion d'être offusqués par des attaques et des maladresses du *Temps*.

Il y aurait peut-être lieu, cependant, d'en tenir compte; l'importance du *Temps* est incontestable...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

COPIE D'UNE LETTRE CONFIDENTIELLE DU CORRESPONDANT DE PARIS DE L'AGENCE TÉLÉGRAPHIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF DE L'AGENCE

5/18 février 1912.

Avant-hier, quand j'étais chez *Havas*, POGNON m'a demandé d'aller chez lui : il m'a dit que selon ses informations, HÉBRARD, directeur du *Temps*, est extrêmement irrité de cette circonstance qu'en 1911, au lieu des 10.500 lignes de publicité financière d'auparavant, il n'avait reçu en tout que 7.500 lignes, alors que, par exemple, le *Journal des Débats* continue à recevoir 10.500 lignes. POGNON m'a demandé si je n'avais pas la possibilité (considérant son désir de

ne pas mettre contre lui un pareil journal) d'entamer des pourparlers à ce sujet à l'ambassade.

J'ai répondu que cette affaire est de la compétence de A. RAFFALOVITCH et que je ne pouvais entamer de pourparlers à ce sujet qu'avec lui. Le même jour j'ai vu RAFFALOVITCH, qui a télégraphié en ma présence à POGNON, et en ma présence aussi a écrit au Ministre des Finances une lettre sur cette affaire, sans indiquer cependant ni sa source (POGNON), ni l'étendue de la diminution de publicité dont se plaint HÉBRARD.

Comme POGNON a parlé avec moi, non pas comme à un employé du Ministre des Finances, mais comme à un journaliste ayant quelques relations avec les cercles officiels russes, je considère comme un devoir de vous communiquer cette conversation.

Naturellement je ne me fais pas d'illusion et je ne doute pas que POGNON agit non pas par amour pour la Russie, mais parce que *Havas* est lié par quelque contrat avec le *Temps* (c'est-à-dire le bureau de *Havas* qui s'occupe du comptoir de publicité).

Cependant si effectivement les annonces financières du *Temps* sont coupées, et si cela est fait non pour des buts spéciaux quelconques, mais seulement pour réaliser des économies, on peut le déplorer.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 18 février 1912.

...Il y a un scandale; c'est celui de l'affaire du *Crédit Foncier Cubain*, dont on refuse de coter les obligations au Parquet, par ordre du gouvernement. Alors qu'on a admis les actions au Parquet antérieurement pour caser deux anciens diplomates dans le Comité de Paris et faire d'un gouverneur de banque coloniale, le directeur du même *Crédit Foncier* à Cuba !

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 26 février 1912.

Monsieur le Président,

J'ai eu la visite de M. BERTHOULAT, directeur de la *Liberté*, qui est venu se plaindre, et suivant moi avec raison, de ce qu'on réduisait fortement les annonces de tirages. La *Liberté* est un journal du soir dont l'influence augmente considérablement, qui s'est toujours montré dévoué à la Russie, désireux de nous être agréable. Il faudrait vraiment ne pas la priver d'annonces qu'elle a toujours eues et j'ose solliciter la protection bienveillante de Votre Excellence à cet effet.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

10 mars 1912.

Par lettre en date du 26 février, vous faites part à Monsieur le Ministre des Finances que le directeur de la *Liberté* se plaignait de la réduction des annonces de tirages, que lui fournit l'administration russe. La Chancellerie vous prie de noter qu'il doit y avoir certain malentendu à cet égard. La Commission impériale d'amortissement a pour ordre de veiller à ce que les publications faites dans la *Liberté* atteignent au moins 6.000 francs et voici quels ont été les montants payés pendant les trois dernières années :

1909.....	Fr.	5.343	>
1910.....	»	5.421	»
1911.....	»	6.702	»

Il y a eu ainsi, non pas réduction, mais augmen-

tation des sommes allouées, et la plainte de la *Liberté* ne se comprend guère. En ce qui concerne le *Temps*, dont fait mention votre lettre du 16 février, il est vrai qu'en 1911 il n'a été donné à cet organe que pour 12.306 francs d'annonces, contre 15.465 francs en 1910. Mais naturellement les ordres nécessaires ont été donnés pour que les publications fournies à cette feuille représentent un chiffre annuel non inférieur à 15.000 francs.

Le Directeur :
DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Monsieur le Président,

Les journaux reproduisent votre interview du *Daily Telegraph*, relative au rapprochement désirable entre l'Angleterre et l'Allemagne, sans préjudice pour la Double Alliance ni pour l'Entente Cordiale. Il faudrait vouloir plaies et bosses pour ne pas être satisfait de vos paroles.

Votre Excellence sait que deux anarchistes, GARNIER et VALLET, sont toujours en liberté.

On vient de se décider, dit-on, à unifier l'action du Parquet, de la Préfecture de police, de la Sûreté générale, et de mettre un terme aux rivalités dont les enquêtes récentes ont démontré le danger pour la sécurité publique. C'est partout et toujours la même chose. On m'a raconté que le succès de certains attentats, par exemple l'assassinat de Sa Majesté l'Empereur Alexandre II, fut dû à ces rivalités de police.

Le gouvernement s'est décidé à donner des instructions précises pour mettre un terme aux indiscretions commises par certains agents et qui facili-

tent aux criminels d'échapper aux poursuites. A l'avenir, les 80 agents de la brigade des anarchistes devront ne plus s'occuper de surveiller les hommes politiques de l'opposition.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 23 avril 1912.

Monsieur le Président,

Je viens de recevoir la visite de M. LEVEN, secrétaire général du *Radical*, organe du parti radical-socialiste, et propriété de M. PERCHOT, aujourd'hui sénateur et entrepreneur du port de Touapsé (1). PERCHOT m'avait écrit pour solliciter des annonces et j'avais transmis sa demande, qui eut un résultat négatif. Son représentant avait commencé par s'adresser à l'ambassade, qui me le renvoya. J'ai donné alors le conseil de faire une demande écrite, signée par PERCHOT. Je me suis dit que si jamais celui-ci s'avisait de faire attaquer la Russie, nous aurions une lettre de lui. Donc, j'ai eu la visite de M. L. qui venait savoir le résultat : « Hélas! lui ai-je répondu, on m'écrit de Saint-Petersbourg que le crédit pour le service de la dette publique, voté par la Douma, et qui comporte les annonces des tirages n'est pas élastique. » « Comment, la Douma s'occupe du détail de la répartition? » « Oh non! mais elle vote le chiffre global et il y a des habitudes prises. » Voyant qu'il n'y avait rien à faire de ce côté, il s'est rabattu sur les annonces de paiement des coupons. Je lui ai dit que cela regardait les banquiers dont il trouverait la liste dans l'exem-

(1) Petite ville de la côte N.-E. de la mer Noire.

plaire du *Manuel des porteurs de fonds russes*, que je lui enverrais. « Ah! oui, les ROTHSCHILD! Je suis désolé, Monsieur, mais je ne puis rien demander rue Laffitte. Je ne voudrais pas être en débit quelconque auprès de ces messieurs. » Il s'est rabattu alors sur les ennuis et les difficultés que rencontre M. PERCHOT dans ses travaux du port de Touapsé : entrepreneur français, sénateur, propriétaire du *Radical*, PERCHOT croit avoir des droits à plus d'égards. J'ai demandé à mon interlocuteur si je pouvais parler brutalement et en confiance. Je lui ai dit que si M. PERCHOT se figurait avec une campagne de presse faire céder le gouvernement, il se trompait, qu'au contraire il gênerait ses affaires complètement.

J'ai proposé que PERCHOT fit une liste de ses griefs et qu'il me la remit pour être envoyée à l'examen bienveillant du Ministère. Il s'agit, je crois, de l'activité du contrôle de l'Empire, de l'attitude des fonctionnaires. J'ai dit qu'à ce que l'on m'avait raconté, PERCHOT avait inutilement augmenté ses frais généraux en organisant mal son exploitation au point de vue de l'outillage. D'ailleurs, personne ne l'avait forcé d'aller en Russie. Il y était venu pour gagner de l'argent. LEVEN m'a demandé si en dehors des annonces, il n'y avait pas des fonds à la disposition de l'ambassade ou de moi. « A ma connaissance, pas un centime. Lorsqu'il y a des émissions, et il n'y a plus eu d'emprunt russe depuis février 1909, les preneurs fermes de l'emprunt prélèvent sur l'écart entre le prix d'achat au gouvernement russe et le prix d'émission, une somme X, qui nous est inconnue, pour rémunérer les frais de presse. » M. LEVEN m'a dit alors qu'il y avait un grand refroidissement dans les relations entre nos deux pays. « Pas du nôtre », ai-je répondu, « cela ne peut venir que de votre côté. » — « Oui, des membres influents du parti radical ne comprennent rien à

ce qui se trame entre la Russie et l'Italie contre la Turquie. Il y a lieu d'éclairer l'opinion publique sur ce que les hommes politiques veulent faire avec l'Italie. » — « Mais, rien de contraire aux intérêts généraux de nos deux pays alliés, qui souffrent de l'interruption du commerce par suite de la fermeture des Dardanelles. » Je n'attache pas à M. LEVEN, ni à la conversation qu'il a eue avec moi de grande importance, mais j'y vois quelques indications utiles à méditer. J'ai terminé l'entretien en disant que le fait que nous avions passé par une épreuve redoutable en 1904-1906 (guerre, troubles intérieurs), et que nous l'avions surmontée, démontrait notre force et notre élasticité.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 17 mai 1912.

Monsieur le Président,

Nous avons l'incident ISVOLSKY-LOUIS (1), qui est le couronnement d'une campagne perfide menée dans une partie de la presse depuis un certain temps contre notre éminent ambassadeur. Je vous envoie l'article de Marcel HUTIN, qui a paru ce matin (2) et qui marchait dans une voie où l'avait précédé l'*In-*

(1) Sur l'affaire du rappel de l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, Georges Louis, qui avait le tort de ne pas se prêter aux manigances des impérialistes franco-russes, voir les détails édifiants dans la correspondance d'ISVOLSKY (*Livre Noir*, I, 250 et suiv.).

(2) Dans l'*Echo de Paris*. Cet article est cité *in extenso* dans le livre de GOUTTENOIRE DE TOURY : *Poincaré a-t-il voulu la guerre?* On y trouvera aussi l'article de la *Liberté*.

transigeant et où se plaît le *Cri de Paris*, qui attaque de front MM. TITTONI et ISVOLSKY.

Vous trouverez sous ce même pli des commentaires désagréables de la *Liberté* contre notre ambassadeur, contre M. PALÉOLOGUE, directeur des Affaires Politiques.

La note des *Débats* remet les choses en place : s'il est question d'un changement de titulaire de l'Ambassade de France à Saint-Petersbourg, cela tient à l'état de santé de M. et Mme LOUIS.

Il paraît inconcevable, et M. DOUMER que j'ai vu aujourd'hui à notre réunion de la Chambre de Commerce partageait cette impression, il paraît inconcevable qu'on traite sur le trottoir, dans la presse, des questions de personnes aussi graves que celles soulevées par la presse d'opposition.

D'où vient l'hostilité contre M. ISVOLSKY ? Je n'en sais rien. Il s'acquitte très sérieusement des devoirs de sa charge, il reçoit admirablement bien, il se prodigue beaucoup ; il est fort au courant de la politique, qu'il a dirigée.

Veut-on, en l'attaquant, être désagréable à l'Italie qui compte beaucoup d'inimitiés à Paris ? Veut-on atteindre l'Ambassadeur d'Italie ? Y a-t-il des insinuations d'origine ottomane ? La *Liberté*, l'*Echo de Paris*, la *Libre Parole*, sont des journaux qui frémissent de patriotisme militant. Il y a des mystères de presse. Veut-on satisfaire d'autres rancunes, contre M. PALÉOLOGUE, par exemple ? Je n'en sais rien.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

18 mai.

Monsieur le Président,

Il s'est accrédité en France la légende que nous

poursuivons en Orient une politique spéciale, égoïste, indépendamment de ce que désirent nos alliés et nos amis et que nous favorisons indûment les Italiens.

L'origine de cette légende se trouve dans les articles trop enthousiastes de la Russie qui paraissent dans les journaux italiens, lesquels ont intérêt à nous compromettre et à se parer de notre amitié.

Dans les attaques d'une partie de la presse française, influencée par l'argent que dépense l'Ambassade de Turquie;

Dans la malveillance à l'égard de l'Italie, qui s'est mise à dos les compagnies d'Assurances sur la Vie françaises, qui perdent leur terrain en Italie par suite du monopole des assurances;

Dans certaines méfiances invincibles à l'égard de la Russie, parmi des hommes politiques et des journalistes français, lesquels nous soupçonnent toujours de desseins sinistres.

Sur ce milieu complexe, il s'est greffé des antipathies diverses, dues à des causes personnelles. Au quai d'Orsay, certains fonctionnaires ne pardonnent pas à la politique russe d'avoir troublé le consortium à quatre des affaires chinoises, ni d'avoir empêché les emprunts austro-hongrois. Ajoutez-y les manœuvres des amis de M. LOUIS.

Un point essentiel, ce serait de détruire la légende d'une politique russe non-conservatrice, non-pacifcatrice en Orient (1). Cependant, la disgrâce de M.

(1) Le gouvernement russe venait de solliciter du gouvernement français carte blanche dans la question de Constantinople et des Détroits (v. la lettre d'ISVOLSKY à DE SELVES du 4 novembre 1911, *Livre Noir*, I, 157).

Le gouvernement français (dirigé alors par CAILLAUX) ne s'était pas engagé à fond surtout grâce à la prudence de Georges LOUIS (voir la lettre d'ISVOLSKY du 23 novembre 1911). SAZONOV et ISVOLSKY ne tardèrent pas à trouver dans POINCARÉ l'homme prêt à les débarrasser de cet obstacle gênant.

TCHARIKOV et notre passivité relative dans la fermeture des Dardanelles, malgré les millions perdus par notre commerce, le prouvent à satiété.

Je vous enverrai sous pli les extraits des journaux de ce matin sur l'incident LOUIS-ISVOLSKY.

Il est vraiment terrible qu'on ne puisse plus être à l'abri des indiscretions dans les affaires les plus sérieuses, et qu'une matière portée devant le Conseil des Ministres s'ébruite forcément !

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Monsieur le Président,

Voici l'article de HEDEMAN dans le *Matin*, qui résulte de la conversation de l'Ambassadeur avec ce journaliste.

L'impression en devrait être de calmer les gens mécontents de la Russie : la Russie a été fidèle à l'alliance, malgré toutes les attaques, toutes les infamies des radicaux et des radicaux-socialistes durant la guerre et les troubles, — elle a rendu d'immenses services à la France, qui a repris sa place, grâce à Alexandre III, d'impérissable mémoire. Et tout ce que nous avons fait à Algésiras et l'an dernier ! Les gens oublient ou ne savent pas.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

31 mai 1912.

Monsieur le Président,

Je vous envoie une coupure du *Temps*, racontant

qu'une lettre de Mme LOUIS, adressée à un Ministre de la République, a été perdue par le destinataire en taxi-auto et trouvée par une femme acquittée en Cour d'assises qui l'a donnée à son avocat, lequel l'a divulguée. Elle est curieuse, l'analyse de la lettre, et laisse soupçonner bien des choses qu'elle ne dit pas.

Je ne crois pas que cela affermissse beaucoup la situation de l'ambassadeur de France, ni que cela rende très désirable le poste de Saint-Pétersbourg pour certains candidats.

Mme LOUIS fait-elle allusion à la femme de l'amiral TOUCHARD ou à Mme BOMPARD, la gaffeuse ?

Il paraît que GROINER a mis les Français, s'ils ne voulaient pas prendre la prochaine tranche des obligations Bagdad, dans l'obligation de lui rendre les 30 millions de marks d'obligations non-émises qu'ils ont en portefeuille, et dont CAILLAUX lui avait annoncé la vente comme moyen d'action sur le marché de Berlin. POINCARÉ a dit aux banques de garder les 30 millions et de prendre la tranche nouvelle.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

4 juin 1912.

Mon cher collègue,

L'affaire PERCHOT, c'est-à-dire la ruine de la Compagnie Française du port de Touapsé, ne nous regarde pas. Mais comme elle peut avoir une répercussion plus ou moins vive sur notre bonne réputation, sur l'appréciation du traitement des capitaux étrangers, français en Russie, je me permets de vous demander ce qu'il en est. J'ai reçu la visite de M. PERCHOT; j'ai été entretenu par différents intéressés. J'ai rendu compte de tout cela à M. KOKOVZEV. Il serait à désirer qu'une solution équitable, une

transaction pût intervenir. L'une des difficultés résulte de ce que la société est française, non russe, et qu'elle ne peut pas bénéficier de la « bienfaitante administration », qui permet de vivre sans payer ses créanciers.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. PERCHOT A M. RAFFALOVITCH

SÉNAT

Paris, le 5 juin 1912.

Monsieur,

J'ai été extrêmement reconnaissant de l'accueil que vous avez bien voulu me faire. Je tiens à vous en remercier et à vous dire toute la confiance que m'inspire votre intervention en faveur de l'affaire de Touapsé, si grosse de conséquences pour tous ceux qui y sont intéressés. Je crois utile de compléter la note et les renseignements oraux que je vous ai fournis en vous remettant la liste des principaux actionnaires de la Société des Travaux du port de Touapsé. Vous trouverez cette liste ci-annexée.

Avec de nouveau tous mes remerciements, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

PERCHOT.

J. PERCHOT, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Paris.

SOCIÉTÉ DES TRAVAUX DU PORT DE TOUAPSE
Au Capital de 2.000.000 de Francs

Liste des principaux actionnaires.

M. NOETZLIN, Président du Conseil de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

M. HAUSER, Représentant à Paris de la maison Kuhn, Loeb et C^{ie}, à New-York.

M. HAMEL, Directeur de la Banque russe pour le Commerce étranger, à Paris.

M. HIVONNAIT, Ingénieur-conseil de la Société du Chemin de fer du Santa-Fé.

M. BROUTY, Directeur du Crédit Lyonnais.

M. PAUTHONNIER, Directeur du Crédit Lyonnais.

M. DEWISME, Sous-Directeur du Crédit Lyonnais.

M. BAUD, Sous-Directeur du Crédit Lyonnais.

MM. SPITZER et C^{ie}, Banquiers.

M. TUPIN, Directeur du Crédit du Nord.

M. MENDE, Administrateur de la Banque russo-asiatique.

M. BARTHOLIN, Ingénieur, administrateur de diverses sociétés industrielles.

M. KAESTLIN, Directeur de la Banque russe pour le Commerce étranger, à Saint-Petersbourg.

M. COSTANTINI, Directeur adjoint de la succursale de la Banque russo-asiatique.

Comte GUICCIARDI, Fondé de pouvoir du Crédit Lyonnais.

M. KAHN (Albert), Banquier à Paris.

M. MANDARD, Ancien Juge au Tribunal de Commerce.

M. RISTELHUEBER, Ancien Consul général de France, Administrateur délégué de la Société des Chemins de fer de Chansi.

M. PERCHOT, Sénateur, Entrepreneur de Travaux publics.

M. DE POURTALÈS, Administrateur de plusieurs sociétés industrielles et coloniales.

M. WALDECK-ROUSSEAU, Ancien Chef de Cabinet du Président du Conseil, Ancien Directeur au Ministère des Travaux publics.

M. GOVARE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

M. WHITCOMB, Administrateur de diverses sociétés.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 6 juin 1912.

Monsieur le Président,

On me parle toujours encore de l'affaire PERCHOT. Voici la liste des actionnaires (1) qui m'a été remise et qui contient surtout des directeurs de banque. La solution serait premièrement de s'adresser aux tribunaux russes pour faire décider la question de principe ou provoquer un arbitrage ; deuxièmement, d'empêcher la faillite d'une société qui, malheureusement en l'occurrence, est française et ne peut avoir le bénéfice de l'assistance de la mise en administration.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

17 juin 1912.

Monsieur le Président,

J'ai vu hier assez longuement M. BETHENOD que j'ai trouvé préoccupé du rôle que Lost, avec son *Crédit Français*, et Doumer, prétend jouer dans les affaires. Lost est venu leur dire qu'il avait en main un très grand nombre de lignes de chemin de fer et il aurait beaucoup voulu céder aux grands établissements de crédit, 25 % sur les 45 % qu'il a dans les affaires projetées, les Banques russes ayant pour leur part 55 %.

Or, les grands établissements ne veulent pas met-

(1) Voir la liste des pages 300 et 301.

tre leur influence et leur crédit au service de LOST, si intelligent qu'il puisse être, mais qui n'a que 25 millions de capital et pas encore de clientèle. Sa force principale réside dans les guichets des banquiers de province. Suivant l'expression pittoresque de M. BETHENOD, ils ne veulent pas mêler leur sang avec le nouvel établissement.

Le Président du *Crédit Lyonnais* avait sous les yeux plusieurs cartes indiquant les tracés projetés et la liste suivante, avec indications du capital, actions et obligations.

Arys-Vierny.

Altaï.

Tokmak.

Berdiayouch-Lysva.

Mer Noire-Kouban.

Nord-Est-Oural.

Sempalatinsk-Barnaoul.

Koltenhoug-Yourga.

Novonikolaevsk-Biisk.

Faisant ensemble 28,8 millions R. actions, 222,3 millions R. obligations.

En outre, il y avait le chemin de fer de Podolie et de Kakhétie.

M. BETHENOD aurait voulu savoir quelles sont les lignes qui ont été assurées à M. LOST, afin de pouvoir se mettre sur les rangs pour les autres, — toujours dans cet esprit d'exclusivisme.

Serait-il possible de lui donner satisfaction ? En outre, il voudrait savoir ce qui, dans cette liste, est immédiatement en vue, comme urgent.

Il y a de la méfiance à l'égard de LOST, qui est fort habile et qui sait à la fois mettre ensemble les réactionnaires et les blocards, — qui a été très lié avec CLEMENCEAU et avec Mme LEBAUDY.

M. NOETZLIN, faute d'autre candidat, est devenu

président de la *Banque de Paris*. Il a été fêté dans un déjeuner de M. BETHENOD.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 20 juin 1912.

Monsieur le Président,

Je remercie Votre Excellence de la communication que m'a faite le Département des Chemins de fer de l'acceptation d'un arbitrage amiable par un tiers des difficultés et malentendus existant entre Armavi-Touapsé et PERCHOT. Je me suis empressé d'en informer M. KLOTZ, en ayant soin d'insister sur le fait que la lettre donnant cette nouvelle était bien antérieure aux démarches de M. KLOTZ et qu'il fallait être convaincu par là de l'empressement mis en Russie à aplanir et à écarter les difficultés. J'ai de même porté le fait à la connaissance de PERCHOT, dont voici deux lettres.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. PERCHOT A M. RAFFALOVITCH

SÉNAT

17 juin 1912.

Monsieur,

Je m'empresse de vous remercier de votre intervention auprès de S. E. le Président du Conseil, et je vous suis très reconnaissant de m'en avoir avisé.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments bien dévoués.

J. PERCHOT.

DE M. PERCHOT A M. RAFFALOVITCH

SÉNAT

18 juin 1912.

Monsieur,

M. WALDECK-ROUSSEAU me fait part à l'instant de votre aimable communication téléphonique. Je ne veux pas retarder un seul instant de vous dire toute ma reconnaissance pour votre intervention si efficace et qui nous permettra d'éviter un litige qu'il nous eût été pénible d'engager.

Veillez agréer, Monsieur, avec l'expression de toute ma gratitude, mes sentiments les plus dévoués.

J. PERCHOT.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Mon cher collègue,

...Voici l'affaire Perchot en voie d'arbitrage. Le docteur ès sciences qu'il est ne manque pas d'habileté. Il paraît que la *Russo-Asiatique* a hérité de la *Banque du Nord* une créance de 750.000 francs, ayant fait l'avance du cautionnement tout entier.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, 3 juillet 1912.

Mon cher collègue,

...PERCHOT me prie de rappeler qu'il s'en remet à l'équité du Président du Conseil, qu'il accepte

l'arbitre qu'il désignera. Il paraît que M. POINCARÉ aurait suggéré M. OUTINE assisté de LUSTEG et d'un ingénieur pour les Français, de MM. X. et Y. pour les Russes.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KRASSILNIKOV A M. BELETZKY

FONCTIONNAIRE
POUR MISSIONS SPÉCIALES
PRÈS LE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
N° 954

Département spécial
Journal secret du 28 juillet 1912
N° 2352

Paris, 23 juillet/5 août 1912.

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence l'article paru dans le numéro du 4 août du journal le *Figaro*, de Raymond RECOULY, sous le titre « La Force russe et l'alliance avec la France », avec traduction dudit article en langue russe.

Le fonctionnaire pour missions spéciales,
KRASSILNIKOV

[L'original porte la mention suivante, écrite à la main : « Très urgent. — Au rapport à M. le Ministre de l'Intérieur, présenter aujourd'hui cet article, en indiquant qu'il a été écrit par notre agent pour la presse. — Signé: BELETZKY. »]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 6 août 1912.

Monsieur le Président,

Comme vous faites en ce moment de l'Histoire, c'est-à-dire que vous préparez la politique réelle et tangible de l'avenir, je ne crois pas que la simple

chronique courante vous intéresse beaucoup. M. POINCARÉ, dans ses entretiens, vous mettra plus au courant des choses de France que je ne pourrais le faire. Coïncidence heureuse : ce sont deux ministres qui ont fait leurs preuves à la tête des Finances de leur pays qui occupent à Saint-Pétersbourg et à Paris le poste de premier ministre.

Je vous envoie l'article de Jacques BARDoux, qui est ce que Jules CAMBON, l'ambassadeur à Berlin, appelle un constructeur en politique, c'est-à-dire une sorte de théoricien, sur le voyage de M. POINCARÉ. Vous verrez à quel point les jugements sur la Russie ont été redressés par les événements. Les annuaires publiés par les anciens élèves d'Anatole LEROY-BEAULIEU et ouverts à Paul BOYER, l'ami des Cadets, parlent aujourd'hui avec respect de notre situation économique.

CHÉRADAME, auquel j'ai transmis vos félicitations, m'a répondu la lettre incluse. Il aurait bien pu exprimer directement sa gratitude à Votre Excellence, avant la notification officielle. Ces journalistes sont parfois bien formalistes.

• A. RAFFALOVITCH.

DE M. CHÉRADAME A M. RAFFALOVITCH

Le Mesnil, Meheudin par Ecouché (Orne).

3 août 1912.

Cher Monsieur,

Ayant quitté Paris pour la Normandie depuis plusieurs jours, votre aimable dépêche m'est parvenue hier seulement comme lettre.

Je vous remercie très sincèrement de l'agréable communication que vous voulez bien me faire.

Je ne puis qu'être très touché de cette marque de sympathie du gouvernement de S. M. Veuillez, je

vous prie, transmettre mes vifs remerciements à Son Excellence M. KOKOVITZEV pour ses félicitations.

Je les lui adresserai d'ailleurs à nouveau dès que j'aurai reçu la notification officielle.

Je suis également fort sensible aux sentiments amicaux que vous voulez bien aussi me faire parvenir à cette occasion.

Je vous en sais grand gré et vous prie de croire à mes sentiments bien sympathiques.

André CHÉRADAME.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Lorey, le 10 août 1912.

Monsieur le Président,

. Le voyage triomphal de M. le Président du Conseil français a le grand avantage de mettre terme pour un temps plus ou moins long aux attaques et au dénigrement systématique dont nous étions les victimes. La forte situation de nos finances, grâce à Votre Excellence, a pour conséquence d'écarter des commentaires de la presse toute allusion désobligeante à un emprunt. Quant à avoir du tact, les journaux français en manquent singulièrement, à commencer par le grand *Temps*, qui ne trouve rien de mieux, à l'occasion de l'hospitalité impériale à M. POINCARÉ, que d'évoquer le début du règne de l'impératrice Catherine II ! C'est incroyable, mais exact. Je ne vous prendrai pas un instant en vous envoyant l'article...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. BELETZKY A M...

FAISANT FONCTION
DE
DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT
DE LA POLICE

28 juillet 1912.

N° 112817

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Haute Excellence la traduction de l'article de Raymond RECOULY, imprimé dans le *Figaro*, à la date du 22 juillet/4 août courant, sous le titre « La Force russe et l'alliance avec la France » et de faire connaître que ledit article a été rédigé à l'agence du Département de la Police pour la presse.

Le faisant fonction de Directeur du Département de la Police,

BELETZKY.

DE M. KRASSILNIKOV A M. BELETZKY

FONCTIONNAIRE
POUR MISSIONS SPÉCIALES
PRÈS LE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Département spécial
Journal secret
29 juillet 1912
N° 2366
Personnel*

Votre Excellence Monsieur Stépan Pétrovitch,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que conformément aux instructions reçues par moi je me suis mis d'accord avec la personne au sujet de laquelle j'ai eu l'honneur de faire un rapport personnel à sa Haute Excellence M. le Ministre, ainsi qu'à Votre Excellence.

Ladite personne à laquelle j'ai donné le surnom

de RATMIR (1) recevra à partir du 1^{er} août courant la somme de cinq cents francs par mois.

Je prie Votre Excellence de recevoir l'assurance de mon profond respect et de mon sincère dévouement.

KRASSILNIKOV.

[L'original porte cette mention, écrite à la main, de VISSARIONOV, vice-directeur du Département de la Police: « Communiqué le 4 août 1912.

Monsieur le Directeur a ordonné de soumettre l'affaire à Son Excellence avec une courte notice sur « RATMIR. »

Et cette mention du F. f. de Directeur de la Police: « Communiqué à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, le 18 août.— Une lettre de moi à A. A. KRASSILNIKOV lui prescrit d'utiliser RATMIR, en vue d'éclaircir dans un sens approprié dans la presse l'histoire de l'entrevue d'AZEV et de BOURTZEV, en les présentant comme deux personnes se valant l'une l'autre et essayant mutuellement de se mettre des bâtons dans les roues. — Signé: BELETZKY. »]

DE M. MARCEL HUTIN AU DIRECTEUR
DE LA CHANCELLERIE DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT

GRAND HÔTEL D'EUROPE

St-Petersbourg, 4/17 août 1912.

Excellence,

J'ai vivement regretté de ne pouvoir, comme je l'espérais et comme vous aviez bien voulu me le permettre, voir Votre Excellence avant mon départ pour Paris. J'étais allé à Moscou pour y assister à

(1) L'identification de Raymond RECOULY et de RATMIR est établie d'une façon irréfutable par la fiche alphabétique au nom de Raymond RECOULY, conservée parmi les fiches du Département de la Police, fiches qui existent au nom de chaque collaborateur secret dudit département.

la visite de M. POINCARÉ et je comptais sur ma chance pour être une fois de plus l'objet d'un bienveillant accueil de la part de V. E., dans les mêmes conditions que précédemment, c'est-à-dire toute conversation devant vous être soumise préalablement.

Mais si V. E., à la fin de ce mois ou quand elle voudra, peut-être au lendemain des élections à la Douma, devait pouvoir utilement faire une communication à la presse française, je serais enchanté de revenir à St-Petersbourg. La Russie, que j'ai trouvée en pleine transformation, en pleine période de prospérité prodigieusement ascendante, ne peut qu'exercer une grande attraction sur un homme qui sait observer. Prenez, Excellence, une bonne part, une énorme part pour vous de la période glorieuse que la Russie traverse. Nous savons ce que votre patrie vous doit.

J'ai écrit également sur votre conseil à M. DAVIDOV. Votre distingué et dévoué chef de la Chancellerie doit être absent, car je n'ai pas reçu de rendez-vous et je suis forcé de m'en retourner à Paris sans avoir pu lui soumettre quelques éclaircissements amicaux sur la publicité faite à *l'Echo de Paris* pour les tirages financiers russes.

Pour vous démontrer la justesse de mes observations, vous serez étonné d'apprendre que l'an dernier le chiffre s'élevait à la somme dérisoire de 5.752 francs!

Lorsqu'on connaît l'importance de *l'Echo de Paris*, sa situation et son tirage tout à fait exceptionnels, on peut s'étonner que M. RAFFALOVITCH, qui est cependant un homme d'une grande clairvoyance n'ait pas réussi à donner à *l'Echo de Paris* une part un peu plus adéquate à l'énorme influence qu'exerce cet organe et à sa diffusion dans les milieux les plus élevés de France.

Il y a là une lacune, un oubli que je me permets

de signaler à nouveau à V. E., certain qu'Elle, du moins, fera le nécessaire. Je suis, je le répète, tout prêt à revenir à St-Pétersbourg pour en convaincre M. DAVIDOV, mais je suis obligé de rentrer à Paris pour assister au retour de M. POINCARÉ, que je vais attendre à Dunkerque.

Voudriez-vous, Monsieur le Directeur, me faire répondre à ce sujet? Je vous en entretiens à titre privé, désireux avant tout de vous témoigner ma grande et respectueuse sympathie.

Je serais heureux de publier tous les communiqués que V. E. voudra me faire transmettre, par exemple, sur le rendement de la récolte, et sur les questions économiques qui pourraient être utilement traitées dans l'*Echo de Paris*.

Votre Excellence voudra bien garder son caractère confidentiel à cette communication, comme j'ai l'habitude de garder pour moi les (1) que V. E. m'accorde à titre privé, et agréez, Monsieur le Directeur, le nouvel hommage de

Marcel HUTIN (*Echo de Paris*),
6, Place de l'Opéra, Paris.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 3 septembre 1912.

Monsieur le Président,

VERNEUIL a été une sorte de despote qui a rendu des services à sa corporation, grâce à son énergie, à son impudence, à son habileté de se servir de la

(1) Ce mot n'a pas pu être déchiffré; on sait que Marcel HUTIN déclare lui-même son écriture extrêmement difficile à déchiffrer. (Voir sa lettre datée de Saint-Pétersbourg, 1/14 mai 1902.)

presse vénale par l'intermédiaire de son ami THÉRY. D'autre part, il a dû subir l'augmentation du nombre des agents de change. Il a contribué à la grandeur de la Bourse de Bruxelles, par l'exode simulé des coulissiers. Vous vous souvenez de ses excès de mégalomanie lorsqu'il exigea par écrit la garantie de sommes énormes qu'il voulait faire dépenser par la Russie dans les journaux comme le *Figaro*, le *Gaulois*, la *Libre Parole*, le *Temps*.

M. ROUVIER sut joliment le remettre à sa place. D'autre part, un homme qui peut obtenir aisément de ses 69 collègues quelques billets de mille francs pour une campagne de presse est une puissance. VERNEUIL a été, par l'intermédiaire de Jacques GUNSBORG, un instrument dont ont su se servir les magnats sud-africains et les financiers nord-américains.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KRASSILNIKOV A M. BELETZKY

FONCTIONNAIRE
POUR MISSIONS SPÉCIALES
PRÈS LE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
N° 1097

Département spécial
Journal secret, 31 août 1912
N° 208
Personnel

Votre Excellence Monsieur Stépan Pétrovitch,

En suite de votre lettre du 18 août de l'année courante, sous le n° 112928, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que RATMIR a été envoyé en mission en Suisse pour assister aux manœuvres qui ont lieu en la présence de l'empereur d'Allemagne et qu'il n'est pas encore revenu jusqu'à l'heure actuelle.

Vu son absence la prescription de M. le Ministre de l'Intérieur relativement à l'utilisation de RATMIR dans le but indiqué dans la lettre du 18 août n'a malheureusement pas pu être exécutée jusqu'à présent par moi.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de mon profond respect et de mon profond dévouement.

KRASSILNIKOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 15 septembre 1912.

Monsieur le Président,

Il vient de naître à Paris une nouvelle agence télégraphique, qui s'appelle l'Agence Economique et Financière et qui est sous la direction de l'économiste Yves Guyot, ancien ministre des Travaux Publics, directeur du *Journal des Economistes*, protagoniste de la liberté commerciale. Il promet d'être indépendant. Cela nous changera. Nous avons fait d'assez tristes expériences avec les Agences télégraphiques. Feu RATCHKOVSKY et HANSEN ont fait engoutir d'assez grosses sommes dans différentes entreprises de cette nature : il peut paraître séduisant de prime abord d'avoir un organe à soi, susceptible de pénétrer dans les rédactions et dont les nouvelles seront reproduites. Généralement, on est dupe de ces mirages. La pénétration est nulle. Nous en savons aussi quelque chose avec ce qu'EFFRONT a coûté inutilement au Trésor.

La concurrence est très difficile contre les vieilles boutiques comme *Havas* qui fut créé en 1833, à titre de bureau de correspondances. En 1849, *Reuter* fonda à Aix-la-Chapelle une agence télégra-

phique qui s'adressa d'abord aux commerçants, puis à la presse ; en 1851, il s'établit à Londres et à Berlin. La même année, *Wolf* transforma sa correspondance lithographiée en agence télégraphique, qui ne tarda pas à transmettre des nouvelles politiques. En 1855, *Wolf* passa pour 750.000 marks entre les mains d'un syndicat qui lui donna le nom de *Compagnie télégraphique continentale*. Avec l'assistance du Prince de BISMARCK, *Wolf* chassa *Reuter* de Berlin. L'Agence *Wolf*, au capital d'un million de marks, avec un million à la réserve, distribue 10 %.

Havas est une société par actions au capital de 8.500.000 francs. Ce n'est pas seulement une agence télégraphique, mais une régie d'annonces.

Il s'est fait une division territoriale entre les grandes agences. *Reuter* est le pourvoyeur de l'Angleterre, des colonies britanniques, de l'Extrême-Orient et, en commun avec *Havas*, de l'Amérique du Sud, avec *Wolf*, de la Suisse et de la Russie.

Wolf exploite l'Allemagne et la Scandinavie, avec *Havas*, la Suisse et l'Amérique du Sud.

Le bureau télégraphique autrichien, rattaché depuis 1882 à la Présidence du Conseil et coûtant, en 1911, 828.000 couronnes, dessert l'Autriche-Hongrie et, avec *Havas*, les Balkans. L'Italie est desservie par l'agence *Stefani*, l'Amérique du Nord par l'*Associated Press*, la Russie par l'Agence télégraphique de Saint-Petersbourg.

Il existe, à côté de ces antiques agences, d'autres plus jeunes comme *Fournier*, comme l'*Information*. La lutte pour la vie est très difficile : il y a des situations acquises. Pour surmonter les difficultés initiales, il faut d'énormes capitaux et un personnel compétent.

Votre Excellence se souvient-elle de l'élégance avec laquelle MM. BOURGEOIS et DOUMER aidèrent, en 1906, M. Henri TUROT, député socialiste, à sub-

tiliser 25.000 francs à nos banques russes pour fonder une nouvelle agence télégraphique ?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 21 septembre 1912.

Monsieur le Président,

Le dîner militaire, donné par l'ambassadeur en l'honneur de S. A. I. le Grand-Duc NICOLAS, a été extrêmement brillant. M. ISVOLSKY sait l'art de plaire à ses invités par son amabilité, par la bonne chère et les vins.

J'y ai échangé quelques paroles avec MM. KLOTZ et DUPUY (ce dernier était seul à ne pas porter son grand cordon. M. KLOTZ n'en a pas, je crois). J'ai longuement parlé avec le Préfet de la Seine, M. DELANNEY, qui a été préfet d'abord et directeur général des douanes. Il espère que bientôt Paris sera débarrassé de sa ceinture de fortifications que l'Etat cède à la Ville, qui les démolira, y fera des jardins et revendra le reste aux particuliers ou aux sociétés de construction. Les plans sont prêts. DELANNEY est très partisan de la régie intéressée ou mixte (comme cela a lieu pour le gaz, l'électricité), la Ville fournissant le fond de l'affaire, l'industrie privée les capitaux, les ingénieurs. Le préfet actuel se plaint beaucoup de l'état dans lequel son prédécesseur, DE SELVES, avait laissé les affaires de la Ville. DE SELVES aimait les commissions; il avait institué un conseil des directeurs. Son successeur a laissé tomber tout cela; il travaille avec le chef de service et prend la responsabilité. Aux Finances, M. KLOTZ aussi a renoncé à se servir du conseil des

directeurs, au fur et à mesure qu'il a mieux connu son département.

On ne m'a heureusement plus parlé de PERCHOT et de son port.

J'ai vu des gens revenus de l'Est de la France ; ils se figurent que les Allemands ne sont pas tout à fait tranquilles, qu'ils se préparent, qu'ils ont des harnachements tout neufs, etc.

A Paris, la polémique engagée par les journaux allemands contre le *Temps*, n'a pas produit très bon effet. D'autre part, en haut lieu on trouve que le *Temps* a baissé, qu'il cherche la sensation, tout comme le *Matin*. On y a par contre la plus haute considération pour R. de CAIX, GAUVAIN et le *Journal des Débats*.

Le Congrès de la C. G. T., Confédération Générale du Travail, a fini par se brouiller avec les socialistes officiels du Parlement. D'autre part, afin de combattre l'impression désolante pour les syndicalistes, résultant de leur antimilitarisme à un moment où l'opinion patriotique est plus accentuée en France, un des orateurs du Congrès a déclaré : « Nous sommes, nous avons toujours été contre la désertion ». Et à ce titre, ils combattent les mesures exceptionnelles.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Monsieur le Président,

J'ai eu l'honneur de vous envoyer hier l'article « France et Russie », du *Correspondant*, et l'esquisse de ma lettre au directeur de cette revue conservatrice et catholique.

Votre Excellence sait les difficultés que les asso-

ciations de fonctionnaires créent au Gouvernement français depuis pas mal d'années. Les revendications allaient de la part des instituteurs jusqu'à demander le droit de se syndiquer : le Gouvernement ne se montra pas favorable, et cependant M. BERTEAUX, Ministre de la guerre, avait conseillé de donner le nom et de refuser la chose, ce qui est très dangereux.

Le gouvernement de M. POINCARÉ a prononcé la dissolution des associations d'instituteurs ; par contre, le Ministre de l'Instruction Publique annonce le dépôt d'un projet de loi, accordant des relèvements de traitement qui vont coûter 50 millions de francs. M. Charles DUPUY, en 1893, eut plus de courage quand il fit fermer la Bourse du Travail, rouverte depuis lors.

En lisant un article de la *Gazette de Francfort* contre le Chancelier de l'Empire, à cause de son inaction d'abord, de son manque de largesse ensuite dans la question du renchérissement, j'ai noté le passage suivant. C'est la citation de la réponse de GUILLAUME I^{er}, roi de Prusse, aux députés venus à Königsberg, en 1861 : « Les souverains prussiens reçoivent leur couronne de Dieu. Je prendrai demain la couronne sur la table du Seigneur et la placerai sur ma tête. C'est la signification de la Royauté par la Grâce de Dieu et là se trouve le caractère sacré de la couronne. La couronne s'est entourée de nouvelles institutions. *Celles-ci sont appelées à donner des conseils. Vous donnerez des conseils et je les entendrai.* »

LASSALLE a écrit en 1862 :

« Qu'est-ce qu'une Constitution ? Ce ne sont pas les lois, ni le document écrit, contenant les droits et les devoirs des membres de l'Etat ; la Constitution, c'est la force respective des parties qui forment l'Etat. »

D'un côté, un dogme, — de l'autre, une théorie opportuniste...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 21 septembre.

Mon cher collègue,

Voici le 2^e article du *Soleil*, aussi stupide que le premier. Je vous suggère quelques lignes de réponse que pourrait publier la *Rossia* ou un autre journal ami. BENOIT est un imbécile ou un baissier qui perd de l'argent ou un chanteur. Le *Soleil* n'a pas eu les annonces de tirages et il ne les aura jamais.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. KRASSILNIKOV A M. BELETZKY

FONCTIONNAIRE
POUR MISSIONS SPÉCIALES
PRÈS LE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Département spécial
Journal secret, 9 septembre 1912
N° 2352

Personnel

Résolution : « Soumis à M. le Ministre de l'Intérieur, 7-9. Exprimé consentement par une lettre de mol. » S. B.

Votre Excellence Monsieur Stépan Péetrovitch,

Comme complément à ma lettre du 28 août/9 septembre courant, sous le numéro 1097, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que RATMIR est rentré à Paris le 10 septembre courant, et que le jour même je lui ai transmis les directives exposées dans la lettre de Votre Excellence du 18 août de l'année courante, sous le numéro 112928.

Après avoir pesé sous tous les aspects les instructions reçues, RATMIR m'a demandé de vous faire connaître très respectueusement que, vu que depuis la publication dans le journal *Le Matin* de l'article de BOURTZEV, sur son entrevue avec AZEV (18 août nouveau style), il s'était écoulé déjà environ un mois, il se permettait d'exprimer l'opinion qu'une intervention maintenant dans la presse au sujet de ladite entrevue apparaîtrait comme tardive et pour cette raison serait quelque peu incompréhensible. D'ailleurs, l'article de BOURTZEV sur cette entrevue a eu si peu de succès, que même un journal comme *l'Humanité*, toujours disposé à des attaques contre le gouvernement russe, a laissé passer l'entrevue de BOURTZEV et d'AZEV dans un silence complet.

Aussi, en parler maintenant dans la presse, ce qui donnerait à BOURTZEV droit de réponse, ne pourrait que rendre service à ce dernier en lui fournissant la possibilité d'intervenir dans la grande presse.

Vu ce qui précède, RATMIR, dans l'intérêt de l'affaire, se permet de proposer le mode d'action suivant, si des dispositions spéciales n'interviennent pas à ce sujet :

En s'abstenant pour le moment d'intervenir dans la presse afin de ne pas provoquer une polémique si vivement désirée par BOURTZEV, s'efforcer d'employer son influence dans le but d'empêcher à l'avenir la publication de ses articles dans les organes les plus considérables de la presse.

RATMIR espère pleinement atteindre ce résultat, grâce à ses relations; si, à propos d'AZEV, il paraissait néanmoins quelque article de BOURTZEV, RATMIR s'efforcerait, le lendemain même, en des lignes précises, d'éclairer la figure de ces deux individus et de montrer au public français ce qu'ils sont en réalité.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de mon profond respect et de mon sincère dévouement.

KRASSILNIKOV.

DE M. BELETZKY A M. KRASSILNIKOV

Tout à fait secret.

N° 113.530

12 septembre 1912.

Cher Monsieur Alexandre Alexandrovitch,

En suite de votre lettre du 30 août/12 septembre de l'année courante, sous le numéro 1115, je vous informe que M. le Ministre de l'Intérieur souscrit entièrement à l'opinion exprimée par la personne mentionnée dans ladite lettre, quant à la nécessité de s'abstenir présentement d'intervenir dans la presse à propos de l'entrevue de BOURTZEV et d'AZEY, une pareille intervention étant inopportune, et de réaliser la susdite intervention immédiatement, dans le cas de l'apparition de quelque nouvel article de BOURTZEY sur AZEV.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mon parfait respect et de mon dévouement.

BELETZKY.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 27 septembre 1912.

Mon cher collègue,

...Voici une lettre du Baron DU MARAIS sur la campagne du *Soleil*. Je ne crois pas qu'il convienne de céder devant une menace de chantage...

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DU MARAIS A M. RAFFALOVITCH

CRÉDIT LYONNAIS

Paris, le 24 septembre 1912.

Cher Monsieur,

J'ai reçu ce matin seulement votre lettre du 22 courant. Nous avons remarqué la campagne à laquelle vous faites allusion. J'ai fait faire une enquête immédiatement sur ses causes et voici ce que j'ai appris de bonne source. Le journal est lié par un contrat de publicité des plus étroits avec la maison H. D. et s'est engagé à publier tous les articles qui lui seraient présentés par M. H. B. Or, ce M. H. B., interrogé sur les raisons de cette campagne, a répondu : « Nous devons recevoir les mêmes annuités pour publication des listes de tirages que d'autres journaux; s'il en est fait ainsi, nous cesserons ».

Vous aviez donc raison en soupçonnant cette cause.

Toujours à votre disposition, je vous prie, cher Monsieur, de vouloir bien agréer l'assurance de mes sentiments bien sincèrement dévoués.

B. DU MARAIS.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 30 septembre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de transmettre à V. E. la lettre de M. PERCHOT accusant réception de la communication que je lui ai faite. Je le verrai après les fêtes de la Toussaint.

A. RAFFALOVITCH.

NOTE DE M. BELETZKY

En marge d'un rapport adressé par KRASSILNIKOV à M. le Directeur du Département de la Police, en date de Paris, 12/25 septembre 1912, sous le numéro 1164, rapport portant la mention « tout à fait secret », enregistré au journal secret du Département Spécial, à la date du 27 septembre 1912, sous le numéro 3137, et signalant une conférence faite par BOURTZEV en Italie sur son entrevue avec AZEV, nous trouvons la Résolution suivante :

« Soumis à M. le Ministre de l'Intérieur 29/9 ; maintenant qu'a commencé déjà dans l'*Avenir* (Boudouchchéié) une campagne de presse, avec nos organes légaux de gauche attaquant le gouvernement à propos de l'affaire AZEV, il serait désirable, dans l'intérêt de l'affaire, d'utiliser les services de notre collaborateur étranger RATMIR, auquel il faut donner, après accord entre KRASSILNIKOV et le colonel ERHARDT, les matériaux correspondants. Si dans la notice rédigée sur BOURTZEV au Département Spécial il y a quelque chose qui mérite l'attention publique, on peut aussi l'utiliser. Chargez KRASSILNIKOV de faire envoyer immédiatement les articles ici, afin de les utiliser par l'organe de la presse russe.

S. B. »

DE M. VISSARIONOV A M. KRASSILNIKOV

Tout à fait secret.

29 septembre 1912.

En suite du rapport du 12/25 septembre courant, sous le numéro 1.164, le Département de la Police vous informe que maintenant que s'est renouvelée l'édition du journal l'*Avenir*, et que dans les journaux russes d'orientation gauche ont paru des articles contenant des attaques contre le gouvernement

à propos de l'affaire AZEV, il serait désirable, dans l'intérêt de l'affaire, d'utiliser les services de RATMIR.

Portant ce qui précède à votre connaissance, le Département de la Police vous demande de mettre à la disposition de la personne en question, d'accord avec le colonel ERHARDT, les matériaux correspondants, et parmi eux la brochure d'AKIMOV : « Je ne puis me taire », pour des articles de RATMIR, lesquels articles, aussitôt après leur publication, devront être transmis sans retard au Département, en vue de leur utilisation dans les organes de la presse russe.

Le Vice-Directeur :

S. VISSARIONOV.

Le Chef du Département Spécial :

Colonel ERÉMINE.

Le Chef de Section :

(Signature illisible.)

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, 16 octobre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai vu hier longuement M. ISVOLSKY, qui se préoccupe d'avoir à exercer à un moment déterminé une action sur les journaux et les journalistes et qui serait d'avis que le moment approche où il faudrait le faire. Je lui ai exposé dans une note que je lui ai envoyée le mécanisme dont on s'était servi en 1904-1905 (crédit ouvert à la *Banque de Paris*, argent versé à la *Société Algérienne*, distribué par LENOIR contre chèques qui se trouvent à Saint-Pétersbourg).

J'ai expliqué comment, sans bourse délier, grâce à mon travail d'une trentaine d'années, travail tout

personnel, nous avons pu faire connaître nos finances. Evidemment, aujourd'hui, avec les appétits des fermiers de la partie financière des journaux, avec les mœurs nouvelles, cela a changé.

J'ai expliqué aussi le peu d'importance relative des annonces de tirages, aux yeux de certains bénéficiaires qui deviendraient enragés si on les retirait et leur énorme importance aux yeux de ceux qui ne les possèdent pas. J'ai ajouté que par l'intermédiaire d'HANSEN et de feu RATCHKOVSKY, il avait été gaspillé beaucoup de milliers de francs à Paris sans grande utilité. J'ai cité l'Agence russe de feu EFFRONT, la *Russie hebdomadaire* de HANSEN et compagnie, sans oublier la *Patrie*, de feu CABACASY.

Il y a plusieurs moyens d'agir sur la presse ; l'ambassadeur, avec beaucoup de dévouement, en pratique un : celui de voir tous les jours HEDEMAN, tous les deux jours TARDIEU, et d'être plus accueillant pour les écrivains politiques qu'aucun de ses prédécesseurs.

Il est évidemment très délicat, très difficile de procéder par le second moyen. Cela peut être indispensable en vue de buts politiques à atteindre.

Je répète d'autre part qu'il faudrait donner satisfaction d'une manière quelconque au sénateur PERCHOT, qui comme membre influent du parti radical et propriétaire du *Radical* a besoin d'être ménagé.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. ISVOLSKY A M. SAZONOV

Reçue le 14 octobre 1912.
N° 869

Paris, 10/23 octobre 1912.

Cher Monsieur Serge Dmitrievitch,

Il y a quelques mois, je vous ai écrit ainsi qu'à

V.-N. KOKOVTEV au sujet de la nécessité de disposer de moyens matériels d'action sur la presse française (1). Vous vous rappelez naturellement combien de tort ont causé à nos intérêts politiques certains journaux français pendant la crise bosniaque de 1908, ainsi qu'au lendemain de l'entrevue de Potsdam. Au cours des deux années de mon séjour à Paris, j'ai réussi à acquérir jusqu'à un certain point une influence personnelle, au moins sur les organes les plus importants, comme le *Temps*, le *Matin* et autres. Mais, je ne vous ai pas caché que s'il surgissait une nouvelle crise internationale, cette influence serait insuffisante et qu'il nous faudrait recourir à un autre moyen de pression plus efficace. Maintenant la crise est arrivée et je considère de mon devoir d'attirer de la façon la plus sérieuse votre attention sur cette question. Suivant attentivement la presse d'ici, je ne puis pas ne pas remarquer qu'elle change petit à petit de ton vis-à-vis de la Russie et par rapport aux événements de la péninsule balkanique, inclinant sans cesse de plus en plus du côté de l'Autriche et de la Turquie. Cet état de choses découle non pas tant de l'état d'esprit des grands cercles de la société française que de certaines causes particulières. Parmi ces dernières, il convient avant tout de noter le mécontentement des sphères financières qui subissent de grandes pertes du fait de la guerre dans les Balkans et qui en redoutent de plus grandes encore dans le cas de complications européennes. Ensuite, un rôle indéniable est joué par les subsides pécuniaires qui sont accordés ici par l'Autriche, l'Allemagne et la Tur-

(1) ISVOLSKY avait soulevé cette question dès le 19 août 1911 (voir *Libre Noir*, tome I, p. 130) et, n'ayant pas obtenu de résultat, avait insisté de nouveau sur la nécessité d'obtenir des subsides pour agir sur la presse, lors de l'affaire Georges Louis (lettre du 23 mai 1912, tome I, p. 258).

quie. Une pareille situation, ainsi que j'ai pu m'en convaincre, préoccupe non seulement moi-même, mais aussi le Ministère français des Affaires Etrangères, et je suis fondé à penser que M. POINCARÉ considère comme désirable que nous recourions également à ce moyen.

Dans les époques précédentes, les tentatives de pression matérielle sur la presse ne nous ont pas toujours réussi et vous connaissez probablement les essais malheureux faits avec des individus comme MANOUILOV, RATCHKOVSKY, SCHELKING et autres. Mais durant la période de la guerre japonaise et la conclusion du grand emprunt de liquidation de 1906, notre action dans cet ordre d'idées fut plus heureuse. L'initiative appartient au gouvernement français lui-même; quand, lors de l'ouverture des hostilités, une panique se produisit ici à la Bourse, le Ministre des Finances d'alors, M. ROUVIER, envoya à A.-I. NELIDOV (1) une personne de confiance (un certain LENOIR) avec un plan de pression financière sur la presse. L'ambassadeur, ainsi que notre agent financier, télégraphia à Saint-Petersbourg, et le résultat fut qu'une somme de 250.000 francs fut mise à la disposition de A.-I. NELIDOV et du conseiller privé RAFFALOVITCH. Au su du gouvernement français, il fut établi un budget spécial de distributions mensuelles aux journaux d'ici; ces distributions furent opérées par l'entremise du susnommé LENOIR, au moyen de chèques servant de récépissés. Les premiers 250.000 francs furent dépensés en trois mois; ensuite, jusqu'à la conclusion de l'emprunt de 1906, il fut dépensé dans le même but encore d'autres sommes, dont le montant exact ne m'est pas connu, vu que tout le dossier relatif à cette affaire a été retourné par le conseiller privé RAFFALOVITCH à la Chancellerie de Crédit. A l'occasion de l'em-

(1) Alors ambassadeur de Russie à Paris.

prunt de 1906, la presse française a reçu des sommes encore plus importantes, toutefois non pas directement de nous, mais des banques françaises participant à l'emprunt. Depuis lors et jusqu'à ce jour, il n'a plus été dépensé un copeck pour la presse française et cette circonstance a eu incontestablement pour résultat les campagnes de presse contre nous de 1908 et 1910.

Ayant personnellement très peu d'expérience dans la question du subventionnement des journaux, je me suis adressé au conseiller privé RAFFALOVITCH, qui est bien au courant de cette affaire et qui propose le plan d'action suivant : il conviendrait d'assigner maintenant pour l'affaire ci-dessus exposée une somme d'environ 300.000 francs, qui devraient être dépensés au cours de six mois. La répartition des subsides serait faite avec le concours et par l'entremise du même LENOIR, qui en avait été chargé en 1905. Un crédit correspondant devrait être ouvert dans une des banques de Paris (la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, suivant les précédents). Ce crédit serait dépensé au moyen de délivrance de chèques qui serviraient de récépissés des bénéficiaires. Trouvant ce plan opportun, je considère de mon côté nécessaire d'observer les conditions suivantes : l'exécution immédiate devra en être confiée non pas à l'ambassade, mais à notre attaché financier qui a une grande expérience en la matière, mais cela en accord avec moi; ensuite, il est très essentiel de ne rien entreprendre sans informer M. POINCARÉ et sans avoir son assentiment, car ce n'est qu'à cette condition que l'on peut attendre des résultats favorables. Les hommes d'Etat français ont des affaires de ce genre une grande habitude. De mon entretien avec M. POINCARÉ, je me suis convaincu qu'il était prêt à nous accorder son concours dans la présente affaire et à nous indiquer le plan le plus opportun de répartition des subsides. La personne de LENOIR

lui est apparemment bien connue et il nous aurait probablement fait ressortir que sa collaboration serait désirable. Il m'a confirmé entre autres que ces temps derniers on dépense de grandes sommes pour la presse à Paris et en province dans des buts hostiles non seulement à la Russie, mais en général à la Triple-Entente; d'après ses informations, ces sommes émanent d'un groupe financier international dont le centre est actuellement à Londres. De l'avis de M. POINCARÉ, cette circonstance doit être prise par nous en considération spéciale pour la répartition de nos subsides. Il m'exprima sa plus vive gratitude de ce que j'avais abordé en toute confiance la présente question avec lui et il ajouta qu'il se serait adressé lui-même à moi pour me demander de ne rien entreprendre sans accord préalable avec lui.

Vu l'extrême importance et urgence de la présente question, je vous serais extrêmement obligé de me communiquer votre décision par télégraphe.

Agréer, Monsieur, l'assurance de mon profond respect et de mon parfait dévouement.

ISVOLSKY.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Confidentiel.

Monsieur le Président,

Au moment où l'on a en vue des travaux publics à exécuter en Russie, il est peut-être utile d'avoir des renseignements sur quelques-uns des principaux entrepreneurs français; en voici une liste :

HERSENT frères (Creusot), très bons, très chers, marchent souvent ensemble.

Société française industrielle d'Extrême-Orient, qui a fait de grands travaux en Indo-Chine, au Bré-

sil, en Argentine, et maintenant à Toulon, groupement d'ingénieurs et de constructeurs français et belges, une des premières entreprises de dragage du monde.

FOUGEROLLES, sérieux.

DAYDE ET PELLE, excellents.

Société des grands travaux de Marseille, bons.

BARTISSOLS, néant.

PERCHOT, très entreprenant, discuté.

Je crois qu'il n'est pas mauvais de garder le contact avec eux et à titre d'indication, je vous transmets deux exemplaires d'une lettre que m'a écrite le directeur de la *Société française industrielle d'Extrême-Orient*. Je me permets de vous en envoyer deux exemplaires, dans le cas où vous jugeriez utile d'en communiquer un à M. TIMACHEV; ce sont des gens très sérieux que ceux dont je vous envoie la lettre.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. PERCHOT A M. RAFFALOVITCH

SÉNAT

Paris, ce 29 octobre 1912.

Monsieur,

Je viens de recevoir le pneumatique que vous avez eu l'obligeance de m'adresser pour me mettre au courant de l'intervention du Ministre des Finances auprès du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Je vous remercie vivement de cette communication et je vous serais reconnaissant de m'accorder un rendez-vous pour vous entretenir des suites qu'elle comporte.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

J. PERCHOT.

DE M. SAZONOV A M. ISVOLSKY

Tres confidentiel.

St-Petersbourg, 17/30 octobre 1912.

Monsieur Alexandre Pétrovitch,

Après accord préalable entre moi et V.-N. KOKOVZEV, votre lettre du 10/23 octobre de l'année courante, relative à l'allocation de fonds pour l'exercice d'une pression sur la presse française, a été examinée en Conseil des Ministres. Dans la discussion de la question soulevée par vous, des doutes se sont manifestés touchant la proportion, d'une façon générale, entre l'avantage à retirer de la conclusion d'une affaire avec des organes séparés de la presse et, d'autre part, l'importance de la dépense nécessitée de ce chef. On a aussi exprimé la crainte qu'une fois qu'on s'engageait dans cette voie on n'eût à l'avenir aussi à dépenser dans ce but des sommes de plus en plus grandes sans profit suffisant.

Cependant, à la fin, le Conseil des Ministres a décidé de donner satisfaction pour cette fois à votre requête et d'allouer la somme de 300.000 francs indiquée par vous, mais avec cette réserve que cette somme devait être considérée comme un crédit unique, non susceptible de renouvellement lorsqu'il aurait été dépensé.

Vu votre juste remarque qu'il serait préférable de ne pas charger l'ambassade de la réalisation de la susdite mesure, mais vu d'autre part que d'après la déclaration de V.-N. KOKOVZEV, l'agent du ministère des Finances désirerait aussi apparemment rester en dehors de cette affaire, le Président du Conseil des Ministres propose de charger le directeur de la Chancellerie spéciale de Crédit de s'entretenir personnellement avec vous à Paris quant au meilleur moyen de réaliser ladite mesure. A ce

propos, je considère de mon devoir de remarquer que la personnalité de LENOIR n'est déjà pas inconnue ici et qu'elle semble inspirer peu de confiance, en raison de quoi j'exprime le désir de rechercher dans la mesure du possible un intermédiaire plus convenable.

Agréez, etc...

SAZONOV.

DE M. KOKOVITZEV A M. POINCARÉ

Saint-Pétersbourg, 17/30 octobre 1912.

Monsieur le Président et cher collègue,

J'ai l'honneur de vous informer que M. DAVIDOV, Chambellan de Sa Majesté, Directeur de la Chancellerie des Opérations de Crédit, se rendra sous peu à Paris.

Je viens vous demander de bien vouloir donner audience à M. DAVIDOV, qui a toute ma confiance et qui vous entretiendra d'une question à laquelle notre ambassadeur à Paris attache très grande signification. M. ISVOLSKY suppose du reste que ladite question ne vous laisse pas non plus indifférent.

Il s'agit de la presse parisienne dont les tendances ont une grande importance, non pas tant au point de vue des intérêts financiers de nos deux pays qu'à l'égard de leurs intérêts politiques, c'est-à-dire à l'égard des rapports mutuels entre la France et la Russie.

En ce qui me concerne, je craindrais beaucoup qu'une action directe de notre part envers la presse soit sans efficacité, ainsi que l'a démontré l'expérience faite pendant les époques difficiles que la Russie a traversées en 1904-1906. Bien que la situation de la Russie soit tout autre actuellement, une

action de ce genre pourrait n'avoir pour résultat que de déchaîner certains appétits et certaines rivalités parmi les organes français, sans que soit atteint le but désiré. Je m'empresse d'ajouter que si vous jugiez indispensable une action directe de la part de la Russie dans cet ordre d'idées, je me rangerais à l'opinion que vous dicteront vos hautes connaissances et expérience des affaires.

Je vous serais très obligé, Monsieur le Président et cher collègue, de bien vouloir exposer en toute franchise vos vues et idées sur ce sujet à M. DAVIDOV qui a, je le répète, ma plus entière confiance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et cher collègue, les assurances de ma haute considération.

KOKOVITZEV.

DE M. HUGUET A M. ZAHAROFF

EXCELSIOR

Paris, le 4 novembre 1912.

Cher Monsieur,

Puisque vous allez voir demain le secrétaire de Monsieur Kokovtzev et que vous voulez bien lui parler pour *Excelsior*, je me permets de vous envoyer quelques coupures que j'ai faites ces derniers temps dans les journaux de Paris. C'est ce genre d'annonces que la plupart des journaux de Paris reçoivent d'un bout de l'année à l'autre. Inclus, il y a des coupures en provenance du *Matin*, du *Journal*, du *Gaulois*, de l'*Echo de Paris* et même de la *Patrie*. Si la question prix était posée, notre base est de 4 fr. la ligne. Vous remerciant encore au nom d'*Excelsior*.

sior de ce que vous pourrez et voudrez bien faire dans l'ordre d'idées qui nous intéresse si vivement, je vous présente, cher Monsieur ZAHAROFF, l'expression de mes sentiments sincèrement dévoués.

William HUGUET.

DE M. ISVOLSKY A M. SAZONOV

TÉLÉGRAMME

23 octobre/5 novembre 1912.
N° 335.

Vu la campagne contre la politique de M. POINCARÉ et indirectement contre la Russie, commencée dans le journal *Le Radical* (1), appartenant à M. PERCHOT, j'estime de mon devoir d'attirer encore une fois, de la façon la plus sérieuse, votre attention sur l'affaire de celui-ci, au sujet de laquelle je vous ai télégraphié sous mon N° 300.

ISVOLSKY.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le mercredi 6 novembre 1912.

Monsieur le Président,

...M. POINCARÉ a été ému des articles que cette canaille de PERCHOT a laissé paraître dans le *Radical* et qui, sous le titre de « Feuilles libres », attaquent sournoisement la Russie. M. ISVOLSKY me dit avoir télégraphié à ce sujet. Je dois voir PERCHOT lundi : je le recevrai plutôt mal, car nous n'avons pas à avoir de tendresse pour les maîtres-chanteurs. Ca-

(1) Voir, à ce sujet, le *Livre Noir*, tome II, p. 567.

pendant, d'autre part, il y aurait lieu de l'apaiser.
Il paraît que les Bulgares cherchent ici de l'argent.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le mercredi 6 novembre 1912.

Monsieur le Président,

Je ne me doutais pas en vous écrivant aujourd'hui que ma communication à la Société d'économie politique aurait les honneurs de la sténographie. Je me permets donc de vous envoyer le numéro de la *Vie Financière* qui donne le texte abrégé de ce que j'ai lu. Je sollicite votre indulgence pour ce travail.

J'ai vu l'ambassadeur qui m'a renseigné sur la prochaine visite de M. DAVIDOV, relativement aux relations avec les gens de plume. Il paraît que le Président du Conseil ici a confiance en LENOIR plus que vous ne l'auriez à St-Petersbourg.

Je crois qu'il faut beaucoup de tact, de doigté, dans les opérations de cette nature, surtout lorsqu'on n'agit pas sous le coup d'événements comme ceux de 1904 et 1905. Le fait que le quai d'Orsay prend l'opération sous ses auspices est curieux; il n'y a jamais grand'chose de changé. En 1904-1905, ce fut au Palais du Louvre (ROUVIER), ou place Beauvau (ETIENNE). C'est d'une belle solidarité gouvernementale....

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 7 novembre 1912.

Mon cher collègue,

J'apprends par M. ISVOLSKY que vous allez venir à Paris dans un but fort utile aux vues de l'ambassadeur et du Président du Conseil français. Je me réjouis de cette occasion de vous voir et de passer quelques heures avec vous. Pourriez-vous me téléphoner quand vous viendrez ?

Tâchez d'arranger l'affaire PERCHOT. Suivant une formule lapidaire qui se trouve sur un billet de M. CAILLAUX concernant l'Oural-Volga, le Président du Conseil y attache une grande importance.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

29 octobre/11 novembre 1912.

Résumé de mes conversations avec POINCARÉ et ambassadeur. Ils sont d'accord ajourner subvention presse, mais trouvent cependant désirable réserver crédit 300.000 pour intervention subite s'il y a lieu dans avenir. Ceci est raisonnable et j'ai accepté « ad referendum » à Votre Excellence. Sur demande, POINCARÉ établirait demain avec LENOIR organisation éventuelle de ce service. POINCARÉ me demande aussi recevoir PERCHOT et tâcher de le calmer, car sa campagne dans le parti radical devient gênante pour POINCARÉ et Alliance.

DAVIDOV.

DE M. ISVOLSKY A M. NÉRATOV

31 octobre/13 novembre 1912.

N° 578

Cher Monsieur Anatole Anatolievitch,

Ces jours-ci, le directeur du journal *Le Gaulois*, M. Arthur MEYER, m'a présenté la copie ci-jointe d'une communication de la Section étrangère de la Direction générale des affaires de la presse, en date du 18 octobre courant, sous le N° V 718, et relative à la réduction des abonnements audit journal.

De ce document, ainsi que des explications verbales de M. MEYER, j'ai appris pour la première fois en général l'existence de pareils subsides cachés, à la presse française, et pourtant, en ce qui concerne le journal *Le Gaulois* en particulier, la souscription de la Direction Générale pour 100 abonnements remonte à 1905.

Votre Excellence connaît bien toutes les particularités de nos rapports avec la presse française et toute l'importance qu'il y a pour nous à éviter, dans la mesure du possible, tout ce qui pourrait avoir une répercussion défavorable sur l'attitude prise par elle vis-à-vis de la politique russe.

C'est pourquoi je considérerais comme très désirable que de telles mesures, susceptibles de provoquer une certaine animosité, comme par exemple la réduction du nombre des abonnements souscrits par la Direction Générale, fussent prises avec la circonspection voulue et non autrement qu'après en avoir conféré préalablement avec l'ambassade impériale.

En outre, je vous serais très reconnaissant de me faire tenir des renseignements aussi complets que possible sur cette affaire, tant en ce qui concerne le journal *Le Gaulois* qu'en ce qui concerne la presse française en général. Peut-être pourrait-on

trouver la possibilité, dans le but d'adoucir la mesure prévue de la réduction des abonnements au journal *Le Gaulois*, de souscrire à partir de l'année prochaine la moitié du chiffre d'abonnements actuels, sans en exiger l'envoi? Grâce à une telle combinaison, la rédaction de ce journal n'éprouverait pas un dommage effectif, car elle dépense à peu près la moitié du montant des abonnements actuels en frais de poste pour leur envoi.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mon parfait respect et de mon entier dévouement.

ISVOLSKY.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 16 novembre 1912.

Mon cher collègue et ami,

Voici une requête que j'ai reçue. J'ai donné une réponse négative, bien que GUYOT soit mon ami et que nous ayons fait le *Dictionnaire du Commerce et de l'Industrie* ensemble...

Bien des amitiés,

A. RAFFALOVITCH.

DE M... A M. RAFFALOVITCH

AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Directeur : Yves Guyot
28, boulevard Pélasannière

Téléphone : 242-55
Adresse télégraphique : *Agoff-Paris*

Paris, le 15 novembre 1912.

Monsieur l'agent financier,

Ainsi que vous avez pu le constater, l'Agence économique et financière s'est efforcée depuis sa fon-

dation d'assurer à ses abonnés et lecteurs une rubrique permanente d'informations russes aussi complète que possible, tant en ce qui concerne les finances du gouvernement impérial que l'activité et le développement économique et financier en Russie. Les dispositions, dont nous rechercherons l'extension en toute circonstance, ont été prises en vue de rendre particulièrement autorisée cette rubrique si intéressante pour les nombreux porteurs français de valeurs russes. Les nouvelles relatives aux fonds d'Etat ou aux titres industriels russes sont l'objet d'une attention particulière, et transmises quotidiennement aux abonnés de l'agence, tant par la voie des services télégraphiques et téléphoniques que par la feuille des dépêches quotidienne. Des études spéciales et détaillées leur sont fréquemment consacrées dans cette dernière sous la signature de notre directeur dont l'autorité dans les milieux économiques et financiers vous est connue. Afin de compléter cette rubrique et de lui donner sa pleine utilité pour les porteurs de titres russes, je vous serais reconnaissant et j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien inscrire l'édition quotidienne de l'*Agence économique et financière* parmi les organes chargés de la publication des listes de tirages des obligations du gouvernement russe. Au cas où cette inscription ne pourrait avoir lieu en cours d'exercice, je pense qu'il vous paraîtrait opportun d'inscrire l'agence pour un certain nombre d'abonnements complets s'élevant au chiffre annuel de 5.000 francs. Les informations de l'agence sont l'objet de la plus large diffusion, tant par la feuille de dépêches qui parvient chaque matin dans toutes les villes de France, où elle est affichée dans les succursales et agences des établissements de crédit, dans les banques, dans les bureaux des Chambres de Commerce, etc., que par les services télégraphiques et téléphoniques

transmis aux abonnés dans le courant de la journée. J'ajoute qu'elles sont d'ailleurs constamment reprises par les grands journaux politiques et financiers.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'agent financier, l'expression de mes sentiments de haute considération.

L'administrateur gérant :

(Signature).

[De la main de RAFFALOVITCH: J'ai répondu que les annonces de tirages ne sont données à aucune agence et que de plus elles constituent un chapitre de budget non extensible; que je transmettais cependant cette demande à l'autorité supérieure.]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Très secrète.

21 novembre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai reçu la visite de M. LAFFON, directeur de la partie financière du *Matin*, qui part samedi pour Saint-Petersbourg. Je vous avais parlé de son projet déjà dans une lettre.

M. LAFFON est envoyé par BUNAU-VARILLA et va comme représentant des autres journaux à grand tirage : *Journal*, *Petit Parisien*, *Petit Journal* qui, avec le *Matin*, vendent près de 3.750.000 à 4.000.000 d'exemplaires par jour.

L'idée que M. LAFFON est chargé de réaliser, c'est d'obtenir des 22 ou 23 banques russes qui forment le syndicat de la Croix Rouge une participation à un fonds commun, avec lequel on palerait l'appui de la presse française pour soutenir et défendre le

marché des fonds russes. L'idée est ingénieuse, en effet, mais l'ambition de M. LAFFON m'a paru démesurée, lorsqu'il a parlé d'un million de francs à obtenir des banques russes pour la durée d'une année. Je lui ai dit que j'étais sceptique et cela parce que, parmi les participants au fonds de garantie, il y avait des banques auxquelles le marché de Paris n'inspire aucun intérêt, par exemple la *Banque d'Escompte de Saint-Petersbourg* et les banques de province. Le marché de Paris présente de l'intérêt pour l'*Internationale*, la *Banque privée*, la *Russo-Asiatique*, la *Banque de Commerce et de l'Industrie*, moins pour la *Banque russe pour le commerce étranger*. Ils ont calculé, messieurs les directeurs de journaux et leurs agents de publicité, que sur un fonds de 30 millions R, on pouvait distraire 375.000 R. pour faire paraître des articles favorables à l'industrie et au commerce, aux affaires industrielles introduites à Paris. J'ai dit à LAFFON qu'il se faisait des illusions; je ne croyais pas à la possibilité de taper si fortement les banques russes. Celles-ci ont gardé souvenir de la carotte tirée sous la pression de Messieurs Léon BOURGEOIS, qui était ministre des Affaires étrangères, et DOUMER, président de la Chambre, par Henri TUROT pour son agence télégraphique *Potentia*.

LAFFON m'a expliqué que s'il y avait peu d'argent, ce serait pour le *Matin*; s'il y en avait davantage, ce serait pour les trois grands journaux à grand tirage, et avec beaucoup d'argent, on engloberait tous les grands journaux.

J'ai bien indiqué que nous devions être laissés en dehors de tout cela et que je le remerciais de m'avoir renseigné.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 2 décembre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai reçu la visite de M. LENOIR, qui est venu me demander s'il avait été versé quelque chose en vue de l'opération de presse que vous connaissez et à l'égard de laquelle nous entretenons, Votre Excellence et moi, une même répugnance. Mais notre sentiment doit céder en face des indications de M. POINCARÉ et de M. KLOTZ, transmises par LENOIR.

Il paraît que votre collègue français est ennuyé de la campagne esquissée par les radicaux-socialistes consistant à dire : nous ne permettrons pas une guerre dont le point de départ serait dans les affaires d'Orient, notamment dans les relations de la Serbie et de l'Autriche.

Pour paralyser cette campagne dans la presse, il faudrait quelque argent et LENOIR est venu me dire qu'il avait engagé quelque argent avec l'*Aurore* et la *Lanterne*.

Il a prononcé ensuite le nom de l'*Evénement*, dont le directeur serait un certain ISRAËL, agent gouvernemental auprès des parlementaires, et celui de la *France* où écrit un jeune JULIA que l'on protège.

J'ai haussé les épaules et dit à la personne qui s'occupe de ce genre d'affaires que c'était aller un peu loin que d'attribuer 2.000 francs par mois, pendant 3 mois, à chacun de ces journaux; cette cuisine ne nous regardait pas à Saint-Pétersbourg, si désireux que nous puissions être d'être agréable à vos collègues français. Le métier de vache à lait ne nous convient pas ! Vous me ferez dire si j'ai eu tort. Mais il me semble qu'au moins nous faut-il de la bonne marchandise.

LENOIR a demandé que l'argent fût versé à la *Banque de France*, seul établissement où l'on soit à

l'abri des indiscretions. Ce ne serait pas le cas avec *Paribas* (1), dont le directeur T. et le président N., tous les deux Suisses, ne sont pas bien en cour actuellement.

Voyage LAFFON. Je ne sais si l'on aura vu au Ministère des Finances le représentant du *Matin* qui venait voir à Saint-Petersbourg ce qu'il pouvait obtenir pour les affamés de la presse française du Syndicat de la Croix Rouge russe. Il paraît que c'est Alexis DAVIDOV, de la *Banque privée*, qui a écrit à LAFFON en lui communiquant la nouvelle du Syndicat de sauvetage, qui lui a donné le nom des participants et allumé ses appétits. Pourquoi sortir de son rôle ? Pourquoi vouloir se mêler de choses aussi délicates que les relations avec le *Matin* ?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 6 décembre 1912.

Mon cher collègue,

Je reçois votre télégramme ; je ferai venir LENOIR qui me semble en effet avoir négligé vos instructions et cherché à se faire aimable aux Ministres français à nos frais. Je voudrais bien qu'il n'y eût jamais nécessité de faire ce sacrifice. Vous avez lu la lettre que j'ai écrite à M. KOKOVITZEV, après la visite de LENOIR. L'ambassadeur aurait eu des desiderata qui ne sont pas satisfaisables du moment qu'on ne fait rien.

Votre bien dévoué,

A. RAFFALOVITCH.

(1) La *Banque de Paris et des Pays-Bas*; le directeur était TURRETTI, ancien administrateur de l'*Union Financière de Genève*; le président, NOSTALIN.

DE M. RAFFALOVITCH A M. ISVOLSKY

Très secrète.

Paris, le 11 décembre 1912.

Monsieur l'ambassadeur,

Votre Excellence sait dans quelles conditions l'opération de presse a été engagée, comment vous sentiez depuis longtemps la nécessité d'avoir à votre disposition des voies et moyens d'influence, comment LENOIR vint parler de la contingence des campagnes hostiles à l'Alliance, de la situation où nous nous trouverions et comment il laissa entendre qu'il avait l'approbation tacite des gouvernants, comment Votre Excellence écrivit à Saint-Pétersbourg, comment un crédit de 300.000 francs fut ouvert par décision du Conseil des Ministres, comment M. DAVIDOV vint à Paris et comment un arrangement fut conclu, en vertu duquel la distribution aurait lieu d'accord avec le gouvernement français et par les soins de M. LENOIR, distributeur attitré.

M. DAVIDOV partit en emportant l'impression que le crédit ouvert ne serait pas mis de sitôt à contribution, qu'il y avait là une réserve pour des cas d'urgence. C'est ce qu'il me confirma par dépêche récente.

Votre Excellence a été informée par moi que LENOIR était venu m'annoncer l'engagement d'un certain chiffre de dépenses, par ordre de M. KLOTZ, porte-parole de M. POINCARÉ en la matière, et destinées à l'*Aurore*, à la *Lanterne*, à certains directeurs de journaux sans grand tirage, mais ayant de l'influence. Je fis des objections qui me valurent d'être appelé avant-hier matin par M. KLOTZ, qui m'exposa son point de vue. J'ai rendu compte de la conversation avec M. KLOTZ.

Donc, actuellement, LENOIR a dépensé d'ordre de

M. KLOTZ qui dirige l'opération 25.000 francs qu'il faut lui rembourser.

Votre Excellence a remarqué que la direction nous échappe complètement, elle m'a dit qu'il n'y avait qu'à laisser faire le gouvernement français du moment qu'il s'est substitué à nous.

Je termine en disant que j'irai à l'ambassade m'entretenir de la question.

Veillez agréer, etc.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

11 décembre 1912.

Mon cher collègue,

J'ai écrit hier à Son Excellence KOKOVITZEV « grosso modo » le compte rendu de ma conversation avec M. KLOTZ. Si vous avez été surpris de mon télégramme, dont j'ai donné connaissance verbalement en partie à M. KLOTZ, je l'ai été encore plus du désir très nettement exprimé par lui d'avoir prochainement à la disposition de M. LENOIR cent mille francs pour pourvoir aux besoins de décembre et de janvier.

M. KLOTZ m'a dit : « L'initiative du projet appartient à M. ISVOLSKY, qui en a parlé à M. POINCARÉ. M. POINCARÉ en a accepté l'idée, dans l'intérêt commun des deux pays. Il a été convenu que nous dirigerons la distribution, que nous indiquerons à LENOIR les bénéficiaires, parce que nous sommes en mesure de les connaître, alors que vous ne l'êtes pas. Nous tenons à savoir qui reçoit ».

Là-dessus, alors que je disais qu'il fallait au moins apporter de la marchandise de marque, par exemple à la rigueur des journaux comme l'*Aurore* et la *Lan-*

ferne, puisqu'il s'agit d'opérer dans le clan des radicaux-socialistes, et que j'avais eu des objections contre la *France* et l'*Evénement*, il m'a répondu qu'avec 300.000 francs, on ne peut rien sur les journaux, qu'éveiller des appétits féroces; on fait mieux d'agir sur les individus, directeurs ou rédacteurs de journaux qui ont une clientèle au Parlement et dans la presse. Pour cela, on nous avait indiqué la *France* et l'*Evénement*, attendu que les personnalités en question sont influentes, actives. Il s'agit de paralyser des attaques possibles, de canaliser, etc.

Toutes nos belles espérances de ne pas voir entamer ce trésor de guerre sont donc anéanties, — au moins pour la première tranche de 100.000 francs.

L'avantage direct, étant admis le principe de l'opération sur lequel M. ISVOLSKY a tant insisté et dont la direction lui a complètement échappé du moment qu'il s'en est entretenu avec M. POINGARÉ, qui a passé la main à KLOTZ, — l'avantage direct, c'est de nous enlever tout souci du choix des journalistes, tout souci de la répartition, toute responsabilité. Ils se sont engagés à paralyser les attaques contre la Russie, au Parlement et dans la partie de la presse sur laquelle ils opèrent.

Une pierre d'achoppement demeure l'affaire PERCHOT. D'après ce que j'ai compris de KLOTZ, si on ne trouve pas une solution, le cabinet POINGARÉ, et indirectement nous, nous aurons des ennuis.

Toute cette histoire de presse dont je vous écris les éléments, est très curieuse, très intéressante. Elle éclaire d'un jour spécial les procédés du gouvernement et l'organisation de la politique.

Il faut garder tout cela dans nos archives, tout comme la fameuse lettre de VERNBUIL, après la bataille de Moukden.

J'attends donc de vous l'autorisation de faire disposer par LENOIR d'une première tranche de

100.000 francs. K. avait l'air surpris qu'elle ne fût pas arrivée...

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

TÉLÉGRAMME

28 novembre/11 décembre 1912.

Me référant à mes lettres d'hier et d'avant-hier, je vous prie de me télégraphier si je peux autoriser LENOIR à récupérer 25.000 francs dépensés d'ordre Ministre des Finances français qui a pris en main conduite opération. Je vous prie de télégraphier si, conformément demande Ministre des Finances français, devons nous mettre à la disposition gouvernement français solde 75.000 francs ou temporer, me référant à ma lettre d'hier. Ministre des Finances français agit d'accord avec son Président du Conseil des Ministres. Ambassadeur de Russie à Paris avant commencer opération a été d'avis suggérer donner des indications au gouvernement français lequel se dit compétent pour désigner personnes.

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

TÉLÉGRAMME

29 novembre 1912.

Raffalovitch, 2, rue Berré, Paris.

Pouvez autoriser LENOIR verser 25.000 francs par vous mentionnés. Pour solde soixante-quinze mille recevez instructions par lettre.

DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 13 décembre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai vu hier l'ambassadeur, auquel j'ai exposé les différentes phases de l'affaire de presse dont l'origine date du 18 octobre. (Première visite de LENOIR).

J'ai trouvé M. ISVOLSKY extrêmement pessimiste, redoutant le pire, c'est-à-dire la présentation d'ici 15 jours par l'Autriche-Hongrie, à la Serbie, d'une convention de bon voisinage qui équivaldrait à un traité de vasselage.

Il faut en effet, paraît-il, un rétablissement du prestige de l'Autriche-Hongrie en Serbie, que la double monarchie achèterait au besoin d'une guerre européenne. Occupation de Belgrade en cas de refus par les Serbes d'accepter, voilà la perspective qu'entrevoit M. ISVOLSKY, fort de l'expérience de 1909. Dans ces conditions, l'ambassadeur est d'avis de ne pas marchander les 100.000 francs que M. KLOTZ veut avoir jusqu'à la fin de janvier, c'est-à-dire les 75.000 francs qui restent. Je transmets cette façon de voir à M. DAVIDOV par le télégraphe.

J'ai fait compliment à M. ISVOLSKY de l'attitude nouvelle du *Temps* ; dans les « Dernières nouvelles » (6^e page), j'ai rencontré des dépêches de Saint-Petersbourg dictées par lui. Il m'a dit qu'il exerçait en effet un certain contrôle sur quatre feuilles quotidiennes, y compris *l'Eclair*. Comme il m'avait parlé de donner quelque argent à certaines individualités dont il se sert, je lui demandai les noms afin de les faire rémunérer par LENOIR. Il m'a répondu que ce n'était pas possible de les indiquer, qu'il devait leur remettre cela *de la main à la main* sans

qu'on sût, en dehors de lui, les *bénéficiaires*. Quant à la somme, il s'agirait d'une *trentaine de mille francs*.

Votre Excellence voudra bien faire examiner cette demande. D'ailleurs, l'ambassadeur a dit qu'il pourrait continuer sans argent à agir sur la presse dans les quatre journaux. Il est d'avis (comme moi d'ailleurs) de laisser la responsabilité aux Ministres français de désigner les gens. Il s'établit une solidarité entre les deux gouvernements. Mais « quid » si le Cabinet change?

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

D'autre part, LENOIR est absent jusqu'à la fin du mois, ce qui retarde la mise en train. Je l'autoriserai contre production des pièces, à toucher 25.000 francs. L'ambassadeur me trouve « mesquin ». Je suis décidément *trop fiscal*.

Inclus un mot de l'*Economiste Européen*.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

TÉLÉGRAMME

30 novembre/13 décembre 1912.

Ambassadeur de Russie à Paris très sombre, considère situation grave, entrevoit éventualité occupation capitale serbe par suite refus souscrire traité bon voisinage équivalent à l'anéantissement liberté politique Royaume. Ambassadeur de Russie à Paris est d'avis de remettre sans marchander le solde créditeur de 75.000 francs à la disposition du Ministre des Finances. Je vous prie de me télégraphier consentement Son Excellence. Je vous préviens que

— 250 —

LENOIR est absent. Ambassadeur de Russie à Paris est désireux avoir 30.000 francs effectifs pour distribution directe sans que personne sache jamais noms à l'exception de lui-même. Je vous prie de me télégraphier urgent ajoutant impression personnelle situation.

A. RAFFALOVITCH,

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

TÉLÉGRAMME

1^{er} décembre 1912.

En réponse à votre dépêche 30 novembre vous informe que Ministre des Finances consent à ce que fr. 25.000 soient prélevés compte LENOIR et mis disposition directe ambassadeur de Russie Paris.

DAVIDOV,

DE M. KOKOVITZEV A M. SAZONOV (1)

Tout à fait confidentiel.

N° 95

3 décembre 1912.

Monsieur Serge Dmitrievitch,

Au mois d'octobre de l'année courante, Votre Excellence m'a mis au courant du contenu d'un rapport de l'ambassadeur impérial à Paris, dans lequel, faisant connaître la nécessité d'une pression finan-

(1) Cette lettre fut communiquée à ISVOLSKY par SAZONOV comme il résulte de la lettre de celui-ci, datée du 26 décembre, que l'on trouvera plus loin.

cière sur la presse française, il se référait au désir exprimé à ce sujet de la part du Président du Conseil des Ministres et du Ministre des Finances de la République française.

Vu ce qui précède, d'accord avec Votre Excellence, j'ai envoyé à Paris le Directeur de la Chancellerie de Crédit, le chambellan de la Cour Impériale, Conseiller d'Etat actuel, DAVIDOV, dans le but d'établir d'une façon régulière, sur place, le subventionnement de la presse française, au cas où un pareil subventionnement serait reconnu effectivement nécessaire après examen avec notre ambassadeur et M. POINCARÉ. En portant à la connaissance du Maître de Cour ISVOLSKY ma décision d'envoyer le conseiller d'Etat actuel, DAVIDOV, à Paris, je n'ai pas manqué en même temps d'attirer son attention sur la stérilité à mon point de vue de la pression financière projetée et sur l'insignifiance des résultats atteints par nous dans cet ordre d'idées en 1905 et 1904.

Au cours de l'entrevue du Président du Conseil des Ministres français avec le conseiller d'Etat actuel, DAVIDOV, M. POINCARÉ de son côté déclara à celui-ci que l'idée d'une pression pécuniaire sur la presse française appartenait entièrement à notre ambassadeur et que, quant à lui, il ne pouvait que se borner à nous donner le conseil de dépenser les sommes assignées très progressivement et avec beaucoup de prudence.

Au cours de pourparlers ultérieurs verbaux avec le Maître de Cour ISVOLSKY et M. POINCARÉ, il a été convenu qu'aucune nécessité immédiate de recourir à des distributions quelconques n'était prévue et qu'il était seulement désirable d'avoir à titre de réserve une somme de 300.000 francs dans le cas où surgirait à l'improviste la nécessité d'effectuer des dépenses.

L'accord auquel il fut arrivé et la position, vis-à-

vis de cet accord, du gouvernement français furent ensuite confirmés par une lettre de M. POINCARÉ à moi adressée en date du 18 novembre, nouveau style, dont copie a été transmise à Votre Excellence à la date du 10 novembre de l'année courante, vieux style.

Me conformant aux conditions de l'accord intervenu, j'ai sans retard donné les instructions pour le versement de la somme convenue, soit 300.000 fr. Il a été décidé d'opérer le versement de ladite somme en trois fois, à raison de 100.000 francs au compte courant de M. LENOIR, auquel M. POINCARÉ, dans un entretien avec le chambellan DAVIDOV, a conseillé de confier la répartition des sommes. Le premier versement de 100.000 francs a été fait la semaine dernière à la *Banque de France*, et il a été communiqué à l'agent du Ministère des Finances à Paris, pour le transmettre à M. LENOIR, que la susdite somme ne pouvait être dépensée qu'au su de l'agent du ministère et avec l'assentiment du Maître de Cour ISVOLSKY et le sien.

Cependant, dès avant l'entrée en possession de fait de M. LENOIR de ladite somme, le conseiller privé RAFFALOVITCH a télégraphié le 3 décembre, nouveau style, que, d'après les paroles de M. LENOIR, le Ministre français des Finances exprimait son impatience quant à la réception de l'argent. Aussitôt après, le conseiller privé RAFFALOVITCH me communiqua que le 9 décembre, nouveau style, M. KLOTZ l'avait appelé et lui avait exprimé son point de vue sur ladite affaire, point de vue que M. RAFFALOVITCH transmettait dans les termes suivants : « L'initiative du projet appartient à M. ISVOLSKY, qui en a parlé à M. POINCARÉ. M. POINCARÉ a accepté l'idée dans l'intérêt commun des deux pays. Il a été convenu que nous dirigerons la distribution, que nous indiquons à LENOIR les bénéficiaires parce que nous sommes en mesure de les connaître alors que vous ne

l'êtes pas. Nous tenons à savoir qui reçoit ». En outre M. KLOTZ exprima le désir qu'il fût remboursé à M. LENOIR 25.000 francs qu'il avait déjà dépensés pour notre compte et qu'en plus il fût mis à la disposition du Ministère français des Finances, 75.000 francs pour les dépenses ultérieures de la susdite personne.

Le conseiller privé RAFFALOVITCH a communiqué au Maître de Cour ISVOLSKY son entretien avec M. KLOTZ; M. ISVOLSKY a de son côté émis l'opinion qu'il convenait de remettre à la disposition du gouvernement français sans aucune objection de notre part les 75.000 francs dont il avait été question dans l'entretien avec M. KLOTZ. A ce sujet, toutefois, le Maître de Cour ISVOLSKY a exprimé le désir qu'indépendamment de ladite somme, il lui soit assigné encore 30.000 francs, en spécifiant que ceux-ci soient mis directement à sa disposition.

Ayant appris par les télégrammes ci-dessus visés de l'agent du Ministère des Finances à Paris, que tel était l'état des choses, j'ai donné aussitôt les instructions pour le versement des 25.000 francs à M. LENOIR et d'une pareille somme à l'ambassadeur impérial à Paris.

Communiquant à Votre Excellence le cours de toute l'affaire de la pression financière sur la presse française et ayant en vue la possibilité de dépenses ultérieures de ce chef, je considère de mon devoir, préalablement à toute assignation dans l'avenir, d'attirer votre attention, Monsieur, sur la tournure prise par la présente affaire, contrairement à tous les précédents accords.

A ce propos, je ne puis pas ne pas me référer aux considérations qui ont été exposées par moi dès le commencement même quant aux résultats auxquels pourrait conduire la pression financière sur la presse française, proposée par le Maître de Cour

ISVOLSKY et réalisée maintenant grâce à son assistance.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de mon parfait respect et de mon sincère dévouement.

KOKOVITZEV.

DE M. DESHOUX A M. LAFFON

TÉLÉGRAMME

16 décembre 1912.

M. Laffon, Hôtel Europe, Pétersbourg.

Suivant instructions *Liberté* publie ce soir quelques lignes, demain *Journal*, *Petit Parisien*, *Eclair*, *Temps* et *Petit Journal* publieront en démarquant.

Espérons santé meilleure, amitiés de tous.

DESHOUX.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

17 décembre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai informé l'ambassadeur de la solution donnée à la demande de fonds à sa disposition directe. Le paiement par HOSKIER évite tout bavardage. HOSKIER étant le banquier de l'ambassadeur, comme de tous ses prédécesseurs, à dater de MORENHEIM.

On raconte, parmi les journalistes, que si POINCARÉ insiste tellement auprès de LÉON GRAJDANINE (1) pour poser sa candidature à la présidence, c'est que Madame P. ne veut à aucun prix que son

(1) Jeu de mots de RAFFALOVITCH. *Grajdanine* signifie en russe citoyen, et aussi bourgeois dans le sens de citoyen. Il s'agit donc de « LÉON BOURGEOIS ».

mari devienne président, craignant le chantage au sujet de l'intervalle qui a séparé son premier mariage de celui avec P. Il s'agit de bruits malveillants propagés par les adversaires.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Confidentielle.

Paris, le 23 décembre 1912.

Monsieur le Président,

J'ai porté à M. ISVOLSKY les 25.000 francs qui lui ont été affectés sur le crédit ouvert et j'ai expédié à M. DAVIDOV le reçu de l'ambassadeur. Celui-ci a été très satisfait d'avoir cette somme à sa disposition, mais un peu embarrassé quant à l'art de s'en servir. Il a quatre ou cinq journalistes dont il sait faire usage.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 29 décembre 1912.

Monsieur le Président,

...M. PERCHOT, qui nous occasionne tant d'ennuis, est pris à partie dans le rapport de M. LALOU, Conseiller municipal de Paris, présenté au nom des Commissions du Métropolitain. Un journal a publié ce matin la note que voici :

« Un lecteur nous demande si l'entrepreneur PERCHOT, du Métropolitain, a quelque chose de com-

mun avec le sénateur PERCHOT, propriétaire du *Radical* et grand dignitaire du Comité Mascuraud.

« Parfaitement, entrepreneur et sénateur ne font qu'un. Ils ne font qu'un en France et même en Russie. L'entrepreneur sachant très bien user du sénateur pour obtenir que les plus hautes interventions se produisent en sa faveur à l'heure opportune, très opportune. »

Ce journal est la *Libre Parole*.

La candidature de M. POINCARÉ a surgi un peu inopinément; elle rend difficile le succès de MM. TRIBOT et DESCHANEL; elle empêche celui de M. PAMS.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. SAZONOV A M. ISVOLSKY

26 décembre 1912.
N° 587

Cher Monsieur Alexandre Pétrovitch,

Me référant à la correspondance précédente relative à la pression financière sur la presse française, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Haute Excellence, avec prière instante de me la retourner après en avoir pris connaissance, une lettre très confidentielle du Ministre des Finances (1).

Agréez, Monsieur, l'assurance de mon entier dévouement et de mon parfait respect.

SAZONOV.

(1) Voir, p. 350, la lettre du 3 décembre.

DE M. BELLAMY A M. KOKOVITZEV

L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Journal hebdomadaire

Le 25 janvier 1913.

14, rue de Provence
PARIS

Excellence,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance l'inscription de *L'Actualité Financière* sur la liste des publications auxquelles vous confiez l'insertion des communiqués et tirages financiers émanant de votre Ministère.

L'Actualité Financière, qui est publiée régulièrement, chaque semaine, est actuellement dans sa quatorzième année d'existence. Les études et documents qu'elle publie lui ont permis de prendre une place appréciable parmi les éditions financières françaises.

Dans l'espoir que vous voudrez bien accorder une attention favorable à cette demande, je vous prie de vouloir bien agréer, Excellence, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Directeur : A. BELLAMY.

DE M. LAFFON A M. DAVIDOV

PUBLICITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Téléph. 271-16; adr. télégr. : *Emilaffon-Paris*

Exclusivité de la *Publicité Financière du Matin*

Emile LAFFON
60, rue de la Victoire

Paris, le 1^{er} février 1913.

Excellence,

Il m'a fallu trois grandes semaines pour parachever à Paris l'organisation relative à l'œuvre de

propagande économique et financière que la presse doit poursuivre inlassablement en faveur de la Russie.

Les ententes nécessaires sont aujourd'hui établies.

En défendant le compartiment des valeurs industrielles introduites en France sous le patronage de la haute banque russe, en analysant et en montrant les progrès incessants des forces économiques de la Russie, dans toutes les branches de son activité industrielle, commerciale et agricole, en mettant en relief les remarquables effets d'une sage et prévoyante politique financière qui a si puissamment, surtout ces dernières années, consolidé le crédit de l'Etat, nous aurons ainsi contribué à resserrer les liens qui doivent unir nos deux pays et à réaliser le programme national que j'ai eu l'honneur de vous soumettre et qui a reçu votre haute approbation. J'adresse aujourd'hui pour la première fois à Votre Excellence la collection des articles, études, filets, etc... résumant depuis le 1^{er} janvier ces premiers efforts de propagande et de diffusion.

Périodiquement, vous pourrez d'un coup d'œil, grâce aux envois réguliers qui seront faits à Votre Excellence, suivre la continuité de cette politique financière qui doit, dans l'avenir, juxtaposer une sorte d'alliance économique de fait à notre alliance politique.

Vous connaissez la valeur et l'importance des organes que j'ai pu grouper en vue de cet objectif essentiel. Ils constituent le noyau principal autour duquel viendront graviter, au fur et à mesure, un nombre de journaux de plus en plus considérable de manière à toucher utilement la presque totalité de l'opinion publique.

Par le même courrier, je demande à la *Banque Internationale* de vouloir bien assurer la concentra-

tion de tous les matériaux destinés à alimenter régulièrement la presse française.

Pour compléter heureusement ce courant continu d'informations, je me permets de vous rappeler qu'il nous serait tout à fait précieux de recevoir de Votre Excellence, ainsi qu'elle a bien voulu me le promettre, une dépêche hebdomadaire s'appliquant à toutes les questions de politique financière pouvant intéresser la Russie et comportant le plus souvent possible quelques précisions rentrant dans l'actualité.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien m'expédier ce télégramme à l'adresse télégraphique suivante : Emilaffon-Paris.

Persuadé que vous voudrez bien apprécier dans un avenir très prochain l'efficacité de cette propagande économique qui fera connaître sous leur véritable jour les inépuisables ressources de la Russie.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération et de mes sentiments les plus dévoués.

Emile LAFFON.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, mardi 11 février 1913.

Monsieur le Président,

On vous aura informé du remplacement de M. DORIZON, comme directeur général de la *Société Générale*, par M. André HOMBERG, directeur de la *Banque Rouvier*, et fils, si je ne me trompe, d'un fonctionnaire supérieur des Finances qui fut directeur de la *Générale* avant DORIZON et censeur de la *Banque de France*. Il y a de véritables dynasties de directeurs de banque qui se forment peu à peu.

Il y a eu quelques affaires scandaleuses, comme le Sud de l'Espagne. Quant à celle qui a obligé l'am-

bassadeur d'Espagne à démissionner (acceptation de la Présidence d'honneur d'un crédit foncier inexistant), elle a été surtout grotesque. La bêtise humaine est parfois extrême, même parmi des hommes distingués.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 13 février 1913.

Monsieur le Président,

J'ai rendu visite ce matin à M. KLOTZ... Nous avons effleuré la question LENOIR. J'ai de nouveau rencontré la conviction que les cent mille francs versés à la *Banque de France* étaient à la disposition du Président du Conseil et de M. KLOTZ pour le bien commun des deux pays, — qu'ils formaient une première tranche suivie de deux autres. Jusqu'à présent, LENOIR en avait dépensé une quarantaine de mille francs. J'ai rectifié en disant « 25.000 fr. », car je ne sais rien des 15.000 supplémentaires. J'interrogerai LENOIR, qui est reparti pour la Côte d'Azur, à son retour, car LENOIR sait que nous devons être avisés et consultés... tout au moins pour la forme. Le Ministre des Finances semblait croire que, lorsque les cent mille francs seraient épuisés, il nous serait donné la liste des récipiendaires et que l'on passerait à la seconde tranche.

Nous nous trouvons donc évincés de la direction de ces subsides qui doivent servir à empêcher les contre-manceuvres d'autres groupes sur les journaux et les rédacteurs parlementaires.

M. KLOTZ n'a prêté qu'une oreille distraite, lorsque j'ai dit qu'il avait été convenu avec LENOIR que l'ambassadeur serait consulté et que par mon intermé-

diaire, la sanction petersbourgeoise serait obtenue.

Pour le quart d'heure, il y a un fait, c'est que 25.000 fr. seulement ont été pris par LENOIR, à ma connaissance. Les 25.000 francs remis à l'ambassadeur sont également intacts entre ses mains.

J'ai trouvé l'ambassadeur ému d'une lettre que Votre Excellence a écrite au Ministre des Affaires Etrangères et dans laquelle il a cru lire certains reproches à son égard.

C'est peut-être une question de nuance, de disposition d'esprit chez la personne qui lit un conte et qui y met plus que l'auteur.

L'ambassadeur m'a dit qu'il avait des concours à rémunérer, concours dont l'utilité a été certaine (*Temps, Echo, Figaro, Eclair*, à ce que je suppose, car il ne les a pas nommés) et qu'il préférerait prendre éventuellement dans sa caisse personnelle une dizaine de mille francs, plutôt que de toucher à la somme remise, s'il devait y avoir la moindre hésitation concernant l'utilité de la dépense, dans votre esprit.

En l'occurrence, les hommes politiques français qui ont une pratique constante de ces opérations ont été les plus habiles.

L'ambassadeur, rompant avec les traditions de passivité de ses prédécesseurs, a donné de sa personne et n'a pas ménagé sa peine pour inspirer une ligne équitable à quelques-uns des journaux les plus importants.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

1^{er} février 1913.

Mon cher collègue,

Vous trouverez ci-joint copie de la lettre de l'*Actualité Financière* et de notre réponse (1).

Je sais bien que vous ne serez pas content de voir que nous vous adressons les personnes demandant des publications, mais comme en somme c'est toujours vous qui avez à examiner les titres des candidats pour les annonces et publications, il est plus simple que vous leur fassiez directement réponse. Du reste, pour écarter les fâcheux, vous pouvez toujours vous référer aux très grands frais que nous avons dès à présent et à l'absence de crédits disponibles.

Agréer, mon cher collègue, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

DAVIDOV.

DE M. ISVOLSKY A M. SAZONOV

Très confidentiel.

Reçu le 5 février 1913.
N° 138.

Paris, 1^{er}/14 février 1913.

Monsieur Serge Dmitrievitch,

En vous retournant ci-joint la lettre de M. le Ministre des Finances, jointe à la lettre de Votre Excellence à moi adressée, en date du 26 décembre, n° 587, je considère de mon devoir de vous soumettre les explications suivantes : par ma lettre du 10/23 octobre de l'année passée, vous connaissez

(1) Voir, page 357, la lettre de M. BELLAMY à M. KOKOVZEV.

mes considérations quant à la nécessité de notre part, dans les conditions internationales exceptionnelles présentes, d'une certaine pression financière sur la presse française; de mes conversations avec l'ancien Président du Conseil des Ministres français, maintenant Président de la République, j'ai pu me convaincre que M. POINCARÉ partageait mon opinion quant à cette nécessité, et à ce propos il a formulé le désir, tout à fait justifié selon moi, que nous n'entreprenions rien dans ledit ordre d'idées sans l'en informer et que la répartition des sommes entre les différents organes de la presse française soit faite avec la participation du gouvernement français et par l'entremise d'une personne indiquée par lui, en l'espèce M. LENOIR, déjà connu du gouvernement impérial. Dans sa lettre à moi adressée du 18 octobre de l'année passée, sous le numéro 85, M. le Président du Conseil des Ministres (1) m'a fait savoir que, bien qu'il ne pût pas renoncer au point de vue qui est le sien, quant à la stérilité de subsides financiers à la presse française, il ne se considérait cependant pas en droit de me refuser catégoriquement l'aide demandée par moi et que, après en avoir conféré avec le Ministre des Affaires Etrangères, il envoyait à Paris le Directeur de la Chancellerie de Crédit, chambellan DAVIDOV, pour donner à cette affaire une tournure plus ou moins définie.

Comme résultat du séjour du chambellan DAVIDOV à Paris et de ses pourparlers verbaux avec moi et avec M. POINCARÉ, il fut convenu qu'il était désirable d'avoir à titre de réserve une somme de 300.000 francs pour le cas où il apparaîtrait nécessaire de procéder à des dépenses pour la presse.

En conséquence, le secrétaire d'Etat KOKOVITZEV a donné les instructions pour le versement de ladite

(1) KOKOVITZEV.

somme de 300.000 francs, qui, selon ce qui avait été convenu, devait être versée en trois fois, à raison de 100.000 francs chaque fois, au compte courant de M. LENOIR. Sur ces entrefaites, un premier versement de 100.000 francs fut fait et, à ce propos, il fut communiqué à l'agent du ministère des Finances à Paris que la somme ci-dessus indiquée ne pouvait être dépensée par M. LENOIR qu'au su dudit agent du Ministère et avec l'approbation du Secrétaire d'Etat KOKOVITZEV et la mienne.

Ainsi, j'étais pleinement fondé à supposer que notwithstanding sa position négative première dans cette question, le secrétaire d'Etat KOKOVITZEV avait consenti au plan ci-dessus exposé du subventionnement de la presse française et que le premier versement de 100.000 francs était précisément destiné à cet usage, au cas où la nécessité en serait reconnue. C'est pourquoi quand le conseiller privé RAFFALOVITCH me communiqua que le Ministre français des Finances, M. KLOTZ, à qui M. POINCARÉ a confié la direction immédiate de cette affaire, avait exprimé le désir qu'il fût remboursé à M. LENOIR 25.000 fr., déjà dépensés par lui et que, en plus, il fût encore mis à la disposition du Ministre français des Finances 75.000 francs pour les dépenses ultérieures de la susdite personne, je déclarai au conseiller privé RAFFALOVITCH, après examen de la question avec lui, que de mon côté je n'avais pas d'objection contre la satisfaction des desiderata de M. KLOTZ. A ce propos je m'inspirai de la considération que si la possibilité de notre pression financière sur la presse française était admise en général, la minute pour ce faire paraissait on ne peut plus propice. Depuis le début de la crise balkanique, j'ai fait sans trêve des efforts pour entretenir parmi les journaux français les plus sérieux des dispositions en harmonie avec notre point de vue et, comme vous ne refuserez probablement pas de le reconnaître, j'ai sous ce rapport

atteint des résultats très palpables. Mais dans les tout derniers temps, en connexion avec les élections présidentielles, il est né dans une certaine partie de la presse française une agitation contre la soi-disant trop grande soumission de la politique extérieure de la France aux intérêts russes et aux directives russes. Cette campagne a été menée principalement dans la presse de province, qui échappe totalement à mon action personnelle et qui, d'autre part, a une grande influence sur l'opinion publique de la France. Il m'était apparu que le gouvernement français, en la personne de M. KLOTZ, pouvait être effectivement mieux informé que nous des organes exigeant, du point de vue des intérêts mutuels de la Russie et de la France, une aide financière, et que dans une pareille minute, du moment que la question du subventionnement de la presse française avait été décidée en principe dans un sens affirmatif, il ne serait ni désirable ni opportun de répondre à M. KLOTZ par un refus. C'est cette pensée que j'ai exprimée au conseiller privé RAFFALOVITCH comme mon opinion personnelle et sans préjuger aucunement par là ni son assentiment, ni celui du Secrétaire d'Etat actuel KOKOVITZEV.

Continuant l'entretien avec le conseiller privé RAFFALOVITCH et pour ainsi dire sous forme de conversation particulière, je lui ai dit entre autres qu'au cours des derniers mois, j'avais eu et j'aurai encore à recourir aux bons offices de journalistes des catégories les plus diverses, à commencer par les rédacteurs politiques de premier plan pour finir par des personnalités plus modestes par l'intermédiaire desquelles j'ai réussi à faire passer très souvent et imperceptiblement dans les colonnes des journaux des informations et des nouvelles qui se trouvent présentées sous un jour favorable pour nous, et qu'il serait fort important pour moi d'avoir à ma disposition personnelle une certaine somme, par exemple

30.000 francs, pour rémunérer les susdits bons offices. Je lui ai fait part de ce désir dans la forme la plus générale et quand, quelques jours après, le conseiller privé RAFFALOVITCH m'a communiqué que le secrétaire d'Etat actuel KOKOVITZEV avait mis à ma disposition pour le but ci-dessus indiqué une somme de 25.000 francs, j'en ai été quelque peu étonné et jusqu'à présent cette somme n'a pas été touchée, vu qu'il n'était pas tout à fait clair pour moi de quelle manière je pouvais la dépenser. Voyant par la lettre à vous adressée du secrétaire d'Etat Kokovtzev que le Président du Conseil des Ministres désapprouverait, semble-t-il, mes agissements dans ladite question, je m'empresse de déclarer que je n'insiste nullement pour que ladite somme me soit allouée et que je suis plutôt prêt à rémunérer sur mes ressources personnelles certains journalistes qui me rendent service.

En priant instamment Votre Haute Excellence de bien vouloir mettre M. le Président du Conseil des Ministres au courant de ce qui précède, je profite de l'occasion pour vous renouveler l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

ISVOLSKY.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Mon cher collègue,

La *Dépêche de Toulouse*, grand organe radical du sud, voudrait les annonces. J'ai répondu aimablement et évasivement.

[Extrait d'une lettre enregistrée à la Chancellerie de Crédit sous le numéro 02806, à la date du 6 février 1913.]

DE M. DAVIDOV A M. LAFFON

7 février 1913.

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 1^{er} février et vous remercie de la collection d'articles que vous m'avez fait parvenir.

Je vous remets ci-après un petit code chiffré pour la correspondance confidentielle que nous pourrions avoir à échanger par le fil. Veuillez m'en accuser réception et prendre note que mon adresse télégraphique est la suivante :

« Davidov, Finances, St-Pétersbourg ».

Agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 25 février 1913.

Monsieur le Président,

J'ai assisté à la remise de l'Ordre de St-André à M. POINCARÉ, dans le salon des Ambassadeurs, avec le cérémonial habituel. Le Président de la République, visiblement ému, a répondu avec beaucoup de fermeté et de chaleur aux brèves paroles de l'Ambassadeur. Il a fait ressortir que, durant sa magistrature, il saurait veiller sur l'alliance déjà si ancienne entre les deux pays. Au déjeuner, il a porté le toast en l'honneur de S. M. l'Empereur et des Impératrices.

J'avais pour voisin de table M. BRIAND, qui se rappelle avec plaisir le déjeuner qu'il a eu l'occa-

sion de faire avec Votre Excellence et qui se réjouit de tous les succès de son collègue russe.

Je l'ai complimenté du ressaisissement patriotique dans toutes les couches de la population française. Nous avons effleuré bien des sujets durant une heure de voisinage frindial. Il espère faire aboutir la réforme électorale : actuellement, une des difficultés de la situation, c'est que les étiquettes ne répondent plus à la réalité. On se dit radical-socialiste sans y attacher d'importance.

Il attache de l'importance au procès des bandits anarchistes et se plaint de la faiblesse de la police devant des gens qui savent se servir des progrès de la science. Il envisagerait certainement aujourd'hui d'une façon différente la demande d'extradition des bandits qui ont attaqué la voiture de la poste à Tiflis, il y a trois ou quatre ans.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. SAZONOV A M. KOROVITZEV

Très confidentiel.

N° 7.

Saint-Pétersbourg, 15 février 1913.

Cher Monsieur Vladimir Nikolaevitch,

Comme suite à votre lettre du 3 décembre 1912, n° 95, relative au subventionnement par nous de la presse française dans le but de l'influencer dans un sens favorable pour nous, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Haute Excellence que je n'ai pas manqué de me concerter avec notre ambassadeur à Paris, dans le sens du contenu de la lettre ci-dessus.

Comme il résulte des explications reçues par moi de l'ambassadeur impérial, le Maître de Cour

ISVOLSKY s'est convaincu, dès le début, que l'ancien Président du Conseil, l'actuel Président de la République, M. POINCARÉ, partageait entièrement son point de vue quant à ce qu'il est désirable d'exercer une pression sur la presse française, et à ce propos, M. POINCARÉ exprima le désir que rien ne fût entrepris dans ledit ordre d'idées sans qu'il en fût informé et aussi que la répartition des fonds se fit avec la participation du gouvernement français et par l'entremise d'une personne indiquée par lui, en l'espèce M. LENOIR, déjà connu de nous.

Votre Haute Excellence a bien voulu informer le Maître de Cour ISVOLSKY, par une lettre en date du 18 octobre 1912, n° 85, que bien que vous ne puissiez pas vous départir du point de vue adopté par vous, quant à la stérilité de subsides financiers à la presse française, vous ne refusiez pas toutefois à notre ambassadeur l'aide demandée par lui, et que en accord avec moi, vous envoyiez à Paris le Directeur de la Chancellerie de Crédit, le chambellan DAVIDOV, pour traiter cette affaire.

Comme résultat du séjour du chambellan DAVIDOV à Paris et de ses pourparlers verbaux avec notre ambassadeur et avec M. POINCARÉ, il fut établi qu'il était désirable d'avoir à titre de réserve une somme de 300.000 francs pour le cas où surgirait la nécessité d'effectuer des dépenses pour la presse.

En suite de ce qui précède, Votre Haute Excellence a bien voulu donner les instructions nécessaires à l'affectation de la somme convenue, soit 300.000 francs, qu'il fut convenu de verser en trois fois, à raison de 100.000 francs chaque fois, au compte courant de M. LENOIR.

Aussitôt après, il fut fait un premier versement de 100.000 francs, et à ce propos il fut communiqué à l'agent du Ministère des Finances à Paris, M. RAFFALOVITCH, que ladite somme ne pouvait être dépensée par M. LENOIR qu'au su de M. RAFFA-

LOVITCH et avec l'assentiment de Votre Haute Excellence et de notre ambassadeur à Paris.

En suite de quoi, le Maître de Cour ISVOLSKY, comme il résulte de ses explications, supposa que malgré votre position contraire au début dans cette affaire, Votre Haute Excellence avait donné son assentiment au plan de subventionnement de la presse française, et que le premier versement de 100.000 francs était précisément destiné à cet usage dans le cas où la nécessité s'en présenterait. C'est pourquoi, quand le conseiller privé RAFFALOVITCH communiqua au Maître de Cour ISVOLSKY que le Ministre français des Finances M. KLOTZ, à qui M. POINCARÉ avait confié la direction immédiate de cette affaire, avait exprimé le désir que M. LENOIR fût remboursé de 25.000 francs déjà dépensés par lui, et que en plus il fût mis pour les dépenses ultérieures dudit LENOIR, 75.000 francs à la disposition du Ministère français, notre ambassadeur, après examen de l'affaire avec le conseiller privé RAFFALOVITCH, déclara à celui-ci qu'en ce qui le concernait, il n'avait pas d'objections contre la réalisation du désir de M. KLOTZ.

A ce propos, le Maître de Cour ISVOLSKY s'inspira de la considération que si, en général, la possibilité de notre pression sur la presse française était admise, la minute en paraissait on ne peut plus opportune. Notre ambassadeur a, depuis le début de la crise, employé ses efforts pour entretenir dans les journaux français les plus sérieux, un état d'esprit correspondant à notre point de vue et il a effectivement obtenu des résultats palpables. Mais ces temps derniers, en connexion avec l'élection présidentielle, il est né dans une certaine partie de la presse française une agitation contre la soi-disant trop grande subordination de la politique de la France à nos intérêts et à nos directives. Cette campagne a été menée principalement dans la

presse de province, qui échappe entièrement à notre influence et qui, d'autre part, a une grande répercussion sur l'opinion publique en France. Comme le Gouvernement français, en la personne de M. KLOTZ, pourrait être effectivement mieux informé que nous-mêmes des organes qui réclament du point de vue des intérêts mutuels russes et français une aide pécuniaire, notre ambassadeur supposa que, du moment que la question du subventionnement de la presse française avait été résolue en principe affirmativement, il ne serait pas désirable de répondre à M. KLOTZ par un refus. Notre ambassadeur exprima cette opinion personnelle au conseiller privé RAFFALOVITCH, sans nullement préjuger l'acquiescement de Votre Haute Excellence. Le Maître de Cour ISVOLSKY, dans un entretien particulier avec M. RAFFALOVITCH, lui déclara entre autres qu'au cours des derniers mois, il avait eu et aurait encore à recourir aux bons offices de journalistes des catégories les plus diverses, à commencer par les rédacteurs politiques de premier plan pour finir par des personnalités plus modestes, par l'entremise desquelles il a réussi quelquefois à faire passer imperceptiblement dans les colonnes des journaux, des informations et des nouvelles présentées sous un jour favorable pour nous, et qu'il serait très important pour lui d'avoir à sa disposition personnelle une certaine somme, par exemple 30.000 francs, pour rémunérer les susdits bons offices. Ce désir ne fut exprimé par notre ambassadeur qu'à titre tout à fait général. C'est pourquoi quand, quelques jours après, le conseiller privé, M. RAFFALOVITCH communiqua au Maître de Cour ISVOLSKY que Votre Haute Excellence avait bien voulu mettre à sa disposition une somme de 25.000 francs, il ne comprit pas clairement sous quelle forme il était autorisé à la dépenser.

En conséquence, l'ambassadeur impérial à Paris

s'adresse à moi pour me demander des instructions à ce propos. Le Maître de Cour ISVOLSKY me communique à ce sujet que la somme de 25.000 francs reçue par lui n'a pas été jusqu'à ce jour entamée, vu que Votre Haute Excellence ne paraîtrait pas approuver pleinement ses agissements, à lui ISVOLSKY, dans ladite question.

A ce propos, notre ambassadeur ajoute qu'il n'insiste pas du tout pour que la susdite somme lui soit allouée et qu'il ne considérerait son emploi comme admissible qu'avec l'entier acquiescement de Votre Haute Excellence.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Haute Excellence, j'ai l'honneur de la prier de ne pas refuser de répondre à la question soulevée par l'ambassadeur impérial à Paris, quant au mode d'emploi des 25.000 francs mis à sa disposition.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mon parfait respect et de mon entier dévouement.

SAZONOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 1^{er} mars 1913.

Mon cher collègue,

Je viens de recevoir par l'intermédiaire de Louis DREYFUS, ancien député, que vous avez vu à St-Petersbourg, copie de la note relative à la *Dépêche* qu'il vous a remise. Il est vrai que c'est un organe très répandu, l'un des quatre ou cinq véritables journaux de province (*Echo du Nord, Petite Gironde, Dépêche, Lyon Républicain, France du Sud-Ouest*). Si l'on peut s'entendre sur un taux raisonnable et lui donner seulement les tirages sans rappel des numéros non présentés (comme cela se fait pour le

Petit Parisien), il faudrait faire ce sacrifice. Nous en causerons de vive voix, si le Président du Conseil veut bien m'autoriser à venir pour quelques jours, vers la fin du mois nouveau style.

Quel branle-bas à la *Générale* ! On s'est aperçu d'un manque de patriotisme dans les temps critiques, depuis 3 ou 4 ans, lorsque des financiers de Paris voulaient faire aboutir les négociations d'emprunts hongrois et autrichiens en 1909, lorsqu'ils ont aidé les magnats hongrois à spéculer, qu'ils ont ouvert une agence déguisée à Berlin, sous un écriteau belge. La victime expiatrice est Arthur SPITZER, ex-vendeur dans un magasin de doublures pour vêtements d'hommes à Francfort, et commis de KIRCHIM, — commandité de sir E. CASSEL, etc. La vague nationaliste l'a emporté.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 4 mars 1913.

Monsieur le Président,

J'ai reçu ce matin la visite de M. LENOIR qui, de la part de M. BRIAND, venait me demander 35.000 fr. à prendre sur les 75.000 restant à la *Banque de France*.

Au gouvernement, on était sous l'impression qu'on pouvait en disposer. LENOIR a fait valoir qu'il fallait notre assentiment. J'ai répondu que j'étais obligé d'en référer à St-Petersbourg, et ajouté que, dans l'état actuel des choses, après la collation de l'ordre de St-André, après l'enthousiasme réciproque, cela ne me paraissait pas tout à fait normal. On m'a répondu que c'était pour l'*Action*, la *Lanterne*, l'*Evénement*, la *France*, et pour soutenir le gouvernement.

J'ai vu M. ISVOLSKY qui ne désire pas être mêlé à cette cuisine.

Je me demande si l'on peut répondre négativement à la demande faite par LENOIR, au nom de B...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

[Sur cette lettre, le ministre a écrit de sa main : *Il faudra verser les deuxièmes 100.000 francs.*]

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

Paris, le 19 avril 1913.

Mon cher collègue,

Excusez-moi de vous écrire sur du papier peu protocolaire. Je voudrais vous aviser que nous avons reçu la visite à l'Agence, 47, rue de Berri, du *Républicain Socialiste*, dont le rédacteur en chef est M. ZÉVAËS et qui se prétend protégé par MM. MILLE-RAND et BRIAND. Il est venu pour les annonces de tirages. On lui a dit d'écrire à St-Pétersbourg et qu'on vous préviendrait de la missive que vous allez recevoir.

L'ambassadeur a subi l'attaque d'un juif hongrois, PFUSS (à ce que je crois), directeur du *Soir*, sur lequel LENOIR me dit : « peu intéressant mais bien vu en cour ». J'en ai écrit à Son Ex. M. KOKOVITZEV.

Je ne pense pas qu'il entre dans vos vues de subventionner une plus grande partie de la presse française...

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Secrète.

Le 23 avril 1913.

Monsieur le Président,

M. Edmond THÉRY, directeur de l'*Economiste Européen*, qui a l'honneur d'avoir été présenté à Votre Excellence, m'informe de son prochain voyage en Russie, où il va étudier la réforme agraire de 1906 et ses conséquences économiques et financières. Je lui ai donné une lettre d'introduction pour Son Excellence M. KRIVOCHINE (1) et je lui ai dit que j'écrirais à Votre Excellence pour demander un accueil bienveillant lorsque M. THÉRY demandera à être reçu.

Il est l'ami personnel de M. LOUBET, de M. MÉLINE, en bonnes relations avec tout le monde républicain. Il est très actif, très travailleur. Il a mis son journal et sa plume à la disposition de la défense du crédit russe.

C'est un des gros entrepreneurs de publicité à Paris.

Il a peut-être quelques idées de derrière la tête, en allant faire son voyage d'enquête agraire et économique.

En tout cas, il arrivera muni de puissantes recommandations des hommes politiques au pouvoir et il me paraît utile de lui faciliter l'accomplissement de son projet.

Je ne sais si l'on a signalé à Votre Excellence l'ouvrage confus, mal composé, d'un certain ISCHANIAN sur les capitaux étrangers en Russie. C'est de nouveau le ramassis des données hostiles au gou-

(1) Secrétaire d'Etat de l'Agriculture.

vernement, les assertions fausses sur l'endettement excessif.

Je ne crois pas qu'il faille faire à l'auteur l'honneur d'une polémique.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Paul LEROY-BEAULIEU, directeur de l'*Economiste Français*, Yves GUYOT, directeur du *Journal des Economistes*, Ed. THÉRY, de l'*Economiste Européen*, font tous les trois l'étude du résultat obtenu par la réforme de 1906.

DE M. LAFFON A M. DAVIDOV

PUBLICITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Téléphone 271-16; adr. télégr.: *Emilaffon-Paris*

*Exclusivité de la Publicité
Financière du Matin*

Emile LAFFON
60, rue de la Victoire

Paris, 26 avril 1913.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous adresser sous pli séparé le 7^e dossier relatif à notre propagande économique et financière.

Je vous prie d'agréer, Excellence, avec l'expression de ma haute considération, les assurances de mes sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

Emile LAFFON.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 26 avril 1913.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence, à titre de pure curiosité, le numéro du pamphlet heb-

domadaire de Gustave TÉRY, professeur de philosophie révoqué par un ministre nommé CHAUMIÉ, et qui est associé avec un dreyfusard antisémite, nommé GOHIER. Il y a longtemps que l'*Œuvre* attaque le Creusot et les SCHNEIDER ; elle ne pouvait laisser passer l'occasion de faire une assimilation entre KRUPP et son grand rival français, à l'occasion du débat engagé au Reichstag.

Les choses humaines sont pareilles sous toutes les latitudes. Au Brésil, à en croire VICKERS MAXIM, c'est le Président de la République lui-même qui ferait majorer le prix des cuirassés de quelques millions de francs. En Europe, les chefs d'Etat, leurs ministres et les principaux subordonnés sont en général d'une intégrité absolue. Mais les marchands d'armes, de plaques de blindage, de munitions, ont recours à un procédé indirect, à l'action sur l'opinion publique par l'intermédiaire de la presse ; ils possèdent des journaux, ils en achètent, ils acquièrent des plumes, et les journalistes qui jouent de la note patriotique, qui exaltent les préparatifs militaires des voisins, qui parlent de la menace allemande ou française se croient des héros. La corruption prend toutes les formes, depuis le bon dîner, arrosé de vins généreux, en compagnie de jolies femmes, auxquelles l'amphitryon a payé d'avance leur service pour finir la nuit avec le général assis à leur droite, jusqu'à des procédés plus raffinés, la promesse d'un bon emploi bien rétribué. Qu'il y ait des fuites (communications de secrets militaires) à l'intérieur au profit des marchands de canons et d'obus, c'est très vraisemblable.

Evidemment, les révélations de LIEBKNECHT sont un embarras pour les Allemands. Elles ont appris des détails, mais rien d'essentiellement nouveau.

Je me suis permis d'écrire à Votre Excellence relativement au voyage de THÉRY, de l'*Economiste Européen*. Il vient étudier la réforme agraire et

l'exploitation des chemins de fer de l'Etat. Il trouvera, lui ai-je dit, toute l'aide et toute l'assistance qu'il voudra et beaucoup de changements entre 1905-1908 et 1911-1913. Il veut faire le tableau de la Russie à vingt ans de distance. Je lui ai indiqué comme source, en dehors de ce qui a paru en russe, un certain nombre de documents officiels, la série de mes publications en français depuis 1882. Il part avec la conviction que la Russie a un avenir incomparable, supérieur à celui des Etats-Unis. Il veut savoir si elle sera en mesure de nourrir les millions d'habitants qui naissent tous les ans. Il est très populationniste, comme le sont tous les Français qui se préoccupent de leur avenir. Il voit le monde européen dominé par l'élément slave.

C'est un grand adversaire de l'Autriche, pour le moment.

THÉRY a beaucoup d'influence sur le monde des politiciens, qui le considèrent comme une grande autorité scientifique et qui flatte leur conception économique. Il a fait grande impression sur M. POINCARÉ, à ce qu'il dit, et sur MÉLINE. Votre Excellence se souvient, sans doute, des craintes que MÉLINE exprima à S. M. l'Empereur NICOLAS II, lorsque notre Auguste Souverain vint de Russie au camp de Châlons-sur-Marne, à la veille de la réforme monétaire (1896). M. MÉLINE a su que les théories bimétallistes étaient fausses, à la lumière des événements.

THÉRY est protectionniste, mais pas au point de vue de l'exportation des capitaux. La biographie de ce « self made man » serait bien curieuse, — plus peut-être que celle de Pierpont MORGAN, lequel serait mort à moitié fou, ne voulant plus manger.

J'ai eu l'avantage de m'entretenir longuement avec M. DAVIDOV, fêté, adulé à Paris, plein d'idées sages et pratiques et qui garde son sang-froid, son scepti-

cisme. Il ne considère pas comme un incident grave, et je suis de son avis, le manque de courtoisie de ne pas nous communiquer ici le programme de la conférence.

Je me réserve, lorsqu'elle sera ouverte, de vous tenir au courant, comme d'habitude.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

18 mai 1913.

Monsieur le Président,

Je vous écris ce dimanche de la campagne, dans une localité coupée de communications avec le dehors, par suite d'inondations qui empêchent le facteur rural de venir par la route. La saison est déplorable pour l'agriculture. On souffre de pluies continuelles. Pour la troisième fois cette année, l'Eure a débordé, mais il faut remonter à 1893 pour un précédent comparable à mai 1913.

L'*Economiste Français* a publié l'article sur le Budget de 1913, dont je vous ai envoyé les épreuves.

Le parti radical-socialiste COMBES-CAILLAUX s'efforce de trouver le moyen de déloger le Cabinet BARTHOU et d'attaquer le Président POINCARÉ : la loi militaire est un assez mauvais terrain.

Votre Excellence aura vu dans les dépêches la campagne contre les casinos et les maisons de jeu clandestines qui pullulent à Paris et dans les principales villes de province. La police arrive très souvent trop tard, soit qu'elle soit malhabile, soit qu'elle soit de connivence. Il est incontestable que le service de publicité — c'est le terme courant et discret — des casinos, à commencer par celui de Monaco, est très

habilement organisé dans la presse et le Parlement.
Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Mercredi 4 juin 1913.

Monsieur le Président,

...M. KLOTZ m'a demandé de lui procurer la seconde tranche, attendu qu'ils en ont besoin pour le vote de la loi militaire et la situation très difficile où ils se trouvent. J'ai communiqué cette demande à l'ambassadeur qui se maintient dans l'état d'abstention en ce qui concerne ces questions.

Devant la netteté de la demande, je crois qu'il est difficile de s'y soustraire.

Il faudrait donc faire verser au crédit LENOIR cent mille francs à la *Banque de France*, et lorsque vous m'en ferez aviser, ajouter une phrase que vous comptez sur l'appui efficace de nos amis dans les questions en suspens, ou quelque chose du même genre.

On devrait ajouter : réclamez à LENOIR les quittances du premier versement.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. DAVIDOV

4 juin 1913.

Mon cher collègue,

Le Ministre de l'Intérieur m'a demandé aujourd'hui, au déjeuner chez M. PICHON, la seconde tranche. Je l'écris à notre Président du Conseil. Voudriez-vous faire donner les ordres nécessaires pour la *Ban-*

que de France et LENOIR. Demandée ainsi formellement, il est très difficile, sinon impossible, de refuser.

Bien à vous,

A. RAFFALOVITCH.

DE M... A M. KOKOVITZEV

L'UNIVERS
Journal quotidien
Fondé en 1833

Paris, le 11 juin 1913.

19, rue des Saints-Pères

Excellence,

Nous vous serions profondément reconnaissant de vouloir bien comprendre l'*Univers*, journal français qui compte 80 ans d'existence, parmi ceux auxquels vous voulez bien accorder la publicité des tirages financiers de l'Empire de Russie.

Nous prions votre Excellence de vouloir bien agréer l'assurance de nos sentiments très respectueux.

Le Chef de la publicité : H. SORTAY (?)

DE M. KOKOVITZEV A M. SAZONOV

TÉLÉGRAMME
N° 64.

Très urgent.

Reçu le 6 juin 1913.
N° 569.

Tout à fait confidentiel.

4 juin 1913.

Monsieur Serge Dmitrievitch,

L'agent du Ministère des Finances à Paris, le conseiller privé RAFFALOVITCH, a porté à ma connaissance que le ministre français de l'Intérieur,

M. KLOTZ, désirerait avoir à la disposition de LENOIR 100.000 fr. sur le chiffre des sommes assignées par nous pour les dépenses de presse. M. KLOTZ insiste sur la nécessité d'effectuer maintenant une aussi grosse dépense pour la presse en raison de la possibilité d'une campagne contre la nouvelle loi militaire et aussi en connexion avec la situation générale difficile du Cabinet français.

Comme vous voudrez bien vous en rendre compte d'après ce qui précède, la somme susdite sur la proposition de M. KLOTZ sera dépensée pour les besoins du gouvernement français, et non du gouvernement russe, ce qui ne répond guère aux buts visés par nous lors de la constitution d'un fonds spécial pour la presse.

Vu ce qui précède, j'éprouverais de l'embarras à réaliser le désir du Ministre français de l'Intérieur et avant de répondre au conseiller privé RAFFALOVITCH, je m'adresse à Votre Excellence en la priant instamment de ne pas refuser de me communiquer sa conclusion dans la question de la remise à M. KLOTZ d'une avance de 100.000 francs.

En communiquant ce qui précède, j'estime en outre de mon devoir de vous informer qu'ainsi qu'il résulte du rapport du conseiller privé RAFFALOVITCH, notre ambassadeur s'abstient actuellement de toute participation dans les pourparlers relatifs à ladite question.

Dans l'attente de la réponse de Votre Excellence, je vous prie, Monsieur, d'agréer l'assurance de mon parfait respect et de mon sincère dévouement.

KOKOVITZEV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

TÉLÉGRAMME

20 juin 1913.

... Ai vu aujourd'hui même Ministre de l'Intérieur. Il est mécontent retard versement somme promise octobre dernier et aussi parce que j'insinue que nous devons pouvoir compter appui pour affaires balkaniques. Ministre de l'Intérieur a paru offusqué... Suggérer assistance réciproque. Ai informé ambassadeur russe à Paris. Nous avons pensé qu'il faudra donner l'argent.

RAFFALOVITCH.

DE M. SAZONOV A M. ISVOLSKY

**CHANCELLERIE DU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ETRANGÈRES**

13 juin 1913.

N° 29.

ARCHIVES POLITIQUES

AFFAIRE :

France : Subventionnement de la Presse française.

Secret

Monsieur Alexandre Pétrovitch,

En transmettant ci-joint à Votre Haute Excellence la copie d'une lettre très confidentielle de M. le Ministre des Finances du 4 juin, N° 64 (1), je vous demande instamment de communiquer votre conclusion relativement à la question qui y est touchée de mettre à la disposition de M. LENOIR, 100.000 fr. prélevés sur les sommes assignées par nous pour les dépenses de presse en France.

Agrées, etc...

SAZONOV.

(1) Voir, page 381, la lettre de M. KOKOVITZEV à M. SAZONOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

HÔTEL RITZ

Monsieur le Président,

...L'homme aux allures cassantes et autoritaires qu'était DE VERNEUIL est remplacé par M. BONNET. Je doute qu'il écrive jamais des lettres comme celles que son prédécesseur a adressées en diverses occasions...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

HOTEL RITZ
Place Vendôme
PARIS

3 juillet 1913.

Monsieur le Président,

Le banquet de la délégation russe a été des plus brillants. Le télégraphe vous aura apporté l'impression qu'il a produite.

Pour moi, il m'a valu une réception peu aimable de M. KLOTZ, auquel j'ai cherché à expliquer le retard apporté à la question posée par lui, il y a un mois, relativement au versement d'une somme de 100.000 francs à valoir sur le crédit ouvert à LENOIR. J'ai dit qu'on désirait à Saint-Petersbourg avoir l'assurance que nous aurions à titre de réciprocité le bénéfice de l'appui officieux dans les affaires balkaniques. M. KLOTZ s'est fâché, — je n'oserais dire emporté. Il a considéré qu'en faisant cette demande, nous posions des conditions et nous dérobiais à des engagements pris. L'origine de l'affaire datait d'octobre 1912. Il s'en plaindrait à M. POINCARÉ et à M. PICHON. Je l'ai laissé dire. Je me suis borné à lui

rappeler que j'étais un *modeste* agent de transmission, que j'avais transmis sa conversation du commencement de juin, que je lui avais exposé la cause du retard et que je me ferais un devoir de vous faire connaître ce qu'il m'avait dit.

Je ne crois pas qu'il ait été très content de moi en cette occurrence. J'ai raconté la conversation à M. ISVOLSKY, je l'ai résumée dans un télégramme, j'attends vos instructions ultérieures.

J'ai dit à M. ISVOLSKY qu'à mon avis il fallait s'exécuter en stipulant que l'un des objets était de nous procurer l'appui de la presse subventionnée par le Ministre de l'Intérieur. Je tiens d'autre part à vous informer de cet incident, auquel je n'attache pas grande importance, *étant donné la mentalité ambiante.*

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

Pour revenir à M. KLOTZ et à son algarade, si je consulte mes souvenirs, c'est l'intermédiaire habituel et accrédité du gouvernement qui est venu nous solliciter en octobre de contrecarrer la campagne de la presse austro-allemande. Par délicatesse et solidarité, l'ambassadeur a consulté M. POINCARÉ qui a acquiescé et indiqué M. LENOIR. M. KLOTZ est intervenu alors pour dire que nous n'étions pas compétents, que lui et ses collègues indiqueraient les bénéficiaires qui seraient principalement les directeurs et journalistes parlementaires.

M. DAVIDOV doit se rappeler exactement tout cela. Votre Excellence sait que, par prudence, je ne garde pas de brouillon ni de copie de mes lettres.

Or je me demande comment on peut se fâcher, lorsqu'on répond : « Oui, cela pourrait se faire si l'on s'arrange pour défendre nos intérêts dans les affaires balkaniques ». Ma remarque est d'autant plus

à sa place qu'il s'agit en ce moment un groupe parlementaire des affaires balkaniques.

DE M. ISVOLSKY A M. SAZONOV

21 juin/4 juillet 1913.

Reçu votre lettre du 13 juin, N° 29.

D'après l'avis du conseiller privé RAFFALOVITCH, on pourrait acquiescer à la demande de M. KLOTZ, à la condition que la presse subventionnée soutienne non seulement la loi militaire et la politique du Cabinet français, mais aussi nos intérêts, par exemple dans les questions balkaniques. Il me semble qu'une pareille position de la question est acceptable pour nous. RAFFALOVITCH doit s'exprimer dans ce sens auprès de M. KLOTZ.

ISVOLSKY.

DE M. SAZONOV A M. KOKOVITZEV

CHANCELLERIE DU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

24 juin 1913.
N° 34.

ARCHIVES POLITIQUES

AFFAIRE :
France. Subventionnement de la Presse française.

Très confidentiel.

Cher Monsieur Vladimir Nicolaevitch,

Comme suite à la lettre de Votre Haute Excellence du 4 juin, N° 64, je n'ai pas manqué de demander l'opinion de l'ambassadeur impérial à Paris

sur la question soulevée par le Ministre français de l'Intérieur, relativement à la mise à la disposition de M. LENOIR, maintenant, de 100.000 francs, prélevés sur les sommes assignées par nous pour les dépenses de presse en France.

D'après l'avis du Maître de Cour ISVOLSKY, la demande de M. KLOTZ apparaît acceptable, à la condition que la presse subventionnée sur les fonds ci-dessus soutienne en première ligne nos intérêts, par exemple dans les questions balkaniques, et prête en outre son concours à la politique du Cabinet français et à la réalisation de la loi française sur le service militaire de trois ans.

Si nos conditions étaient observées, je considérerais possible pour ma part d'allouer maintenant, conformément aux désirs de M. KLOTZ, 100.000 francs pour la presse française. En pareil cas, le conseiller privé RAFFALOVITCH devrait confirmer à M. LENOIR les conditions auxquelles s'effectue la susdite dépense.

Agréer, etc...

SAZONOV.

DE M. DAVIDOV A M. RAFFALOVITCH

Confidentielle

28 juin 1913.

La Chancellerie des Opérations de Crédit a l'honneur de vous informer que le Ministre des Finances a donné son consentement à ce qu'un second versement de 100.000 fr. soit fait pour la presse française, mais à la condition expresse, ainsi qu'il avait été promis du reste, que le gouvernement français exerce l'action nécessaire auprès de la presse pour que celle-ci défende réellement nos intérêts. S'il n'en était

poigt ainsi, Son Excellence suspendrait complètement à l'avenir les subsides de cette nature. La Chancellerie croit devoir ajouter que les 100.000 fr. susdits seront versés directement à la *Banque de France* au crédit du compte courant de M. L... Adressez-nous la pièce justificative des dépenses.

Le Directeur : DAVIDOV.

DE M. KOKOVITZEV A M. SAZONOV

Très secret.

N° 80.

Reçu le 3 juillet 1913.
N° 681.

2 juillet 1913.

Cher Monsieur Serge Dmitrievitch,

Par une lettre en date du 24 juin passé, N° 301, Votre Excellence m'a communiqué qu'après avoir conféré avec notre ambassadeur à Paris, le Maître de Cour ISVOLSKY, vous trouveriez possible de remettre à M. LENOIR 100.000 francs destinés à être employés par l'entremise de celui-ci dans le but d'exercer une pression sur la presse française dans l'intérêt du gouvernement. A ce sujet, Votre Excellence propose de subordonner la remise de cette somme à l'exigence formelle que, parallèlement au soutien de la nouvelle loi militaire et de la politique générale du Cabinet français, il soit aussi exercé une pression sur la presse dans le sens qui nous est favorable.

En conséquence, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que j'ai donné des instructions pour transférer à Paris 100.000 francs, qui seront aussi versés au compte courant de M. LENOIR à la *Banque de France*. Les conditions de l'emploi de cette somme demeurent identiques à celles qui ont

été arrêtées lors de l'opération du premier versement pour une somme d'un montant égal.

En remettant ces fonds à la disposition de M. LENOIR, je ne puis pas cependant ne pas attirer l'attention de Votre Excellence sur le fait que l'allocation d'une aussi grosse somme pour les besoins du gouvernement français constitue en soi une dérogation directe aux règles tracées lors de la constitution, en 1912, d'un fonds spécial pour l'exercice d'une pression financière sur la presse française.

Vu ce qui précède, je me trouverai positivement embarrassé pour effectuer des versements ultérieurs comme il avait été précédemment convenu si, à l'avenir, il se manifeste de pareilles dérogations.

Je vous prie, Monsieur, d'agréer l'assurance de mon parfait respect et de mon entier dévouement.

KOKOVITZEV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 15 juillet 1913.

Monsieur le Président,

J'ai reçu la communication que Votre Excellence a bien voulu me faire, relativement à la somme de cent mille francs à mettre à la disposition de M. KLOTZ. Je me suis empressé d'une part de demander audience à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'autre de convoquer LENOIR pour lui demander de me fournir les pièces justificatives des dépenses faites. LENOIR me dit avoir dépensé environ 80.000 francs sur les premiers cent mille.

Il a rendez-vous avec M. BARTHOU et M. KLOTZ. Le dernier avait manifesté, paraît-il, une certaine impatience. J'ai informé LENOIR de votre consentement, en lui indiquant à quelle condition il était

donné, — celle que nous ayons défendus et soutenus dans la presse, — et je l'ai prié de le dire bien clairement aux deux ministres.

Je verrai M. Klotz ce soir. Je me doute que la conversation ne sera pas pleine d'agrément.

Il paraît que les Turcs auraient promis cinq millions à la presse française, dont le quart ou le cinquième payable comptant. La *Libre Parole* toucherait cent mille francs, etc. Les fonds sont faits par la maison BENARD et JANSLOWSKI, sur avances gagées par des bons du Trésor.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. SAZONOV A M. ISVOLSKY

CHANCELLERIE DU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

5/18 juillet 1913.

N° 2.

ARCHIVES POLITIQUES

AFFAIRES :

Secret.

France : Subventionnement de la Presse française.

Urgent.

Cher Monsieur Alexandre Pétrovitch,

Me référant à ma lettre du 13 juin de l'année courante, N° 29, et au télégramme de Votre Haute Excellence du 21 juin, N° 313, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint pour Votre information personnelle la lettre à moi adressée, de M. le Ministre des Finances, du 2 juillet, N° 80 (1), relative à la remise à la disposition de M. LENOIR de 100.000 francs, pour les dépenses de la presse française.

Agréer, etc...

SAZONOV.

(1) Voir, page 388, la lettre de M. KOKOVITZEV à M. SAZONOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

COMMISSION FINANCIÈRE
DES
AFFAIRES BALKANIQUES

L'ambassadeur a vu M. PICHON, lui a expliqué l'opération faite avec la presse, les conditions dans lesquelles elle a été conclue. M. PICHON a promis d'en parler avec M. KLOTZ, comme celui-ci l'avait suggéré et de se faire tenir au courant de ce qui aura été fait.

[Lettre de la main de RAFFALOVITCH sans nom de destinataire et sans date. Elle est enregistrée aux archives sous le n° 026257, 10 juillet 1913.]

DE M... A M. RAFFALOVITCH

LA LIBRE PAROLE
Journal politique quotidien
Directeur : Edouard DRUMONT

Paris, le 30 octobre 1913.

ADMINISTRATION
14, boulevard Montmartre

Monsieur,

L'an dernier, j'ai eu l'honneur de vous prier de vouloir bien faire inscrire la *Libre Parole* sur la liste des journaux auxquels son Excellence le Ministre des Finances russe réserve la publication des listes de tirages d'actions et d'obligations. L'importance de notre journal, en tous points semblable à celle de différents journaux de nuance semblable ou presque, tel que l'*Echo de Paris*, me permet d'espérer que, comme mes confrères précités, j'aurai le

vif plaisir de vous voir prendre ma demande en considération.

La *Libre Parole* est en effet, il m'est permis de l'affirmer, le plus important des quotidiens politiques français, tant par son tirage que par son extrême diffusion.

Avec mes remerciements anticipés, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

L'Administrateur : MARÉ (?)

*Dépenses effectuées en 1912
pour la publication des tirages :*

<i>Journal Officiel</i>	4.752	»
<i>Temps</i>	16.342	»
<i>Economiste Européen</i>	14.000	»
<i>Economiste Français</i>	14.000	»
<i>Figaro</i>	4.126	»
<i>Gaulois</i>	4.000	»
<i>Journal</i>	5.656	»
<i>Journal des Débats</i>	10.480	50
<i>Liberté</i>	6.231	50
<i>Messenger de Paris</i>	15.148	50
<i>Monde Economique</i>	4.282	50
<i>Patrie</i>	7.133	50
<i>Petit Parisien</i>	6.450	»
<i>Rentier</i>	6.000	»
<i>Revue Economique et Financière</i>	10.000	»
<i>Semaine Financière</i>	391	50
<i>République française</i>	1.998	75
<i>Echo de Paris</i>	13.612	»
<i>Matin</i>	20.500	»
<i>La Nouvelle Revue</i>	192	50
	<hr/>	
	165.297	25

<i>Etoile Belge</i>	905 40
<i>Indépendance Belge</i>	3.261 60
<i>Moniteur des intérêts matériels</i>	9.131 >
<i>La Cote libre</i>	568 >
	<hr/>
	13.866 >

19 septembre 1913.

DE M. RAFFALOVITCH A M...

Paris, le 6 novembre 1913.

J'ai l'honneur de transmettre inclus 27 chèques que m'a remis M. LENOIR.

6 ensemble.....	17.000	sont pour	<i>l'Aurore</i>
8 —	42.000	—	<i>La Lanterne</i>
3 —	11.000	—	<i>L'Evénement</i>
3 —	9.000	—	<i>L'Action</i>
3 —	11.000	—	<i>La France</i>
2 —	7.000	—	<i>Le Rappel</i>
1 —	2.000	—	<i>Le Gil Blas</i>
1 —	1.000	—	<i>Paris-Journal</i>

Soit ensemble cent mille francs.

C'est le premier acompte pris en octobre 1912, sur les 300.000 francs. L'emploi en a duré jusqu'en juillet 1913.

Les sommes ont été employées après entente entre le distributeur et le Gouvernement français, qui s'était réservé la haute main. A l'origine (automne 1912), une demande fut faite par l'intermédiaire de LENOIR, pour attirer l'attention sur l'opportunité de contrecarrer les manœuvres hostiles de l'Autriche et de l'Allemagne dans la presse. Il fut expliqué que le Ministère français était mieux en mesure d'assurer l'emploi utile de l'argent *et qu'il tenait à avoir la haute main.*

En examinant la liste ci-dessus, on est frappé de voir quels ont été les bénéficiaires. Ce sont exclusivement des organes du parti radical-socialiste. Quelques-uns d'entre eux n'ont qu'une existence d'ordre purement parlementaire et politique, sans répercussion dans le grand public.

Je rappelle que M. KLOTZ, en été 1913, a trouvé excessive la prétention du « do ut des » de la compensation « Service pour service », lorsque je lui fis mention du désir de voir cet argent servir également les intérêts de la politique russe.

Les 100.000 francs ont été utilisés surtout au point de vue parlementaire et de la politique intérieure. Ils ont pu servir à éviter des attaques et des interprétations défavorables.

[Cette lettre est de la main de RAFFALOVITCH, mais sans indication du destinataire. Une lettre de RAFFALOVITCH à la Chancellerie des Opérations de Crédit, datée du 7 novembre, répète en substance la lettre ci-dessus. Elle se termine ainsi : « Prière de m'accuser réception, sans mentionner l'objet des chèques, de la lettre vous portant les 27 mandats acquittés. Je rappelle que le versement a été effectué à la Banque de France, à l'ordre de LENOIR. »]

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITSEV

11 novembre 1913.

Monsieur le Président,

Je me suis permis de vous envoyer l'*Œuvre*, une revue hebdomadaire satirique d'un ancien professeur de l'Université qui, ayant des difficultés avec des ministres, se vengea en les insultant ainsi que M. FALLIÈRES et qui continue ses attaques. Vous y verrez un rappel d'un discours antirusse de M. Dou-

MERGUE, qui remonte à 1906. Mais que fait un discours en France, sept ans après?
Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. LAFFON A M. DAVIDOV

60, rue de la Victoire

Adresse télégraphique :
Emilafon-Paris

Paris, le 13 décembre 1913.

Téléphone : 271-16

Excellence,

Je viens d'être avisé par la succursale de la *Banque Internationale* à Paris que les conventions relatives à notre effort de propagande économique étaient renouvelées pour l'année prochaine.

Je m'empresse, Excellence, en vous remerciant de votre haute et toujours bienveillante intervention, de vous dire une fois de plus combien je reste acquis de tout cœur à cette grande tâche de rapprochement et de pénétration réciproque qui resserrera davantage et plus intimement encore les liens qui unissent les deux pays.

L'année qui s'achève a porté ses fruits. Elle nous a permis de faire disparaître dès le mois de janvier les notes plus ou moins discordantes qui pouvaient nuire à l'harmonie et à l'utilité de notre effort économique. Nous continuerons avec le même zèle, l'année prochaine, à maintenir cette atmosphère favorable autour du compartiment des valeurs russes à Paris.

Je vous prie de croire, Excellence, à mes sentiments de très haute considération et d'entier dévouement.

Emila LAFFON.

DE M. DAVIDOV A M. LAFFON

Monsieur,

C'est avec plaisir que j'ai pris connaissance de votre lettre du 13 décembre et j'espère que le renouvellement des conventions relatives à la propagande économique effectuée par vos soins aura en 1914 les meilleurs résultats pour le but désiré.

En même temps, je me permettrai d'attirer votre attention sur un point de détail qui m'a frappé à la lecture du *Temps* des 7, 8 et 12 décembre ; j'ai remarqué avec étonnement que c'est dans la partie financière du numéro du 12 décembre que figure le démenti du départ de M. Kokovrzev dont il avait été parlé par le *Temps* les 7 et 8 décembre sous une tout autre rubrique.

Il est, ce me semble, de règle générale que les démentis figurent toujours à la place où les nouvelles erronées ont paru ; il est étrange que le *Temps* ne suive point cette règle et je vous serais reconnaissant d'attirer l'attention de qui de droit sur ce point.

Agréez, Monsieur, les assurances de ma considération la plus distinguée.

DAVIDOV.

DE M. LAFFON A M. DAVIDOV

PUBLICITÉ ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Téléph. 271-16 ; adr. télégr. : *Emilaffon-Paris*

*Exclusivité de la Publicité
financière du Matin*

Emile LAFFON,
60, rue de la Victoire

Paris, le 31 décembre 1913.

Excellence,

Je m'empresse de vous accuser réception de votre lettre en date du 9/22 décembre courant, dans la-

quelle vous me faites très justement remarquer qu'une rectification faite par nos soins a été publiée dans la partie financière du *Temps* au lieu d'être insérée dans la rubrique des « Dépêches de l'Etranger ».

Cela tient, Excellence, à ce que les accords que j'ai passés avec la presse sont, d'une manière générale, d'ordre économique et financier.

Certains grands journaux, comme le *Temps*, par exemple, ont toujours établi une distinction de principe entre la partie politique du journal, dont la rédaction demeure indépendante, et la partie économique et financière où se publient les notes émanant de notre initiative.

Dans la pratique, et à quelques exceptions près, ces deux compartiments ne sont pas aussi étanches qu'on pourrait le croire. Pourtant, quelques-uns des grands journaux persistent dans cette distinction et le *Temps*, le *Matin*, etc., sont dans ce cas.

Nous n'avons pas jusqu'à présent souffert de l'opposition qui pouvait naître entre les deux compartiments d'un même journal, et j'aurais toujours la possibilité, le cas échéant, d'exercer une action suffisante sur la direction de ces organes pour éviter une antinomie ou même une divergence de vues qui présenterait de sérieux inconvénients.

Mes ententes n'ayant jamais eu un caractère politique, les détails ci-dessus vous expliquent, Excellence, pourquoi ma rectification a passé dans la partie financière du *Temps*, contredisant quelques jours après la nouvelle publiée dans la rubrique politique.

Je me propose d'aller à Saint-Petersbourg au début de l'année et je ne manquerai pas de vous soumettre un projet complémentaire qui me permettrait d'étendre notre action et d'embrasser dans notre propagande la partie politique qui, à l'heure actuelle, est étrangère à mes accords.

Je vous prie d'agréer, Excellence, avec tous les vœux que je forme pour votre bonheur et votre prospérité, l'expression de ma très haute considération, ainsi que l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Emile LAFFON.

DE M. RIVET A M. DAVIDOV

LE TEMPS

Bureau de Pétersbourg

Téléphone 9241

Saint-Petersbourg, le 23 décembre 1913.

Estimé Monsieur,

J'ai l'insigne honneur et le très grand plaisir de porter à votre connaissance que le journal *le Temps* se propose de créer, pour les publier à dater de 1914, des « Numéros russes » trimestriels, exclusivement consacrés à la vie économique et financière de l'Empire.

Et c'est au moment même où Monsieur le Président du Conseil est saisi de cette heureuse initiative par M. Vladimir SAVITZKY, qui est entièrement chargé par notre journal de sa mise en œuvre, que je me fais un agréable devoir de vous la faire connaître par la présente.

M. SAVITZKY se présentera lui-même à vous pour vous exposer la question dans tous ses détails dès la fin des fêtes actuelles.

J'aurai dorénavant, moi aussi, Excellence, les précieuses occasions de vous demander de me faire l'honneur de me recevoir plus souvent que je ne les ai eues jusqu'ici, la politique m'ayant entièrement absorbé. Je serai heureux d'en profiter et, peut-être même, d'en abuser.

Je prends la liberté, en attendant, de vous recommander chaudement notre représentant exclusif, pour l'utile corollaire du *Temps* que nous comptons mettre sur pied grâce au bienveillant concours du gouvernement russe et à votre précieux appui.

Je erois inutile d'insister ici sur les services que rendra à la Russie sur le marché français un organe du poids de celui que nous nous proposons de faire paraître dès avril prochain. Je sais, estimé Monsieur, que ce n'est point auprès de vous qu'il faut plaider ces causes : elles sont gagnées d'avance. Nous nous flattons, au contraire, de l'espoir de voir la nôtre soutenue puissamment par vous et, pour cette bienveillante intervention, permettez-moi de vous présenter, Excellence, l'assurance de toute la reconnaissance de notre maison.

Je me dis moi-même, de Votre Excellence, le respectueux et dévoué serviteur.

Charles RIVET.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 janvier 1914.

Monsieur le Président,

Je vous envoie la suite du roman chez la portière, — celle-ci étant représentée par M. CALMETTE, directeur du *Figaro*, que les lauriers de ZOLA empêchent peut-être de dormir et qui, très au courant de la corruption française, accuse aujourd'hui le groupe des banquiers, M. ULLMANN en tête, d'avoir fait une cagnotte de 400.000 francs entre les mains de LAFRON, distributeur de la manne qui tombe du *Comptoir d'Escompte* et beau-frère de SCHNEIDER, l'intermédiaire auquel PÉRICHAT paya quelques centaines de mille francs sur les 6 millions payés comme indemnité.

M. GALLAUX nie et dément, MM. ROSTAND, ULL-

MANN, LAFFON, SCHNEIDER, VIDAL font de même. CALMETTE maintient son dire.

Il faut se contenter de marquer les coups. Le roman ne manque pas de vraisemblance étant donné les habitudes que l'on attribue aux parlementaires. Il est possible que cette fois les murs du Cabinet ministériel n'aient pas eu à entendre de semblables conversations, mais on a bien souvent raconté à l'approche des élections que, vu l'insuffisance des fonds secrets, on constituait des caisses noires alimentées par la haute banque. Celle-ci, catholique, israélite, protestante, anonyme ou privée, était sollicitée de fournir des subsides. Elle s'y dérobait rarement et elle passait les sommes données au compte « assurances ». L'assurance contre la fiscalité publique ne garantit pas bien, d'ailleurs. Il y a eu des caisses noires pour et contre le boulangisme, dans l'affaire Dreyfus, etc., etc.

Les régimes successifs en France depuis Louis XVIII ont connu ces procédés. Il est possible qu'on ait pris ces 400.000 francs sur les bénéfices de l'emprunt serbe...

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

Paris, le 12 janvier 1914.

Monsieur le Président,

Je reçois de M. DOUMER une demande d'audience pour M. Jean PAUL qui représente de grands journaux de province. La lettre de M. DOUMER m'arrive par le recommandé seulement maintenant. Je sais ce que cela veut dire : en 1906, DOUMER, BOURGEOIS, etc., nous ont envoyé un M. TUROT qui, sous prétexte

d'une agence télégraphique, coûta 25.000 francs à deux banques.

Je serai très aimable et me retrancherai derrière la commission du budget de la Douma.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. KOKOVITZEV

5 février 1914.

Monsieur le Président,

...A cette conférence (1), il y avait M. DOUMER, qui m'a parlé des journaux de province qu'il patronne et dont l'agent m'avait demandé 15.000 francs par journal, soit 90.000 francs par an. J'ai dit et à cet agent et à M. DOUMER que c'était impossible, que le budget total ne dépassait pas 160.000 francs et que jamais on ne trouverait à demander 90.000 francs pour cette publicité à la Douma. A grand'peine, on aurait 3 ou 4.000 francs par journal, et encore je n'en répondais pas. Cette défense minutieuse des intérêts du Trésor n'augmente pas ma popularité.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. BARK (2)

13 février 1914.

Monsieur le Ministre,

...Si grandes que soient les sympathies que nous

(1) Il s'agit de la conférence donnée par THÉRY au *Musée Social*, à Paris, le 3 février 1914, sur *l'Evolution Economique de la Russie*.

(2) Ministre des Finances de Russie.

rencontrons en France, nous y avons cependant des adversaires qui se recrutent parmi les socialistes, parmi les ennemis de tout ordre établi, et qui, en attaquant notre crédit, font le jeu de ceux qui n'aiment pas la Russie. Ces attaques trouvent accueil et dans les organes avancés et dans d'autres qui sont inspirés par le désir d'obtenir la subvention. Votre Excellence sait que, dans certains pays, les mœurs de la presse permettent l'emploi de certains procédés qui ne sont pas admis dans d'autres. Les besoins que les grandes et les petites banques ont de la presse pour faciliter l'écoulement des titres et pour empêcher des critiques dangereuses lorsqu'il s'agit de banques détenant des centaines de milliers de francs ont amené un état d'âme spécial. A mon avis, et c'est le résultat d'une expérience déjà longue, il faut lorsqu'il s'agit d'un Empire puissant, se montrer rebelle aux suggestions de ceux qui viennent solliciter des subsides.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

NOTE

En automne 1912, il a été conclu un accord entre quelques banques de St-Petersbourg et les représentants de la presse française, en vertu duquel les banques ont le droit d'insérer dans la presse française les renseignements sur la situation des différentes branches de l'industrie russe pouvant augmenter dans le public français son intérêt pour les valeurs russes.

Ces renseignements sont communiqués par les banques à M. LAFFON qui représente les journaux ayant conclu cet accord. C'est à M. LAFFON que les banques payent les sommes nécessaires à cet effet.

En 1913, étant donné le succès manifeste de la

campagne, le même accord a été renouvelé. M. LAFON communique au Ministère des Finances tous les articles parus dans la presse française selon cet accord.

13 février 1914.

NOTE

Pour fournir aux milieux français intéressés des informations régulières sur la vie économique et financière de la Russie, M. RAFFALOVITCH est entré en pourparlers avec M. GUYOT, rédigeant l'hebdomadaire financier de l'*Agence économique*.

M. GUYOT a consenti à réserver dans son organe une place pour les communications concernant la Russie et à éditer en outre un Bulletin hebdomadaire consacré spécialement à la vie économique russe.

Dans ce Bulletin hebdomadaire, M. GUYOT s'est engagé à insérer en entier toutes les données que nous lui fournirons.

Comme l'édition de ce Bulletin russe comportera pour M. GUYOT des dépenses considérables, M. RAFFALOVITCH a demandé que le Ministère des Finances soutienne M. GUYOT, ne fût-ce qu'en s'abonnant à une certaine quantité d'exemplaires de son Bulletin.

Le 10 janvier, le Directeur de la Chancellerie des Opérations de crédit a communiqué à RAFFALOVITCH qu'avec l'autorisation du Ministre, le Ministère des Finances s'abonnera à deux cents exemplaires du Bulletin publié par M. GUYOT. L'abonnement par exemplaire est annuellement de vingt francs.

13 février 1914.

DE M. RAFFALOVITCH A M. BARK

15 mars 1914.

Monsieur le Ministre,

Les nécessités de la vie sont parfois cruelles. On s'en aperçoit en ce moment dans le budget français. Depuis quelques années, ceux qui l'élaborent se livrent à ce qu'on a appelé en argot bureaucratique le grattage des tiroirs vides, dans l'espoir d'y trouver un peu d'argent. Nous en avons un exemple dans les petits à-côtés de la loi de finances, élaborée par M. CAILLAUX et ses collaborateurs. Ce Ministre, imbu d'idées de liberté commerciale, partisan de la facilité des échanges, porte un coup assez sensible au commerce d'importation en réduisant à presque rien la marge d'erreur dans les déclarations de dédouanement. Jusqu'ici, il y avait une tolérance de 5 % dans les déclarations de poids. Le déclarant n'était soumis à une amende pour fausse déclaration que si la douane constatait une divergence supérieure à 5 % entre le poids déclaré et le poids réel. C'est ce qu'on appelle le kilotage. Cette tolérance avait été accordée parce que certaines marchandises s'altèrent entre le moment de l'expédition du pays exportateur et l'arrivée en douane. Elles absorbent de l'humidité, les balances ne sont pas toujours au point, etc.

Il paraît qu'un certain nombre de fraudes étaient commises et que le Trésor en subissait un préjudice, mais ce préjudice n'était pas en proportion du mécontentement que la réduction de la marge de 5 à 1 % a provoqué dans le commerce français et étranger. Le bénéfice du Trésor a été évalué à deux millions de francs. La Commission du budget a relevé de 1 à 3 % la tolérance, ce qui réduit sensiblement la recette. La douane française, dans les dernières années, est devenue beaucoup plus intolé-

rante et plus fiscale ; c'est une superfétation avec des droits élevés. Le commerce se plaint souvent plus de la procédure employée pour prélever les droits que du montant même de ceux-ci.

Je joins un article d'une revue belge où la question est traitée à fond.

M. CAILLAUX est attaqué avec une virulence croissante par ses adversaires. On emploie parfois même des armes empoisonnées. La fameuse lettre, écrite sous le Cabinet WALDECK, à la sortie d'une séance où il avait défendu l'impôt sur le revenu dans le dessein de l'écraser, comme il l'avoue à sa correspondante, aura été adressée à Mme Jules DUPRÉ, qu'il fit divorcer de DUPRÉ (fils du peintre célèbre et fonctionnaire) pour l'épouser. Il l'a quittée ultérieurement pour épouser la femme divorcée de Léo CLARETIE (neveu de Jules CLARETIE, directeur du Théâtre Français). M. CAILLAUX, très cérébral, très emballé, a eu la manie d'écrire des lettres à son amie, et celle-ci, après son abandon, n'aura pas manqué de les mettre en lieu sûr, quitte à s'en servir. M. CAILLAUX, sorti d'une famille conservatrice, a passé par ambition à travers toutes les couleurs politiques et actuellement il fait partie d'un cabinet de surenchère électorale, comme le qualifie MILLERAND.

Vous avez au Ministère des Finances, dans la correspondance de 1900-1901, des choses curieuses sur mes rapports avec M. CAILLAUX, lorsque M. WITTE montra peu d'empressement à satisfaire les appétits de l'Oural-Volga, à court d'argent, malgré les relations d'amitié entre M. WALDECK-ROUSSEAU et M. MAY, président de l'Oural-Volga. Dans une note de sa main, M. C... disait : Le Président du Conseil s'intéresse particulièrement, etc. C'est alors que M. C... me dit : M. WITTE verra lorsque je serai président du Conseil. J'ai répondu : « Il y a long-

temps qu'il ne sera plus ministre ». C'était en 1900. En 1905, M. WITTE ne fut déjà plus ministre et M. CAILLAUX est devenu président du Conseil en 1911.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

[DE M. DAVIDOV A M. BARK

19 avril 1914.

Cher Monsieur Pierre Lvovitch,

A la fin de l'année passée, le rédacteur en chef du *Monde Illustré* a sollicité de moi des subventions périodiques afin de couvrir une partie des frais d'édition des numéros spéciaux consacrés exclusivement à la Russie. Je n'ai pas cru possible de satisfaire pleinement cette demande, cependant, attribuant une grande importance à des éditions de ce genre qui permettent au grand public de prendre connaissance de la vie russe dans ses manifestations les plus caractéristiques, j'ai fait le rapport verbal sur ce sujet à Sa Majesté Impériale qui a bien voulu approuver mes considérations et permettre d'allouer à M. DUPUY-MAZUEL une subvention de 10.000 roubles pareille à celle que touchent le *Times* et le *Daily Telegraph* et quelques autres journaux; cette dépense, j'avais l'intention de la transférer au compte de la section étrangère de la Chancellerie de crédit. M. DUPUY-MAZUEL fut avisé que la somme indiquée lui sera versée sitôt paru le numéro russe de son journal.]

Actuellement, M. DUPUY-MAZUEL m'ayant envoyé le numéro paru du *Monde Illustré* consacré à la Russie, me prie de lui communiquer où en est la question qui l'intéresse. En réponse à sa lettre, je l'informe

que la marche intérieure de cette affaire dépend du gérant du Ministère des Finances et que par conséquent, M. DUPUY-MAZUEL doit s'adresser directement à Votre Excellence.

DAVIDOV.

DE M. RAFFALOVITCH A M. BARK

Paris, 4 juillet 1914.

Monsieur le Ministre,

...M. FEODOSIEV me consulte sur la demande présentée par le *Temps* et le *Figaro* de publier des nouvelles économiques, éventuellement des suppléments entiers sur la Russie.

Je prépare une réponse détaillée, concluant d'une façon négative et cela parce que ce genre de subvention ne demeurant pas secret, nous verrons surgir des demandes de la part des journaux à beaucoup plus gros tirage, que nous ne pourrions satisfaire tout le monde et que l'effet utile ne répondra pas aux dépenses faites. Nous n'en aurons pas pour notre argent. Nous ne sommes pas dans la situation de l'Argentine, du Brésil, du Canada. J'ai fini par être très sceptique sur ce genre de relations avec la presse. Le public finit aussi par deviner que c'est payé. Malgré l'organisation actuelle, nous plaçons nos emprunts d'Etat et cela avec facilité.

Il n'y a pas lieu d'augmenter le budget de publicité, d'après moi, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RIVET A M. DAVIDOV

LE TEMPS

—
Pétrograd

—
Pétrograd, 23 novembre 1915.

100, Grande Perspective
angle de la Perspective
Kaméostrofsky

—
Monsieur,

Vous voudrez bien trouver ci-inclus le résumé de ma conversation avec Monsieur le Ministre au sujet des numéros russes du *Temps*.

La formule dont vous m'avez entretenu — l'insertion directe dans notre journal de toutes vos communications — comme vous paraissant mieux répondre à vos désirs, a fait l'objet d'une communication de ma part à Paris.

Je reçois ce matin même une confirmation de mes pouvoirs de traiter, avec des indications que vous trouverez dans le devis n° 2 ci-inclus également.

Charles Rivet.

DE M. RIVET A M. DAVIDOV

LE TEMPS

—
Bureau de Pétrograd

100, Grande Perspective. P. S.

—
Ce 25 novembre 1915.

Vous trouverez inclus la formule définitive de notre accord; comme vous le verrez, la partie qui vous intéresse a été développée; par contre, j'ai

diminué celle que vous considérez comme un simple corollaire. De cette façon, il est possible de donner aux insertions dans le journal lui-même toute l'extension voulue.

Je suis heureux de pouvoir vous être agréable et vous m'obligerez infiniment de dire à Son Excellence Monsieur le Ministre que tout mon dévouement lui est acquis.

Je passerai à la Chancellerie demain jeudi, aux fins de prendre les dernières dispositions avec vous, étant pressé par le temps, devant partir comme vous le savez dans les prochains jours.

Veuillez croire, Estimé Monsieur, à nos sentiments les plus distingués.

Charles RIVET.

DE M. FÉODOSIEV A M^{me} RIVET

Le 11/24 décembre 1915.

Madame,

Par suite de l'entretien que j'ai eu avec vous, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint pour la rédaction du premier numéro russe du *Temps*, le Mémoire explicatif du Ministre des Finances au Projet de Budget des recettes et dépenses de l'Empire pour l'exercice 1916 (partie II), ainsi qu'un article consacré au dernier emprunt de guerre de 5 ½ %.

Agréez, Madame, l'expression de ma parfaite considération.

S. FÉODOSIEV.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS

Adresse télégraphique :

TEMPS-PARIS

Paris, le 28 décembre 1915.

5, rue des Italiens, Paris

Cher Monsieur,

J'ai l'avantage de vous annoncer que nous sommes *entièrement* d'accord sur tous les points. La publication est donc assurée. Seulement, étant donné le peu de temps dont nous disposons, nous serons obligé de retarder quelque peu la publication du premier numéro.

Dès le 1^{er} janvier 1916, vous pouvez adresser de Pétrograd les communications que vous pourrez avoir à faire pour le *Temps*.

Monsieur Vladimir SAVITZKY est commis par nous pour s'occuper de la partie publicité commerciale. Il se présentera sans doute à vous. Et, à ce propos, je prends la liberté de vous prier de bien vouloir recommander notre publication dans les banques de Pétrograd afin qu'elles nous donnent leur bilan de 1915; ce sera pour elles de très bonne publicité. Nous établissons ici et à Pétrograd le texte du premier numéro et nous attendons celui que vous avez dû nous remettre au 10/23 décembre.

Dans l'attente de vous revoir prochainement, je vous demande de croire, Monsieur, à mes sentiments distingués.

Charles RIVET.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS

Adresse télégraphique :
TEMPS-PARIS

Paris, le 13 janvier 1916.

5, Rue des Italiens, Paris

Cher Monsieur,

Nous venons de recevoir le texte de votre Ministère pour le premier numéro de nos suppléments. De la brochure sur le Budget, nous prendrons les extraits les plus intéressants, mais nous publierons en son entier le texte dactylographié relatif à l'Emprunt, comme nous reproduirons les affiches.

Comme j'avais eu l'honneur de vous le dire dans ma précédente lettre, la publication sera retardée par les formalités d'établissement du premier numéro et par l'arrivée du matériel. De plus, je tiens à vous soumettre moi-même le texte de la publication dès mon retour à Pétrograd qui est fixé pour le 10 janvier (style russe). Pour l'arrangement avec le *Temps* lui-même, la question est réglée, comme je vous l'avais déjà dit également.

Dans l'attente de vous revoir très prochainement, je vous demande de croire, cher Monsieur, à mes sentiments tout dévoués.

Charles Rivet.

CONTRAT

Entre le Ministère Impérial des Finances, d'une part, et Monsieur Charles Rivet, représentant du

Temps en Russie, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Les numéros du journal le *Temps*, consacrés à la vie financière et économique de l'Empire, paraîtront en suppléments gratuits, encartés dans ce journal, à dater de 1916. L'édition comprendra deux numéros par an (2), à paraître vers la fin de janvier et la fin juin.

En vertu des pouvoirs qui lui sont délégués à cet effet par lettre du Directeur-gérant de la Société du journal le *Temps*, en date du 14 janvier 1916, Monsieur Charles RIVET, correspondant de ce journal en Russie, est chargé de la confection desdits suppléments, en collaboration avec le Ministère Impérial des Finances. Pour faciliter les rapports et dans l'intérêt même de la publication, toutes les questions tant journalistiques que financières se rattachant à cette dernière sont du ressort exclusif du Bureau de Pétrograd du *Temps* et à traiter directement entre la Chancellerie de M. le Ministre des Finances et M. Charles RIVET.

Le Ministère des Finances de Russie a l'entière liberté du choix du texte des numéros russes qui ne seront publiés que sous son contrôle. Il peut, en conséquence, disposer à sa guise de tout ou partie des cinq mille lignes ou leur espace que comportera chacun des numéros russes, comme il lui est loisible de fournir tout ou partie des documents photographiques devant servir à leur illustration.

Le matériel du Ministère des Finances devra être remis à la disposition de M. Charles RIVET ou à ses représentants un mois avant la date approximative de la publication des numéros; si ce matériel excédait le volume d'un numéro, ce qui ne pourrait être publié sera affecté au numéro suivant.

Le Ministère des Finances de Russie, par l'organe de la Chancellerie de Monsieur le Ministre ex-

clusivement, pourra en outre transmettre à M. RIVET ou à ses représentants les informations d'ordre économique ou financier qui lui paraîtraient de nature à intéresser les lecteurs du *Temps*, lesquelles seront insérées dans ledit journal. Ces communications seront transmises au Bureau de Pétrograd du *Temps* et ne sauraient comprendre celles que le Gouvernement russe croirait devoir faire à Paris et pour lesquelles le *Temps* n'est nullement engagé par le présent accord. Les communications du Ministère des Finances n'excéderont pas cinq mille (5.000) lignes annuellement. Pour faciliter leur transmission et ne pas obérer le budget du journal, le Ministère Impérial des Finances de Russie veut bien rembourser à M. RIVET ou à ses représentants les dépenses télégraphiques du *Temps* à raison de cinq cents (500) mots au maximum par jour, soit quinze mille (15.000) mots mensuellement et ceci jusqu'à la fin des pourparlers diplomatiques et des événements qui suivront la guerre et en constitueront la liquidation. Cette gratuité télégraphique pourra être continuée ultérieurement si le Ministère des Finances n'y fait pas d'opposition.

[Pour la publication des numéros russes pour lesquels le *Temps* prend à sa charge tous les frais d'impression et de diffusion gratuite, le Ministère des Finances accorde à Monsieur Charles RIVET un subside annuel de cent cinquante mille francs (150.000), subside payable entre les mains de M. Charles RIVET en deux tranches de moitié de la somme, au moment de la remise du matériel des numéros, ou en une seule annuité, au début de l'année, à la faculté de M. le Ministre des Finances.

La publication des numéros russes se poursuivra les années suivantes aux mêmes conditions que ci-dessus si l'une des deux parties ne présente pas d'objection. Dans ce dernier cas, les changements à apporter devront être signalés au moment de la

publication du dernier numéro de l'année en cours, c'est-à-dire courant juin (nouveau style), faute de quoi le présent accord resterait en vigueur pour l'année suivante.

Fait en double à Pétrograd le 15/28 janvier 1916.

BUREAU DU TEMPS
DE PÉTROGRAD
100, Grande Perspective
P. S.

FÉODOSIEV.
Charles RIVET.

DE M. RIVET A M. DAVIDOV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 26 janvier 1916.

Estimé Monsieur,

Je viens de rentrer de Paris et, après avoir pris quelque repos et mis un peu d'ordre dans mes papiers, je me propose de vous aller voir très prochainement pour vous soumettre le sommaire du premier supplément dont la composition se fait actuellement. Le tirage aura lieu dès que ledit sommaire aura reçu votre approbation.

Le Bureau de Pétrograd a transmis à Paris les deux notices destinées à être insérées dans le *Temps* lui-même, comme il est convenu.

Dans l'attente du plaisir de vous revoir, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Charles Rivet.

DE M. RIVET A M. DAVIDOV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 28 janvier 1916.

Monsieur,

J'ai l'honneur et le sensible plaisir de vous faire tenir inclus le sommaire du premier supplément russe.

Pressé par le temps et me trouvant dans des conditions quelque peu difficiles de par la situation générale actuelle, je n'ai pu utiliser tous les matériaux qui étaient à ma disposition. Je me réserve de le faire pour le prochain supplément.

Le numéro est à la composition en ce moment ; je vous demanderai donc de bien vouloir me dire si vous n'avez aucune observation à y faire, afin que je puisse télégraphier le bon à tirer.

Je me rendrai après-demain, samedi, dans ce but, à la Chancellerie.

Dans cette attente, veuillez croire, Monsieur, à mes sentiments les plus dévoués.

Charles Rivet.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 13 février 1916.

Cher Monsieur,

Etant donné les engagements que j'avais cru pouvoir prendre à Paris, relativement au versement de février, voulez-vous me permettre de vous deman-

der de bien vouloir me faire tenir le chèque qui doit m'être remis la semaine prochaine dès le début de ladite semaine.

En vous remerciant d'avance, je vous demande pardon de vous importuner pour ce détail et vous renouvelle l'assurance de mes plus dévoués sentiments.

Charles RIVET.

DE M. FÉODOSIEV A M. NIKIFOROV

Très urgent. Confidentiel.

N° 139

20 février 1916.

Monsieur Dmitri Ivanovitch,

En transmettant ci-joint à Votre Excellence la copie du rapport de Monsieur le Ministre des Finances, approuvé par Sa Majesté Impériale le 15 février courant, concernant le remboursement au journal *Le Temps* des frais pour la publication de renseignements sur la Russie, j'ai l'honneur de vous informer que sur base de l'accord conclu avec le représentant à Pétrograd dudit journal, Monsieur Charles RIVET, muni des pouvoirs nécessaires par les éditeurs du journal, les sommes revenant à ce dernier doivent être versées à M. RIVET, à Pétrograd.

Prenant en même temps en considération que le terme fixé pour le versement à M. RIVET de la moitié de la somme convenue pour les numéros russes, soit soixante-quinze mille (75.000) francs est déjà échu, j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence en vous priant de me faire savoir si vous ne jugeriez pas possible de faire verser aussitôt que possible à M. RIVET ladite somme en francs par la succursale de Pétrograd du *Crédit Lyonnais*.

J'aurai l'honneur de vous informer par la suite, dès qu'il y aura lieu, des versements ultérieurs à effectuer à M. RIVET.

Dans l'attente de votre communication sur la suite à donner, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite estime et de mon sincère dévouement.

FÉDOSIEV.

DE M. RIVET A M. FÉDOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd Pétrograd, 1^{er}/14 mars.

Cher Monsieur,

Il vient de nous arriver un désagrément imputable uniquement au temps exceptionnel que nous vivons : le matériel qu'il me restait à envoyer à mon retour pour le supplément et que j'adressai à Paris par valise suisse, *n'est pas parvenu au Temps ainsi qu'en témoigne le télégramme reçu par moi*. Un télégramme précédent m'annonçait le retard en me donnant dix jours comme délai de publication. Je vous donne communication des deux dépêches. L'envoi que j'avais fait à ce moment-là contenait également vos deux notes sur *l'Industrie russe et la guerre* et sur *l'Industrie distillatrice*; je comprends maintenant pourquoi elles n'ont pas paru.

Pour remédier à cette malencontreuse histoire, j'expédie les duplicata du matériel et des deux notes par valise *française* cette fois. Pour faire servir ce petit malheur, voulez-vous me faire donner *quelques lignes de détail sur le nouvel emprunt de guerre*, je les publierai en finale de l'article consacré au premier emprunt et de cette façon notre numéro

sera tout à fait d'actualité. Comme la valise part demain soir, il me faudrait la courte note en question dans la journée, afin que je la rédige en français. A quelque chose, malheur sera bon.

Puisque je suis à vous écrire, je me permets de vous demander de bien vouloir donner des ordres pour que l'on me remette aussitôt que faire se pourra, le chèque que vous savez. J'ose espérer de votre amabilité que je pourrai le recevoir cette semaine. Vous me voyez vous ennuyer avec cette question uniquement parce que j'avais donné des assurances à Paris à ce propos. Pour le second versement, je serai plus prudent, sachant maintenant qu'il y a un certain nombre de formalités indispensables.

Veillez croire, cher Monsieur, aux sentiments dévoués de celui qui se dit
le plus cordialement vôtre,

Charles RIVET.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

Pétrograd, le 5 mars 1916.

Cher Monsieur,

Je vous donne communication de ce troisième télégramme et j'ai l'extrême plaisir de vous annoncer que, grâce au retard que nous avons pour la parution du premier supplément, ce dernier comprendra, outre son sommaire primitivement fixé, trois articles qui sont :

- 1° Les forêts en Russie;
- 2° Le mouvement coopératif en Russie;
- 3° Le chemin de fer de Mourmansk, avec illustrations.

De cette façon, le premier numéro russe du *Temps* sera d'une très belle tenue, traitant de questions toutes à l'ordre du jour et sa parution sera certainement pour provoquer en France le plus grand intérêt.

Je serais heureux, cher Monsieur, de vous voir signaler ce qui précède à Monsieur le Ministre, en l'assurant de mes sentiments dévoués, et vous prie de croire à ma considération la plus distinguée.

Charles RIVET.

BUREAU DU "TEMPS" DE PÉTROGRAD.

DE M. RIVET A M. FÉDOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Péetrograd

—
Cher Monsieur,

Vous trouverez inclus une coupure du *Novolé Vrémia* sur le Budget de 1916; je voulais vous demander si vous ne verriez aucun inconvénient à ce qu'elle fût reproduite dans le deuxième numéro russe du *Temps* ou si, le cas échéant, vous voudriez la compléter. Je tiendrais en effet beaucoup à donner au second supplément la même diversité et le même intérêt qu'au premier, ce qui lui a valu un véritable succès.

Vous trouverez inclus également la nomenclature du matériel déjà envoyé à ce jour; si je ne reçois rien de vous à son sujet, je considérerai nos envois comme approuvés par vous.

Je vous serai très obligé, par ailleurs, de bien vouloir donner, d'ores et déjà, des ordres à la Chancellerie de Crédit pour que nous n'ayons pas les mêmes retards que précédemment.

En vous demandant de croire, Monsieur, à mon

entier dévouement, je vous prie d'agréer l'assurance de ma haute considération.

Charles RIVET.

MATÉRIEL

du deuxième numéro russe du *Temps*
envoyé à ce jour :

Articles :

Avant-propos : le but des suppléments russes du *Temps*.

L'emprunt de guerre 1916.

La réforme fiscale en Russie.

Les Caisses d'épargne en Russie.

Les Allemands sur le marché russe.

Les usines de guerre russes.

La Chambre de Commerce Russo-Française.

(à suivre).

Illustrations :

Les 12 affiches du deuxième emprunt de guerre.

Le soldat russe (illustration de première page).

Les membres du Conseil des Ministres, les présidents du Conseil de l'Empire et de la Douma, l'Ambassadeur de France en Russie (17 photographies).

Une visite de M. Albert Thomas aux usines de guerre russes.

(à suivre).

Aux pages de garde :

La banque Azov-Don.

La Banque de Sibérie.

La Banque Russo-Française.

(à suivre).

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Monsieur,

J'ai l'avantage de vous adresser l'article sur le « commerce extérieur russe », publié il y a quelque temps, alors que vous étiez absent de Pétrograd.

Conformément à notre accord, toutes les notes remises par la Chancellerie ont été insérées dans le *Temps*, à savoir :

L'industrie russe et la guerre;
L'industrie distillatrice;
La réforme fiscale;
Le commerce extérieur russe;
L'industrie sucrière en Russie;
La conférence sur la réforme fiscale;
L'industrie cotonnière;
Le budget russe en 1916.

De même les articles que vous avez bien voulu me remettre pour le deuxième numéro russe, sont tous compris dans ledit numéro en cours d'impression actuellement.

Veuillez croire, Monsieur, à mes sentiments les plus dévoués.

Charles Rivet.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

—
Pétrograd, le 2 août 1916.

Cher Monsieur,

Je vous adresse inclus les bonnes feuilles des articles qui m'ont été remis par le Ministère pour le

deuxième numéro russe du *Temps*, actuellement à l'impression.

Je n'ai pas eu le plaisir de vous revoir depuis votre retour de l'étranger, aussi je vous prie d'agréer ici l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Ch. RIVET.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 6 août 1916.

Cher Monsieur,

Je prends la liberté de vous signaler que j'ai fait part à Monsieur le Ministre d'une prière que je qualifierai de pressante, lui disant combien nous attendions du Ministère ce service signalé, une aide appréciée en des circonstances fort difficiles pour nous.

Monsieur le Ministre a bien voulu me donner l'assurance qu'après conférence avec vous sur les possibilités, l'avance de l'annuité 1917 serait accordée.

Je sais donc, cher Monsieur, le poids dont sera votre avis et je tenais à vous dire combien j'espère que cet avis nous sera favorable, étant donné les raisons majeures qui nous font vous demander l'avance en question.

Comme je le disais à Monsieur le Ministre, l'opération ne comporte aucune difficulté insurmontable, étant un paiement anticipé sur Paris, en France, de l'annuité 1917.

En revanche, cher Monsieur, nous vous sommes entièrement acquis car le service demandé est de ceux que l'on n'oublie pas, et nous vous conservons la plus sincère et la plus profonde reconnaissance.

Vous savez déjà que notre dévouement est entier et j'ai plaisir à vous le confirmer ici, vous demandant de croire à mes sentiments de réel attachement et de haute considération.

Charles RIVET.

DE M. RIVET AU MINISTRE DES FINANCES

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 6 août 1916.

Monsieur le Ministre,

Je prends la grande liberté de vous venir confirmer par ces lignes la demande que j'ai eu à vous faire hier.

Votre décision favorable est attendue avec tant de certitude à Paris, que je vous demande comme une très grande faveur, une faveur pour laquelle nous saurons tôt ou tard exprimer notre gratitude, de bien vouloir nous apporter votre aide dans des circonstances difficiles.

L'opération en soi n'immobilisera aucune somme à proprement parler et sera une simple anticipation sur notre accord, la somme en question devant être remise en deux termes, courant 1917.

Je suis assuré, Monsieur le Ministre, après les promesses que vous avez eu l'extrême bonté de me faire hier et sachant combien vous nous avez été bienveillant, que vous daignerez nous rendre ce service signalé pour lequel je vous exprime, tant en mon nom personnel qu'en celui de mes commettants, notre profonde reconnaissance en vous priant de croire à notre entier et respectueux dévouement.

Charles RIVET.

DE M. RIVET A M. FÉODOSIEV

LE TEMPS
Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 10 août 1916.

Cher Monsieur,

Pour répondre au désir que vous m'avez exprimé aujourd'hui et comme je sais combien Paris attend votre décision au sujet de la faveur que je vous ai demandée pour lui, je vous envoie la lettre que m'adressait il y a plus d'un mois M. ROELS, chef des services étrangers du *Temps* et qui motiva une demande d'audience de ma part.

Cette lettre contenant une confirmation que je demandais au sujet de notre *Agence des Balkans*, je vous serais obligé de bien vouloir me la faire retourner lorsque vous en aurez fait usage.

Vous avez été assez bon de m'assurer que l'avance du premier semestre 1917, que vous croyez pouvoir être faite, me serait consentie dans les prochains jours. Je vous remercie encore une fois, Monsieur, et, dans cette attente, je vous demande de croire à mes sentiments du plus sincère dévouement.

Charles RIVET.

Je lis votre nomination ce matin et vous apporte mes plus sincères félicitations.

Charles RIVET.

DE M. ROELS A M. RIVET

Mon cher RIVET,

Je réponds à votre lettre du 27 juin parvenue ce jour.

Sommes entièrement d'accord en ce qui concerne

les changements intervenus dans le premier projet de l'*Agence des Balkans*. Vous avez d'ailleurs tous pouvoirs à cet égard.

Nous vous prions, pour des raisons que vous connaissez, de demander au Ministère des Finances de bien vouloir nous consentir dès à présent l'avance de l'annuité 1917 pour l'accord actuellement en vigueur.

Nous lui serons reconnaissants de cette marque de sympathie et nous vous chargeons de lui transmettre à ce sujet nos vifs remerciements.

Dans l'espoir de vous voir conclure pour l'*Agence* et nous donner une réponse favorable à la prière que vous formulerez au Ministère des Finances, nous vous demandons de croire, mon cher RIVET, à toutes nos sympathies.

ROELS.

DE M. RIVET AU MINISTRE DES FINANCES

LE TEMPS

Bureau de Pétrograd

Pétrograd, le 9 septembre 1916.

Monsieur le Ministre,

Je prends la liberté de vous écrire ces lignes, sachant toute la sympathie que vous portez à notre journal et sachant aussi combien ce dernier est disposé à vous soutenir et à accorder la plus large publicité possible à tous les actes de votre ministère. Permettez-moi donc, Monsieur le Ministre, de vous dire que c'est autant, si ce n'est plus, à l'ami du *Temps* qu'au Ministre des Finances que je m'adresse cette fois.

Il avait été question, il y a quelques mois, de con-

clure avec le Ministère des Affaires Etrangères et le *Temps*, un accord de haute portée politique, identique à celui intervenu avec le Ministère des Finances. SAZONOV, vivement désireux de cet accord, se vit empêché de le conclure par son départ. Ses collaborateurs, M. NÉRATOV, le baron SCHILLING, furent et sont restés favorables audit projet. Monsieur POKROVSKY, qui avait été à même, à Paris, de se rendre compte de l'importance pour la Russie d'un semblable agrément, m'en entretint à son retour et se déclara son partisan le plus convaincu. Monsieur le Président du Conseil, saisi par les hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères du projet existant, déclara de son côté y être sympathique. Il vous en entretint, Monsieur le Ministre, il y a quelque temps. Malheureusement, des circonstances font que Monsieur NÉRATOV, en dépit de demandes réitérées quotidiennement, n'a pu obtenir de réponse définitive de lui à ce sujet.

Une conversation que j'ai eue hier au Ministère des Affaires Etrangères m'a fait savoir que le seul moyen de sortir du cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons, est la réponse favorable de Votre Excellence à la demande de crédits qui lui fut faite il y a quelque temps. Votre Excellence déclarant à Monsieur NÉRATOV être prête à donner ces crédits, le Ministère des Affaires Etrangères pourrait, de par ses propres moyens, solutionner une question pendante depuis plusieurs mois. Je pars pour Paris cette semaine devant y donner une réponse et j'espère que la bienveillance de Votre Excellence, tout autant que le véritable intérêt de la Russie, me mettront à même de donner cette réponse favorable.

Je vous écris cette lettre, Monsieur le Ministre, à titre purement privé; Paris pourrait sortir du dilemme en s'adressant à d'autres personnes; j'estime qu'il me suffira de m'adresser à vous, comme je le disais tout à l'heure, Monsieur le Ministre, comme à

un ami du *Temps*, au patriote éclairé, et je prie
Votre Excellence de croire à un dévouement entier
qui aura certainement quelque jour l'occasion de se
manifester pour le service de Votre Excellence,
dont je suis le tout dévoué et respectueux

Charles Rivet.

DE M. RIVET A M. FÉDOSIEV

LE TEMPS

Paris, le 25 janvier 1917.

—
Excellence,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la
brochure du Ministère, dans laquelle nous devons
puiser la matière de deux articles : *Le développe-
ment des institutions de crédit en Russie et le mou-
vement coopératif*. J'apporte quelques changements
au sommaire du Numéro russe du *Temps*, actuelle-
ment en composition; ces changements portent sur
un plus grand nombre d'articles que ceux contenus
dans le premier sommaire, que j'avais eu l'avantage
de vous adresser récemment.

Dès la composition terminée, j'aurai l'avantage de
vous adresser les épreuves du texte et de la partie
illustrée. Nul doute — de par les soins que j'apporte
à sa confection — que ce 3^e numéro, très complet,
ne remporte auprès du public français le même
succès que les précédents, auxquels un accueil très
flatteur fut réservé.

La publication aura lieu *fin février*.

Nous autorisant des bontés que le Ministère n'a
cessé de nous témoigner, je viens vous demander
aujourd'hui, Excellence, de bien vouloir nous rendre
un signalé service, persuadé que vous daignerez
agréer notre requête.

J'avais exposé à la Chancellerie combien, pendant

la guerre qui a apporté des changements radicaux dans les budgets de presse, l'avance des sommes à nous remettre était pour nous d'un grand secours. Accédant à ma demande, le Ministère a bien voulu nous faire l'avance du premier semestre de 1917. Comme nous mettons actuellement le Numéro russe sous presse, je viens prendre la liberté grande de demander à Votre Excellence la même faveur en nous faisant établir maintenant le second chèque de 75.000 francs (soixante quinze mille) de 1917, anticipant un peu sur sa date d'émission.

Je le répète, Excellence, nous ne doutons pas un instant que le Ministère voudra bien nous apporter cette aide précieuse; nous l'assurons encore une fois de toute notre gratitude et il sait pouvoir compter sur notre entier dévouement.

J'envoie par même courrier pouvoirs à M. CASTAIGNE, du *Crédit Lyonnais*, de donner décharge à la Chancellerie de crédit pour la remise dudit chèque établi à mon nom comme les précédents, et qui nous sera transmis par ses soins.

En vous demandant de trouver inclus les annexes relatives au Numéro russe, je vous prie, Excellence, de croire à mes sentiments personnels les plus distingués et d'agréer l'assurance de mon plus entier dévouement.

Charles RIVET.

N. B. — Votre Excellence n'ignore pas que nous publions, dans les numéros courants du *Temps*, les notes que nous adresse la Chancellerie Générale.

Nous lui rappelons que nous sommes à son entière disposition pour insérer celles qu'elle voudra nous envoyer et nous lui en ferons tenir chaque fois la coupure, comme nous l'avons fait jusqu'ici.

De Votre Excellence, le tout dévoué,

Charles RIVET.

DE M. CHATELAIN A M. RAFFALOVITCH

TÉLÉGRAMME

30 janvier 1917.

Confidentiel. Rédaction *Temps* recevant subvention considérable Ministère Finances pour édition numéros russes sollicite subvention Ministère Affaires Etrangères pour publication communications dit Ministère. Ministre Affaires Etrangères demande avis Ministère Finances. Prie télégraphier votre opinion sur importance dit journal et si considérez désirable subvention nouvelle.

CHATELAIN.

DE M. RAFFALOVITCH A M. CHATELAIN

TÉLÉGRAMME

Paris, 16 février 1917.

Au Conseiller d'Etat Chatelain.

J'ai vu Ambassadeur qui à la fin de l'été déconseilla subvention *Temps*.

RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH A M. CHATELAIN

TÉLÉGRAMME

Paris, 4/17 février 1917.

Au Conseiller d'Etat Chatelain.

Importance journal *Temps* incontestable. Ignore conditions et montant subvention accordée pour publication numéros russes sur laquelle fus pas consulté

et dont utilité pratique sauf nous concilier sympathies du journal est douteuse ; il reçoit en outre *chiffre considérable pour publication tirages*. Vu état de guerre, en prévision besoin qu'aura Ministère des Affaires Etrangères éclairer opinion sur intérêts russes au moment négociations paix, il peut être utile assurer moyen faire passer idées et communications dudit Ministère, à condition que celles-ci *soient insérées journal même et pas supplément*. En outre, expérience passée rend désirable que termes contrat subvention stipulent exclusion articles contractuels intérêts russes. Me semblerait utile que vous examiniez question exercer influence générale sur plusieurs journaux pas seulement *Temps* et que vous prépariez budget presse. Pour arrangement pratique tirez BOURGAREL qui reprit succession LENOIR et que emploie Ministère français.

RAFFALOVITCH.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

Paris, le 20 février 1917.

Excellence,

J'ai télégraphié deux fois à Votre Excellence relativement au *Temps*, la première fois pour dire mon opinion, la seconde pour relater celle que M. ISVOLSKY avait exprimée au cours de l'été dernier sur la demande du Ministère russe des Affaires Etrangères. L'Ambassadeur, sachant que le *Temps* se relevait à grand'peine d'une crise avait conseillé de ne pas entrer dans la voie d'une subvention, d'autant plus que le *Temps* n'est pas sûr, qu'il se retourne contre ses bienfaiteurs. Je vous ai signalé que le *Temps* touchait déjà pour les tirages d'amortissement, qu'il recevait en outre, dans des conditions qui

ne m'ont pas été communiquées, de l'argent pour publier des suppléments illustrés sur la Russie, qui sont d'une valeur plus que douteuse.

L'expérience du passé, surtout durant la guerre du Japon, n'est pas très encourageante dans cet ordre d'idées.

Si le Ministère des Affaires Etrangères à Pétrograd tient à agir sur le *Temps*, il faut faire un arrangement tout à fait clair et net, en excluant la possibilité d'attaques directes ou indirectes contre notre politique, contre nos intérêts économiques. C'est l'affaire du fonctionnaire qui parlera avec Charles RIVET à Pétrograd.

Si à un moment déterminé, pour un but de propagande, on veut acheter des journaux, il faut se servir, comme je l'ai indiqué, du successeur de LENOIR, BOURGAREL, qui agit pour la publicité des emprunts français. Tout cela est-il utile actuellement sous le régime de la censure ?

Bien des amitiés,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RIVET AU MINISTRE DES FINANCES

LE TEMPS

Adresse Télégraphique :
Temps-Paris

Le 20 avril 1917.

Téléphones :
Gutenberg 03-07, 03-08, 03-09, 03-32, 03-33.

5, rue des Italiens, Paris (9^e)

Monsieur le Ministre,

Nous avons apporté au premier supplément russe de 1917, qui allait paraître, les changements que comportait la nouvelle situation.

Ce supplément a été constitué avec des moyens de fortune, le matériel fourni que j'ai réclamé en vain étant insuffisant.

Je vous serais donc personnellement obligé, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me faire préparer et adresser par notre correspondant à Pétrograd (M. BOGATSKY, Kronverskaia, 1) un matériel copieux pour le deuxième supplément que nous préparerons pour juillet-août. Nous aurons maintenant la possibilité de faire, avec ces numéros russes du *Temps*, une excellente besogne, et je suis assuré que nous servirons la cause économique russe.

Je vous rappelle également, Monsieur le Ministre, que les colonnes du *Temps* sont ouvertes au Ministère pour toutes ses communications économiques et financières, aux termes de l'accord intervenu entre lui et moi.

Je ne dois point être un inconnu pour Votre Excellence, j'ai ma modeste part dans les heureux changements intervenus en Russie; je vous prie donc, Monsieur le Ministre, de me considérer comme votre dévoué collaborateur. Je ne manquerai pas d'apporter désormais à nos numéros tous les soins que m'interdisait jusqu'ici l'impossibilité où je me trouvais d'obtenir de quoi faire œuvre utile et intéressante.

J'adresse à Votre Excellence, sous ce même pli, les épreuves du matériel officiel que j'ai rédigé d'après ce qui m'a été envoyé.

Je vous demande de croire, Monsieur le Ministre, aux sentiments très distingués et au bien sincère dévouement de celui qui se dit, de Votre Excellence, le respectueux serviteur,

Charles RIVET.

DE M. RIVET AU MINISTRE DES FINANCES

LE TEMPS

Adresse télégraphique : *Paris, le 2 mai 1917.*

Temps-Paris

5, Rue des Italiens, Paris

Monsieur le Ministre,

Je vous accuse réception du chèque que vous m'avez fait adresser.

Etant donné la somme reçue, nous mettons à votre entière disposition, pour les numéros à suivre celui actuellement à l'impression, la totalité des pages (soit 16 — 5.000 lignes), alors que le Ministère, sous l'ancien régime, n'en occupait que huit (8).

Je rappelle également à Votre Excellence que nous mettons à sa disposition la place qu'elle peut désirer dans les numéros courants du *Temps* et qui constitue, Monsieur, la meilleure des publicités.

Inclus, la dernière communication adressée télégraphiquement par le Bureau de Pétersbourg, sur la demande du Ministère.

Je vous demande, Monsieur le Ministre, de croire à mon entier dévouement.

Charles Rivet.

DE M. SKVORTZOV A M. RIVET

TÉLÉGRAMME

17 juin 1917.

Rivet, Temps, Paris.

Publication numéros russes étant arriérée ques-

tion prolongation cette publication dans année suivante doit rester ouverte.

Directeur Chancellerie Ministre Finances

SKVORTZOV.

DE M. RAFFALOVITCH AU MINISTRE DES FINANCES

8 juillet 1917.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer un mémoire très secret, malheureusement un peu long, qui traite des relations avec la presse. C'est un exposé historique, plutôt qu'un document d'actualité. Ce n'est en aucun cas une pièce faite pour être publiée, car elle engage un gouvernement allié.

On peut adresser un reproche, c'est qu'elle ne préconise pas de solution ferme. Cela tient à l'aversion pour l'emploi de moyens de propagande que la guerre, surtout la guerre actuelle où l'on a perdu la notion des chiffres, a popularisés.

Ont-ils donné les résultats espérés?

Veuillez agréer l'hommage de mon respect,

A. RAFFALOVITCH.

DE M. RIVET A M. SKVORTZOV

LE TEMPS

Adresse Télégraphique :
Temps-Paris

Paris, le 10 juillet 1917.

5, Rue des Italiens, Paris

Monsieur,

Je vous accuse réception de votre télégramme arrivé ce jour seulement.

Le retard apporté à la publication du Numéro russe est imputable aux événements eux-mêmes. La maquette était prête dès février, quand le grand changement *que nous escomptions tous* est arrivé, nous obligeant à attendre *de nouvelles instructions* qui ne nous sont parvenues qu'au début de mai par le canal de notre correspondant.

Nous avons dû apporter un assez grand nombre de changements à la rédaction première, ce qui fut fait sans perdre de temps, le Numéro russe ayant été mis en circulation pour Paris et la France le 5 juin, et cinq jours après pour l'étranger.

Comme vous le voyez, Monsieur, la publication du Numéro russe du *Temps* n'a été retardée que par des raisons de force majeure, indépendantes de notre volonté.

Je connais trop l'équité qu'est la vôtre pour ne pas être certains que vous le reconnaîtrez aisément. Vous verrez par ailleurs, quand vous serez en possession du numéro, que j'ai tiré parti de mon mieux du matériel officiel qui m'avait été remis.

M. le sous-lieutenant GIRARD, qui se rend en mission en Russie, est chargé par moi de traiter de vive voix de toute cette question avec vous. Il a pleins pouvoirs pour cela. Je suis assuré que vous voudrez bien la solutionner, Monsieur, au mieux des intérêts de votre pays que je me suis toujours efforcé de soutenir dans la mesure de mon pouvoir et du journal qui a le plus pratiquement servi les intérêts du nouveau régime.

Je suis heureux, Monsieur, de l'occasion qui m'est offerte de vous assurer de mes sentiments les plus dévoués.

Charles RIVET,
Rédacteur russe au *Temps*

DE M. RIVET A M...

LE TEMPS

Le.....1917.

Adresse Télégraphique :

Temps-Paris

5, Rue des Italiens, Paris

Dans l'impossibilité, pour le moment, d'envoyer l'ouvrage lui-même, l'auteur se fait un plaisir de vous faire parvenir une des coupures y ayant trait. Rentré en France, il s'est empressé de continuer ce qu'il avait toujours fait en Russie, à savoir soutenir par tous les moyens la Russie libérale.

« Le dernier Romanov » (24 éditions en un mois), traductions en italien, anglais et portugais, contribuera grandement à créer un fort mouvement de sympathie en Europe pour la Russie nouvelle, aussi méconnue que l'autre, hélas.

Charles RIVET.

DE M. RIVET A M...

LE TEMPS

Le.....1917.

Adresse Télégraphique :

Temps-Paris

5, Rue des Italiens, Paris

Le troisième numéro russe du *Temps* a été tiré à 90.000 exemplaires.

Ses articles ont été reproduits par nombre d'organes français. Son succès peut se concevoir au nombre de demandes de renseignements divers

adressées au signataire après la parution du supplément.

Des exemplaires ont été envoyés à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Directeur de la Chancellerie, par voie diplomatique.

Charles RIVET.



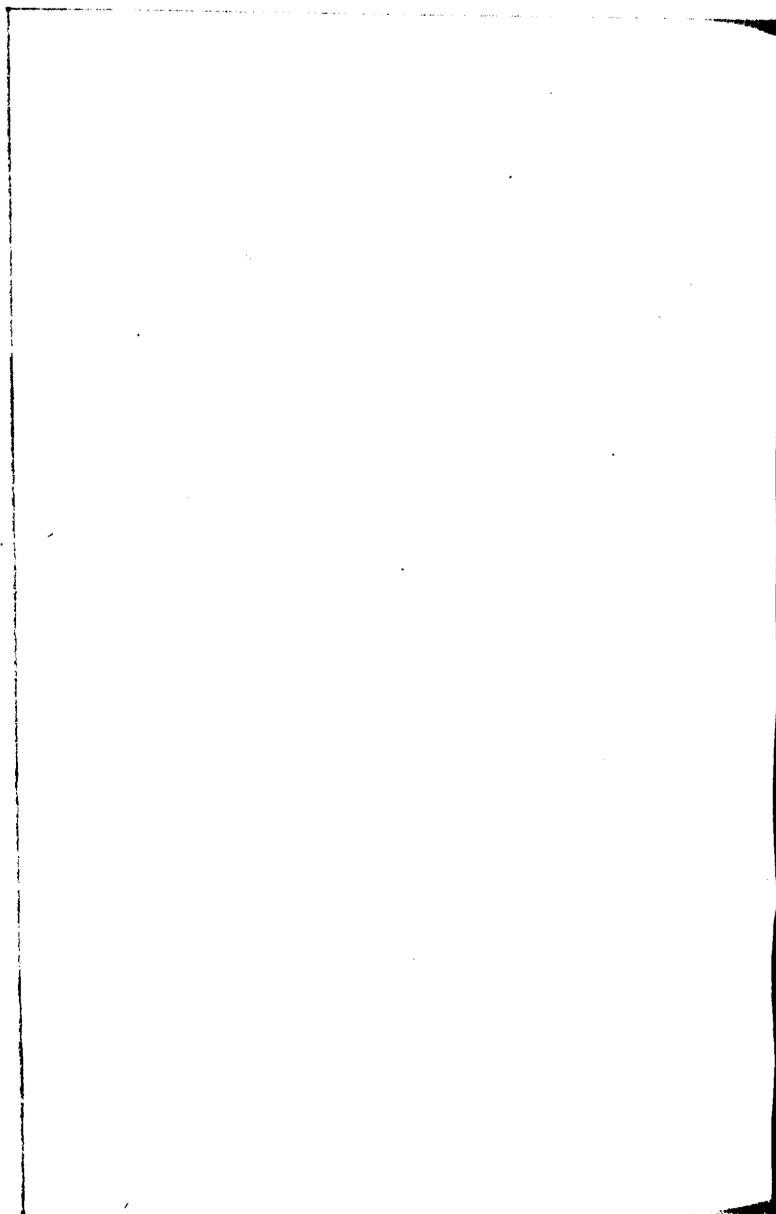


TABLE DES DOCUMENTS

		Pages
		—
<i>Avertissement de l'éditeur</i>		VII
<i>Photographies</i>		XVII
3 Mai 1897. De M. Raffalovitch à M. de Witte.		1
22 Mai — — — — —		1
12 Nov. — — — — —		2
28 Sept. 1901. De M. Hoskier à M.....		3
13 Oct. — De M. Raffalovitch à M. de Witte.		3
16 Oct. — — — — —		6
26 Oct. — — — — —		7
6 Nov. — De M. Raffalovitch à M. Poutilov.		8
16 Déc. — De M. Effront à M. de Witte.....		8
	Etat de dépenses.....	9
4 Janv. 1902. De M. Raffalovitch à M. Poutilov.		10
6 Janv. — De M. Raffalovitch à M. de Witte.		10
18 Janv. — — — — —		11
5 Fév. — De M. Poutilov à M. Raffalovitch.		12
26 Fév. — De M. Raffalovitch à M. de Witte.		12
29 Avril — — — — —		13
5 Mai — De M. Raffalovitch à M. Poutilov		14
1 ^{er} Mai — De M. Marcel Hutin à M. de Witte.		15
9 Août — De M. Raffalovitch à M. Poutilov.		15
17 Déc. — De M. Raffalovitch à M. de Witte.		16
21 Mars 1903. — — — — —		17
30 Juin — — — — —		17
	Note du gérant du ministère....	18
27 Janv. 1904. De M. Romanov au comte Lamsdorff		19
11 Fév. — De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.		19
26 Fév. — De M. Nelidov à M.....		24
27 Fév. — De M. Poutilov à M. Raffalovitch.		25
15 Mars — De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.		26
15 Mars — De M. Raffalovitch à M. Poutilov.		26
15 Mars — — — — —		27

			Pages
			—
16 Mars	1904.	De M. Raffalovitch à M.....	28
17 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	28
19 Mars	—	—	30
22 Mars	—	—	31
27 Avril	—	—	32
19 Mai	—	—	32
26 Mai	—	De M. Raffalovitch au ministre...	34
17 Août	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	34
30 Août	—	—	35
18 Sept.	—	—	37
1 ^{er} Oct.	—	—	39
28 Oct.	—	—	40
2 Nov.	—	—	40
9 Nov.	—	—	40
9 Nov.	—	De M. H. Simond à M. Raffalovich.	44
27 Nov.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	44
11 Déc.	—	—	45
15 Déc.	—	De M. Effront à M. Kokovtzev...	45
16 Déc.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	46
19 Déc.	—	De M. Raffalovitch au ministre..	47
29 Déc.	—	De M. Effront à M. Kokovtzev..	47
		Note	48
		Plan d'une agence ((Laffon).....	49
17 Fév.	1905.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	52
18 Fév.	—	De M. Nelidov à M.....	57
19 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	59
28 Fév.	—	De M. de Verneuil à M. de Witte..	59
1 ^{er} Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	60
4 Mars	—	—	63
9 Mars	—	—	67
10 Mars	—	De M. Raffalovitch à M.....	67
12 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	68
14 Mars	—	—	69
14 Mars	—	—	70
15 Mars	—	—	71
18 Mars	—	De M. Bompard au ministre	72
22 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	72
22 Mars	—	De M. Raffalovitch au ministre...	73
31 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	74
8 Avril	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	74

			Pages
12 Avril 1905.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		79
20 Avril	—	—	80
22 Avril	—	—	81
29 Avril	—	—	82
30 Avril	—	—	82
26 Mai	—	—	84
27 Mai	—	—	84
31 Mai	—	—	85
13 Juin	—	—	85
16 Juin	—	—	86
30 Juin	—	—	87
5 Juil.	—	—	87
11 Juil.	—	—	88
12 Juil.	—	—	90
13 Juil.	De M. Effront à M. Kokovtzev.....		90
22 Août	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		93
	—	—	93
29 Sept.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.		94
17 Oct.	De M. Raffalovitch à M. Poutilov..		94
18 Oct.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		95
20 Oct.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		100
20 Oct.	De M. Raffalovitch au ministre...		105
30 Oct.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		106
6 Nov.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		106
9 Nov.	—	—	107
12 Nov.	—	—	108
22 Nov.	—	—	111
28 Déc.	—	—	111
28 Déc.	De M. Effront à M. Kokovtzev....		112
20 Déc.	De M. Vountch à M. Kokovtzev....		113
21 Déc.	De M. Kokovtzev à M. Vountch....		113
21 Déc.	De M. Kokovtzev à M. de Witte..		113
22 Déc.	De M. de Witte à M. Kokovtzev..		114
26 Déc.	—	—	115
26 Déc.	De M. Kokovtzev à M. de Witte..		115
29 Déc.	De M. Vichnegradsky à M. Raffal.		116
13 Janv. 1906.	De M. Raffalovitch à M.		116
13 Janv.	—	—	116
	De M. Davidov à M. Raffalovitch		117
16 Janv.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		117
18 Janv.	—	—	118

			Pages
25 Janv. 1906.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		119
23 Janv. —	De M. Davidov à M. Kokovtzev...		119
	Note		125
10 Fév. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		125
13 Mars —	De M. Raffalovitch au ministre...		131
3 Avril —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		131
24 Mars —	De M. Chipov à M. Raffalovitch..		132
11 Mai —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		132
11 Mai —	—	—	133
15 Mai —	—	—	133
15 Juin —	—	—	134
16 Juin —	—	—	134
19 Juin —	De M. Raffalovitch au ministre...		135
22 Juin —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		136
23 Juin —	—	—	137
	De M. Kokovtzev à M. Noetziin..		138
12 Juil. —	De M. Effront à M. Kokovtzev....		139
2 Août —	De M. Raffalovitch au ministre...		140
6 Août —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		141
31 Août —	—	—	142
23 Sept. —	De M. Raffalovitch à M. Poutilov.		143
24 Sept. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		144
27 Sept. —	—	—	145
3 Oct. —	—	—	145
4 Oct. —	De M. Effront à M. Kokovtzev....		146
5 Oct. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		147
6 Oct. —	—	—	148
8 Oct. —	—	—	148
29 Sept. —	De M. Kokovtzev à M. de Verneuil.		149
14 Oct. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		151
15 Oct. —	—	—	152
17 Oct. —	—	—	153
9 Nov. —	—	—	154
	De M. Raffalovitch au ministre..		154
9 Déc. —	De M. Raffalovitch à M. Davidov.		155
29 Nov. —	De M. Davidov à M. Noetziin....		155
2 Janv. 1907.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		156
3 Janv. —	—	—	156
7 Janv. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		157
9 Janv. —	—	—	158
11 Janv. —	—	—	159

			Pages
			—
11 Janv. 1907.	De M... à M. Anspach.....		160
9 Fév. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		160
30 Janv. —	De M. Andronikov à M. Kokovtzev		161
7 Mars —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		162
20 Mars —	—	—	162
22 Mars —	—	—	163
13 Mars —	De M. Kokovtzev à M. Raffalovitch		163
1 ^{er} Avril —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		164
24 Avril —	—	—	164
3 Mai —	—	—	165
26 Mai —	—	—	165
20 Juin —	—	—	165
	De M. Raffalovitch à M. Davidov.		167
21 Juin —	Rapport du ministère des finances		167
	Du ministre à M. Raffalovitch..		168
18 Oct. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		168
21 Oct. —	—	—	169
25 Oct. —	—	—	169
26 Oct. —	—	—	170
5 Nov. —	—	—	170
14 Nov. —	—	—	171
6 Déc. —	—	—	172
10 Déc. —	—	—	173
	—	—	173
29 Déc. —	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		174
	De M. Raffal. à M. Vichnegradsky.		175
	Note		175
5 Janv. 1908.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		176
	De M. de La Chanonie à M.....		177
31 Janv. —	De M. de Verneuil à M. Kokovtzev		178
	De M. Kurcz à M.....		179
3 Fév. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		180
26 Janv. —	De M. Davidov à M. Raffalovitch..		181
10 Fév. —	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		182
11 Fév. —	—	—	182
12 Fév. —	—	—	183
14 Fév. —	—	—	184
18 Fév. —	—	—	186
19 Fév. —	—	—	187
27 Fév. —	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		188
15 Fév. —	De M. Davidov à M. Raffalovitch..		189

			Pages
5 Mars 1908.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		190
5 Mars	—	—	191
6 Mars	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		192
9 Mars	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		194
25 Fév.	De M. Davidov à M. Raffalovitch..		194
19 Mars	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		195
27 Mars	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		195
15 Mars	De M. Davidov à M. Raffalovitch..		196
30 Mars	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		196
2 Avril	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		196
3 Avril	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		197
11 Avril	De M. Raffal. à M. Malichevsky..		198
12 Avril	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		199
28 Avril	—	—	199
16 Mai	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		200
2 Juin	De M. Raffal. à M. Malichevsky..		200
	Relevé d'insertions		201
	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.		202
16 Juil.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		203
	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.		203
	De la Banque de Paris		203
28 Sept.	De M. Raffal. à M. Malichevsky..		204
8 Oct.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		204
13 Oct.	De M. Raffalovitch à la C.O.C.		205
	Relevé d'insertions		206
20 Oct.	De M. Raffalovitch à la C.O.C.		207
16 Nov.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		209
8 Déc.	—	—	209
8 Déc.	—	—	210
24 Déc.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..		211
27 Déc.	De M. Effront au ministre.....		212
15 Déc.	De M. Lvov à M. Effront.....		212
29 Déc.	De M. Effront à M. Kokovtzev....		212
30 Déc.	De M. Raffalovitch à la C.O.C.		213
6 Janv. 1909.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		213
9 Janv.	Extrait du rapport de M. Effront.		214
3 Mars	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev		215
5 Mars	—	—	215
16 Mars	—	—	217
29 Mars	—	—	218
16 Avril	—	—	219

			Page
			—
12 Mai	1909.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	221
28 Juin	—	—	223
23 Juil.	—	—	224
24 Juil.	—	—	225
26 Août	—	—	226
7 Sept.	—	—	227
31 Déc.	—	—	229
		Versements	231
20 Janv.	1910.	De M. Raffalovitch à M.	231
23 Janv.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	232
24 Janv.	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	235
27 Janv.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	235
28 Janv.	—	—	236
19 Janv.	—	De M. Sazonov à M. Kokovtzev....	237
21 Janv.	—	De M. Lvov à M. Raffalovitch....	238
		Note officielle	238
5 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	238
24 Janv.	—	De M. Sazonov à M. Kokovtzev....	240
7 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	240
22 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	241
		Note jointe	241
15 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	242
		—	243
8 Avril	—	—	245
12 Avril	—	De M. Meulemans au marquis de ***	246
15 Avril	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	247
23 Avril	—	—	248
		Note jointe	248
23 Mai	—	De M. Galitsine à M. Raffalovitch..	248
26 Mai	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	249
17 Juin	—	—	250
30 Juin	—	De M. Nekloudov à M. Isvolsky....	251
2 Juil.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	253
		—	254
4 Juil.	—	De M. Trouvé à M. Raffalovitch...	254
5 Juil.	—	A la C. O. C.....	255
9 Juil.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	257
		—	257
12 Juil.	—	—	258
16 Juil.	—	—	260
7 Juil.	—	De M. Kokovtzev à M. Isvolsky....	261

			Pages
			—
24 Juil.	1910.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	262
27 Juil.	—	—	262
31 Juil.	—	—	263
11 Août	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	263
10 Août	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	264
23 Août	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	264
26 Août	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	265
29 Août	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	265
28 Sept.	—	—	266
3 Oct.	—	—	267
9 Oct.	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov...	267
10 Oct.	—	—	268
		Le Gérant du ministère.....	268
16 Oct.	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	269
15 Nov.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	269
13 Mai	1911.	De M. Perchot à M. Raffalovitch..	271
18 Mai	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	272
		Versements	272
12 Oct.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	273
24 Oct.	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	275
24 Oct.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	276
28 Oct.	—	—	279
31 Oct.	—	—	280
13 Déc.	—	—	282
10 Janv.	1912.	—	284
16 Janv.	—	—	285
		De M. Dorliac à M. Raffalovitch..	287
		De M. Poincaré à M. Kokovtzev..	287
		De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	288
9 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M.....	288
16 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	289
18 Fév.	—	Lettre	289
18 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	290
26 Fév.	—	—	291
10 Mars	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	291
		De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	292
23 Avril	—	—	293
17 Mai	—	—	295
18 Mai	—	—	296
		—	298
31 Mai	—	—	298

		Pages
4 Juin	1912. De M. Raffalovitch à M. Davidov..	299
5 Juin	— De M. Perchot à M. Raffalovitch..	300
6 Juin	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	302
17 Juin	— — —	302
20 Juin	— — —	304
	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	305
3 Juil.	— — —	305
23 Juil.	— De M. Krassilnikov à M. Beletzky..	306
6 Août	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	306
10 Août	— — —	308
28 Juil.	— De M. Beletzky à M.....	309
	De M. Krassilnikov à M. Beletzky.	309
4 Août	— De M. Marcel Hutin à la C.O.C....	310
3 Sept.	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	312
	De M. Krassilnikov à M. Beletzky.	313
15 Sept.	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	314
21 Sept.	— — —	316
	— — —	317
21 Sept.	— De M. Raffalovitch à M. Davidov..	319
	De M. Krassilnikov à M. Beletzky.	319
12 Sept.	— De M. Beletzky à M. Krassilnikov.	321
27 Sept.	— De M. Raffalovitch à M. Davidov..	321
30 Sept.	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	322
	Note de M. Beletzky	323
29 Sept.	— De M. Vissarionov à M. Krassilnikov	323
16 Oct.	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	324
23 Oct.	— De M. Isvolsky à M. Sazonov.....	325
	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev.	329
29 Oct.	— De M. Perchot à M. Raffalovitch..	330
17 Oct.	— De M. Sazonov à M. Isvolsky.....	331
17 Oct.	— De M. Kokovtzev à M. Poincaré...	332
4 Nov.	— De M. Huguet à M. Zaharoff.....	333
5 Nov.	— De M. Isvolsky à M. Sazonov.....	334
6 Nov.	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	334
6 Nov.	— — —	335
7 Nov.	— De M. Raffalovitch à M. Davidov..	336
11 Nov.	— De M. Davidov à M. Kokovtzev....	336
13 Nov.	— De M. Isvolsky à M. Nératov.....	337
16 Nov.	— De M. Raffalovitch à M. Davidov..	338
21 Nov.	— De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	340
2 Déc.	— — —	342

			Pages
			—
6 Déc.	1912.	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	343
11 Déc.	—	De M. Raffalovitch à M. Isvolsky..	344
11 Déc.	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	345
11 Déc.	—	—	347
29 Nov.	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	347
13 Déc.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	348
13 Déc.	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	349
1 ^{er} Déc.	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	350
3 Déc.	—	De M. Kokovtzev à M. Sazonov...	350
16 Déc.	—	De M. Deshoux à M. Laffon.....	354
17 Déc.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	354
23 Déc.	—	—	355
29 Déc.	—	—	355
26 Déc.	—	De M. Sazonov à M. Isvolsky.....	356
25 Janv.	1913.	De M. Bellamy à M. Kokovtzev....	357
1 ^{er} Fév.	—	De M. Laffon à M. Kokovtzev.....	357
11 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	359
13 Fév.	—	—	360
1 ^{er} Fév.	—	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	362
14 Fév.	—	De M. Isvolsky à M. Sazonov.....	362
		De M. Raffalovitch à M. Davidov..	366
7 Fév.	—	De M. Davidov à M. Laffon.....	367
25 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	367
15 Fév.	—	De M. Sazonov à M. Kokovtzev...	368
1 ^{er} Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	372
4 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	373
19 Avril	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov..	374
23 Avril	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	375
26 Avril	—	De M. Laffon à M. Davidov.....	376
26 Avril	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	376
18 Mai	—	—	379
4 Juin	—	—	380
4 Juin	—	De M. Raffalovitch à M. Davidov	380
11 Juin	—	De M. ... à M. Kokovtzev.....	381
4 Juin	—	De M. Kokovtzev à M. Sazonov....	381
20 Juin	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	383
13 Juin	—	De M. Sazonov à M. Isvolsky.....	383
		De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	384
3 Juil.	—	—	384
4 Juil.	—	De M. Isvolsky à M. Sazonov.....	386
24 Juin	—	De M. Sazonov à M. Kokovtzev....	386

			Pages
28 Juin	1913.	De M. Davidov à M. Raffalovitch..	387
2 Juil.	—	De M. Kokovtzev à M. Sazonov....	388
15 Juil.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	389
5 Juil.	—	De M. Sazonov à M. Isvolsky.....	390
		De M. Raffalovitch à M.....	391
30 Oct.	—	De M. ... à M. Raffalovitch.....	391
		Dépenses	392
6 Nov.	—	De M. Raffalovitch à M.....	393
11 Nov.	—	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	394
15 Déc.	—	De M. Laffon à M. Davidov.....	395
		De M. Davidov à M. Laffon.....	396
31 Déc.	—	De M. Laffon à M. Davidov.....	396
23 Déc.	—	De M. Rivet à M. Davidov.....	398
12 Janv.	1914.	De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev	399
12 Janv.	—	—	400
5 Fév.	—	—	401
13 Fév.	—	De M. Raffalovitch à M. Bark.....	401
		Note	402
		Note	403
15 Mars	—	De M. Raffalovitch à M. Bark.....	404
19 Avril	—	De M. Davidov à M. Bark.....	406
4 Juil.	—	De M. Raffalovitch à M. Bark.....	407
23 Nov.	1915.	De M. Rivet à M. Davkdv.....	408
25 Nov.	—	—	408
11 Déc.	—	De M. Féodosiev à Mme Rivet....	409
28 Déc.	—	De M. Rivet à M. Féodosiev.....	410
13 Janv.	1916.	—	411
		Contrat	411
26 Janv.	—	De M. Rivet à M. Davidov.....	414
28 Janv.	—	—	415
13 Fév.	—	De M. Rivet à M. Féodosiev.....	415
20 Fév.	—	De M. Féodosiev à M. Nikiforov..	416
1 ^{er} Mars	—	De M. Rivet à M. Féodosiev.....	417
5 Mars	—	—	418
		—	419
		—	421
2 Août	—	—	421
6 Août	—	—	422
6 Août	—	De M. Rivet au ministre.....	423
10 Août	—	De M. Rivet à M. Féodosiev.....	424
9 Sept.	—	De M. Rivet au ministre.....	425

	Pages
25 Janv. 1917. De M. Rivet à M. Féodosiev.....	427
30 Janv. — De M. Chatelain à M. Raffalovitch.	429 -
16 Fév. — De M. Raffalovitch à M. Chatelain.	429
17 Fév. — — — — —	429
20 Fév. — De M. Raffalovitch au ministre....	430 -
20 Avril --- De M. Rivet au ministre.....	431
2 Mai — — — — —	433
17 Juin — De M. Skvortzov à M. Rivet.....	433
8 Juil. — De M. Raffalovitch au ministre...	434
10 Juil. — De M. Rivet à M. Skortzov.....	434
— à M.	436
— à M.	436



Cet ouvrage, achevé d'imprimer le
12 Mai 1931, a été tiré à 5.180 ex.,
par la Cootypographie, imprimerie
ouvrière, 11, rue de Metz, à Courbevoie,
pour la Coopérative ouvrière d'éditions
Librairie du Travail, 17, rue de
Sambre-et-Meuse,
Paris
x°

